

De présidentiable à président : la rhétorique au service du pouvoir. Analyse comparative des discours de campagne et d'investiture de Nicolas Sarkozy (2007) et Emmanuel Macron (2017) : logos, ethos, pathos

Fabiola Casagrande

▶ **To cite this version:**

Fabiola Casagrande. De présidentiable à président : la rhétorique au service du pouvoir. Analyse comparative des discours de campagne et d'investiture de Nicolas Sarkozy (2007) et Emmanuel Macron (2017) : logos, ethos, pathos. Sciences de l'Homme et Société. 2019. dumas-02309544

HAL Id: dumas-02309544

https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-02309544

Submitted on 9 Oct 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ DE TOULON

UFR des Lettres, Langues et Sciences Humaines

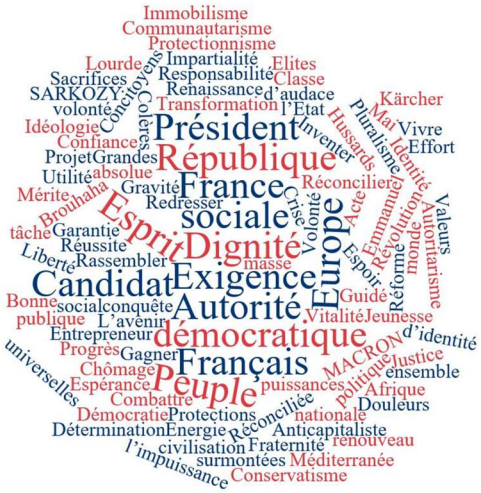
***Master 2* «*Discours, Politique, Media*»**

Année 2018-2019

De présidentiable à président : la rhétorique au service du pouvoir

Analyse comparative des discours de campagne et d'investiture de Nicolas Sarkozy (2007) et Emmanuel Macron (2017)

Logos*, *Ethos*, *Pathos



présenté par Fabiola CASAGRANDE

Sous la direction de M. Jacques-Emmanuel BERNARD

Date de soutenance : 28 juin 2019

« Les langues sont un trésor et véhiculent autre chose que des mots. Leur fonction ne se limite pas au contact et à la communication. Elles constituent d'une part des marqueurs fondamentaux de l'identité, elles sont structurantes, d'autre part, de nos perspectives ».

— Michel Serres, *Atlas* (1996 : 112)

Avertissement

L'Université de Toulon n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans ce document ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

Remerciements

Je remercie Monsieur Jacques-Emmanuel Bernard pour l'opportunité donnée en acceptant de diriger mon mémoire. Je le remercie aussi pour ses observations précieuses et pour ses conseils avisés qui m'ont permis de progresser en rhétorique et en linguistique.

Je suis reconnaissante envers Monsieur Simone Visciola d'avoir accepté d'être membre du jury et le remercie pour les connaissances dispensées en relations internationales lesquelles ont enrichi mon travail.

Je suis reconnaissante envers Mesdames Michèle Monte et Marion Sandré du soutien qu'elles m'ont apporté dans toutes les étapes de mon parcours pour entreprendre des études à l'Université de Toulon. Sans leur aide, mon projet n'aurait pas pu voir le jour. J'associe également tous mes professeurs du Master 2 Discours, Politique, Media pour la qualité de leur enseignement.

Je remercie le Service de la Formation Tout au Long de la Vie et plus particulièrement, Mesdames Audrey Fisson et Cindy Rougetet qui m'ont aidée à faire aboutir ce dossier dans le cadre de mon projet de reprise d'études.

J'exprime ma gratitude à mes amis pour les encouragements qui ont été indispensables dans des moments de doute que j'ai traversés. Je remercie toutes les personnes qui ont pris le temps de relire mon travail : Isabelle Thuillier, Isabelle Bernard, Gilles Thomé et Cyrille Coste.

J'exprime ma gratitude à ma famille et mes parents qui m'ont toujours soutenue et encouragée.

Résumé

Ce mémoire s'attache à étudier les procédés rhétoriques et argumentatifs convoqués par Nicolas Sarkozy et Emmanuel Macron sur la base de leurs discours de campagne et d'investiture de 2007 et 2017. Seront pris en compte les critères énonciatifs liés aux discours du genre délibératif et épidictique. A partir de la littérature sur les discours politiques et sur l'école française de l'analyse de discours, nous posons la problématique suivante : Comment les candidats à l'élection présidentielle adaptent-ils leurs discours en fonction de la situation de communication et en quoi ces discours diffèrent-ils de ceux qui les ont précédés ? Comment la construction discursive de soi est-elle mise au service de l'orateur pour atteindre sa visée persuasive (*logos*) ? Quelle stratégie l'orateur met-il en œuvre pour modifier son image selon qu'il s'adresse à ses militants ou à la Nation toute entière (*ethos*) ? Quelles émotions suscite-t-il (*pathos*) ? Notre étude tentera de répondre à ces questions afin de mettre en lumière l'ambition de deux hommes qui ont uni leur destin à celui de la France et qui ont, à leur manière, brisé les codes pour accéder au pouvoir. En conclusion, et dans une perspective d'approfondissement, nous étudierons le rôle des media dans la propagation des informations susceptibles de nuire à l'image de l'homme politique.

Mots clés : élection présidentielle, investiture, discours, *ethos*, *pathos*, *logos*, émotion, orateur, public, politique, rhétorique, analyse de discours.

Sommaire

Remerciements 3

Résumé 6

Sommaire 7

INTRODUCTION 9

CHAPITRE 1 : ÉTUDE DU DISCOURS DE CAMPAGNE DE NICOLAS SARKOZY 18

I. FIN DE COURSE A LA PRÉSIDENTIELLE : LES DERNIERS MOTS DU CANDIDAT ADRESSÉS AUX FRANÇAIS 19

II. ÉTUDE DE L'ARGUMENTATION OU *LOGOS* 23

III. ÉTUDE DE L'ARGUMENTATION «AFFECTIVE», *ETHOS* ET *PATHOS* 29

IV. L'ACTION ORATOIRE 43

CHAPITRE 2 : ÉTUDE DU DISCOURS D'INVESTITURE DE NICOLAS SARKOZY 48

I. LE PLAN DE L'ALLOCUTION D'INVESTITURE 49

II. ÉTUDE DE L'ARGUMENTATION : RAISONNEMENT OU *LOGOS* 52

III. ÉTUDE DE L'ARGUMENTATION «AFFECTIVE» *ETHOS* ET *PATHOS* 57

IV. L'ACTION ORATOIRE 64

V. COMPARAISON DES DEUX DISCOURS DE NICOLAS SARKOZY 66

CHAPITRE 3 : ÉTUDE DU DISCOURS DE CAMPAGNE D'EMMANUEL MACRON 71

INTRODUCTION 72

I. LE PLAN DU DISCOURS 74

II. ÉTUDE DE L'ARGUMENTATION : RAISONNEMENT OU *LOGOS* 76

III. ÉTUDE DE L'ARGUMENTATION «AFFECTIVE» : *ETHOS* ET *PATHOS* 87

IV. L'ACTION ORATOIRE 100

CHAPITRE 4 : ÉTUDE DU DISCOURS D'INVESTITURE D'EMMANUEL MACRON 106

INTRODUCTION 107

I. LE PLAN DU DISCOURS 108

II. ÉTUDE DE L'ARGUMENTATION / RAISONNEMENT : LE *LOGOS* 109

III. ÉTUDE DE L'ARGUMENTATION «AFFECTIVE», *ETHOS* ET *PATHOS* 117

IV. L'ACTION ORATOIRE 131

V. COMPARAISON DES DEUX DISCOURS D'EMMANUEL MACRON 136

CHAPITRE 5 : COMPARAISON DES DISCOURS DE NICOLAS SARKOZY ET EMMANUEL MACRON 140

CONCLUSION 155

BIBLIOGRAPHIE 159

TABLE DES MATIÈRES 166

ANNEXES 171

INTRODUCTION

Ce travail se donne pour objectif d'étudier, à travers leurs discours politiques, les portraits de deux leaders politiques que sont Nicolas Sarkozy et Emmanuel Macron avant et après leur accession à la magistrature suprême. Nous explorerons les contenus des discours et les mécanismes de la communication à savoir les procédés mis en scène et les stratégies persuasives. Nous relèverons les fonctions attribuées aux discours politiques et le rôle de l'image et de l'émotion. Quelles sont les différentes gammes d'expressions oratoires et les mécanismes de persuasion que ces hommes politiques utilisent ? Nous mobiliserons notre compréhension du contexte politique de l'époque et des techniques de l'analyse de discours pour interroger les procédés de l'orateur servant ou non l'image de celui-ci en vue d'une plus grande proximité avec son auditoire. L'analyse de discours s'est constituée en France, dans les années 1960-1970, en réaction à l'idée selon laquelle l'approche « de la langue » serait, à elle seule, suffisante pour appréhender la question du sens. L'analyse de discours ne se limite pas à la simple analyse de contenu faisant appel à un ensemble de techniques auxiliaires des sciences sociales, mais elle revendique un statut et une spécificité qui lui sont propres en tant que discipline d'analyse textuelle.

En France, l'élection présidentielle détermine la personne élue président de la République pour un mandat de cinq ans. Depuis 1965, l'élection se fait au suffrage universel direct requérant la majorité absolue des suffrages exprimés. Avant cette date et comme l'avait institué la Constitution de 1958, l'élection présidentielle était prévue pour une durée de sept ans (durée ramenée à cinq ans en 2000) et faisait l'objet d'un scrutin par un collège électoral composé des membres du Parlement, des conseils généraux et des assemblées des territoires d'outre-mer, ainsi que des représentants élus des conseils municipaux. Cette disposition a été modifiée en 1962 à la faveur d'un référendum dont l'initiative revient au Général de Gaulle. L'élection présidentielle est un scrutin qui mobilise la population car son enjeu politique apparaît plus fondamental[1]. Le premier tour de l'élection présidentielle de 2007 a été marquée par une participation exceptionnelle de 83,97 %. Pourtant, la montée de l'abstention électorale s'installe et confirme une crise de légitimité du vote alors que l'intérêt pour la politique se maintient. Le taux d'abstention à l'élection présidentielle a été au second tour de 16,2% en 2007 et de 25,4 % en 2017. Le scepticisme que suscitent les élites politiques, les contraintes de la mondialisation et la perte de repères peuvent être à l'origine de l'abstention qui est devenue une norme.

[1] « Les électeurs considèrent cette élection comme la plus importante, et ils y participent d'ailleurs davantage qu'à tous les autres scrutins. La participation lors du premier tour de l'élection présidentielle est en moyenne de 81%, alors que celle des élections législatives est en moyenne de 75% ». F. Haegel (2007 : 333)

1. Le pouvoir politique : acteurs, enjeux, organisations, événements

a- Contexte politique et social

Nous tentons ici de poser les principes sociaux du pouvoir politique. Selon Pierre Bourdieu, le champ politique s'entend des démocraties représentatives au sein desquelles figure la lutte pour l'accès aux fonctions électives et plus globalement aux positions de pouvoir politique[2]. L'un des principes fondateurs de la démocratie est la reconnaissance de la participation citoyenne. La Révolution française a notamment proclamé la souveraineté nationale et la mise en place d'élections visant à désigner les représentants de la Nation. Bien que limité aux citoyens fortunés, ce droit individuel ne connaît son apogée qu'avec la proclamation du suffrage universel en 1848. Toutefois, seuls les hommes se voient accorder ce droit de vote avant qu'il ne soit étendu aux femmes en 1944, celles-ci devenant, à leur tour, électrices et éligibles.

b- Les acteurs de la vie politique

La participation des citoyens intègre plusieurs formes d'expression : les *partis politiques* (espace de discussion pour les militants et mise au point des projets programmatiques), les *media* (la radio et les débats télévisés représentent un fort pouvoir d'orientation des opinions), les *sondages d'opinion* (Pierre Bourdieu estime que ce sont des « outils au service de ceux qui les commandent »). Au fil des années, la vie politique s'est professionnalisée. Nombre d'élus y font carrière.

Mais aujourd'hui, cette participation ne se limite plus à l'inscription pure et simple dans le schéma des partis politiques et dans le cadre unique des échéances électorales. Les citoyens revendiquent à tout moment la prise en compte de leur avis. Ils se mobilisent par le biais d'associations citoyennes appelées à faire exister davantage de démocratie participative dans les domaines sociaux et politiques. Ces dernières années, des mouvements affichant une distance vis-à-vis des partis politiques dits traditionnels ont émergé tels que « *En Marche !»* ou « *La France Insoumise ».*

Sous la Cinquième République, le profil social du personnel politique est inversé par rapport à la Troisième République. Les catégories socio-professionnelles en puissance concentrent une part majoritaire des cadres et professions libérales supérieures (avocats, médecins, hauts fonctionnaires). Les élites qui composent la classe politique de nos jours sont fortement dotées en capitaux économiques et sociaux. Elles détiennent un niveau d'études

[2] « Le champ politique est le lieu où s'engendrent, dans la compétition entre les agents qui s'y trouvent engagés des produits politiques, problèmes, programmes, analyses, commentaires, concepts, événements, entre lesquels les citoyens ordinaires, réduits au statut de « consommateurs », doivent choisir.*» La représentation politique. Éléments pour une théorie du champ politique*, Actes de la recherche en sciences sociales, 1981.

supérieures. Ainsi les élus nationaux et les ministres ne sont guère le reflet de la population française. Sous la présidence de Nicolas Sarkozy, le gouvernement de François Fillon compte des dirigeants de grandes entreprises privées.

c- L'engagement politique et le sentiment de légitimité

La légitimité à participer aux affaires publiques et à s'engager est conditionnée par la maîtrise de connaissances du domaine politique, de ses codes et de ses acteurs. Être reconnu compétent confère à l'impétrant une légitimité à intervenir politiquement. Le niveau d'étude, le milieu social sont autant de facteurs de socialisation politique même si l'appartenance à un milieu populaire rend possible cette politisation. La légitimité du pouvoir politique recouvre les débats politiques, les slogans, la publicité politique qui sont autant de formes discursives contribuant à la légitimation.

d- Situation communicationnelle des discours politiques

Depuis le début du XXème siècle, la communication politique a connu des évolutions tant sur le plan technologique que stylistique. Le style est moins formel. Les fonctions assignées à la communication politique résident dans la transmission d'informations, la modification de l'opinion publique voire des comportements. Il a vocation à plaire, à convaincre[3]. Le langage politique est traversé par des références spécifiques, des repères identitaires et une terminologie situant l'auteur dans un champ politique déterminé : on parle ainsi de « discours socialiste », de « discours de droite ». La vie politique est un univers complexe d'autant que le langage y est parlé d'une certaine manière. Il suppose un long apprentissage avant de pouvoir être maîtrisé, ce qui accroît la difficulté d'appréhension du débat politique par le simple citoyen[4].

Le discours politique est un genre très ancien qui a vu le jour dans la Grèce classique et qui prend son essor dans la Rome de Cicéron à une époque où la parole publique était devenue un instrument de délibération et de persuasion juridique et politique. La rhétorique classique catégorise trois genres discursifs : **délibératif, judiciaire, épidictique**. Le discours politique est à classer dans le genre délibératif bien qu'il comporte comme nous le commenterons ultérieurement une dimension épidictique.

La mise en rapport des discours politiques suppose des invariants. En effet, notre analyse portera sur les comportements linguistiques (morphologie, syntaxe, lexique, phénomènes énonciatifs) des deux locuteurs dans des environnements différents que ce soit en campagne

[3] *Les 100 discours qui ont marqué le XXème siècle*, Bruxelles (2010 : 21)
[4] *Ibidem*, 24

électorale c'est-à-dire devant une assemblée de militants et sympathisants qu'au cours de la prise de fonction. Nous étudierons les séquences à la lumière des contextes politique et discursif dans lesquels ils s'ancrent ainsi que les relations qu'ils entretiennent entre eux et leur articulation à la réalité sociale.

e- Quelles grandes fonctions le discours politique remplit-il ?

Tout d'abord, le discours politique remplit une fonction décisionnelle car le politique a toujours besoin de produire du sens pour informer, persuader et convaincre les membres d'une communauté sociale organisée politiquement[5]. Le discours politique a pour but de rendre transparente une pratique sociale. Un homme politique construit la réalité par son discours et essaye d'imposer sa vision du monde. Christian Le Bart parle de « mise en transparence de la réalité sociale ». Dit autrement, le discours politique s'insère dans l'actualité immédiate et prend en compte le contexte social, économique et politique du moment. Son ancrage dans le social permet sa prise en compte en tant que tel. L'enjeu de ce type de discours n'est pas de décrire une réalité ou de convaincre l'auditoire (celui-ci est généralement acquis d'avance) par un enchaînement logique de propositions mais de persuader l'auditoire d'une « évidence subjective». Dès lors, la construction discursive vise à représenter une certaine réalité pour un certain auditoire.

Trois instances distinctes sont produites par le discours politique. Tout d'abord, **l'instance politique et adversaire** ont le pouvoir de faire et de faire penser, puis **l'instance citoyenne** -lieu de l'opinion qui est très hétérogène- et enfin, un troisième niveau qui est **l'instance médiatique**. Cette dernière relie l'instance politique et l'instance citoyenne. Par media, nous entendons tous supports de diffusion du programme politique destinés à rendre crédible l'instance politique et à critiquer les parties adverses (tracts, blogs, réseaux sociaux, etc). L'instance citoyenne revendique, interpelle, sanctionne lors des élections. Les rapports qui unissent ces trois instances sont des rapports de légitimité, de crédibilité et de captation (à savoir, le pouvoir de faire penser ou faire agir autrui d'une certaine façon)[6].

Le **discours de campagne** est au cœur de l'action politique et se déploie par la parole. Il se situe à mi-chemin entre texte écrit et texte oral spontané. Il s'agit d'un exercice obligé dès lors qu'on entre dans la compétition politique. Le candidat -investi par son parti- y expose ses idées et promet d'agir pour le bien commun. Il est mythique, c'est-à-dire, qu'il ne jure que par le travestissement du réel et la projection d'un monde d'illusions. Les discours de campagne qui constituent notre corpus ont été publiés sur les sites Internet des candidats tandis que les allocutions d'investiture sont accessibles sur le site de l'Élysée. Ils ont donné lieu à une

[5] https://cache.univ-tln.fr:2057/revue-bulletin-de-psychologie-2007-6-page-593.htm
[6] Michèle Monte « *Discours et contrats de communication* », notes de cours

publication dans des journaux de presse nationale et régionale, certains les ayant repris *in-extenso* alors que d'autres en ont publié des passages assortis d'éclairages journalistiques. Les scènes relatives à ces discours ont été retransmises en direct sur les grandes chaînes de télévision publiques et privées ainsi que sur Internet. Nous n'avons pu nous procurer d'images du discours de campagne prononcé par Nicolas Sarkozy à Montpellier. En revanche, les captations vidéo d'autres discours de campagne de ce protagoniste existent et sont disponibles sur Internet. Nous nous sommes inspirée de ceux-ci (notamment le discours de Bercy du 29 avril 2007) afin d'éclairer la partie consacrée à l'action oratoire.

Le **discours d'investiture** appartient au *genre politique* dans la mesure où il met en place des argumentations apparemment objectives et universelles, fondées sur des lois de la nature ou des lois logiques, en vue d'accomplir leur fonction principale d'instruire, de convaincre et de persuader[7]. Selon Alice Krieg-Planque, un *genre* peut être « défini comme une forme socio-historique d'expression, orale ou écrite, caractérisée en particulier par des usages sociaux et par des normes langagières collectivement reconnues et intériorisées ». Le discours d'investiture est un discours très riche en argumentation. Il se situe également dans la filiation du *genre institutionnel* en tant qu'il lui emprunte des terminologies et lexiques qui lui sont propres et fait usage de tous ses codes (adresse, formule d'ouverture et de clôture)[8]. Il véhicule des valeurs républicaines dans un cadre qui reste conforme à ce qu'il doit être (utilisation du syntagme nominal «*La France*» et sa périphrase «*ce vieux pays*»[9]. Ce genre peut se définir comme institution, c'est-à-dire, un espace symbolique où les acteurs politiques légitiment leur discours devant des media et l'opinion publique. Il implique que le locuteur soit doté d'un statut juridique l'autorisant à prononcer un tel discours (la légitimité démocratique). En cours depuis l'avènement de la Cinquième République, le discours d'investiture est lié à ses conditions de production très ritualisées et est communément défini à partir de critères situationnels (décorum, cérémonie solennelle, protocole strict). L'objectif premier est de délivrer un message rassembleur et d'union autour de la personne du président élu.

2. Portraits prédiscursifs des orateurs

a- Nicolas Sarkozy

Nicolas Sarkozy, est né le 28 janvier 1955 à Paris. Sa famille puise ses origines en France, en Hongrie (pays d'origine de son père Pàl) et en Grèce (pays d'origine de sa mère Andrée). Il passe sa jeunesse entre Paris et Neuilly-sur-Seine et suit des études à l'Institut de

[7] Selon C. Le Bart, "la prétention à régir le social constitue le ressort fondamental du discours politique*", Le discours politique*, Paris, 1998
[8] 2017 : 17
[9] Ligne 3 du discours d'investiture de Nicolas Sarkozy

Sciences politiques de Paris à la suite desquelles il obtient un Certificat d'aptitude à la profession d'avocat (CAPA). Il prête serment en 1981 et conduit en parallèle sa carrière politique.

Dès 1974, Nicolas Sarkozy adhère à l'UDP (l'Union des Démocrates pour la République) et devient le délégué départemental des jeunes des Hauts-de-Seine. Durant un discours prononcé à Nice, il est remarqué par Charles Pasqua et Jacques Chirac en déclarant «*Être jeune gaulliste, c'est être révolutionnaire !*». En 1983, Nicolas Sarkozy est élu maire de Neuilly-sur-Seine, ce qui fait de lui, à 28 ans, l'un des plus jeunes maires de France. Lors de la présidentielle de 1988, il s'engage aux côtés de Jacques Chirac qui le charge d'organiser ses grands meetings. Durant cette période, il rencontre Édouard Balladur avec lequel il entretient des relations cordiales. Nonobstant la défaite du parti gaulliste, Nicolas Sarkozy fait son entrée la même année à l'Assemblée nationale et est élu député de la sixième circonscription des Hauts-de-Seine. Il sera réélu en 1993 dès le premier tour des élections législatives avec près de 65 % des voix. Il abandonne son poste de Député pour entrer au Gouvernement d'Édouard Balladur qui le nomme ministre du Budget et porte-parole du Gouvernement (de 1993 à 1995). Cette nomination le fera connaître du grand public qui retiendra de cette période son intervention médiatisée dans la prise d'otages de la maternelle de Neuilly-sur-Seine, un fait divers intervenu dans sa commune où il négocie avec un preneur d'otages la libération de vingt et un enfants avant que celui-ci ne soit abattu après l'assaut du RAID[10]. Nicolas Sarkozy a présidé le Conseil général des Hauts-de-Seine. En 2002, il est nommé ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Intérieure et des Libertés Locales, puis en 2004, ministre d'État, ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie sous la présidence de Jacques Chirac. Il est alors l'un des dirigeants les plus en vue de l'UMP (Union pour un Mouvement Populaire, aujourd'hui *Les Républicains*) dont il sera le président de 2004 à 2007. Sous le second mandat de Jacques Chirac, il occupe la fonction de ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire jusqu'en mars 2007 où il entre en campagne électorale. Le 14 janvier 2007, les militants le plébiscitent lors du Congrès de l'UMP. Il est investi avec 98 % des suffrages[11]. C'est en sa qualité de « chef du parti » que Nicolas Sarkozy peut se présenter aux élections présidentielles. De manière générale, depuis l'avènement de la Cinquième République, les candidats à l'élection suprême sont désignés par leur camp politique. Même si le Général de Gaulle en 1965 et Georges Pompidou en 1969 se sont présentés sans étiquette, il n'en demeure pas moins qu'ils étaient « les chefs idéels de leur parti »[12].

L'ascension de Nicolas Sarkozy dans l'organigramme du RPR (Rassemblement pour

[10] Recherche Assistance Intervention Dissuasion
[11] J. Garrigues et J. Ruhlmann (2016 : 183)
[12] F. Haegel (2007 : 335)

la République) est fulgurante. Responsable des jeunes au sein de cette formation, il jouit d'un statut de cadre. C'est en homme pressé qu'il gravit les marches du pouvoir. Selon ses propos, devenir Président de la République est le « *choix d'une vie, un combat qui est très long* ». Après les douze ans de présidence de Jacques Chirac, l'élection de 2007 marque l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle génération. Âgé de 52 ans, Nicolas Sarkozy remporte la victoire contre Ségolène Royal le 6 mai 2007. Premier président français né après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, il préside aux destinées de la France entre 2007 et 2012. Il devient le vingt-troisième président de la République française et le sixième président de la Cinquième République. Il inaugure une rupture inédite sur le plan institutionnel à la fois de style et de communication par rapport à ses prédécesseurs.

b- Emmanuel Macron

Emmanuel Macron est né en décembre 1977 à Amiens, dans une famille de médecins hospitaliers. Ses parents ont accédé par leur travail à la bourgeoisie, à l'inverse de ses grands-parents, issus de milieux modestes, qui étaient cheminots et enseignants. Issu d'une fratrie exerçant dans la médecine, Emmanuel Macron a choisi une toute autre voie. Très lié à sa grand-mère, il fait l'apprentissage auprès d'elle de la philosophie, de la littérature et des grands auteurs. Ses autres passions sont le piano et le théâtre. C'est par le biais du théâtre qu'il rencontre sa future femme Brigitte, professeur de lettres. A 16 ans, il quitte Amiens pour Paris et intègre le lycée Henri IV. A la suite, il entreprend des études de philosophie à la Faculté de Nanterre et à Sciences Po. Il fait la rencontre du philosophe Paul Ricoeur et devient son assistant, en charge de l'archivage de ses documents. Il réussit le concours de l'École Nationale d'Administration et intègre cette prestigieuse école des hauts fonctionnaires. Dans ce cadre, il effectue plusieurs stages d'abord à l'ambassade de France au Nigeria puis en préfecture. Il devient rapporteur général adjoint de la Commission pour la libération de la croissance française présidée par Jacques Attali. Un passage de quatre ans dans le secteur privé et l'entreprise le mènent à la banque d'affaires Rothschild où il conseille des dirigeants dans leurs choix stratégiques. En 2012, il quitte le monde de l'entreprise et réintègre le service de l'État. La même année, il s'engage auprès de François Hollande dans sa campagne pour préparer le programme économique. Une fois élu président de la République, François Hollande le nomme Secrétaire général adjoint de l'Élysée. Il est alors en charge des sujets de la zone euro et de l'économie - poste qu'il occupe jusqu'en 2014 avant de devenir ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique. Une loi emblématique portant son nom tend à lever les blocages pour soutenir l'activité, à redonner du pouvoir d'achat et à créer des emplois. Sur fond de désaccords avec l'action gouvernementale et le blocage de l'administration, il prend de la distance et crée sa propre force politique «*En Marche !*». Il lance son mouvement dans sa ville natale d'Amiens le

6 avril 2016. Son mot d'ordre est « *dépasser les clivages politiques pour refonder le pays* » en faisant émerger de nouveaux visages et de nouveaux talents. Pour remporter l'élection présidentielle, Emmanuel Macron doit pouvoir compter sur les membres de son propre camp mais également sur les électeurs proches d'autres partis. Au second tour qui l'oppose à Marine Le Pen, la candidature d'Emmanuel Macron se situe à un niveau « supra partisan ». Sa rhétorique est à la fois non partisane et présidentielle. Tout l'art consiste à s'appuyer sur son parti mais en proclamant une certaine indépendance vis-à-vis de lui pour rassembler jusqu'aux électeurs qui ne sont pas des sympathisants[13].

La présidence d'Emmanuel Macron a commencé officiellement le 14 mai 2017 lors de la passation des pouvoirs avec son prédécesseur François Hollande. A 38 ans, il suscite l'intérêt en devenant ainsi le plus jeune président de l'histoire de la Cinquième République.

3. L'étude de l'énonciation

Selon Dominique Maingueneau, il importe, pour appréhender l'analyse de discours, de s'appuyer sur le « dispositif d'énonciation qui lie une organisation textuelle et un lieu social déterminé »[14]. Tout énoncé est articulé à une action langagière donc à une forme de relation sociale qui peut être décrite par le lieu social qui est un espace social défini par des normes. En d'autres termes, il convient de prendre en compte les lieux qui rendent possibles les énonciations dans le cadre du champ discursif -ici le domaine politique- ainsi que les personnes et le lieu de la communication. Nous pourrions définir l'énonciation comme l'événement (*le procès*) qui produit un énoncé (*le produit*). Autrement dit, le « cadre énonciatif » est constitué d'une entité triple ou « triade » : l'émetteur, le récepteur et la situation de communication. Nous verrons ultérieurement comment s'articulent, dans le cadre de la situation de communication, deux problématiques pragmatiques que l'on appelle « énonciative » et « illocutoire ».

Il convient d'expliciter les caractéristiques énonciatives du texte en tentant de mettre en évidence les comportements locutifs de l'orateur et au-delà son positionnement idéologique. Dans le même temps, l'analyse argumentative nous permettra de mettre en exergue les logiques de raisonnement qui caractérisent lesdits positionnements.

4. Problématique et plan

Pour mener à bien notre étude, nous mobilisons un corpus constitué du dernier discours de campagne avant le second tour de l'élection présidentielle ainsi que l'allocution d'investiture de Nicolas Sarkozy en 2007 et d'Emmanuel Macron en 2017. Nous nous appuyons sur les contributions existantes de la littérature dans le domaine politique, de la rhétorique et de

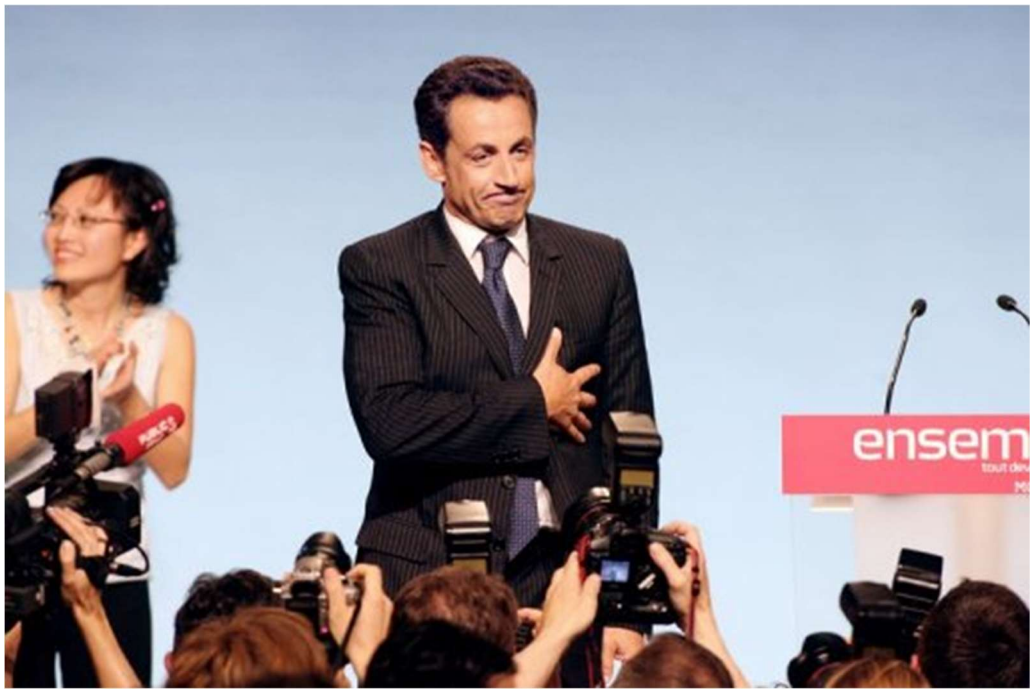
[13] F. Haegel (2007 : 343)
[14] *L'analyse du discours* (1991 : 13)

l'analyse linguistique. Pour ce faire, nous nous basons sur l'analyse lexicale dans un contexte donné afin de dégager la structure du discours politique et d'en faire ressortir les trois voies argumentatives coexistant dans la tradition aristotélicienne, à savoir : le ***logos***,, ***l'ethos*** *et le* ***pathos***. Le *logos* représente l'argumentation logique, s'adressant à la raison et ayant pour finalité de prouver, de décrire le monde, les objets qui le constituent, les événements qui y surgissent et les explications qui peuvent en être données. En se livrant à une activité rationalisante, l'orateur construit des savoirs de connaissance et de croyance qui sont censés être partagés par les membres d'une même communauté, savoirs qui sont les garants du lien social. L'***ethos*** est l'image de soi donnée dans le discours. Il désigne les qualités dont est doté l'orateur et le travail qu'il fait pour parvenir par son discours à donner une image capable de convaincre l'auditoire en gagnant sa confiance. Enfin, le ***pathos*** dénote l'ensemble des émotions que le locuteur cherche à provoquer chez ses interlocuteurs. La rhétorique est l'art de persuader par le discours. Le travail de l'orateur dans le système rhétorique d'Aristote repose sur cinq piliers que sont l'*inventio* (qui définit les lieux et les arguments ; la raison et les passions ; la tripartition *logos*, *ethos*, *pathos)*, la *dispositio* (c'est-à-dire la construction de l'argumentation), l'*elocutio* (les techniques d'écriture), la *memoria* (les techniques de mémorisation), l'*actio* (les techniques de l'oral). Notre travail ne prétendant pas à l'exhaustivité, la mémoire et ses phénomènes en seront écartés.

L'étude est structurée en quatre chapitres traitant des procédés rhétoriques au service de l'image de l'orateur en tant que candidat puis en tant que président élu. Puis, nous comparerons, dans le dernier chapitre, les deux locuteurs entre eux, dans les mêmes conditions de production d'énoncés. Ainsi, nous analyserons les similitudes et les différences observées à la fois du point de vue du *logos*, de l'*ethos* et du *pathos*.

Enfin, un discours n'est jamais un fait isolé. Il s'articule à ceux qui l'ont précédé ou qui lui succéderont. De même, l'orateur n'est pas seul, il s'exprime en portant les valeurs de son parti. Bien souvent, une personne tierce rédige le discours. Parmi les plumes de Nicolas Sarkozy, Henri Guaino figure en tête. Emmanuel Macron s'est appuyé sur Sylvain Fort, son conseiller en communication. Les quelques éléments définitionnels et méthodologiques étant posés, nous allons entrer à présent dans le vif du sujet.

CHAPITRE 1 : ÉTUDE DU DISCOURS DE CAMPAGNE DE NICOLAS SARKOZY



Meeting de Nicolas Sarkozy le 3 mai 2007 à Montpellier

I. FIN DE COURSE A LA PRÉSIDENTIELLE : LES DERNIERS MOTS DU CANDIDAT ADRESSÉS AUX FRANÇAIS

1. Positionnement politique caractérisé par la «rupture»

Avant de débuter l'étude de ce discours de campagne, il nous semble pertinent de donner un éclairage sur le locuteur et son positionnement sur la scène politique intérieure. De juin 2005 à mars 2007, Nicolas Sarkozy est ministre d'État, ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire du Gouvernement de Dominique de Villepin sous Jacques Chirac. Nous retiendrons de son action la loi relative à l'immigration et à l'intégration de juin 2006, la loi relative à la prévention de la délinquance adoptée en février 2007 ainsi que l'une de ses mesures phares, à savoir l'instauration de peines « plancher ». Cette disposition inscrivait dans le Code pénal le principe selon lequel un délinquant se voyait infliger une peine minimale en cas de récidive (un an de prison s'il commettait un délit passible de trois ans d'emprisonnement et trois ans pour un délit de sept ans). En 2012, François Hollande, conformément à sa promesse de campagne, s'empresse de supprimer ces peines « plancher ». Les actions accomplies sous la mandature de Nicolas Sarkozy au ministère de l'Intérieur nous renseignent sur son *ethos* préalable. En effet, ses prises de position et les textes de loi qu'il fait voter (notamment celui sur l'immigration) lui donnent l'occasion d'apparaître sur le devant de la scène et de remettre en selle son concept de *« rupture »* afin de *« droitiser »* son image auprès d'un électorat qui a pu être déçu par le recul du gouvernement Chirac face à la rue (à la suite du retrait du Contrat Première Embauche). Le climat d'alors est tendu en raison des propos tenus par le ministre de l'Intérieur *(« Si certains n'aiment pas la France, qu'ils ne se gênent pas pour la quitter »).* Ses détracteurs l'accusent de chasser sur les terres de l'extrême droite dans la perspective de l'élection présidentielle de 2007, ce qu'il revendique lui-même. Afin de rectifier le tir, le candidat se construit une image en tenant compte des représentations négatives qui le caractérisent chez les électeurs (*ethos* discursif).

Nicolas Sarkozy est Président du parti majoritaire de l'époque -l'UMP- au moment de la campagne électorale. Si les militants lui ont bien accordé l'investiture pour la présidentielle lors d'un vote interne survenu en février 2007, Jacques Chirac, en revanche, ne lui apportera son soutien que très tardivement. Président de la République en exercice depuis douze ans, ce dernier annonce officiellement le 11 mars de la même année, qu'il ne briguera pas un troisième mandat. Dans son propre camp politique, Nicolas Sarkozy doit faire face à ses détracteurs. La presse de l'époque relève que la fronde anti-Sarkozy se situe même au sein du parti majoritaire français notamment en la personne de Dominique de Villepin, Premier ministre (UMP) qui affirme, au sujet des relations entre media et industriels, « *être victime d'une censure sur ordre de la Place Beauvau :* […] *Être, comme Sarkozy, le candidat des corporatismes et des patrons n'a jamais*

porté chance. Car ce que le microcosme politique fait, le peuple le défait »[15]. Et la presse étrangère de renchérir : « *Les barons de la droite ont décidé de détruire la crédibilité du ministre français de l'Intérieur. La campagne de harcèlement et de démolition de Nicolas Sarkozy, candidat favori de la droite à la succession du président français Jacques Chirac, a démarré avec une force intense* […]. *Étrangement, les attaques et les manœuvres de déstabilisation ne viennent pas des socialistes, engagés dans la guerre pour désigner leur candidat à l'Élysée, mais de ses propres files* [...] »[16].

Après ce bref survol, nous nous intéressons à la campagne présidentielle. Nicolas Sarkozy arrive au terme de son « marathon » présidentiel de six mois, au Parc des Expositions de Montpellier. Cette allocution de plus d'une heure marque la fin de la campagne officielle de l'élection présidentielle. Elle a lieu le 3 mai 2007, c'est-à-dire le lendemain du débat télévisé de l'entre-deux-tours entre Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy. Ils sont arrivés en tête du premier tour de l'élection présidentielle le 22 avril 2007 avec 31,18 % pour Nicolas Sarkozy et 25,87 % des suffrages pour Ségolène Royal, devançant les dix autres candidats. L'orateur s'adresse à un auditoire composé de militants, sympathisants et élus, en sa qualité de président du parti majoritaire et candidat investi. Le choix du lieu n'est pas dû au hasard. Montpellier est situé sur les terres où Ségolène Royal réalise un meilleur score que lui avec 34,58 % des voix au premier tour contre 27,65 % (le Front national obtenant près de 9% des voix).

Avec 1974, 2007 est la seule élection dont les finalistes n'ont jamais été président ni premier ministre. Nous verrons ultérieurement que l'élection présidentielle de 2017 a reproduit le même schéma (Emmanuel Macron et Marine Le Pen étaient en lice au second tour).

Dans ce discours partisan, nous reconnaissons la plume de Henri Guaino, rédacteur des principales allocutions de campagne de Nicolas Sarkozy, dont les références historiques abondent[17].

2. Un programme politique ancré dans la matrice idéologique de l'aile droite

Nous avons choisi de retenir quelques idées force qui apparaissent dans ce texte et que l'orateur développe tout au long de son discours.

[15] Article Le Canard Enchaîné du 13 septembre 2006
[16] Article El Pais, 12 octobre 2006
[17] Au cours de diverses interventions dans la presse écrite ou à la radio, H. Guaino est amené à assumer la paternité d'un certain nombre de thèmes de cette campagne, en particulier la « liquidation de Mai 68 » et la fin des repentances. Dans l'article du Figaro, publié le 26 février 2007 et intitulé « Henri Guaino, ciseleur du verbe sarkozyste », le journaliste Charles Jaigu écrit de ce dernier « […] que sa vie ferait rosir de fierté les instituteurs, ces *« hussards noirs »* qu'il aime tant, et dont il ressuscite l'imagerie dans les discours de Sarkozy».

Trois grandes parties se distinguent :

- Nicolas Sarkozy se confie sur les raisons de son investiture : «*j'ai voulu aller jusqu'au bout de cette vague populaire qui depuis des semaines monte des profondeurs du pays et porte en elle un immense espoir de renouveau »* (l. 27 à 29). Il démontre sa connaissance de la France, de son histoire et se présente en candidat du peuple.

- La harangue du candidat sur la défense de son projet politique et le règlement de compte avec ses adversaires. De la ligne 98 à la ligne 496, le discours de Nicolas Sarkozy suit une logique tendant à développer ses thèses. Tout d'abord, il commence par dénoncer la pensée unique puis à s'opposer à l'idéologie post-Mai 68 **«** *Cela faisait bien longtemps, depuis mai 68, que la nation n'était plus à la mode »* (l. 98-99). Il condamne sévèrement la Gauche sans toutefois nommer une seule fois le nom de son adversaire, Ségolène Royal. Ses critiques sont dirigées vers les grands absents de cette élection lorsqu'il évoque les 35 heures (nous y reviendrons en détail). Nicolas Sarkozy reproche aux partis de gauche (l'«extrême-*gauche»*, les «*Verts»*, les «*chevènementistes»*, les «*communistes»,* les «*socialistes»)* leur laxisme et le refus de l'autorité. Il s'oppose aux « *élites qui prétendent penser et décider à la place du peuple »* (l. 235). Il pourfend les responsables de la repentance « *Il y avait la repentance qui demandait aux fils d'expier les fautes supposées de leurs pères* (l. 102) […] *La France n'a pas commis de génocide»* (l. 139). Il les accuse aussi d'être à l'origine de la « *détestation des valeurs de la France »* (l. 165), d'imposer le politiquement correct (l. 216). Quand Nicolas Sarkozy parle de « *repentance*» (l. 102), de «*la France patrie des Droits de l'Homme »* (l. 145) et de «*La France* [qui] *n'a pas commis de génocide*» (l. 139), il raye d'un trait de plume ce que des années de réflexion de travail d'historien avait permis de regarder en face. Jacques Chirac, durant son dernier mandat présidentiel, était allé au bout du travail mémoriel en reconnaissant qu'une partie de l'histoire de France était sombre. Il avait d'ailleurs instauré la date du 5 décembre comme journée nationale d'hommage aux « Morts pour la France pendant la Guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de la Tunisie *»*. En refusant tout *mea culpa,* Nicolas Sarkozy fait en sorte que la France oublie qu'elle a été indigne d'elle-même.

Nicolas Sarkozy souhaite voir l'Europe réunifier la Méditerranée par le « *dialogue des civilisations »*. Son ambition de créer un « *projet de civilisation »* (l. 156) traverse tout le texte, vantant une France, tournée vers un nouveau « *rêve de civilisation »* (l. 471 et 480). Le thème de *civilisation* (8 occ.), propre à la droite conservatrice, émerge dans le programme du candidat : conflit de civilisations, supériorité de certaines civilisations[18]. Il invite la France et l'Europe à se tourner vers la Méditerranée, où se situe selon lui leur « *avenir »*, faisant allusion au rôle

[18] P. Charaudeau, *La conquête du pouvoir* (2013 : 205)

diplomatique qu'il aimerait voir jouer par la France dans la région. Il assure que «*le rêve européen a besoin du rêve méditerranéen*», répétant au passage que «*la place de la Turquie n'est pas dans «l'Union européenne, mais dans l'Union méditerranéenne*» qu'il appelle de ses vœux. Il universalise son message par l'évocation de l'amitié entre les peuples (finalité pédagogique) : les Grecs, les Chiites, les Serbes. Il prend l'exemple des populations européennes venues s'installer en France et dont l'intégration s'est faite sans heurt : les « *Italiens, Polonais […] Républicains espagnols ».* Cette citation renvoie au concept d'« immigration choisie» chère à Nicolas Sarkozy.

A mesure que le discours progresse, le locuteur déroule les principes qui fondent la matrice idéologique de la Droite : l'ordre, la sécurité, l'autorité, le travail, la patrie, le mérite, la morale. Chez Nicolas Sarkozy, le discours sur les valeurs conservatrices -souvent polémiques et susceptibles de marquer le clivage gauche-droite- est, selon Damon Mayaffre, un discours idéologique, le plus souvent dissensuel, qui rompt avec celui de son prédécesseur[19].

L'identité nationale et le plein-emploi s'inscrivent dans la lignée de son programme pour la France. Il affirme sa « *demande de nation, de République, d'État* » qui est le thème majeur de la campagne qui s'achève. « *Je veux pouvoir parler de la nation sans être traité de nationaliste, de la République sans être traité de jacobin »* (l. 218). Fier d'être de droite, Nicolas Sarkozy fait de « l'identité nationale » un thème majeur de sa campagne. Son obsession identitaire trouve ses origines dans son récit, son *storytelling*, lui le petit immigré dont la famille vient de loin, « mû par ses propres forces, a réussi par le mérite à se faire une place » parmi les grands pour arriver au sommet[20]. « *Ces valeurs ne sont pas négociables. Ces valeurs sont au cœur de notre identité nationale »* (l. 170). Durant la campagne présidentielle, ses propos choc sur la sécurité et l'identité française lui permettent d'absorber une partie de l'électorat de Jean-Marie Le Pen.

- Il synthétise son propos sous forme d'une conclusion qui s'adresse directement à la mémoire de l'auditoire. Ce dernier meeting s'achève donc sur la liquidation de l'héritage de Mai 68 *« Deux jours pour liquider l'héritage de mai 68. Deux jours pour renoncer au renoncement »* (l. 498 à 499), de la « *pensée unique »* et du « *politiquement correct »* (l. 498 à 503). Nicolas Sarkozy en fait un enjeu de société majeur. Selon lui, quarante années de laxisme ont provoqué l'effondrement de la société française. Il promet de refonder la société « *Il nous reste deux jours*

[19] 2012 : 53

[20] P. Charaudeau, *La conquête du pouvoir* (2013 : 204).
Le « storytelling » est un terme anglo-saxon qui désigne un genre journalistique où la narration se mêle aux sentiments. Son essor correspond à celui de la révolution numérique. La communication politique s'est fortement inspirée de cette écriture narrative en misant sur les histoires personnelles des candidats. Certains observateurs dénoncent un usage excessif du « storytelling » et parlent d'appauvrissement de la démocratie.

pour que soient créées les conditions du renouveau » (l. 504). Les phrases sont chargées de sens quand il appelle les Français à se rebeller contre Mai 68, à en finir avec cette période. Dans son dernier appel, le candidat résume en quelques mots le projet dont il est porteur : assumer une droite décomplexée sur une « pensée qui aurait fait [...] de la liberté et du laxisme le principe du jouir ensemble républicain »[21]. Dans son discours de campagne de Bercy, il promet de « *restaurer la morale dans la politique* »[22] .

II. ÉTUDE DE L'ARGUMENTATION OU *LOGOS*

La *dispositio*, relevant de la rhétorique antique, concerne l'arrangement des arguments dans la construction de l'argumentation. Les techniques utilisées désignent les différentes structures de discours telles que les plans chronologique, thématique, oppositionnel (avant/après et les avantages / inconvénients) ou analytique (problèmes / causes et problèmes/causes/conséquences), etc[23]. Les cinq étapes sont composées de l'*exorde* (ouverture du discours où l'orateur cherche à capter l'attention et la sympathie de son auditoire), la *narratio* (l'exposé des faits permet de comprendre le discours), la *confirmatio* et *refutatio (*les deux volets de l'argumentation développée à la suite de la narration qui donnent les preuves pour aller dans le sens de l'orateur*)*, la *péroraison* (rappel des temps forts de la démonstration et synthèse sous forme d'une conclusion).

Quant à l'analyse du système d'argumentation, son enjeu est d'identifier les thèses en présence dans un énoncé ainsi que les modes d'argumentation employés par le sujet de l'énoncé. Tout d'abord, Nicolas Sarkozy s'inscrit dans le discours par la triade ici / je / maintenant. Pour marquer sa présence, point de départ de l'énonciation, l'énonciateur a recours à des marqueurs lexicaux pour faire part du lieu où il se trouve « *C'est ici sur cette terre charnelle* […] *que j'ai voulu aller* » et le moment où il s'exprime «*et que maintenant la France* ».

En rhétorique, raison et sentiments sont indissociables. Pour bâtir son raisonnement et argumenter ses thèses auprès du grand public, Nicolas Sarkozy se sert de l'**exemple** qui, comme le développe Aristote, est une des preuves logiques du discours[24]. Nous montrerons comment les arguments percutants progressent tout au long du discours afin de marquer les esprits.

[21] D. Mayaffre, *Nicolas Sarkozy. Mesure et démesure du discours* (2012a : 306)
[22] Le 29 avril 2007, pour son grand meeting du premier tour de la présidentielle, Nicolas Sarkozy réunit 20.000 personnes dans l'enceinte du palais omnisports de Paris-Bercy.
[23] F. Calas (2007 : 27 à 29)
[24] « Il faut, quand on n'a pas d'enthymèmes, se servir d'exemples comme démonstration (car ils entraînent la conviction) ; si l'on a des enthymèmes, il faut se servir des exemples comme témoignages, les employant comme épilogue aux enthymèmes ; si on les fait précéder, ils ressemblent à des témoignages ; or le témoin emporte partout la conviction. C'est ce qui fait que, si on les place en tête, il faut nécessairement en produire plusieurs ; en épilogue, même un seul suffit ; car un témoin honnête, fût-il seul, est efficace.» (Aristote, *Rhétorique II, 1394a*, [1960], page 106, Les Belles Lettres)

L'observation montre qu'il fait des phrases courtes comme dans le langage publicitaire.

1. Un raisonnement qui s'érige contre un adversaire

Dans les lignes qui suivent, nous constatons qu'au dogme Nicolas Sarkozy oppose le réel, à l'idéologique le réalisme et au théorique le pragmatisme *« Au sectarisme je veux opposer l'ouverture d'esprit et la tolérance pour des idées qui ne sont pas les miennes »* (l. 256 à 257). C'est tout le sens des traits typiques du discours de droite. « Identitaire » et «sécuritaire» sont des valeurs refuges qui appartiennent au registre de droite. Nicolas Sarkozy commence par une contre-argumentation pour réfuter les arguments de ses adversaires avant de développer ses thèses personnelles. Ainsi, lorsqu'il étrille la loi sur les 35 heures, il vise une responsable en la personne de Martine Aubry qui a fait voter cette loi quand elle était ministre de l'Emploi et de la Solidarité de 1997 à 2000. Cette séquence lui sert de tremplin pour parler de la mesure-phare de son programme politique : la défiscalisation des heures supplémentaires.

La proposition visant à « *Travailler plus pour gagner plus »* a été reprise par la doxa de l'époque. Tout au long de la campagne présidentielle, Nicolas Sarkozy a répété à l'envi cette formule qui se résume à moins d'État-Providence et plus de responsabilisation des citoyens[25]. C'est un « choix de société » mis en avant par le candidat en réaction à la notion de partage du travail défendu par la gauche. En creux, on peut y déceler la suprématie de l'idéologie de l'élite, c'est-à-dire la technocratie bien née et bien formée, sur l'idéologie des masses. Il oppose «*peuple*» et «*élites*». « *A quoi ça sert les 35 heures quand on n'a pas d'argent pour profiter de ses loisirs, quand on n'a pas d'argent pour payer des vacances à ses enfants ? Les 35 heures, c'est moins de pouvoir d'achat, moins de croissance, moins d'emplois »* (l. 343 à 347).

Le discours est structuré sur des arguments oppositionnels tels que « *elle cessât de représenter une promesse pour ne plus constituer qu'une menace*» (l. 461 à 462) ; «*La France, c'est une nation qui a toujours eu besoin d'un Etat fort»* (l. 190) Vs «*La France ce n'est pas l'oubli de ce que l'on est*» (l.119) et «*La France ce n'est pas un pays qui a commencé hier»* (l. 180). « *En France on enseigne Voltaire dans les écoles »* Vs *« En France on ne menace pas de mort les philosophes* » et « *En France on ne retire pas une pièce de Voltaire de l'affiche d'un théâtre parce que le directeur a reçu des menaces de mort de la part de groupuscules de fanatiques* » (l. 173 à 176).

Il pourfend le communautarisme et s'en prend aux immigrés (qu'ils soient réguliers ou

[25] Selon Alice Krieg-Planque, une formule est un référent social, c'est-à-dire qu'elle est un signe qui évoque quelque chose pour tous à un moment donné. Une formule fonctionne comme passage obligé des discours dans un espace public donné qu'il s'agisse pour les locuteurs de la soutenir ou de la récuser. La formule est un objet discursif dont les locuteurs sont invités à s'emparer, un objet par rapport auquel ils sont amenés à prendre position. A cet égard, une formule relève de fonctionnements doxiques.

non). Il aborde des thématiques polémiques réservées jusqu'alors à l'extrême droite. « *Nul ne peut prétendre vivre en France sans parler le Français.* (l. 172) […] *En France on ne s'installe pas sans papiers. On ne travaille pas clandestinement en étant payé au noir*. *On ne fait pas venir sa famille quand on n'a pas de quoi la loger »* (l. 177 à 178). Chez Nicolas Sarkozy, le thème de l'immigration est souvent associé à celui de la délinquance comme nous le constatons à la lecture de son livre « J'exigeai d'avoir chaque soir un état récapitulatif des statistiques de la délinquance et de l'immigration. […] Dans le domaine de l'immigration, je fixai des objectifs aux préfectures en matière d'exécution des décisions d'éloignement. […] En quatre ans, la délinquance a baissé de près de 9 % »[26]. Dans son discours, le traitement réservé aux immigrés est synonyme d'insécurité et pauvreté : « *parce qu'il est impossible de pouvoir accueillir dignement toute la misère du monde* » (l. 326 à 327).

Nicolas Sarkozy n'est pas à une contradiction près lorsqu'il revendique l'ordre établi tout en se prévalant du mouvement[27]. Il entend incarner le renouveau tout en restant fidèle à un passé idéalisé avec le retour de la discipline à l'école et de cours d'éducation civique et morale. Durant la campagne, il affirme : « *Je veux être le candidat de l'ordre républicain et du mouvement. Les deux parce que les deux se complètent, s'équilibrent, se renforcent* »[28].

2. L'implicite

L'implicite a une double utilité : le locuteur exprime un fait sans risquer d'être considéré comme responsable de l'avoir dit. Par ailleurs, il permet d'avancer une idée en la soustrayant aux objections naturelles. L'implicite et le sous-entendu se réfèrent au discours autre[29]. Les présupposés se présentent souvent dans le discours comme des évidences incontestables, ce qui ne veut pas dire qu'elles sont affirmées comme évidentes[30]. Persuader présuppose qu'on n'est pas seul. Nous comprenons en creux ce que le discours ne dit pas explicitement.

a- Les sous-entendus et la présence d'autres discours

Nicolas Sarkozy dépersonnalise son propos avec l'utilisation massive du « *on* » (24 occ.) au détriment du « *nous* ». Qu'il soit utilisé dans une démarche d'exclusion ou d'inclusion, le « on » tient souvent lieu du mépris et de l'accusation. « *On* » est tout le monde mais aussi personne. « *<u>On</u> me reproche d'exciter la colère* » (l. 400), « *Depuis 25 ans, en abaissant l'État, en diminuant son autorité, en l'appauvrissant, <u>on</u> a abaissé la République* » (l. 203 à 204). La

[26] *Témoignages* (2006 : 32)
[27] D. Mayaffre, *Nicolas Sarkozy. Mesure et démesure du discours* (2012a : 17)
[28] Meeting de Nicolas Sarkozy à Nantes le 15 mars 2007
[29] Les sous-entendus, contrairement aux présupposés ne sont pas inscrits dans l'énoncé.
[30] « Le présupposé est un contenu sémantique qui subsiste même si la phrase est mise à la forme négative ou interrogative. Il ne relève pas du locuteur mais d'un énonciateur qui représente bien souvent une doxa, ou qui se fait passer pour tel. Il permet parfois de présenter comme universellement admis ce qui n'est en réalité que la vision du locuteur.» Notes de cours de Michèle Monte

force du « on » tient dans le flou de ce qu'il recouvre et permet au locuteur de faire un certain nombre de raccourcis et de lui permettre de dire haut ce que [je] pense tout bas. Du point de vue lexical, le locuteur cherche à se rapprocher le plus possible du style de son public et à créer une connivence avec lui. Pour ce faire, il a recours aux formes indéterminées « ça » et « il faut » plutôt que les pronoms démonstratifs « ceci », « cela », « c' ». En position sujet, le démonstratif neutre « ça » relève plus de la discussion informelle que du discours institutionnel. L'orateur montre davantage qu'il ne démontre comme s'il désignait du doigt une chose pour prouver son existence réelle, son évidence. « *A quoi ça sert les 35 heures quand on n'a pas d'argent pour profiter de ses loisirs »* (l. 346). Dans cet extrait, le « ça » comporte une dimension polémique. Il renvoie au « partage du travail » et aux « 35 heures » dont Nicolas Sarkozy tient pour responsables les politiques de gauche.

Le pronom démonstratif « ceux » (14 occ.) fonctionne sur le sous-entendu. Il sollicite son public à partager une évidence. Nous comprenons que « *ceux qui* [l'] *avaient combattu* » (l. 36) désignent la gauche. « *Nous devons apporter une réponse à tous ceux qui souffrent des blocages de notre société »* (l. 432) lesquels blocages ont été provoqués par le laxisme d'une politique socialiste.

Dans l'énoncé, « *on a rendu la France immobile »* (l. 205 à 206), Nicolas Sarkozy s'en prend aux précédents gouvernements. En réponse, celui-ci prône le changement et la rupture « *que trop de rendez-vous avaient été manqués dans le passé, que trop de choix avaient été différés, que trop de retards avaient été accumulés et que maintenant la France avait trop attendu, qu'elle ne pouvait plus attendre, qu'elle ne pouvait plus en rester là »* (l. 7 à 9). Dans la course à la présidentielle, Nicolas Sarkozy n'a de cesse de se présenter comme le candidat de la « rupture » avec son propre camp et surtout avec Jacques Chirac qu'il juge conservateur. En effet, au printemps 2006, ce dernier a dû renoncer à l'instauration du Contrat Première Embauche (CPE) compte-tenu de la vive opposition et de la contestation d'une partie de la population qui ont fait reculer le pouvoir exécutif. En réaction à cet « immobilisme » (terme qu'il emploie dans son discours d'investiture), il impose son omniprésence sur la scène nationale par un rythme de travail effréné. En tout état de cause, Nicolas Sarkozy élabore une stratégie du mouvement permanent, faite d'annonces choc. Il entend incarner le « candidat du mouvement » (allusion à l'UMP acronyme de l'Union pour un Mouvement Populaire) pour mener les réformes profondes dont la société française a besoin.

b- La négation au service de l'expression des points de vue

La négation établit une relation personnelle, polémique, affective ou passionnelle entre le locuteur et « l'autre ». Le « ne » et le « pas » sont souvent synonymes d'un discours qui contredit avant d'affirmer. L'énonciateur intègre le discours de l'autre au sien pour mieux s'en

distancier « *Parce que l'égalité républicaine ce n'est pas traiter également des situations inégales mais de donner plus à ceux qui ont moins* » (l. 352 à 353) ou pour réfuter un propos tenu par un contradicteur « *Je ne veux pas d'une société où la pauvreté est tolérée comme une fatalité, où le chômage est supporté comme un mal nécessaire »* (l. 339). La négative implique toujours un énoncé inverse exprimé ou implicite : soit une négation d'énoncé ou d'un état, une restriction à un énoncé précédent de l'interlocuteur ou du locuteur lui-même, une contradiction à une opinion contraire dans le groupe ou hors du groupe soit une négation dans le temps : « *Comme je veux pouvoir parler au peuple français* […] *qu'on veut tenir à l'écart de tout, que l'on ne veut plus écouter »* (l. 230 à 231). Par la négation, Nicolas Sarkozy exprime sa volonté de mettre fin au mépris à l'égard du « peuple français ». La conjonction « *mais »* permet de mettre en balance deux points de vue : le locuteur concède un point de vue à son interlocuteur pour ensuite mieux affirmer le sien « *Non, nul n'a rien oublié des peines, des souffrances et des malheurs mais pour tous l'amour de la France a été le plus fort et d'autant plus fort qu'il était fait de douleurs surmontées »* (l. 117). Il donne son point de vue sur son refus de la repentance « *Il fallait expier l'histoire de France, il fallait expier les Croisades, les révolutions, les guerres, la colonisation. Tout, il fallait tout expier* » (l. 104 à 105).

c- Le dialogisme

Concept élaboré vers 1920 par le linguiste russe Bakhtine, le dialogisme englobe dans un même discours plusieurs voix énonciatives[31]. L'énoncé se produit toujours en interaction avec d'autres énoncés, ce qui lui confère sa dimension *dialogique*. Quelles que soient les orientations du dialogisme (interdiscursif, interlocutif et autodialogisme), celui-ci produit des interactions qui se manifestent à la surface du discours sous forme d'écho, de résonances ou de voix. Une énonciation est polyphonique quand elle s'entend comme l'accomplissement d'un acte de parole dont l'énonciateur n'est pas identifié au locuteur de l'énonciation. Les anaphores (cf. *infra*) ont une dimension dialogique.

L'articulation des différentes parties du discours laissent entrevoir plusieurs énonciateurs[32]. Dans son acte d'énonciation, le locuteur peut accomplir des actes de langage de deux natures : soit il s'assimile à un ou plusieurs énonciateurs, soit il fait parler un énonciateur et lui confère une certaine réalité même s'il se met à distance de lui par l'emploi des guillemets.

Les éléments de **dialogisme interdiscursif** entrant en dialogue avec d'autres discours se repèrent par des procédés tels que l'allusion, la reprise de certains mots, expressions ou citations comme nous le constatons dans l'énoncé « *le peuple a repris la parole, il a dit : « Je ne*

[31] Notes de cours de Michèle Monte

[32] Selon Ruth Amossy (2005), « le dialogisme interdiscursif désigne en fait dans le discours argumentatif la trame sur le fond de laquelle seules peuvent se mettre en place les stratégies argumentatives : il constitue le dialogue interne dans lequel s'élabore la parole du sujet ».

laisserai personne décider à ma place » (l. 12)[33]. Ici, le locuteur change de statut. Il rapporte un acte assertif et fait intervenir la voix du peuple pour soutenir une opinion commune et partagée de tous. Nicolas Sarkozy se fait le porte-parole des Français. De même, il fait siennes les paroles du Général de Gaulle (l. 129 à 134) en citant des exemples et ose même détourner à son compte des propos que le Général n'a pas tenus avec l'emploi du pseudo discours rapporté « *Il ne lui a pas dit : « Expiez d'abord, nous verrons après ! »* (l. 131). Le dialogisme interdiscursif correspond au rapport qu'un discours a avec d'autres discours produits antérieurement. Il rassemble toutes les représentations du discours de l'autre. Ainsi, pouvons-nous identifier une référence cinématographique convoquée par l'orateur « *Et un jour ils n'ont plus eu le choix qu'entre la valise et le cercueil* ». Cette séquence entre en dialogue avec le documentaire « La valise ou le cercueil ». Sorti en 2011, ce film offre une lecture de l'histoire de la Guerre d'Algérie et s'inspire du slogan «la valise ou le cercueil » inscrit dans des tracts du parti du peuple algérien et repris par certains nationalistes algériens à l'encontre de la population des Pieds-noirs de cette époque. Les Français n'avaient pas d'autres choix que de fuir l'Algérie (la « valise ») ou mourir (le « cercueil »). En reprenant à son compte cette formule, Nicolas Sarkozy signale dans quel héritage il se situe. Très clairement, il prend la défense des rapatriés qui ont vécu le départ d'Algérie comme une injustice et met à leur actif les avancées concrètes dont ils sont les instigateurs « *beaucoup de Français étaient partis dans les colonies en pensant sincèrement œuvrer pour un projet de civilisation. Ils ont bâti des ponts, des hôpitaux* » (l. 155 à 156). L'énoncé, « *La France les a abandonnés* » (l. 162) fait référence à la personne de Charles de Gaulle, ennemi numéro un des Français rapatriés d'Algérie qui ne lui ont jamais pardonné d'avoir orchestré l'Indépendance de l'Algérie.

De même, lorsque Nicolas Sarkozy se met à « rêver » (14 occ.) d'une « *République fraternelle* », il se réfère à l'Histoire :

« *Je rêve qu'un jour tous les fils dont les familles sont françaises depuis des générations, tous les fils de rapatriés et de harkis, tous les fils d'immigrés, tous les petits-fils d'Italiens, de Polonais et de Républicains espagnols, tous les enfants catholiques, protestants, juifs ou musulmans qui habitent ce pays qui est le leur puissent partager la même fierté d'être Français »* (l. 491 à 495).

Il semble que le syntagme verbal « *je rêve* » fasse écho au célèbre discours de Martin Luther King « I have a dream », prononcé le 28 août 1963 à Washington, lors de la grande marche pacifique en protestation contre les discriminations raciales. Sa voix résonne dans le cœur des Américains présents par la constante référence à un patrimoine culturel commun[34]:

« Je rêve que, un jour, sur les rouges collines de Georgie, les fils des anciens esclaves et les fils des

[33] Le dialogisme interdiscursif se définit par la façon dont le discours se donne à voir explicitement comme renvoyant à un discours antérieur et extérieur.
[34] *Les 100 discours qui ont marqué le XXème siècle* (2010 : 509)

anciens propriétaires d'esclaves pourront s'asseoir ensemble à la table de la fraternité. »

A l'instar du pasteur américain, Nicolas Sarkozy fait usage du mot « *fraternité* » (11 occ.). La référence à cet ardent défenseur d'une société fraternelle entre Noirs et Blancs, Prix Nobel de la paix en 1964, est en quelque sorte une « caution » de taille. Qui pourrait remettre en cause les combats menés par King ?

De même, Nicolas Sarkozy fait allusion aux gouvernements successifs, responsables « d*epuis 25 ans »* (syntagme repris six fois dans le discours) de l'affaiblissement de l'État (l. 190 à 219) : « *Depuis 25 ans, en abaissant l'État, on a abaissé la politique et laisser monter les corporatismes, les communautés, les tribus et les bandes ».* Ici, l'énonciateur laisse la voix à un énonciateur universel qui se manifeste par l'emploi du pronom « *on »,* de valeur indéfinie et universalisante.

Le **dialogisme interlocutif** permet au locuteur de prendre position par rapport à ses contradicteurs en intégrant leurs arguments à son propre discours afin de mieux les dénoncer. Il dispose pour cela de plusieurs formes discursives telles que l'interrogation, l'ironie, la négation (« *Ne lui demandez pas d'expier ses fautes. Ne demandez pas aux enfants de se repentir des fautes des pères »* l. 127 à 128) et le discours rapporté.

De même, les phrases clivées ou semi-clivées, introduites par « *c'est…que* » sont un moyen dont dispose le locuteur pour se positionner explicitement par rapport à son interlocuteur et écarter une hypothèse « *La fraternité pour moi c'est que les accidentés de la vie soient secourus ».*

La troisième forme de dialogisme est **l'autodialogisme** ; le locuteur étant son premier allocutaire. Cette orientation permet à Nicolas Sarkozy de reprendre des propos qu'il a tenus antérieurement pour les confirmer « *c'était le jour où j'ai parlé du Kärcher. Je ne regrette rien»* (l. 370 à 373). Il assume ses polémiques et dit ne rien regretter de ces mots.

Après la mise en relief de la construction de ce discours, intéressons-nous à l'étude du discours du point de vue de l'*ethos* et du *pathos*. Le discours politique tend à favoriser davantage l'*ethos* (l'image du candidat) et le *pathos* (avec une importance donnée aux mécanismes de la communication) au détriment du *logos* (c'est-à-dire de la logique du discours). La mise en scène, les stratégies persuasives et le jeu politique sont ainsi privilégiés.

III. ÉTUDE DE L'ARGUMENTATION « AFFECTIVE », *ETHOS* ET *PATHOS*

1. L'*ethos*

a- *Ethos* préalable et *ethos* discursif

Dans la filiation d'Aristote, l'orateur doit montrer ses traits de caractère à l'auditoire,

peu importe sa sincérité pour faire bonne impression. Les tenants d'une conception discursive inscrivent l'*ethos* (l'image de soi) dans l'acte d'énonciation, c'est-à-dire dans le dire même du sujet parlant[35]. Selon Patrick Charaudeau, si « le *pathos* est tourné vers l'auditoire, l'*ethos*, lui est tourné vers l'orateur. Il est ce qui permet à l'orateur d'apparaître « digne de foi », de se montrer crédible en faisant preuve de pondération, de simplicité sincère, d'amabilité »[36].

L'*ethos discursif* repose sur ce qui est dit et ce qui est fait. Pour Dominique Maingueneau (1999), l'*ethos discursif* proprement dit « peut soit être exprimé explicitement, montré par des expressions se rattachant au sujet parlant, soit être implicité, insinué, se constituer comme étant la « voix » du texte. L'*ethos* repose sur l'usage des pronoms (*je*, *nous*), des actes de langage et du style, ce par quoi l'orateur se donne à voir et à entendre. Dans le discours de Montpellier, nous sommes en présence d'un *ethos prédiscursif* dans la mesure où les récepteurs ont préalablement une image de l'émetteur compte tenu du fait qu'ils le connaissent au moment des faits[37].

Le discours du candidat concerne les acteurs qui participent à cette scène de communication politique dont l'enjeu consiste à influencer les opinions afin d'obtenir l'adhésion. Nicolas Sarkozy parle non seulement aux militants de l'UMP, mais à la France toute entière dans une dernière adresse avant le second tour. Dans ce meeting, le discours du candidat est à la fois marqué par le clivage gauche-droite tout en présentant l'orateur comme doté de valeurs de rassemblement et d'humanisme « *Elle* [la France] *est le pays qui a le plus fait rayonner les valeurs de liberté, de tolérance, d'humanisme* » (l. 140 à 141).

Nicolas Sarkozy cherche à se construire une crédibilité que nous nommons ***ethos* de crédibilité**. Pour être crédible, l'orateur laisse rêver son interlocuteur « *le désir de vivre ensemble»* (l. 263). Pour atteindre l'objectif de cette crédibilité, celle-ci doit satisfaire plusieurs conditions comme le rappelle Patrick Charaudeau : la condition de **sincérité** (en tant que représentant du peuple, il doit donner l'exemple), la condition de **performance** (apporter les preuves qu'il peut mettre en application ce qu'il annonce ou promet par le biais d'un discours promissif « *je veux pouvoir »* (11 occ. l. 220 à 230) et la condition **d'efficacité** (en prouvant que ce qu'il promet doit être suivi d'effet). En ce sens, Nicolas Sarkozy bénéficie d'une légitimité institutionnelle compte tenu de son expérience de ministre. Il s'appuie sur ses résultats dans le domaine économique (en tant qu'ancien ministre du Budget) et sécuritaire (expérience acquise lors de sa mandature au ministère de l'Intérieur). Il a su, au fil des années, se distinguer tant par

[35] P. Charaudeau, *Le discours politique. Les masques du pouvoir* (2005 : 88)
[36] *Ibidem* (2005 : 87)
[37] « L'*ethos* prédiscursif est l'image que les autres se font du locuteur, avant qu'il ne prenne la parole, liée à son statut, son rang social, ses prises de paroles antérieures ». F. Calas (2007 : 69)

ses actions sur le terrain que sur le plan de la communication.

Il s'est construit une image forte, de chef volontariste pour la mettre en œuvre dans ses actions futures. En promettant d'éradiquer la pauvreté, il montre l'image d'un homme qui contrôle tout et décide de tout[38].

«[…] *en France, l'État c'est ce qui protège, c'est ce qui unit, c'est ce par quoi la nation exprime une volonté collective, un projet collectif, ce par quoi elle prépare l'avenir, ce par quoi elle investit»* (l. 209 à 210).

« *Je ne veux pas d'une société où les travailleurs sont si pauvres qu'ils ne peuvent pas se loger. Je ne veux pas d'une société qui laisse des hommes et des femmes mourir de froid sur le trottoir. C'est pour cela que j'ai proposé le droit opposable à l'hébergement »* (l. 336 à 338).

Au-delà de sa position de leader politique, Nicolas Sarkozy se crée l'image d'un homme qui a la capacité de conduire le pays. Il le démontre par l'emploi du pronom «*je*» qui prédomine, des syntagmes les «*Français»*, le «*peuple français»*, le «*pays»* et également par sa volonté de gouverner au-dessus des partis : «*que je devais aller à la rencontre des Français, même de ceux qui n'avaient jamais été mes amis, ceux qui n'avaient jamais appartenu à la même famille politique que moi, ceux qui n'avaient jamais voté pour moi, ceux qui m'avaient combattu»* (l. 33 à 36).

Nicolas Sarkozy donne des éléments comme allant de soi. Il en va de même pour l'assentiment que les Français sont supposés lui avoir donné « *depuis qu'a commencé à se créer entre les Français et moi ce lien profond qui s'établit dans une campagne présidentielle entre le peuple et celui qui aspire à devenir l'homme de la nation »* (l. 36 à 38).

Lors d'un meeting se construisent des imaginaires d'appartenance communautaire. Le discours crée l'*ethos* d'un homme qui se veut attentif au peuple : « *Mes chers amis »* appuie l'affectivité à l'endroit de son public. Il établit une relation de confiance par ses envolées lyriques « *J'ai senti l'âme de la France* (l. 68) […] *souffler l'âme de la France »* (l. 73). Il séduit son public en nommant toutes les catégories sociales pour signifier qu'il se veut proche des travailleurs. « *Dans les campagnes avec les paysans, à Châteauneuf-du-Pape avec les viticulteurs, dans les laboratoires, dans les écoles, dans les hôpitaux, dans les maisons de retraite, à Lorient avec les pêcheurs, dans les Ardennes avec les ouvriers* » (l. 74 à 76). C'est une manière d'insister sur le thème majeur de sa campagne centré autour du travail et du refus de l'assistanat.

Il crée les conditions d'un charisme spirituel *« Pour la première fois de ma vie je me*

[38] P. Charaudeau, *La conquête du pouvoir* (2013 : 221)

suis senti proche des moines qui avaient défié l'océan et le sable pour adresser à Dieu l'une des plus belles prières que les hommes aient jamais adressé au Ciel » (l. 48 à 49).

Comme nous venons de le voir, Nicolas Sarkozy se veut narrateur pour mieux captiver son auditoire (le récit de l'enfant assassiné par exemple) et joue de son image comprenant de multiples facettes. Tour à tour, il véhicule l'*ethos* d'un candidat qui souffre avec le public (discours de compassion), puis se construit une image d'autorité : Nicolas Sarkozy sermonne et entend remettre la France sur les rails. Enfin, il donne à voir un *ethos* volontariste (« *je veux* ») et apparaît comme un leader à suivre[39].

b- Les actes de langage

En analyse de discours, les actes illocutoires et perlocutoires occupent une place essentielle en ce sens qu'ils permettent d'appréhender des énoncés et des textes en tant qu'ils sont porteurs d'une certaine valeur d'action et contiennent la faculté de produire des effets (à même d'accomplir une action). Selon Austin, la force illocutoire (ou valeur illocutoire) détermine comment l'énoncé doit être reçu par le récepteur, qu'il s'agisse d'une assertion, d'une promesse ou d'un ordre. En d'autres termes, une valeur d'action est conférée à tout énoncé. Le plus souvent cette « force » reste implicite, le contexte suffisant à la déterminer. Les verbes **performatifs** ne servent qu'à manifester explicitement cette potentialité.

Pour John R. Searle, les actes de langage accomplissent simultanément trois actes : un acte locutoire, un acte illocutoire, un acte perlocutoire[40]. Parmi ces actes, nous nous intéresserons aux énoncés **promissifs** qui ont valeur d'engagement. L'énoncé « je promets » constitue l'acte de faire une promesse. En conséquence, promettre quelque chose implique de placer l'auditeur dans la situation de personne intéressée par la réalisation de cette promesse. De même, commander sous-entend que l'auditeur est en position d'infériorité : l'implicite pénètre donc en profondeur la réalisation des actes de langage. L'accusation est un acte de langage. Les énoncés performatifs anaphoriques qui associent le pronom « *je* » et un verbe « *veux* » (46 occ.), « *souhaite* » (1 occ.), « *suis* » (82 occ.), « *revendique* » (48 occ.), « *sais* » (10 occ.), « *rêve* » (14 occ.) sont autant d'énoncés où s'affirme le locuteur. La formule est doublement performative car on entend la promesse : l'homme politique donne l'illusion qu'il va gagner la bataille du pouvoir d'achat, qu'il peut agir sur le social, la sécurité. La parole vaut l'acte (acte perlocutoire).

Le discours engage l'orateur dans un acte de promesse puisqu'il est question de faire adhérer l'auditoire au projet politique et par conséquent de voter pour ce candidat. Il fait des

[39] D. Mayaffre, *Nicolas Sarkozy. Mesure et démesure du discours* (2012a : 288)

[40] Les énoncés peuvent « réaliser » des actes de langage tels qu'une injonction, un appel, une mise en garde, une menace, une admonestation, une déclaration de responsabilité, une demande de pardon, un reproche, une culpabilisation, etc.

promesses très précises (construites en voix active) et centrées majoritairement sur l'économie et le social (la maladie, le handicap). Il dit qu'il réglera le problème des multirécidivistes, mais pourquoi ne l'a-t-il pas fait lorsqu'il était aux commandes du ministère de l'Intérieur ?

Les modaux **vouloir, pouvoir, devoir** impliquent une prise en charge d'un « faire » pour désigner des verbes essayant d'imposer un comportement déterminé à l'auditoire et de provoquer une action. Nicolas Sarkozy se présente comme l'homme du renouveau. C'est donc sans hésitation qu'il affiche son volontarisme par le verbe modal « vouloir faire » très présent si l'on en juge la récurrence du syntagme verbal «*je veux »* (41 occ.) symbole de la toute-puissance et d'un volontarisme exacerbé, et « *nous devons* » pour mettre en scène l'action à venir. Les verbes « *devoir* » et « *il faut* » sont utilisés 13 fois et achèvent de construire un *ethos* de la décision et de la responsabilité. Le locuteur gagne en force discursive : «*il ne faut pas sous-estimer le désespoir d'une jeunesse* […] *c'est le même rêve de civilisation* [que la France] *doit incarner* […] *Nous pouvons être fiers d'être les enfants d'un pays de liberté »*.

c- Les déictiques

Sont appelées déictiques les unités dont la référence ne peut s'établir que dans la situation d'énonciation. Il s'agit des pronoms personnels servant à désigner les acteurs de la communication *je*/*nous* Vs *tu*/*vous* (et dans certains emplois, le pronom « *on »* qui peut agir comme déictique), des démonstratifs (dans certains de leurs emplois), de quelques adverbes de temps (comme *maintenant*) et de lieu (comme *ici*). La situation d'énonciation se définit donc par trois variables : **moi, ici, maintenant**.

La surprésence des pronoms « *je »* et « *nous* » envahit le discours au détriment d'un discours nominal centré sur les idées. C'est la personne du présidentiable qui est mise en scène à travers le discours par l'emploi de verbes énonciatifs ou métadiscursifs. « Le « *je* » tient lieu de programme, […] La communication triomphe sur la pensée » bien que les concepts développés par le candidat soient bel et bien traités dans le texte[41]. Le «*je » et le « moi »* utilisés en abondance place l'orateur en position de force comme pour assurer sa propre promotion. Le pronom de la première personne singulier représente la personnalisation du pouvoir. Comme étudié *supra,* le « *je* » a un pouvoir rassurant et valorisant face à « *on* » marqueur d'une menace indéfinie. Les deux pronoms participent de la construction argumentative de Nicolas Sarkozy et renforcent son égotisme[42]. Les « *moi* », « *mon* », « *je* » sans retenue s'opposent aux « *élites qui*

[41] Les énoncés peuvent « réaliser » des actes de langage tels qu'une injonction, un appel, une mise en garde, une menace, une admonestation, une déclaration de responsabilité, une demande de pardon, un reproche, une culpabilisation, etc.

[42] Terme employé par Stendhal pour désigner l'étude analytique, faite par un écrivain, de sa propre personnalité. «Egotisme » est employé ici pour exprimer un sentiment exagéré de sa personnalité, et, en particulier, une manie de parler de soi (narcissisme).

se cachent derrière des « on » que Nicolas Sarkozy dénonce comme instrument de la pensée unique »[43]. De même, le recours à *« nous » et « nos »* (58 occ.)*,* symboles de l'unité nationale, imprègnent ce dernier discours de campagne. Le « *nous* » est, selon Damon Mayaffre, le mot le plus politique de la langue française[44].

d- Discours populaire ou discours populiste ?

Selon Damon Mayaffre, «la parole de Sarkozy n'est pas une parole en creux, notamment lexicalement. C'est explicitement et sans relâche que le candidat [...] dénonce la pensée unique […] et les propos convenus, pour revendiquer, au contraire, un discours déseuphémisé et un vocabulaire de combat » : « *ceux qui m'avaient combattu* » (l. 36)[45]. Durant sa campagne, Nicolas Sarkozy a montré la facette d'un homme hyperactif, affichant son désir de « rupture » par rapport au langage politique convenu et au politiquement correct. Dans ce discours, on perçoit très nettement les attaques à l'endroit de ses adversaires, par des termes dissensuels comme pour rendre sa propre parole plus efficace et légitime (« *c'est mépriser la jeunesse que* », « *violence* » (8 occ.), « *sectarisme* », « *haine* », « *division* », « *déchirements* »).

Nous cherchons à déterminer si le sarkozysme est un discours populaire ou populiste ou bien s'il est un simple effet de communication, une question de rhétorique ou bien «la réhabilitation virile, à droite de l'échiquier, de la politique lors de la campagne de 2007 »[46]. Les caractéristiques du discours populiste sont à rechercher du côté de ceux qui exploitent la colère des peuples et du rejet des élites. Enfin, il se nourrit des crises sociales. Le discours populiste fait appel à la nostalgie des électeurs, une nostalgie d'une période très largement embellie, voire d'un passé qui n'a jamais existé. Ses stratégies politiques s'articulent autour de la présence d'un leader unique et charismatique.

Les textes politiques fournissent de nombreux exemples de discours « tendus » d'un point de vue énonciatif. Nicolas Sarkozy utilise une rhétorique polémique fondée sur la tension entre un locuteur qui assume son énoncé et un auditoire pris à partie. « *Comme je veux pouvoir parler de l'autorité sans être accusé d'autoritarisme. Comme je veux pouvoir parler de la moralisation du capitalisme sans être accusé d'être anticapitaliste. Comme je veux pouvoir critiquer Mai 68 sans être traité de pétainiste »* (l. 225 à 228). Il a construit son discours politique sur plus d'une décennie. En homme pressé, il s'affranchit des codes lexicaux au risque de le desservir. Il est connu pour son goût de la transgression et des dérapages comme en témoignent les propos tenus en 2005, en visite dans un quartier difficile du Val d'Oise. Interpellé par une dame excédée par l'insécurité, il répond sur un ton martial : « *Vous en avez assez de cette bande*

[43] D. Mayaffre, *Nicolas Sarkozy. Mesure et démesure du discours* (2012a : 283)
[44] D. Mayaffre, *Le discours présidentiel sous la Ve République* (2012b : 113)
[45] *Ibidem* (2012b : 30)
[46] D. Mayaffre, *Nicolas Sarkozy. Mesure et démesure du discours* (2012a : 99)

de racaille ? Eh bien, on va vous en débarrasser !». Cette saillie contribue à déclencher des émeutes dans de nombreuses villes de banlieue. Cette terminologie (« racaille » et « Kärcher ») a été reprise comme telle dans la doxa de droite.

Pour comprendre le discours sarkozyste, il convient de s'intéresser à la rhétorique et à la stylistique qui le servent. Ainsi Damon Mayaffre affirme que « le parler [de Nicolas Sarkozy] dans sa forme, évolue vers un langage plus familier dans lequel le culte du chef -l'*ethos* charismatique- et la séduction des masses s'avèrent moteurs ». Partant, l'auteur s'interroge sur la définition du « sarkozysme comme épiphénomène « spécifiquement superficiel » et comme simple « démagogie communicationnelle » ou plutôt, comme phénomène politique profond[47]. Nous proposons comme définition du sarkozysme une politique en rupture avec la droite républicaine traditionnelle incarnée par Jacques Chirac et le rejet des corps intermédiaires, à l'endroit du peuple et des classes moyennes.

2. Le *pathos*

Le *pathos* est l'émotion suscitée chez les auditeurs, en tant qu'elle concourt au processus de persuasion[48]. L'étude du *pathos* comprend trois catégories : les affectifs, les axiologiques et les affectifs plus axiologiques.

a- La relation avec l'auditoire

Nicolas Sarkozy s'adapte à la situation en occupant l'espace médiatique et en répondant aux problématiques du moment. L'emploi de phrases courtes et sans verbe résonnent comme des slogans pour marteler les esprits et emporter l'adhésion du public. Sorties de leur contexte, ces phrases ont vocation à être reprises par les media. Il a fait siennes les méthodes de communication (par l'usage de slogans notamment) et sait « en jouer » afin que ses idées soient reprises les heures suivantes dans les journaux télévisés. Il veut s'inscrire comme le président du peuple en s'exprimant comme lui afin de ne pas créer de distance entre son langage et celui des Français alors que d'aucuns lui prêtent le nom de président des riches et le jugent à l'aune de ses amitiés avec les acteurs du capitalisme. Il revendique être l'ami des riches en réhabilitant des questions fondamentales du capitalisme « *Comme je veux pouvoir parler de la moralisation du capitalisme sans être accusé d'être anticapitaliste »* (l. 226-227). Il entend incarner une droite « décomplexée », sans tabou, et prétend tout dire sans être jugé pour ses propos « *Je veux être le candidat du peuple sans être traité de populiste* » (l. 236). Les mots d'ordre martelés par Nicolas Sarkozy ont pour objectif de parler au peuple et de retrouver l'âme de la nation. Le discours politique établit une relation entre le locuteur et son public et assigne une place à chacun

[47] *D. Mayaffre, Nicolas Sarkozy. Mesure et démesure du discours* (2012a : 31)
[48] Jacques-Emmanuel Bernard (notes de cours)

dans le champ politique. La parole politique s'inscrit dans une pratique sociale, circule dans un certain espace public et a quelque chose à voir avec les rapports de pouvoir qui s'y instaurent[49]. Le discours s'adresse aux émotions de l'autre : la peur, la pitié, la compassion, l'indignation. Patrick Charaudeau parle de « spectacularisation des débats et discours politiques, destinée à toucher l'émotion, la passion, les sentiments »[50]. Dans ce lieu, se jouent les effets d'*ethos,* de *pathos* et de *logos* que produit l'homme politique à travers la mise en scène de son discours, l'attitude du corps, les gestes, la voix et la force des propos.

b- Les questions rhétoriques

Un moyen de solliciter la compréhension du récepteur se réalise par des questions posées dont on n'attend pas la réponse. Nous développons *infra* les procédés mis en place par l'orateur notamment, les questions rhétoriques. Par ce biais, l'orateur rend actif l'autre qui se sent intelligent, c'est tout le sens de la question rhétorique. Les questions laissées sans réponse façonnent l'image charismatique de l'orateur en construisant l'autorité du chef, tel un professeur face à ses élèves. Ce pseudo dialogue donne l'occasion à l'orateur de développer sa thèse et de se mettre en avant. Il installe un semblant de conversation entre son public et lui. Dans l'interview journalistique, l'orateur peut esquiver une question en en posant une en guise de réponse. Il renverse ainsi les rôles : d'interviewé il devient intervieweur. Nicolas Sarkozy est coutumier de l'interrogation rhétorique. Nous avons relevé vingt-deux questions dans son allocution. Celles-ci ont pour vocation de donner du rythme au discours et d'amorcer un sujet. « *A quoi ça sert les 35 heures quand on n'a pas d'argent pour profiter de ses loisirs, quand on n'a pas d'argent pour payer des vacances à ses enfants ?»* (l. 346 à 347). « *Quels éducateurs serons-nous si les voyous ne peuvent même pas être appelés des voyous ?*» (l. 375 à 376). Damon Mayaffre souligne que ce procédé rhétorique a pour fonction de faire partager à l'auditoire une réponse unique et allant de soi[51].

c- Le lexique axiologique : valeurs, louange et blâme

Le pathos passe également par le lexique. Nous étudions l'expression de Nicolas Sarkozy, teintée d'émotion personnelle intense.

Nicolas Sarkozy confie à l'auditoire (présent et virtuel) l'épreuve qu'a représenté la campagne. Ce discours clôt une longue série de trente-cinq meetings depuis son entrée en lice en janvier 2007. « *C'est ici en Languedoc que finit cette campagne qui fut longue, qui fut rude, qui fut passionnée, et dont tous les Français ont senti à quel point elle était importante* […]

[49] Selon P. Charaudeau **«** Toute parole politique est évidemment par définition, un fait social **»,** *Le discours politique* (2005 : 24)
[50] *Ibidem* (2005 : 224)
[51] D. Mayaffre, *Nicolas Sarkozy. Mesure et démesure du discours* (2012a : 243)

lourde » (l. 4 à 5). Il cherche à émouvoir le public « *Dans ce Languedoc où tant de peuples et de religions se sont affrontés »* (l. 13) et à rassembler autour de l'héritage français avec notamment l'emploi de possessifs «*nous» , «nos»* mettant ainsi l'accent sur la communauté qu'il renforce par l'éloge «*Nous pouvons être fiers de notre pays, de ce qu'il a apporté à la civilisation universelle, à l'idée d'humanité»* (l. 142-143), «*Nous pouvons être fiers d'être les enfants de la patrie des Droits de l'Homme»* (l. 145). Son discours est peuplé de personnages historiques qu'il énumère : « *C'est la France de Philippe le Bel, Richelieu, Louis XIV, Napoléon, Clemenceau, le Général de Gaulle* ».

Le discours s'articule entre émotion collective (l'effusion des sentiments) et décision politique apportée par le locuteur dès la ligne 220 avec la longue litanie des «*je veux*» : «*Je veux être le candidat de cette France qui souffre et non celui des appareils»* (l. 234) ; «*la France a cessé pour moi de n'être qu'une idée pour devenir presque une personne qui souffre et qui espère, qui a des sentiments, qui a des valeurs, qui a une identité*» (l. 38 à 39) ; «*La France a une âme, un caractère, une sensibilité*» (l. 42) ; «*En mettant à vif les mémoires blessées»* (l. 106) ; «*Non, nul n'a rien oublié des peines, des souffrances et des malheurs mais pour tous l'amour de la France a été le plus fort*» (l. 117 à 118).

Il s'affiche comme le candidat du peuple en abordant des thématiques compassionnelles qui ont le pouvoir de souder le groupe autour d'une tragédie ou à l'inverse d'une victoire. Il joue sur le sensationnel en présentant un fait divers odieux (la mort d'un petit garçon, l. 368 à 370) pour immédiatement apporter une réponse par une mesure politique dont on se dit qu'elle doit être juste. C'est faire passer la politique à l'occasion de l'émotion que le crime, l'horreur, l'épouvantable suscitent en nous. En prenant à témoin l'auditoire, Nicolas Sarkozy cherche, au travers du fait divers, à interpeller chacun au plus profond de son être. Qui donc resterait insensible face à l'indicible ?

Nicolas Sarkozy veut entrer dans l'histoire. Ce discours est traversé du début à la fin par l'amour que l'orateur porte à la France. Il fait cause commune avec son auditoire, il déclare en exorde son amour de la France (l. 1 à 97) et appelle au rassemblement du peuple français autour des valeurs de la nation et de la sauvegarde de l'héritage français. Il nomme tous les lieux où il est allé à la rencontre des Français : dans les campagnes (les paysans, les viticulteurs), dans les laboratoires, dans les écoles, dans les hôpitaux, dans les maisons de retraite, auprès des pêcheurs et des ouvriers. Nicolas Sarkozy se base sur l'héritage commun, en prenant le soin toutefois de ne pas mentionner Paris, symbole du pouvoir centralisateur. S'il l'évoque, ce sera par le biais de l'implicite (cf. *supra*). Lorsque Nicolas Sarkozy rend hommage aux héros de la Résistance (De Gaulle, Jean Moulin, Georges Mandel), aux victimes de l'Histoire (les protestants, les poilus, les juifs), aux hommes de lettres et aux figures de la littérature française

(Rabelais, Michelet, Hugo, Voltaire, Antigone), nous sommes en présence du *pathos* classique de la péroraison avec les prédicats liés à la France. Dans ce texte, plane l'ombre du Général de Gaulle dont l'évocation traverse le texte à plusieurs reprises (l. 61 à 64 ; l. 129 à 134 ; l. 194). Colombey, commune de la Haute-Marne où le Général possédait sa résidence, La Boisserie, que Nicolas Sarkozy mentionne pour renforcer sa parenté spirituelle avec l'auteur de l'Appel du 18 juin : «*j'étais allé si souvent depuis 30 ans* […] *je me suis recueilli seul devant l'humble tombe»* (l. 61 à 63). Il retrace la rencontre qualifiée d'historique entre le Général de Gaulle, président de la République française et le Chancelier allemand Konrad Adenauer. Celle-ci a eu lieu à Reims, symboliquement choisie, dix-sept ans après la fin de la guerre, pour servir de cadre à la réconciliation franco-allemande scellée au cours d'une « messe pour la paix » célébrée à la cathédrale le dimanche 8 juillet 1962. « *Ce jour-là, le Général de Gaulle a dit à Adenauer : «De tant de sang et de larmes, rien ne doit être oublié mais, chacune renonçant à dominer l'autre, la France et l'Allemagne ont discerné ensemble quel était leur devoir commun*» (l. 129 à 131). Sa stratégie appelle un réel sursaut pour la France. Il fait appel à l'« *ardeur »* et l'«*enthousiasme»* des Français pour qu'ils votent en sa faveur. « *Deux jours pour que tout devienne possible »* (l. 506) : ce syntagme rappelle son slogan de campagne « Ensemble, tout devient possible ».

Comme nous le voyons, l'appel aux valeurs (par la mobilisation combinée de la raison et de l'émotion) est très présent dans cette pratique discursive. Ainsi, en affirmant, dans sa conquête du pouvoir, que « *les valeurs sont au cœur de notre identité nationale »* (l. 170), Nicolas Sarkozy entend raviver les racines historiques de la nation en mettant en scène l'unité du groupe dans une société réconciliée et homogène. La question identitaire articule le particulier au général, l'individuel au collectif[52]. Dans ce contexte, les rapports de pouvoir et de domination ainsi que les processus d'intégration sociale ont un rôle déterminant. Nicolas Sarkozy répond à la demande sociale de l'époque en centrant son discours sur les valeurs de travail (16 occ.), d'autorité (6 occ.), d'effort (2 occ.), de mérite (3 occ.) et en l'adaptant selon ses électeurs. Il radicalise ses propos pour s'attirer les faveurs des électeurs extrémistes « *On me reproche d'exciter la colère. La colère de qui ? La colère des voyous ? Des trafiquants ? Mais je ne cherche pas à être l'ami des voyous. Je ne cherche pas à être populaire parmi les trafiquants et les fraudeurs »* (l. 400 à 402). A l'inverse, il se montre pragmatique pour rassurer les électeurs modérés « *Pour bâtir une république fraternelle nous devons faire avant tout reculer la violence dont les plus faibles et les plus vulnérables sont les premières victimes »* (l. 354 à 355)[53].

Le rôle des actes de parole indirects est de mettre en évidence la manipulation politique

[52] A. Faure et E. Négrier, *La politique à l'épreuve des émotions* (2017 : 100)
[53] P. Charaudeau, *La Conquête du pouvoir* (2013 : 220)

au moyen du discours dont les destinataires ne connaissent pas ou ne comprennent pas les stratégies utilisées pour les influencer.

Le discours de Nicolas Sarkozy se définit comme un langage simple, avec peu de termes techniques, et facilement compréhensible par tous. Le style est direct, avec un franc-parler qui casse la langue de bois traditionnelle de la classe politique et de la technocratie. Cependant, nous avons vu *supra* que les arguments utilisés dans les analyses ont tendance à être abstraites. Nicolas Sarkozy a recours aux formes indéterminées et à la conceptualisation (le travail, l'emploi, la politique) : il ne s'agit pas de parler des salariés ou des entreprises mais de l'emploi et du travail. S'il se réfère aux « Français » en ouverture et en clôture, on voit apparaître tout au long du discours des références à des catégories sociales (fraudeurs, honnêtes gens, jeunes, etc.). L'éloge du peuple et l'identification avec ses racines traversent le discours afin de donner tout son poids à l'existence et à la défense de l'identité nationale. La critique des élites (connotées négativement) est présente. La prise en charge discursive se fait autour d'un «*je*» toujours mis en avant, ainsi que d'autres pronoms personnels déclinés sous la forme d'un «*pour moi*», «*mon*». Le locuteur fait référence en permanence à l'histoire de la nation afin de souligner l'appartenance, la proximité et l'enracinement personnel.

Le discours porte en lui des marqueurs de **métalangage** : le locuteur commente lui-même ses choix lexicaux afin d'en accentuer l'importance[54]. « *J'ai dit à mes amis que je devais aller à la rencontre des Français* » (l. 33 à 34). «***Le peuple s'est levé, le peuple a repris la parole, il a dit : « Je ne laisserai personne décider à ma place*»** **(l. 11 à 12) ;** «*On n'avait pas le droit de parler de la nation, de parler de la République*» (l. 214) ; « *Je veux pouvoir parler de la nation sans être traité de nationaliste*» (l. 220) ; « *Voici pourquoi j'ai voulu parler à tous les Français et que je veux tous les rassembler parce que tous, à mes yeux* » (l. 314 à 315) ; « *je veux dire ce soir que le temps est venu de regarder vers l'avenir*» (l. 477 à 478) ; « *Un jour j'ai utilisé le mot « racaille » en réponse à l'interpellation d'une habitante d'Argenteuil* » (l. 371).

Le discours de Nicolas Sarkozy est construit autour d'une axiologie éthique bien / mal, en tant qu'il se réfère aux valeurs morales et ce, quel que soit le sujet traité.

L'usage du lexique est-il honnête ou manipulateur ? La harangue politique mobilise les règles de rhétorique pour atteindre sa visée persuasive. *«* Est-il pour autant l'art de tromper ou du moins de manipuler ?» comme s'interroge Olivier Reboul[55].

Les **modalisateurs** traduisent la marque de jugement du locuteur : les indices d'opinion, de jugement (les verbes, adverbes tels que *trop :* « *que trop de rendez-vous avaient*

[54] Notes de cours d'E. Devriendt
[55] O. Reboul, *Introduction à la rhétorique* (1991)

été manqués, que trop de choix avaient été différés, que trop de retards avaient été accumulés et que maintenant la France avait trop attendu, qu'elle ne pouvait plus attendre, qu'elle ne pouvait plus en rester là. » (l.7 à 9), les marques affectives (termes impliquant une émotion ou un sentiment) et les termes évaluatifs (vocabulaire valorisant/dévalorisant, comparatif/superlatif, etc), le temps choisi. Ils ont une valeur de certitude/incertitude.
Nous avons repéré dans le texte des termes **subjectifs** (affectifs et/ou évaluatifs) impliquant une émotion, une réaction ou un engagement affectif de l'orateur. Ce lexique inspire la pitié, la colère, l'indignation, la sympathie : « *passionnée »*, « *féroce », « vives », « vigoureux », « douleur », « malheur », « souffrance », « dénigrer », « détester », « haïr », « rancœur ».*

Le vocabulaire **évaluatif** implique un jugement de celui qui s'exprime, qu'il soit valorisant ou dévalorisant. Le recours à ce lexique permet au locuteur de partager ses valeurs et de faire admettre son point de vue à son auditoire : « *vieille », « ravagée », « profond », « mystérieuse »*.

Le relevé des **substantifs** démontre qu'ils sont eux-mêmes caractérisés par leur charge émotionnelle : « *chance », « bataille », « courage », « respect », « honneur »* etc. Certains renvoient de manière patente au champ lexical du combat. Nicolas Sarkozy conçoit la politique comme un combat « *ceux qui m'avaient combattu* » (l. 36) il connaît « *le sentiment de haine à* [son] *égard* » (l. 248). La politique est un champ de bataille où se livre une guerre symbolique pour aboutir à des rapports de domination.

Dire (par le lexique choisi) contribue à axiologiser très positivement l'action prônée et à construire une position émotionnelle. Lorsque Nicolas Sarkozy adresse une louange à « *l'âme de la France »* (12 occ.) et à ses champs de bataille « *Verdun*, *les plages du débarquement,* les *lieux sacrés et les cathédrale*s. *La France, c'est une multitude de petits pays, de cultures, de croyances, d'histoires, de destinées. »* (l. 40), le ton est empreint de lyrisme et de solennité. Au passage, il flatte les croyants « *Je suis retourné sur tous ces lieux sacrés* (l. 45) *pour adresser à Dieu l'une des plus belles prières* […] *je me suis senti partie prenante dans cette prière* (l. 49 à 50) *comme dans les flèches de toutes les cathédrales, il y avait l'âme de la France. »* (l. 52).

A l'inverse, Nicolas Sarkozy axiologise négativement son discours. Nous nous interrogeons sur la finalité de l'usage d'un lexique violent et brutal par le futur président de la République. L'usage de termes négatifs crée un sentiment de malaise, voire anxiogène. Est-ce par la surenchère lexicale qu'il entend prouver l'efficacité de son action ? « *Ces milliers de morts dont les corps étaient tellement déchiquetés »* (l. 58), « *des souffrances et des malheurs* » (l. 117), « *haine et la vengeance* » (l. 120), « *qui ont dû quitter leur pays pour ne pas être égorgés* » (l. 161), « *la détestation des valeurs de la France*» (l 164), « *à des formes d'apartheid et aux ghettos* » (l. 188), « *les miliciens français qui l'avaient assassiné* » (l. 275), « *ceux qui vivent dans l'angoisse de l'exclusion* » (l. 328), « *qui les laissent traîner dans la rue* » (l. 360), « *après*

douze siècles de division et de déchirements » (l. 445). Évoquant la jeunesse, Nicolas Sarkozy emploie un lexique très sombre : « *violence* », « *les rêves se brisent* », « *chômage* », « *impossibilité d'acquérir une indépendance financière* », « *rancœur* », « *victime de discrimination* », « *colère* » (l. 422 à 431), « *le cri angoissé d'une jeunesse désemparée, le désespoir d'une jeunesse condamnée à vivre moins bien que ses parents »* (l. 423).

Pour susciter la peur de l'autre et la méfiance vis-à-vis de l'étranger, il n'hésite pas à avoir recours à un vocabulaire effrayant « *Le communautarisme c'est le contraire de la République, c'est un enfermement, c'est le champ libre à des formes d'apartheid et aux ghettos, c'est la porte ouverte à la loi des bandes et des tribus. C'est la ségrégation et c'est la violence »* (l. 187 à 189). « *La France n'a pas commis de génocide, elle n'a pas inventé la solution finale »* (l. 139).

d- Les figures de style

Nous mettons en exergue les marqueurs de l'énonciation contenus dans le texte et les mécanismes employés par le locuteur pour atteindre la visée argumentative. Nicolas Sarkozy privilégie un registre interlocutoire (interrogation, négation). Son discours est allocutif, fortement pronominalisé et modalisé (notamment par la négation). Nous avons souligné *supra* quelques procédés mis en œuvre par l'orateur pour obtenir l'adhésion de son public tels que la question rhétorique et le registre polémique. Intéressons-nous maintenant aux figures de styles propres au discours de Nicolas Sarkozy. Celles-ci permettent de prendre distance et de développer une stratégie de persuasion ; l'intonation et la rhétorique des phrases sont des moyens qu'utilise le locuteur pour introduire une situation de manipulation et présenter des argumentations en apparence correcte. Les caractéristiques personnelles du leader comptent pour beaucoup dans la production discursive. Nous retiendrons donc quelques-uns des indices les plus fréquents.

Parmi les procédés rhétoriques et stylistiques qu'il utilise, figurent **l'anaphore, les formules, l'épanalepse, l'hypotypose, l'hyperbole, la métaphore, la métonymie, l'emphase.**

A l'instar des hommes et femmes politiques, Nicolas Sarkozy manie très fréquemment **l'anaphore rhétorique.** Très simple à construire, cette figure d'amplification consiste à débuter plusieurs phrases, paragraphes ou segments de phrases par un ou plusieurs mots identiques. L'orateur reprend les mêmes notions plusieurs fois dans son discours comme un mantra : il procède comme le font les journalistes face à l'interviewé répétant à l'envi leurs questions jusqu'à obtenir la réponse voulue[56]. Ce procédé, parmi les plus anciens et remarquables en rhétorique, marque l'auditoire. Le martèlement prend l'allure d'une litanie quand les occurrences se

[56] Notes de cours d'écriture journalistique de Bernard Maury

succèdent :

« *Je veux pouvoir parler de la nation sans être traité de nationaliste.*
Je veux pouvoir parler de la République sans être traité de jacobin.
Je veux pouvoir parler de l'État sans être traité d'étatiste ou de dirigiste ». (l. 22 à 223)

Nicolas Sarkozy a le goût des **formules.** Sur le plan des interactions sociales, Alice Krieg Planque parle de formules comme d'énoncés figés tels que *vivre ensemble (*4 occurrences dans le texte) « qui signifient quelque chose pour tous ». Cet « ensemble de formulations qui, du fait de leur emploi à un moment donné et dans un espace public donné, cristallise des enjeux politiques et sociaux que ces expressions contribuent dans le même temps à construire »[57]. Durant la campagne de 2007, Nicolas Sarkozy promeut les thèmes dits communautaristes : la « discrimination positive », la « refonte de la laïcité » et la « place de la religion dans la société »[58]. Dans ce dernier discours de campagne se côtoient les grandes formules « *République fraternelle »*, « *discrimination positive »*, « *le choc des civilisations »,* la *démocratie irréprochable », « l'État impartial ».* La *« République réelle »* est opposée à la *« République virtuelle »,* la laïcité non comme *« combat contre la religion »* mais comme *« respect de toutes les religions ».*

L'épanalepse (qui consiste à reprendre un mot dans une même phrase) est visible dans les énoncés suivants : *Une demande de nation, de République, d'État, voilà ce qu'il y a derrière la demande de politique qui s'est exprimée tout au long de la campagne, voilà ce qu'il y a derrière la demande de France qui s'est ressentie durant toute la campagne* (l. 211 à 213).

Pour qualifier le discours émotionnel de Nicolas Sarkozy, la rhétorique nomme le procédé utilisé **d'hypotypose**, lequel repose sur le choix de quelques détails significatifs qui permettent de visualiser la scène. Le discours devient peinture et l'orateur semble montrer une chose plutôt que de la dire. Il nous en livre un exemple dans l'évocation de la mort d'un enfant : «*Je me souviens de cette famille à la Courneuve qui pleurait la mort d'un petit garçon de onze ans. C'était le jour de la fête des pères, deux bandes rivales s'affrontaient au pied de l'immeuble, il a pris une balle perdue.»* (l. 368 à 370).

L'hyperbole est présente dans le discours à la faveur d'une liste à la Prévert quand le locuteur se met à « rêver » (14 occ.). Pourquoi n'a-t-il pas employé le verbe « espérer », moins chargé en sens que « rêver ». Le choix de certains adverbes et adjectifs participent du discours **hyperbolique** comme pour démontrer sa conviction et sa force d'action « *vigoureux* » (l. 14), « *immense* » (l.29), « *tellement déchiquetés* » (l.58), « *exclusivement* » (l. 459), « *exactement »*

[57] 2017 : 116
[58] F. Haegel, *Partis politiques et système partisan en France* (2007 : 253)

(l. 479). L'exagération se donne à voir dans le choix de termes fortement chargés au détriment d'un vocabulaire moins clivant comme pour mieux se démarquer de ses adversaires politiques et des élites, à l'instar de « *voyou* » au lieu de délinquant, « *fraudeur* » plutôt que contrevenant, « *détester* » plutôt que mal aimer, etc. Il catégorise les personnes selon leurs actes à l'exemple des fraudeurs, des délinquants : « *qu'il ne faut pas donner de prétexte aux casseurs* » (l. 386), « *Qu'elle laisse les voyous libre*s » (l. 388), « *Qu'elle n'interpelle pas les fraudeurs ?* » (l. 389), « *de poursuivre des délinquants de peur »* (l. 393), « *Si nous laissons le petit voyou* » (l. 396).

Par **métonymie**, Nicolas Sarkozy substitue sa propre politique de rétablissement de la sécurité à un objet vendu dans le commerce sous la marque « Kärcher » (à savoir un nettoyeur haute pression à moteur thermique) « *c'était le jour où j'ai parlé du Kärcher »* (l. 370).

L'**amplification** est un tour dont le locuteur se sert en exagérant les termes, accumulant les arguments et surenchérissant les images.

L'emphase et l'excès du côté du peuple : Nicolas Sarkozy se caractérise par un *ethos* populaire. Son sytle est marqué par la multiplication des répétitions. En homme pressé, il élude les négations « *c'est qu'y a pas assez de travail* » et confère au personnage une simplicité populaire. La partie finale du discours consacrée à la péroraison avec l'appel à voter permet au locuteur d'amplifier les temps forts de sa démonstration (l. 496 à 509). Il privilégie un raisonnement pragmatique qui « vise à faire croire aux individus qu'il n'y a pas d'autre conséquence que celle énoncée ou pas d'autre but à poursuivre que celui annoncé »[59].

IV. L'ACTION ORATOIRE

1. La voix et la gestuelle mises au service de l'orateur

Dans son discours, l'orateur convoque les principes de base de la rhétorique antique. Après avoir étudié l'*inventio* (c'est-à-dire la mise en œuvre des arguments et des idées), la *dispositio* (l'ordonnancement des différentes étapes de l'argumentation avec l'exorde, la narration, la confirmation et la péroraison) et l'*elocutio* (étude stylistique), nous nous intéressons maintenant à l'*actio*. Elle constitue la dernière tâche de l'orateur. L'*actio* est considérée comme un moyen de manifester discursivement non seulement les émotions, mais aussi les caractéristiques éthiques de l'orateur.

L'*actio* est primordiale pour l'orateur car s'il souhaite se montrer convainquant lors d'une prestation publique, il doit mettre en voix et en gestes son discours tout comme le ferait l'acteur. D'ailleurs, le terme *actio* s'applique également au jeu d'acteur. Comme ce dernier, l'orateur se sert des moyens que peut lui apporter son corps pour exprimer ses émotions et son

[59] P. Charaudeau, *Le discours politique. Les masques du pouvoir* (2005 : 78)

caractère. Il joue de ses mimiques et de son regard pour s'attirer la bienveillance de son auditoire.

Le discours politique comporte une dimension théâtrale. En effet, il s'apparente davantage à une mise en scène où l'on se donne en spectacle : choix des lumières, présence des drapeaux, chant de La Marseillaise, éclairage soigné. Nicolas Sarkozy, en grand débatteur politique, est un acteur qui aime théâtraliser son discours. Nous percevons dans le discours, quelque chose de plus que le discours où la théâtralité révèle une tentative de faire agir les autres par des moyens directs ou détournés. Les applaudissements du public se font entendre après que l'orateur a intensifié sa voix à la fin de chaque idée détaillée.

Selon Aristote, l'*actio* consiste dans l'usage de la voix, instrument de parole. Dans la *Rhétorique*, il donne la définition de l'action oratoire : « L'action consiste dans l'usage de la voix, comment il faut s'en servir pour chaque passion, c'est-à-dire quand il faut prendre la forte, la faible et la moyenne, et comment employer les intonations, à savoir l'aiguë, la grave et la moyenne, et à quels rythmes il faut avoir recours pour chaque sentiment »[60]. Il importe de régler le rythme et la manière d'employer les intonations. La voix doit être puissante, résistante et souple car elle doit pouvoir s'adapter à la nature des sujets traités qui supposent différents tons et à l'état d'esprit pour qu'elle soit en accord avec le discours.

La voix de Nicolas Sarkozy est d'un timbre clair, la tonalité moyenne et la diction rapide et aisée. Cette aisance renvoie à sa maîtrise rhétorique. Chez lui, l'art oratoire semble inné : le corps et l'esprit sont liés. Sa voix bien posée est en phase avec un imaginaire d'ordre et d'autorité. Le timbre de sa voix évolue selon ses propos et selon le sentiment qu'il cherche à provoquer chez son auditoire. Au fur et à mesure du discours, le candidat déploie toute son énergie, il détache chaque phrase de son message tel un comédien en scène. Il joue sur les intonations pour renforcer son message. Il emploie un ton solennel lorsqu'il est transfiguré par la ferveur de ses supporters, un ton autoritaire à l'endroit de ses adversaires ou bien enthousiaste pour appeler au sursaut de ses militants. Lorsque ses arguments convoquent la peur, sa voix est sombre, son intonation est expressive, et la hauteur de sa voix est grave. Il vit ce qu'il dit. Pour rapporter les propos de ses détracteurs, il le fait sous le mode ironique voire méprisant en parlant bas et en balayant l'air d'un revers de la main. Au fur et à mesure de la campagne, sa voix est passée à une tonalité plus grave et à une diction plus lente. Sa voix s'est « humanisée » selon les recommandations de son conseiller en image politique, Thierry Saussez. Il murmure ou au contraire, lors de ses meetings comme celui de Montpellier, sa voix de stentor est mise au service de la harangue.

Les mouvements du corps sont tout aussi importants. La première chose que voit

[60] *Rhétorique III*, 1403b

l'auditoire est le corps. A partir de la démarche, des gestes de la main et des signes de tête, le public peut se faire une première impression de l'orateur. La communication non verbale tient un rôle important dans la transmission des sentiments et des impressions à l'interlocuteur. Les gestes sont le reflet des émotions, ils aident à décrire une situation. Pour réussir sa prestation, l'orateur doit harmoniser sa gestuelle, son langage corporel avec son propos. Ainsi, il doit synchroniser le bon geste avec l'idée soutenue. Tout comme la voix doit refléter les sentiments de l'orateur, les gestes s'accordent aussi parfaitement avec eux : ils correspondent aux sentiments et aux passions de l'orateur, qui, du haut de sa tribune, veut émouvoir son auditoire et lui plaire. Cicéron ira même plus loin en précisant que la physionomie est le miroir de l'âme : « C'est l'âme, en effet, qui anime toute l'action, et le miroir de l'âme, c'est le visage »[61].

Pour asseoir son pouvoir, un homme politique doit être charismatique et acquérir une certaine force dans ses gestes qui permettent de rassurer, de mettre en confiance l'électeur. Nicolas Sarkozy, en professionnel de la politique, a bien compris l'importance de l'art du discours en public et de la médiatisation. Comme tout candidat à l'élection présidentielle, il s'est certainement entraîné aux débats télévisés et aux meetings à l'aide de media-training, méthode consistant à maîtriser son comportement face aux caméras et aux auditoires. Il est connu pour ses mimiques qui font de lui la cible de moqueries avec ses gestes nerveux et le port de talonnettes. Sa gestuelle est affirmée et rythmée. Les mots sont ponctués de manière répétée, les propos sont suivis de gestes d'accompagnement expressifs comme pour mieux illustrer sa colère, son indignation ou sa surprise. Ses mouvements sont amples, vigoureux et verticaux pour accompagner et devancer la parole plutôt que saccadés, rapides et verticaux. Ces gestes d'accompagnement du discours verbal renforcent la crédibilité d'une capacité à agir et donnent de l'emphase au discours. Il place sa main droite sur le cœur (gestuelle inédite pour un homme politique) à la manière des politiciens américains comme pour se montrer reconnaissant de l'«amour» porté par le peuple.

Chez Nicolas Sarkozy, la spontanéité et le naturel priment sur la retenue. Il ne cherche pas à masquer ses défauts notamment celui qui le caractérise, le haussement d'épaule et la tête qui dodeline, au risque parfois de le desservir. Il adopte une posture naturelle et décontractée suffisamment contrôlée pour paraître sérieux et conscient des responsabilités. Il utilise la provocation, et cette dernière est reflétée dans de nombreux gestes, notamment l'index, symbole du surmoi, de l'image parentale signifiant l'interdit, mais aussi de l'autoritarisme. Utilisé de façon abusive chez lui, ce geste peut traduire un manque de respect total, voire une menace. De même, il a souvent les pouces levés pour accompagner une bonne idée. Autre

[61] « Animi est enim omnis actio et imago animi uultus » : Cicéron, *De oratore*, III, 221

gestuelle, les mains levées au niveau du visage comme pour défendre son territoire et fixer des limites à ne pas dépasser. Cette attitude traduit une barrière contre toute agression. Parmi les gestes que Nicolas Sarkozy accomplit consciemment ou inconsciemment, nous relevons celui du frottement des sourcils, qui serait signe positif des gens créatifs. Nous pourrions poursuivre l'inventaire de toutes les gestuelles de ce personnage charismatique tant celui-ci n'est pas avare de gestes en public, mais nous avons choisi de ne relever que les plus significatifs d'entre eux.

2. Le candidat en scène

Ce long discours de campagne marque la dernière apparition publique du candidat avant le second tour. C'est au Parc des Expositions de Montpellier, devant près de 15 000 spectateurs, que Nicolas Sarkozy arrive au terme de sa campagne électorale. Une scène a été installée au centre de la salle, éclairée par un faisceau de lumières bleues, blanches et rouges. Des représentants des « Jeunes Pop » (le mouvement de la jeunesse UMP) y prennent part sur une estrade positionnée derrière le candidat. Leur présence sur scène apporte une note dynamique et jeune.

Des personnalités de premier plan ont fait le déplacement parmi lesquelles Bernadette Chirac, les anciens ministres Jean-Louis Borloo et Philippe Douste-Blazy, et des compagnons de la première heure tel Brice Hortefeux. Pour faire patienter le public auquel les organisateurs de l'UMP ont demandé de venir à l'avance pour des questions évidentes d'organisation, des personnalités politiques nationales interviennent à la tribune pour louer les qualités de leur « champion ». L'arrivée de Nicolas Sarkozy dans l'arène s'accompagne d'incessants « *Nicolas président »* scandés par l'assistance. Une musique créée spécialement pour l'événement retentit pendant quinze minutes. Nicolas Sarkozy est de petite taille, la coupe courte en brosse, le front haut dégagé, les sourcils fortement arqués, les yeux sombres, un grand nez aquilin, les lèvres minces, les traits marqués. Ce visage est celui d'un homme volontaire. Séducteur, Nicolas Sarkozy touche ses interlocuteurs, s'immerge dans la foule, serre des mains, étreint les supporteurs et embrasse les femmes conquises par le personnage. A n'en pas douter, il donne de sa personne. Les applaudissements cessent et un projecteur vient se poser sur lui avec en fond d'écran, le slogan de campagne « *Ensemble, tout devient possible »*.

Si une majorité des Français a adhéré au projet politique de Nicolas Sarkozy plus volontiers qu'à son adversaire socialiste, il semble que le programme du candidat ne soit pas la seule donnée de l'élection. En effet, sa dimension personnelle, la façon d'incarner le programme rentrent en ligne de compte. Sa gestuelle est à son service et a eu un impact positif sur l'issue du scrutin.

CHAPITRE 2 : ÉTUDE DU DISCOURS D'INVESTITURE DE NICOLAS SARKOZY



Investiture de Nicolas Sarkozy le 16 mai 2007 au Palais de l'Élysée

I. LE PLAN DE L'ALLOCUTION D'INVESTITURE

Dans la première partie, nous avons exploré les grands thèmes du dernier discours de campagne de Nicolas Sarkozy, enrichis des dimensions logiques, éthiques et pathétiques pour tenter de théoriser la visée persuasive de l'orateur-candidat. La deuxième partie, consacrée au discours d'installation, s'attachera à rendre compte des formes du genre discursif par rapport au lieu de production, de diffusion et de réception dans lequel il s'inscrit. Quel levier le locuteur met-il en place pour adapter son style à son nouveau statut ? Quels ressorts le président élu actionne-t-il pour mettre à profit cet espace-temps pour convaincre et faire adhérer son auditoire ? Il apparaît pertinent de s'interroger sur le tour de force de Nicolas Sarkozy consistant à parler au nom du peuple français (contrat de communication oblige) tout en affichant son propre programme politique. Les passions humaines décrites par Aristote suffisent-elles pour agir sur la parole et contribuer à emporter la conviction ? Les différences de situations de communication apportent-elles une nuance dans le discours d'investiture ? Dit autrement, le sarkozysme peut-il servir le président élu ? Enfin, nous tenterons de répondre à la question suivante : le changement de statut du locateur (présidentiable et président élu) modifie-t-il à la fois le fond (la stratégie argumentative) et la forme (les procédés rhétoriques) ? Pour répondre à ces problématiques nous avons fixé des hypothèses de travail qui nous permettront, dans une troisième partie, de comparer les deux discours afin d'en faire ressortir les points communs et les différences selon leurs enjeux de production.

Le 16 mai 2007, Nicolas Sarkozy est investi à la présidence de la République, lors d'une cérémonie de passation des pouvoirs. Au moment où intervient cette scène, dix jours se sont écoulés entre la proclamation des résultats et le premier discours du chef de l'État. La scène étudiée a lieu au Palais de l'Élysée, résidence officielle de la présidence, à l'issue d'une campagne électorale qui a vu Nicolas Sarkozy affronter au second tour Ségolène Royal, candidate du parti socialiste. Le 6 mai 2007, il remporte nettement les élections présidentielles avec 53% des voix. Ce discours présidentiel s'inscrit dans le genre du discours politique. Il s'agit d'une parole publique portant sur une chose publique. Ce texte est assez court et intervient durant une cérémonie millimétrée. Nicolas Sarkozy, en tant que président apparaît clairement en tant que locuteur et énonciateur principal du discours. Il est aussi un locuteur pluriel dans la mesure où la fonction présidentielle recouvre les institutions de la Cinquième République dans leur intégralité. Selon l'article 5 de la Constitution, le chef de l'État incarne l'autorité de l'État. En tant que chef des armées, il est le seul détenteur du « feu nucléaire ». Il assure un rôle éminent

en matière de diplomatie[62]. De nombreuses références à des énonciateurs traversent le texte notamment dans l'extrait suivant au cours duquel le locuteur adresse aux personnalités politiques de son bord opposé une invitation à le rejoindre :

> « *A tous ceux qui veulent servir leur pays, je dis que je suis prêt à travailler avec eux et que je ne leur demanderai pas de renier leurs convictions, de trahir leurs amitiés et d'oublier leur histoire. A eux de décider, en leur âme et conscience d'hommes libres, comment ils veulent « servir la France. »* (l. 72 à 75)

Le discours d'investiture se situe dans la filiation du genre institutionnel en tant qu'il lui emprunte des terminologies et lexiques qui lui sont propres, et délibératif dans la mesure où il appelle une prise de décision dans la vie politique et où il cherche à faire adhérer au projet présidentiel les électeurs qui n'ont pas voté pour lui[63]. Nous les soulignerons dans l'examen de la « confirmation » avec l'énoncé des arguments et des preuves. Si Nicolas Sarkozy doit s'exprimer en tant que président, au nom de la nation toute entière de façon simple et non partisane, nous démontrerons comment le lexique employé vise à influencer l'auditoire et comment, au détour de l'allocution d'investiture, le locuteur l'utilise pour faire accepter son programme présidentiel. Pour traiter cette question, nous nous appuyons sur les travaux de Ruth Amossy qui rappelle les différentes étapes du processus d'argumentation. Tout d'abord, «la confirmation où se manifeste la divergence d'opinion, l'ouverture où se mettent en place les points de départ de la discussion argumentative où les arguments sont étayés, tour à tour attaqués et défendus et la conclusion d'où se dégagent les résultats de la discussion »[64].

Nous relevons les grands axes qui structurent le discours du président de la République.

En premier lieu, le choix de l'adresse est sobre « *Mesdames et Messieurs ».* Le président s'adresse au « *peuple français* et aux *Français ».* L'emploi du syntagme nominal *« peuple français »* dénote d'une dimension réelle, à l'inverse de « nation » qui revêt une signification abstraite. Le discours souligne la gravité des responsabilités incombant au président de la République ainsi que le révèlent plusieurs énoncés « *lourde tâche »* (l. 4), « *avec gravité* » (l. 24), « *la tâche sera difficile* » (l. 66) et les procédés anaphoriques « *exigence* ». Comme le veut l'usage, Nicolas Sarkozy s'inscrit dans la continuité de la monarchie présidentielle propre au régime instauré par le Général de Gaulle selon lequel il rend hommage aux présidents qui l'ont précédé. Ainsi, il choisit implicitement de mettre en avant une action significative de leur mandat présidentiel. L'évocation de la mémoire des anciens présidents est

[62] www.vie-publique.fr/decouverte-institutions
[63] Dans l'ouvrage collectif *La mise en scène des valeurs. La rhétorique de l'éloge et du blâme*, E. Danblon rappelle que l'activité rhétorique, selon Aristote, «a pour fin un jugement que l'auditoire doit produire sur la base de ce que lui présente l'orateur. […] l'orateur du délibératif conseille ou déconseille, et l'auditoire décide ». (2001 : 22)
[64] R. Amossy, *L'argumentation dans le discours* (2016 : 31)

introduite par l'anaphore «*je pense*» (l. 6 à 24). Charles de Gaulle «*qui rendit à la France sa souveraineté et à l'État sa dignité et son autorité ».* La citation renvoie à l'article 3 de la Constitution de 1958 qui stipule que «La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum». Nicolas Sarkozy prend en charge cet énoncé en se situant dans la lignée de Charles de Gaulle, instigateur de ce texte constituant, adopté par référendum. L'action de rénovation du pays est assignée à Georges Pompidou et à Valéry Giscard d'Estaing « *qui firent tant pour que la France entrât de plain-pied dans la modernité »* (l. 9 à 10). L'action en faveur des institutions françaises est assignée à François Mitterrand « *qui sut préserver les institutions et incarner l'alternance »* (l. 11). En 1981, lorsque François Mitterrand arrive au pouvoir, il installe l'alternance politique en devenant le premier président socialiste de la Cinquième République. Il met fin à vingt-trois années de pouvoir de la droite. Enfin, l'action de promotion de la paix et de l'écologie revient à Jacques Chirac qui « *a œuvré pour la paix* […] *au rôle qui a été le sien pour faire prendre conscience* […] *imminence du désastre écologique. »* (l. 14 à 17)[65].

Il est intéressant de souligner que Nicolas Sarkozy attribue à « *tous les hommes »* (l. 16) la responsabilité de l'héritage laissé aux générations futures sans prise en charge de cette assertion avec l'emploi du pronom « *eux* »[66].

Une seconde partie (ou *narratio*) met en lumière les chantiers que le nouveau président engagera. L'exposé des faits permet de comprendre l'enjeu du discours. Il déroule sa feuille de route qui n'est autre que ses engagements programmatiques. Il explique quelles seront les actions de son quinquennat. Un paragraphe s'ouvre sur une énumération introduite par l'occurrence « *Exigence »* (l. 26 à 54). L'emploi de ce syntagme fera l'objet d'un travail approfondi dans les pages suivantes.

Ensuite, vient la « *confirmatio*» avec l'énoncé **des arguments et des preuves** en s'adressant à « *cette France* » à laquelle il promet *« le progrès social »* (l. 33)*, « l'ouverture »* (l. 35), « *l'efficacité «* (l. 78)*, « la détermination »* (l. 83). Il est intéressant de voir ce que disent les postulats de Nicolas Sarkozy. Ceux-ci renvoient aux concepts de travail (« *réhabiliter les*

[65] Le 2 septembre 2002, Jacques Chirac, président de la République française, prononce un discours devenu célèbre devant l'assemblée plénière du sommet mondial du développement durable à Johannesburg : « La terre et l'humanité sont en péril et nous en sommes tous responsables. Il est temps, je crois, d'ouvrir les yeux. Sur tous les continents, les signaux d'alerte s'allument. L'Europe est frappée par des catastrophes naturelles et des crises sanitaires. […] Certains pays insulaires sont menacés de disparition par le réchauffement climatique. Nous ne pourrons pas dire que nous ne savions pas ! Prenons garde que le XXIe siècle ne devienne pas, pour les générations futures, celui d'un crime de l'humanité contre la vie. »

[66] « L'assertion est le résultat d'une prise en charge qui engage complètement l'énonciateur ; c'est donc un acte de langage qui porte sur la vérité de « ce qui est dit » et qui, par conséquent, devient directement non négociable dans un échange dialogique. » *Matériaux philosophiques pour l'analyse du discours* (2011 : 181)

valeurs du travail », « *servir la France* »), de sécurité (« *l'identité de la France* »), de libre entreprise et de marché (« *le mouvement* », « *le progrès* », « *qui ne veut plus que l'on décide à sa place* »), qui sont au cœur de son projet politique, centré autour de la notion du mérite et de récompense individuelle sur fond de réduction d'interventionnisme étatique.

Enfin, vient la **péroraison**, la dramatisation finale qui conclut le texte par un énoncé affectif « *notre amour et notre respect* » (l. 83).

Après avoir mis en exergue les idées maîtresses du discours de Nicolas Sarkozy, nous nous intéressons au positionnement idéologique du locuteur qui transparaît dans le discours d'investiture.

II. ÉTUDE DE L'ARGUMENTATION : RAISONNEMENT OU *LOGOS*

1. Un discours fondé sur l'argumentation de l'autorité et la recherche du consensus

Nicolas Sarkozy a gagné une élection qu'il a placée sous le signe des valeurs (l'autorité, la sécurité, le travail, l'éducation).

La manière dont les concepts d'autorité, de sécurité et de justice sont présentés reflète les choix politiques et les phénomènes sociaux présentés comme des concepts que personne ne penserait à remettre en cause. Ainsi, pour Damon Mayaffre, « la thématique sécuritaire recrée du consensus avec le peuple [car] s'il est bien un sujet sur lequel tout le monde s'accorde, c'est sur la nécessité de vivre en sécurité »67. Il y a naturalisation du « sens commun » (c'est-à-dire un phénomène nécessaire ou présenté comme tel) d'une institution que constituent doxa et idéologie, la doxa pouvant servir de base à l'élaboration d'une idéologie. Ici, est naturalisée (tenue pour acquise) une norme dominante, celle de l'ordre (légitimation des rapports sociaux dominants). D'autres figements observés dans le texte sont de l'ordre du discours idéologique : « *crise des valeurs »* (l. 29 à 30) et « *progrès social »* (l. 33). L' « *exigence de sécurité »* (l. 42) répond à des nécessités d'ordre qui renvoient au programme sécuritaire de l'ancien ministre de l'Intérieur. Nicolas Sarkozy a fait campagne autour de ce thème qui sert ses intérêts afin d'amener les membres de la communauté liés par une doxa à penser comme lui. La légitimation d'un état de fait vise à faire passer ce qui relève de l'ordre général mais qui, en réalité, ne sert qu'un intérêt personnel. Depuis son élection, Nicolas Sarkozy se sent légitime à porter la parole des Français comme si le peuple entier l'avait porté au pouvoir. Or, il n'a pas échappé au lecteur qu'il parlait en réalité de son programme politique qui n'a pas été plébiscité par la nation toute entière.

[67] 2012 : 79

2. L'implicite

a- Les présupposés - Les sous-entendus

Comme nous allons le voir, les présupposés sont nombreux. Nicolas Sarkozy mobilise les voix et les points de vue permettant au discours argumentatif de développer ses stratégies « *Exigence d'ordre et d'autorité parce que nous avons trop cédé au désordre et à la violence »* (l. 45). Les thèmes « *d'ordre et d'autorité »* sont au centre de l'argumentation du discours de Nicolas Sarkozy. Ils ont circulé dans la société de l'époque d'autant plus fortement qu'ils renvoient aux termes de "racaille" et "Kärcher" que ce dernier a prononcés en 2005 en marge d'un déplacement en banlieue en tant que ministre de l'Intérieur. Ils fonctionnent comme présupposés.

En concluant son discours par l'énoncé « *Le 6 mai il n'y a eu qu'une seule victoire »* (l. 76), Nicolas Sarkozy fait fi des 47% des Français qui n'ont pas voté pour lui. « *Une seule victoire »* désigne la victoire de son camp et non celle de toute une nation. Quoi qu'il en soit, son nouveau statut l'autorise à s'exprimer ainsi.

b- La négation

Tout énoncé négatif est polyphonique dans la mesure où il comporte une assertion attribuée à un énonciateur qui n'est pas le locuteur[68]. Le discours de Nicolas Sarkozy comporte un nombre très important de négations composées d'un ou de plusieurs éléments « ne...pas », « il ne faut pas », « *Car il ne faut jamais oublier »* (l. 265), « *parce qu'il est impossible de pouvoir accueillir »* (l. 326 à 327). Le discours s'articule autour de notions **d'opposition** entre plusieurs groupes de personnes. D'un côté, le groupe de ceux qui aiment la France illustré par « *il n'y a que les bonnes volontés de ceux qui aiment leur pays » (*l. 70) et d'autre part, un groupe qui n'est pas explicitement nommé mais que l'on devine à travers la négation « *il n'y a pas de camp »* (l. 69). Damon Mayaffre qualifie ces locutions comme « tournures de l'interdit »[69]. Il est frappant d'observer que ce discours s'achève par une formulation négative : « *à ce peuple qui ne veut pas renoncer... je veux dire ma détermination à ne pas les décevoir »* (l. 82 à 83). Ces déclarations n'ont pas leur place dans un discours d'investiture dont la fonction est de rassembler le peuple. Il doit au contraire mettre en relief les éléments d'unité et non de division.

c- Le dialogisme

Les éléments de dialogisme se retrouvent dans les énoncés « *immobilisme »* (l. 39 et 80) et « *conservatisme »* (l. 80). Ceux-ci sous-entendent l'action politique de Jacques Chirac dont Nicolas Sarkozy entend se démarquer en inaugurant une rupture inédite. Autrement dit, si

[68] Anscombre et Ducrot, *L'argumentation dans le discours*
[69] 2012 : 305

son prédécesseur n'est pas mentionné, ses arguments sont explicitement mis en scène et contredits. Nicolas Sarkozy veut incarner l'autorité face à Jacques Chirac. Par ailleurs, d'autres énonciateurs que Nicolas Sarkozy pourfend et ne nomme pas, apparaissent dans les locutions suivantes : « *les comportements du passé, les habitudes de pensée et le conformisme intellectuel »* (l. 54 à 55). Elles désignent un adversaire. Sont-ce les élites de gauche qui lui ont reproché son franc-parler ? A l'époque circulait dans la doxa le concept de pensée unique auquel Nicolas Sarkozy opposait un bon sens populaire. Il ne cachait pas sa détestation de tous ceux qu'il soupçonnait de détourner les aspirations populaires et de bâillonner le peuple. Le « *nous »* se donne comme visiblement dialogique et le « *on »* (l. 81) indique la doxa. Or, Nicolas Sarkozy s'oppose aux gouvernements successifs, même si aucune mention explicite n'est faite d'un «*ils*» ; il les juge laxistes dans le domaine sécuritaire. Pourtant, ce dernier a été partie prenante du précédent gouvernement puisqu'il en a été ministre de l'Intérieur. Il oppose « *ordre »* [et] *« autorité »* à « *désordre »* [et] « *violence ».*

3. Le raisonnement de Nicolas Sarkozy

La répétition des locutions anaphoriques "*Exigence* […] *parce que"* (l. 26 à 54), présentées comme un fait indubitable dans la situation d'énonciation, signe la stratégie de Nicolas Sarkozy pour mettre à mal l'argumentation de ses opposants et persuader son auditoire en jouant sur ses peurs. Chaque syntagme « *Exigence »* est suivi d'une proposition principale introduite par *parce que,* marqueur d'une construction oppositive justifiant l'assertion générale : « *la peur de l'avenir* [et le] *sentiment de vulnérabilité »* s'opposent à « *l'initiative et la prise de risque »* (l. 43 à 44) autrement dit les entrepreneurs, la haute finance. Ces syntagmes nominaux renvoient à l'idéologie de l'économie libérale selon laquelle l'individu est responsable de ce qui lui arrive, présupposant que ceux qui sont exclus de cette logique sont placés dans une situation de précarité sociale : « *aux plus vulnérables et aux plus humbles »* (l. 46). Nous tentons d'expliquer la stratégie argumentative à l'œuvre dans l'exemple suivant :

« *Exigence de rassembler les Français »* (E1) *« parce que la France n'est forte que lorsqu'elle «est unie »* (E2) *« et qu'aujourd'hui elle a besoin d'être forte pour relever les défis auxquels elle est confrontée »* (E3). (l. 26 à 27)

L'assertion de l'énoncé 1 enchaîne avec le connecteur « *Parce que » (*énoncé 2) qui s'inscrit dans ce qui précède, à savoir qu'elle introduit un nouvel élément venant justifier pourquoi on parle d'exigence. La relation de cause à effet (procédé de raisonnement) explique le besoin de changement et la nécessité de réforme. Nicolas Sarkozy s'appuie sur l'énoncé qui suit « *Exigence »* dont la fonction est d'admettre l'autre énoncé et reconnaître la légitimité des actes illocutoires accomplis grâce à lui. Dans l'énoncé 3, le sous-entendu « *aujourd'hui elle a*

besoin d'être forte » repose sur un faisceau d'indices laissant à penser qu'auparavant la France n'était pas forte pour relever les défis, et qu'à l'avenir, grâce à lui, elle le deviendra.

Après l'ordre et l'autorité, le thème cher à Nicolas Sarkozy est celui de la justice.

« Exigence de justice [...] *sentiment aussi fort d'injustice, ni le sentiment que les sacrifices n'étaient pas équitablement répartis, ni que les droits n'étaient pas égaux pour tous »* (l. 51 à 53).

De qui parle-t-il et à quels « *droits »* fait-il référence ? Qui sont « *tous »* ? Quels sont ceux pour lesquels les « *droits »* ne sont pas les mêmes que pour d'autres ? S'agit-il des Français qui se lèvent tôt pour travailler au prix de durs « *sacrifices »* (l. 49 et 52) face aux autres qu'il stigmatise et qui ne consentiraient à aucun effort, et sous-entendu, bénéficieraient d'aides (sociales, fiscales) ?

Le rapport de force est très visible ici entre d'un côté, la population ciblée située dans une position de dominé et de l'autre, Nicolas Sarkozy, sujet autoritaire, dans une position de dominant, voulant imposer sa vision du monde conforme à un idéal politique, à savoir la responsabilisation de l'individu-citoyen. Ce rapport confère au discours une certaine force d'action (force perlocutoire). Pourtant, ces déclarations émanant d'un président de la République, dont le propre est de gouverner au-dessus des partis, ne répondent pas, selon nous, aux attentes et à la solennité de ce genre discursif.

La formule « *identité de la France* » (l. 58) comporte une dimension polémique au sens problématique et conflictuel du terme. Elle rappelle la question de l'identité nationale comme nous l'avons déjà vu dans l'étude du discours de Montpellier. Nicolas Sarkozy parle sans complexe de cette thématique, ce qui a créé un certain malaise en ce début de mandature. Semblant défendre un héritage moral français, en réalité il n'en défend qu'une partie. En effet, en agissant de la sorte, Nicolas Sarkozy ne répond qu'à une partie du problème en ne le réduisant qu'à la menace islamiste. Le syntagme figé « *identité nationale »* apparaît dans le programme de Nicolas Sarkozy, qui annonce lors d'un meeting de campagne à Marseille, la création d'un Ministère de l'immigration et de l'identité nationale[70]. La défense de l'identité nationale est la formule choc (ou figement) qui résume la campagne « morale » de Nicolas Sarkozy.

Le locuteur s'adresse par deux fois aux « *bonnes volontés »* (l. 37 et 70) autrement dit aux personnalités qui n'appartiennent pas à son camp politique. Il a ostensiblement enjoint les personnalités publiques de gauche « *animé*[e]*s par la passion de l'intérêt général »* (l. 71) à le

[70] Selon P. Charandeau, le discours politique regorge de procédés tels que les formules, de syntagmes figés (composés d'un nom et d'un adjectif) etc dont l'objectif est de produire un effet slogan comme on le trouve dans le discours publicitaire. *Le discours politique* (2005 : 76)

rejoindre dans son futur gouvernement.

La **notion d'« *ouverture »*** (l. 35) s'apparente à une pratique politique assez répandue, consistant à un débauchage de personnalités. On se souvient qu'en 1988, François Mitterrand avait composé son gouvernement avec huit ministres dits « d'ouverture ». L'histoire se répète avec Nicolas Sarkozy lequel a recruté directement des personnalités du Parti Socialiste, parti qu'il affrontait quelques jours auparavant, en la personne de Ségolène Royal[71]. Cet appel au ralliement vaudra à une partie de son camp des déceptions, notamment celle d'un fidèle du clan sarkozyste, Patrick Devedjian, le grand déçu de la distribution des postes gouvernementaux. Il avait déclaré à l'époque : « *L'ouverture, il faudrait la faire, y compris jusqu'aux sarkozystes*». Dans les mois qui suivirent cette séquence, Eric Besson et Bernard Kouchner ont tous deux été nommés ministres du gouvernement Fillon.

L'activité langagière que Nicolas Sarkozy développe vise à construire un système de pensée qui fonde son appartenance idéologique. Ainsi, le concept d' « *immobilisme* » s'oppose à ceux de « *changement* » et de « *réforme* » qui incarnent l'idéologie néo-libérale propre à Nicolas Sarkozy. Le discours classe les événements, les mouvements sociaux : ainsi les taxinomies binaires (qui renforcent le clivage bien/mal) sont sollicitées avec l'emploi de terminologies telles que « *ordre/désordre »* (l. 45), « *mourir »* (l. 76) / « *vivre »* (l. 82), « *tolérance/intolérance* » (l. 35).

Le locuteur détourne de leur fonction les termes abstraits. Ainsi « *justice »* est associé à « *sentiment »*. Selon C. Le Bart, les hommes politiques emploient des « termes vagues dont la polysémie [s'ajuste] à la diversité des attentes provenant des multiples publics »[72]. De même, «liberté» peut renvoyer à la liberté d'entreprendre pour les uns ou la liberté d'opinion pour les autres. Les définitions se déclinent également selon les groupes sociaux.

[71] Nicolas Sarkozy explique son choix d'ouverture lors du débat de l'entre-deux-tours le 2 mai 2007 face à Ségolène Royal : « J'ai un projet politique que je n'ai pas changé entre le premier et le deuxième tour. Je l'ai élargi. Naturellement, je gouvernerai avec les gens de l'UMP. Dans la majorité, nos amis de l'UDF ont toute leur place. J'observe d'ailleurs avec beaucoup de plaisir que la quasi-totalité des parlementaires et des élus de l'UDF m'ont rejoint. Je ne vois pas pourquoi il en serait autrement alors que nous avons gouverné ensemble. [...] Il y a des hommes et des femmes de gauche qui croient à la gauche parce qu'ils croient au mouvement. Aujourd'hui, je veux incarner le candidat du mouvement par rapport à l'immobilisme, pardon Madame. Je ferai un gouvernement très ouvert de rassemblement. Pourquoi ? Parce que le président de la République n'est pas l'homme d'un parti, mais l'homme de la nation. [...]»

[72] C. Le Bart (1998 : 110)

III. ÉTUDE DE L'ARGUMENTATION « AFFECTIVE » *ETHOS* ET *PATHOS*

Comme tout discours cérémonial de louange, le discours d'investiture est à bien des égards, épidictique car il fait l'éloge de la France. L'épidictique n'est pas seulement un discours d'apparat mais il sert aussi à *«* renforcer une communion autour de certaines valeurs que l'on cherche à promouvoir et qui devront orienter l'action vers l'avenir »[73]. Le discours d'investiture répond à un rituel, défend des valeurs et renforce le consensus et l'homonoïa[74]. Les Grecs appelaient *homonoïa «* concorde *»* ou *«* communauté de sentiments ». L'orateur doit donner de lui-même une image conforme aux valeurs auxquelles la communauté est supposée souscrire. S'adressant à tous les Français, avec leur diversité d'opinions, le président se doit de réduire la pluralité et les antagonismes à un ensemble unifié en faisant communier les esprits autour des valeurs qui soudent la nation. Comme nous les avons décrites *supra*, les valeurs véhiculées dans ce texte relèvent de la sécurité, de l'ordre, de la justice et de l'identité nationale. Dans cette partie, nous tentons d'apporter un éclairage sur les procédés rhétoriques que convoque une personnalité politique comme Nicolas Sarkozy afin de façonner son image présidentielle. Les procédés rhétoriques (anaphores, métaphores) et les répétitions de style proposent des formules, des slogans qui donnent corps au discours et le rythment. A l'évidence, les reprises des phrases « *parce que les Français en ont assez que »* (l. 47 à 49) servent la stratégie de communication et l'image de Nicolas Sarkozy qui se veut être à l'écoute des citoyens et de leurs préoccupations quotidiennes. Nous avons délibérément choisi de développer les valeurs mises en avant dans le discours présidentiel dans les chapitres consacrés à l'*Ethos* et au *Pathos*.

1. L'*ethos*

Dans cette partie, nous interrogeons l'*ethos*, c'est-à-dire les images discursives que le locuteur construit. L'obsession de l'image est une préoccupation constante des hommes politiques. Quel que soit leur statut -candidats, parlementaires, chefs d'État- ils sont dominés par l'impératif d'une image favorable devant le public notamment en se mettant en scène. La gloire, le pouvoir, le prestige participent de cette image intégrée au discours.

Selon Dominique Maingueneau (1999), l'*ethos* discursif peut soit être exprimé explicitement, montré par des expressions se rattachant au sujet parlant, soit être implicité, insinué, se constituer comme étant la « voix » du texte. On peut, en effet, distinguer plusieurs images de l'orateur qui émergent du texte. L'image discursive de Nicolas Sarkozy est confrontée à celle qu'il s'est construite au fil du temps, dans le processus de persuasion.

[73] C. Perelman (2002 [1977] : 39)

[74] Selon P. Braud, « l'action politique se déploie par la parole [...], par l'écrit [...] mais aussi par les signes et symboles auxquels sont attachées des significations (les drapeaux, les manifestations, les décorations, les défilés, etc.)». *Les 100 discours qui ont marqué le XXème siècle* (2010 : 23)

Dix jours séparent le scrutin du second tour de la cérémonie d'investiture, dix jours durant lesquels, le nouvel élu se prépare à endosser les habits de chef de l'État et élabore sa stratégie de construction de son *ethos* d'homme rassembleur. Il construit la réalité par son discours dont l'objectif est de laisser penser que tout le pays l'a unanimement plébiscité. L'investiture doit être au-dessus des partis. Partant, l'énoncé « *le 6 mai il n'y a eu qu'une seule victoire* » tend à véhiculer la légitimité de Nicolas Sarkozy par le peuple. La mention de ce supposé consensus est présente dans ces trois énoncés qui tendent à tirer sa légitimation démocratique :

« […] *tous les hommes et que j'ai la lourde tâche de représenter aux yeux du monde »* (l. 5)
« le 6 mai il n'y a eu qu'une seule victoire, celle de la France » (l. 76)
« le 6 mai il n'y a eu qu'un seul vainqueur, le peuple français » (l. 79)

Le président de la République appelle à l'autorité légitime et institutionnelle et à la convocation de l'Histoire. En effet, pour asseoir sa légitimité, Nicolas Sarkozy s'adresse à la nation en valorisant l'image de la France et en misant sur le patriotisme.

« *Le peuple m'a confié un mandat. Je le remplirai* (l. 56)
« […] *j'ai désormais la lourde tâche de représenter aux yeux du monde »* (l. 4)
« […] *je veux dire ma conviction qu'au service de la France* » (l. 69)

En tant que leader politique, Nicolas Sarkozy s'appuie sur sa légitimité politique, son expérience pour asseoir son autorité. Son discours est d'autant plus efficace que l'audience dont il bénéficie en ce début de mandature est importante. Durant cette période, Nicolas Sarkozy cristallise autour de sa personne l'enthousiasme et le renouveau. N'a-t-on pas parlé de l'émergence d'une « vague bleue » (de la couleur du parti majoritaire) qui s'est concrétisée en juin 2007 par l'élection de 313 députés sur les 577 sièges que compte l'Assemblée nationale ? Son statut lui permet de parler au nom et à la place du peuple français. Ce texte met en scène un *ethos* de prêcheur empli d'autorité.

a- Les repérages

Nicolas Sarkozy assume pleinement son énoncé comme en témoigne l'utilisation à trente reprises du pronom personnel première personne du singulier « *je* ». Ici, la personne du président prédomine dans ce discours qui est majoritairement ponctué d'embrayeurs « *je* » au détriment du « *nous* » et du « *vous »,* ce qui laisse entrevoir sa volonté d'omniprésence et renforce la personnalisation et la centralité de la vision personnelle du chef. Cette attitude accentue la volonté de construire un *ethos* d'homme déterminé et capable d'assumer ses responsabilités.

L'analyse des « *nous* » et de leur fonctionnement discursif nous informent sur la façon

dont Nicolas Sarkozy construit son identité discursive mais aussi la façon dont il pose les relations qu'il entretient avec les autres. Leurs différents emplois recouvrent, selon les cas, une valeur collective ou inclusive, notamment quand il évoque « *notre amour et notre respect »* (l. 83) pour bien souligner la relation englobante avec les Français dans leur ensemble. Il signe là une sorte de pacte d'alliance. A l'inverse, le pronom « *nous »* (l. 45) renvoie au précédent gouvernement. Nicolas Sarkozy ne prend pas en charge l'énoncé «*nous avons trop cédé au désordre et à la violence»* (l. 45).

Les verbes au passé renvoient à l'époque de ses prédécesseurs. Les verbes au futur montrent que l'énoncé s'inscrit dans une temporalité présentée comme certaine et non comme virtuelle. De manière générale, l'allocution est ancrée dans un présent porteur d'engagements présidentiels.

b- Les actes de langage, les allusions

Selon Christian Le Bart, « explicitement ou non, le discours politique est toujours discours sur l'action ». Tout énoncé comporte un contenu propositionnel : *ce qui est dit.* Le statut pragmatique de l'énoncé est spécifié par un marqueur illocutoire : *ce à quoi vise le dire.* Nous sommes donc amenés à considérer la prémisse que tout *dire* est un *faire*.

Les prises de position que nous étudions se manifestent explicitement comme étant des actes de parole, à travers les nombreux usages des verbes de parole (« dire », « demander », etc.). « *Je »* est sujet d'un verbe de parole (« *dire »*), d'un verbe de pensée (« *penser »*), et des verbes « *confier, veiller, faire, être* ». Nous nous attacherons ici à démontrer comment les actes de parole indirects mettent en évidence la manipulation politique au moyen du discours dont les destinataires ne connaissent pas ou ne comprennent pas les stratégies utilisées pour les influencer.

Le discours a un objectif performatif : énoncer un discours implique de vouloir agir sur autrui. Parmi les actes illocutoires, relevons ceux classés dans la catégorie des actes promissifs, c'est-à-dire, engageant le locuteur. Une séquence est consacrée aux promesses de campagne. Ces verbes, conjugués au futur, se situent dans la seconde partie du discours. Nicolas Sarkozy explique ce que sera sa feuille de route tout au long du quinquennat, que ce soit au plan national, au titre de ses missions régaliennes (l'autorité, la sécurité, la défense), au plan européen ainsi que sur la scène internationale où il portera la voix de la France à l'étranger (le réchauffement climatique, la diplomatie, le développement de la coopération euro-méditerranéenne). Ici, le locuteur exprime des propositions dans le but de s'engager dans l'accomplissement des actions futures (actes de langage). Le fait même pour Nicolas Sarkozy d'opérer un acte de langage par lequel il alerte moralement l'interlocuteur lui confère un *ethos* d'autorité :

« Je le remplirai scrupuleusement.

Je défendrai l'indépendance et l'identité de la France.

Je veillerai au respect de l'autorité de l'Etat et à son impartialité.

Je m'efforcerai de construire une République

Je me battrai pour une Europe qui protège, pour l'union de la Méditerranée et pour le développement de l'Afrique.

Je ferai de la défense des droits de l'homme et de la lutte contre le réchauffement climatique les priorités de l'action diplomatique de la France dans le monde. » (l. 56 à 65)

En même temps qu'elles interrogent sur la possibilité d'exécuter certains actes, ces phrases formulent implicitement l'ordre de les exécuter. Il montre un *ethos* autoritaire, impartial et déterminé. Nicolas Sarkozy présuppose à ce moment précis qu'il est capable d'accomplir telle ou telle action et qu'elle est dans l'intérêt de l'allocutaire. La « *démocratie »* (l. 19), le « *courage »* (l. 21), « *le travail, l'effort, le mérite, le respec*t » (l. 32) sont rattachés au « *peuple français »* pour lequel Nicolas Sarkozy promet de relever « *les défis auxquels* [la France] *est confrontée »* (l. 27). L'emploi de l'occurrence « *La France »* et autres syntagmes correspondants aux institutions et aux Français se retrouvent dans ses dérivés adjectifs.

2. Le *pathos*

Discours politique, il comporte en exorde une phrase *« En ce jour où je prends officiellement mes fonctions de Président de la République »* (l. 2) qui relève de la rhétorique classique pour souligner la solennité des lieux et de l'instant. Ici, le locuteur joue sur le *pathos* comme nous l'étudierons ultérieurement lors de la *« péroraison »* avec la dramatisation finale relevée par l'énoncé affectif *« notre amour et notre respect »* (l. 82).

L'une des fonctions du discours est de faire agir l'allocutaire et de mettre en œuvre, dans l'espace public, des émotions telles que l'indignation, la colère, l'angoisse d'impuissance, la frustration, la honte, le sentiment d'injustice, la compassion, la pitié, la culpabilité ou la peur. Partant du principe que la rhétorique est mise au service de la persuasion, nous mettons en évidence les différents marqueurs du *pathos* que Nicolas Sarkozy active pour interpeller directement l'auditoire et éveiller son attention. Ainsi, lorsqu'il évoque le sentiment de peur, sa rhétorique est mise au service du chaos.

a- Classification des termes subjectifs et évaluatifs

Parmi les émotions qui se manifestent dans le discours, nous relevons :

la confiance : « *s'est levé pour dire sa foi* » (l. 19) « *besoin de croire* » (l. 22), « *volonté d'être digne de la confiance* » (l. 57) ;

la fragilité : « *ce sentiment de vulnérabilité* », « *découragent l'initiative* » (l. 43),

l'exaspération : « *les Français en ont assez* » répétés trois fois (l. 47),
la violence : « *dangereux »* (l. 39), « *fatal, irrattrapable »* (l. 41), «*désordre, violence»* (l. 45),
la peur : « *lutter contre la peur »* (l. 43),
l'injustice : « *sentiment aussi fort d'injustice* » (l. 52).

A l'exception de la confiance, ces émotions expriment un sentiment pessimiste par l'emploi de substantifs évaluatifs comme *« dangereux »* (l. 39*), « fatal », « irrattrapable » (l. 41), « lutter contre la peur »* (l. 43) *« désordre, violence »* (l. 45). Nous observons que l'absence d'article déterminant ou indéfini devant *« Exigence »* renforce le martèlement du contenu du discours comme pour mieux « frapper » le public. Il en est de même du procédé anaphorique du syntagme *« parce que ».* Les démonstrations de Nicolas Sarkozy agissent comme des réponses à des questions qui n'en sont pas. En conséquence, elles ne peuvent entraîner que l'assentiment du destinataire surtout quand ces procédés interviennent après une mise en contexte émotionnelle et dramatique.

A l'inverse, pour construire une position émotionnelle en phase avec le peuple, Nicolas Sarkozy mobilise les locutions suivantes : *« je pense avec émotion »* (l. 22), *« la passion de l'intérêt général »* (l. 71) et adresse en fin d'allocution, une déclaration « [d']*amour* et [de]*respect… à ne pas les décevoir »* (l. 83).

b- Le lexique axiologique : valeurs, louange et blâme

Les axiologiques ont un rôle argumentatif du point de vue de leur valeur sémantique et dans leur fonction pragmatique. Le discours de Nicolas Sarkozy contribue à axiologiser négativement l'action de son prédécesseur « *jamais la confiance n'a été aussi ébranlée »* (l. 28) et à construire une position émotionnelle dramatisante « *jamais les problèmes à résoudre n'ont été aussi inédits »* (l. 55). Ces axiologiques ont pour effet d'agir sur l'allocutaire.

Le texte mobilise des notions vagues telles que « *la peur de l'avenir* » (l. 43) et se chargent d'une valeur axiologique péjorative ou méliorative. Ces terminologies, dont le locuteur sait qu'elles ne seront pas comprises de tous, n'offrent pas la possibilité de faire un choix entre plusieurs avenirs possibles. La stratégie de la peur de Nicolas Sarkozy a pour effet d'appeler une certaine protection du fait de la figure tutélaire du chef de l'État. Les noms abstraits à valeur axiologique méliorative se retrouvent dans les énoncés suivants : « *souveraineté, dignité, autorité »* (l. 8), « *un grand peuple* » (l. 18), « *bonne volonté »* (l. 37) décrivant l'action de Charles de Gaulle pour lequel Nicolas Sarkozy a une grande admiration ainsi que « *modernité »* caractérisant l'action de Valéry Giscard d'Estaing, axiologisée positivement. Il en est de même des prédicats attachés à la France : « *officiellement »* (l. 2), « *solennel »* (l. 18), « *une grande histoire »* (l. 19).

Le style de Nicolas Sarkozy se caractérise également par l'emploi du langage verbal (c'est-à-dire d'action) qui dynamise et rythme le discours. De ce fait, Nicolas Sarkozy veut créer une relation de proximité et de convivialité chez le public « *qui mérite*[nt] *notre amour et notre respect »* sans pour autant laisser de côté son *ethos* d'homme fonceur et pragmatique.

c- Les figures de style

Les figures de style, l'intonation, la rhétorique des phrases «*A tous ceux qui veulent servir leur pays, je dis que je suis prêt»* (l. 72) sont des moyens qu'utilisent Nicolas Sarkozy pour introduire une situation de manipulation et présenter des argumentations en apparence correcte «*jamais la crise des valeurs n'a été aussi profonde»* (l. 30).

Les discours reposent sur des stratégies de conviction visant à obtenir l'adhésion des allocataires aux choix politiques énoncés. Le rythme du discours est appuyé par la construction syntaxique avec la structuration répétitive des concepts sécuritaire et d'ordre. Comme nous l'avons vu, le discours politique, pour attirer l'attention du destinataire, emprunte des procédés de persuasion (formules, slogans martelés). Ces stratégies permettent d'entrevoir le positionnement particulier de l'auteur qui met en scène des points de vue différents laissant la voie à des pistes d'interprétations.

Parmi ces procédés, les expressions métaphoriques occupent une place essentielle. Le locuteur convoque ici la terminologie entrepreneuriale par le biais d'une **métaphore** « *l'initiative et la prise de risque* » (l. 43 à 44) tel qu'il se présente comme le sauveur de l'économie de marché.

La **gradation** est convoquée dans l'énoncé « *Je pense avec émotion à cette attente, à cette espérance, à ce besoin de croire à un avenir meilleur qui se sont exprimés si fortement durant la campagne qui vient de s'achever »* (l. 22 à 23). Il s'agit d'une figure de style par laquelle les termes d'une phrase évoquant une idée similaire sont ordonnés selon une progression ascendante ou descendante. Dit autrement, une même idée peut être exprimée avec plus ou moins de force grâce à une énumération de termes qui peuvent gagner ou perdre en intensité, en nombre, en taille, etc. Les termes qui se suivent dans une gradation progressent par le sens.

Notons ensuite le **vocabulaire excessif** dont il fait usage « *désastre écologique* » (l. 16), « *ébranlée* » (l. 29), « *dangereux* » (l. 35), « *fatal et irrattrapable* » (l. 41).

La **personnification,** figure consistant à « faire d'un être inanimé ou d'une abstraction

un personnage réel » est à l'œuvre dans le texte dès les toutes premières lignes[75]. Dans cet extrait, le locuteur dresse un portrait de la France meurtrie comme le serait un être humain, en lui conférant des traits de comportement, de sentiment ou de pensées qui lui sont propres «*je pense à la France, ce vieux pays qui a traversé tant d'épreuves et qui s'est toujours relevé, qui a toujours parlé pour tous les hommes »*. Une autre marque de personnification est visible à la ligne 76 « *Le 6 mai il n'y a eu qu'une seule victoire, celle de la France* ». Le président de la République élu au suffrage universel direct est doté d'une légitimité, ce qui fait dire à Nicolas Sarkozy que la victoire n'est pas uniquement la sienne, mais bien celle de la France. La personnification du pouvoir est un phénomène qui tend à incarner le pouvoir étatique, force abstraite dans la fonction présidentielle, à l'instar des paroles prononcées par le président du Conseil constitutionnel le jour de l'investiture : « A compter de ce jour, vous incarnez la France, vous symbolisez la République et vous représentez l'ensemble des Français ».

Dans l'exemple « *Mais en cet instant si solennel, ma pensée va d'abord au peuple français qui est un grand peuple, qui a une grande histoire et qui s'est levé pour dire sa foi en la démocratie, pour dire qu'il ne voulait plus subir* », cette personnification de la France, doublée d'une **antithèse** et d'un **parallélisme de construction**, renforce la métonymie entre la France et les Français. Le parallélisme est une figure de style qui consiste à reprendre des membres de phrase ou une même construction sur plusieurs séquences successives. L'objectif est de créer un effet d'amplification. Nicolas Sarkozy présente la France comme un état sûr de lui et volontaire.

Nous pouvons déceler le sentiment patriotique mis en avant par le Président par la place prépondérante du syntagme « *La France* » qui apparaît 13 fois dans le texte. Ces reprises renforcent le *pathos* présent dans le discours pour faire partager par tous les Français ce sentiment de « fierté ».

[75] Littré (1984 : 344)

IV. L'ACTION ORATOIRE

1. Une installation très ritualisée

Ce discours comporte une dimension théâtrale, perceptible dans la mise en scène du discours au moment où il est prononcé. Le terme d' « investiture» désigne non seulement la passation des pouvoirs entre le président sortant et le président élu, mais aussi les honneurs militaires. Cette cérémonie, empreinte de solennité, doit se tenir au plus tard le jour de l'expiration officielle du mandat du président sortant ou, s'il y a une vacance à la suite d'une démission ou d'un décès, quelques jours après que les résultats de l'élection présidentielle ont été rendus officiels par le Conseil constitutionnel.

Le mercredi 16 mai 2007, Nicolas Sarkozy est « installé » comme nouveau président de la République. C'est au cours de cette cérémonie, longue et réglée à la seconde près, que lui est conféré le pouvoir exécutif. La passation des pouvoirs entre Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy obéit à un rituel minutieux. Le discours d'investiture a un rôle très important dans la légitimation du pouvoir.

La cérémonie d'investiture a lieu sous les ors de la salle des Fêtes où se tiennent, d'un côté, les invités personnels qui s'embrassent et se regroupent par affinités. Un peu à l'écart, son épouse Cécilia Ciganer-Albeniz, en instance de séparation, arrive avec ses enfants issus de son premier mariage, et de leur fils commun, Louis. Tous se placent à droite du pupitre derrière lequel s'exprimera Nicolas Sarkozy. Louis, s'impatiente et s'approche du collier doré de grand-croix de la Légion d'Honneur qui trône dans son écrin rouge.

Un demi-millier d'invités attendent le nouvel élu debout depuis plus d'une heure. Il y a là la mère du Président, « Dadu », ses frères, Guillaume et François. Une kyrielle de personnalités politiques aussi : Bertrand Delanoë, les époux Balkany, Philippe Séguin, Jean-Luc Mélenchon, Jean-Claude Gaudin, Pierre Messmer, Brice Hortefeux, Roger Karoutchi, Hervé Morin... Des représentants des grandes religions parlent entre eux. Le carré des artistes et intellectuels est lui aussi très oecuménique : les essayistes Alain Minc et André Glucksmann, l'historien Max Gallo, Yasmina Reza, Jean d'Ormesson, l'éditeur Bernard Fixot. D'anciens collaborateurs du président ont été conviés tel Laurent Solly, ancien chef de cabinet mais aussi des capitaines d'industrie dont Martin Bouygues, Henri de Castries, Laurence Parisot.

De l'autre côté, ont pris place les officiels. Il s'agit des *corps constitués*, à savoir les personnages les plus importants de la République que sont le Premier ministre, le Président du Sénat (deuxième personnage important après le chef de l'État), les présidents de l'Assemblée

nationale, du Conseil d'État, de la Cour des comptes et du Conseil constitutionnel ainsi que d'anciens ministres et proches.

Avec deux minutes d'avance sur l'horaire officiel, Nicolas Sarkozy arrive à 10h58 au palais de l'Élysée en voiture et entre par le porche dans la Cour d'honneur où est déployé un tapis rouge de soixante mètres de long. Il passe en revue un détachement de la Garde républicaine, avant d'être accueilli par Jacques Chirac sur les marches du perron. Ensemble, ils s'entretiennent en tête-à-tête dans l'un des salons de l'Élysée pendant une demi-heure. La conversation reste secrète mais on peut imaginer que sont communiqués, entre autres, les codes d'accès de la frappe nucléaire, prérogative exclusive du président de la République. Ce code - dont on ignore la forme- permet de valider le fait que c'est bien le chef de l'État qui donne l'ordre de tir des armes nucléaires. Le nouveau chef de l'État raccompagne l'ancien président en lui posant une main sur l'épaule. Jacques Chirac sort jusqu'à la cour d'honneur, avec les honneurs de la Garde républicaine. Avant de quitter définitivement l'Élysée, il fait ses adieux au personnel serré en rang d'où fusent des « bravos ».

A 11h40, la musique interprétée par l'orchestre de la Garde républicaine qui rythme l'arrivée du président de la République, encadré du premier ministre et des présidents des deux Assemblées, a été choisie par Cécilia Sarkozy. Il s'agit d'une œuvre du compositeur espagnol Isaac Albéniz, son arrière-grand-père. Au même moment, place des Invalides, la batterie d'honneur de l'artillerie entame le « salut au canon » qui marque l'investiture du président de la République. Jusqu'en 1975, 101 coups étaient tirés, contre 21 désormais.

11h45. A un mètre face à lui, Jean-Louis Debré, président du Conseil Constitutionnel est chargé d'opérer le transfert de pouvoir au nouvel élu. Nicolas Sarkozy regarde dans les yeux son vieil ennemi Jean-Louis Debré prononcer ces paroles qui le consacrent *« sixième président de la Cinquième République ».* Il procède à la proclamation des résultats de l'élection et enchaîne avec les félicitations d'usage et cette mise en garde : *« Je souhaite que la France sous votre impulsion se rassemble autour de ses valeurs républicaines »*. Puis Nicolas Sarkozy signe le procès-verbal d'investiture. Il tend des regards discrets vers son épouse, l'air grave. A 52 ans, le rêve de sa vie s'est réalisé[76].

Le grand chancelier de la Légion d'honneur effectue alors la remise des insignes, épinglant à la boutonnière de Nicolas Sarkozy la rosette de grand-croix. Il lui présente le collier de grand maître de l'ordre de la Légion d'honneur et prononce la formule rituelle « Monsieur le président de la République, nous vous reconnaissons comme grand maître de l'ordre national de

[76] Article de Libération, n°8095, jeudi 17 mai 2007

la Légion d'honneur ». A ce moment précis de la cérémonie, Nicolas Sarkozy se dirige vers le micro pour neuf minutes d'allocution. Il prend la parole derrière un pupitre blanc, installé au centre de la salle. Ses tics d'épaules et ses sautillements ne l'ont pas quitté. Son discours achevé, il se dirige vers son épouse pour l'embrasser sur les lèvres. Puis il attrape son plus jeune fils et retourne caresser la joue de Cécilia. Après avoir fait le tour de la salle et serré des dizaines de mains, il se dirige vers le jardin pour passer en revue les trois corps d'armée[77]. Un peu plus tard, un déjeuner réunit les proches avant que le président n'aille déposer une gerbe devant les statues de Clemenceau et de Charles de Gaulle, puis remonte les Champs Élysées où la foule l'attend. Ensuite, il rend un hommage aux trente-cinq jeunes fusillés au bois de Boulogne le 16 août 1944. Il s'envole pour Berlin en fin d'après-midi.

2. Une gestuelle pour incarner le pouvoir

Émile Benveniste a écrit « Il n'y a pas de langage sans voix »[78]. Quelle place la communication non verbale tient-elle dans le discours politique ? Quels aspects vocaux, mimiques et autres manies de langage l'orateur active-t-il face à son auditoire ? Il s'agit non pas du corps « réel », mais du corps construit par le dispositif médiatique tel qu'il se donne à percevoir à la majorité des citoyens.

Comparé à son attitude de candidat en meeting électoral, Nicolas Sarkozy est méconnaissable jusqu'à la rythmique vocale ou l'intonation. Il se concentre tout entier sur sa posture intellectuelle afin de "faire de la pédagogie". Le reste de la communication non verbale s'aligne. Pour marquer ce moment solennel, Nicolas Sarkozy adopte le mode sérieux qui implique une voix grave, la plus calme et la plus assourdie possible. Il use d'une voix un peu moins pleine avec des pauses et des repos fréquents de manière à être le plus compréhensible par l'auditoire. Son regard balaye le public de gauche et de droite.

Si son corps se dodeline légèrement, il fait preuve d'une grande maîtrise pour ne pas céder à ses gestes habituels (les mouvements d'épaules, les moues et le rictus de la bouche). Les micro démangeaisons (phénomène qui consiste à se gratter une partie du corps) sont abandonnées. Seuls ses sourcils se lèvent comme pour marquer l'importance des propos notamment lors de l'évocation des précédents présidents de la République, Charles de Gaulle ou Georges Pompidou. Ses mains restent immobiles, appuyées sur le pupitre.

V. COMPARAISON DES DEUX DISCOURS DE NICOLAS SARKOZY

Nous nous interrogeons dans cette partie sur la présence d'une rupture thématique dans

[77] Didier Arnaud, 17 mai 2007, « *Sarkozy gravit les marches de l'Elysée* », Libération
[78] 1966 : 60

le corpus. L'auteur varie-t-il ses expressions pour éviter les répétitions des mêmes mots à mesure qu'il aborde un thème ?

1. Ressemblances et différences des discours

Nous avons tenté d'étudier les fonctionnements argumentatifs et énonciatifs à l'œuvre qui font ressortir l'*ethos* d'un homme politique omniprésent, l'image de l'orateur donnant du poids à l'argumentation. Nous avons resitué ces discours dans leur contexte énonciatif en en analysant la visée persuasive. En meeting, le discours de Nicolas Sarkozy s'édifie souvent contre un opposant. Dans le cas présent, il prend le visage d'un bouc émissaire, l'assisté, l'élite, le délinquant multirécidiviste. En ne nommant pas explicitement des instances extérieures en l'occurrence ses adversaires, Nicolas Sarkozy construit un groupe pour mieux le faire adhérer à ses thèses. Dans le discours d'investiture, les reprises sont au service de la justification de la thèse de Nicolas Sarkozy. L'anaphore « *Exigence* » qui ponctue la partie centrale du texte manifeste le fonctionnement argumentatif du discours.

Nous avons vu que Nicolas Sarkozy use de procédés rhétoriques pour manipuler l'auditoire, notamment par l'emploi de l'implicite, du sous-entendu, des idées reçues avec la doxa dominante, pour traiter de la nation, de l'immigration, de la délinquance, de l'entrepreneuriat qui sont les thématiques privilégiées du discours sarkozyste. Les sujets récurrents demeurant le travail et la sécurité.

Ses figures de style et ses procédés rhétoriques servent-ils une stratégie de la manipulation et de la démagogie ? Son vocabulaire choquant fait-il de lui un populiste ? Que révèlent ses prises de position controversées ? Les réparties de Nicolas Sarkozy servent-elles ses ambitions ? Sont-elles censées détourner la réflexion des citoyens vers le fait divers, les thématiques démagogiques ou compassionnelles plutôt que vers les problématiques réelles de la société ? Il s'en défend en arguant que le « peuple » réfléchit et fait la différence. Peut-on parler de *« discours populaire ou discours populiste »* comme s'interroge Damon Mayaffre ? S'il est vrai qu'en 2002 Nicolas Sarkozy dit appartenir à une « droite républicaine modérée gaulliste, son discours ne cesse de se droitiser au cours de ses déclarations de campagne »[79]. Nous l'avons évoqué, ses thèmes de prédilection que sont la sécurité, l'identité, l'immigration et le travail sont récurrents et font débat. Ce qui lui est reproché n'est pas tant l'hyper-présidentialité dont il fait preuve (la Constitution le permet et les présidents qui l'ont précédé l'ont pratiquée), mais bien son comportement en détruisant une certaine représentation de la République par son discours « populiste ».

[79] P. Charaudeau, *La conquête du pouvoir* (2013 : 202)

L'emploi de mots forts et souvent même choquants provoque un impact considérable sur le public ce qui donne de lui une image d'homme courageux et déterminé, capable de se battre et d'affronter chaque situation d'une main de fer.

Nicolas Sarkozy a inventé le « sarkozysme », mélange d'impatience et de propos clivants dans l'histoire des présidents de la Cinquième République. Le « sarkozysme » se définit par un discours structuré et direct par une politique, un programme. Il se définit également par l'idée de restauration et de renouveau comme le souligne Damon Mayaffre et qui se traduit du point de vue linguistique par l'emploi d'un vocabulaire préfixé en re- : « refonder », « renouveau », « restaurer », « réhabilitation », « reprendre », « retourner », « ressentir », « recommencer », « revenir », « reconnaître », « repentir », «renoncer », « retirer », « renier », « remise », « représenter », « revaloriser », « redire », « repenser », « ressasser », « redevenir » (cf. discours de campagne)[80].

Tout au long de la campagne électorale et dans son discours d'investiture, Nicolas Sarkozy met en avant ce langage politique, idéologiquement en rupture avec le style conservateur et consensuel lié à la fonction de chef d'État[81]. Il s'oppose à la discrétion nécessaire du président de la République en se mettant constamment en scène, en créant l'événement par une rhétorique du fait divers[82].

En homme pressé, Nicolas Sarkozy marque son opposition avec la tradition chiraquienne propre à cette droite républicaine dans laquelle il ne se reconnaît pas. En 2007, Nicolas Sarkozy a été élu sur cette promesse de « rupture » ; il est désireux de « briser les codes » politiques anciens.

Le discours d'investiture a lieu treize jours après le meeting de Montpellier. Ce genre discursif qui convoque éloquence présidentielle et rites de la religion civile, célèbre les valeurs nationales où l'on appelle au consensus national. L'allocution se conforme au respect du protocole de la présidentielle ainsi qu'aux règles de la bienséance. Les phrases sont plus structurées en comparaison du discours militant qui recherche en priorité l'efficacité.

Or, il nous semble que l'allocution d'investiture de Nicolas Sarkozy s'assimile davantage à un discours de campagne. L'argumentation centrée sur l'idéologie sécuritaire ne sert pas

[80] D. Mayaffre, *Nicolas Sarkozy. Mesure et démesure du discours* (2012a : 147)
[81] Dans son article paru dans Libération, A. Duhamel met en relief les différences de styles observées entre F. Mitterrand et J. Chirac : « Une interview de François Mitterrand, qu'elle fût écrite ou audiovisuelle, c'était un exercice forcément littéraire, raffiné, ambigu, ironique, subtil, souvent mordant, toujours complexe. Les formules ciselées faisaient mouche, on admirait les véroniques et les arabesques. Jacques Chirac, on le sait, n'est pas proustien. Le nouveau Président, lui, préfère un langage : direct, carré, naturel (c'est nouveau), accessible ».
[82] P. Charaudeau, *La conquête du pouvoir* (2013 : 141)

durablement l'image présidentielle.

Pour illustrer notre propos sur ce que doit être un discours d'investiture, nous choisissons de livrer ici quelques extraits du discours de Pierre Mendès-France, président du conseil désigné, à la tribune de l'Assemblée nationale les 3 et 4 juin 1953[83]. Nous notons la solennité qui sied à ce genre discursif. A la suite de son allocution, il répond aux députés MM Fouchet et Mitterrand qui le saisissent sur la guerre d'Indochine :

> Comment l'Assemblée me jugerait-elle si j'apportais à cette tribune, avec une franchise totale, des affirmations même sincères, le détail de mes projets même bien intentionnés, alors que je ne sais pas à l'heure actuelle si j'aurai ou non votre investiture […]. Je pèse tout le poids qui est sur mes épaules au moment où l'honneur m'est fait de parler, ne serait-ce que pour quelques heures, au nom de la France, alors que j'évoque ceux qui se battent là-bas et qui ne doivent pas se méprendre sur mes sentiments à leur endroit. […] ce que je veux de toutes mes forces et de tout mon patriotisme -la France tout entière le devra à l'héroïsme de tant de ses fils. […] Je souffre, croyez-moi, de ne pouvoir en dire plus en ce jour. J'en souffre parce que je comprends vos scrupules, votre émotion, vos hésitations. Mais vous avez devant vous un homme qui a droit à votre confiance de Français.

2. Une image présidentielle dégradée

Nous avons démontré combien le lexique participait d'une politique de l'émotion (la peur est convoquée) et nous avons observé au cours de l'étude, que le premier discours du président élu opposait deux France, deux groupes, bien qu'il appelle au rassemblement.

L'image de Nicolas Sarkozy s'est trouvée dégradée entre la fin de la campagne et le début de son mandat. En effet, il s'est accordé une pause dans son agenda pour, selon ses aveux, réfléchir, méditer, prendre du recul. Or, il a passé cette « retraite » avec épouse et enfants sur le yacht d'un ami milliardaire. Les images ont choqué les Français. L'affichage de son rapport décomplexé à l'argent lui a fait perdre en crédibilité. De même, la soirée au Fouquet's pour célébrer sa victoire du 6 mai 2007 en compagnie de personnes du « star system » a révélé aux yeux du monde ses réseaux avec les puissants et son goût du luxe.

En conséquence, l'allocution présidentielle a cherché à créer l'*ethos* d'un président proche du peuple afin de retrouver l'image consensuelle dont il pouvait jouir auprès de la population ; d'où la nécessité pour lui de « *rassembler les Français* [car] *la France n'est forte que lorsqu'elle est unie »* (l. 26). Le président, pour regagner la faveur des citoyens, doit se montrer fidèle à l'image de leader politique crédible qu'il avait su construire au moment des

[83] P. Mendès-France (1953 : 123, 128) Malgré un discours ferme devant l'Assemblée nationale, il n'obtient que 301 voix au lieu des 314 requises, à cause de sa position sur l'Indochine, et c'est finalement Joseph Laniel qui est investi, après quarante jours de crise.

promesses électorales, tout en sauvegardant leur attente de dignité et de grandeur.

3. Au niveau des réactions suscitées

Nicolas Sarkozy marque une différence de traitement et d'appréciation parmi la population française. Il lui est reproché son style « bling-bling », la mise en scène de sa vie privée, ses familiarités avec les media (il tutoie facilement les journalistes et les appelle par leur prénom).

Que ce soit durant sa campagne ou au cours de son mandat, Nicolas Sarkozy n'a de cesse d'occuper l'espace médiatique pour faire converger l'attention sur sa personne et ses propositions ; ceci afin de donner une image de président maîtrisant la situation et les problèmes de la nation, capable d'assumer ses responsabilités.

Nous connaissons l'effet que l'ensemble des discours de campagne a produit sur l'auditoire avec un résultat positif puisque Nicolas Sarkozy a été élu président de la République. La réception de son discours d'investiture a été jugée plus ou moins efficace et appréciée selon l'influence et l'image de marque dont le locuteur a bénéficié auprès de son auditoire (sympathisants ou opposants). Comme l'explique Christian Le Bart, les arguments du locuteur qui tendent à « menacer la vision du monde », seront ressentis négativement par le destinataire et réciproquement s'ils la confortent, ce qui aura pour conséquence de renforcer le «phénomène de dissonance» psychologiquement douloureux[84].

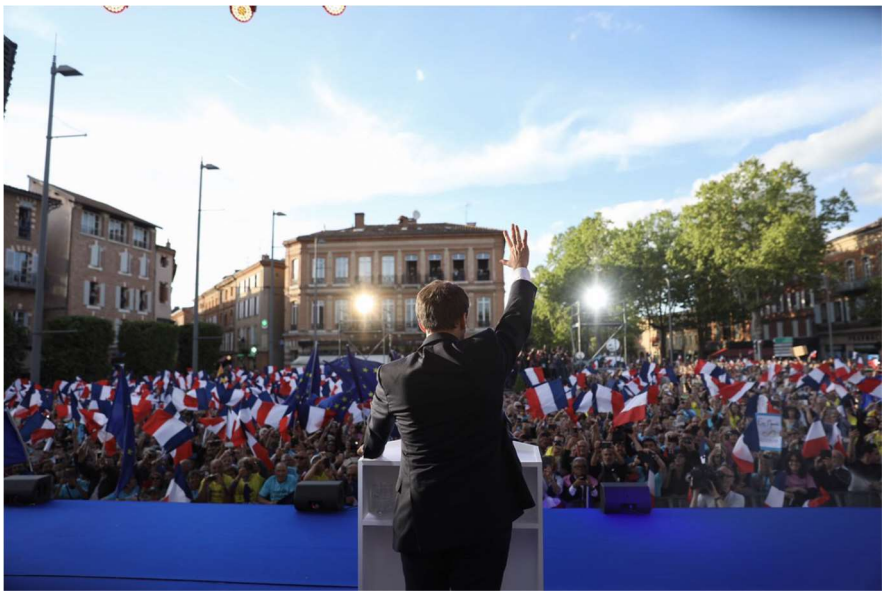
Nicolas Sarkozy a bénéficié, comme tout nouveau chef d'État en début de mandat, d'un état de grâce auprès de la population dont les attentes à son égard étaient proportionnelles aux promesses du candidat. Néanmoins, ses propos clivants doublés de ses choix politiques lui ont valu une chute de sa cote de popularité survenue avant la fin de l'année 2007. En effet, selon l'institut de sondage IFOP, Nicolas Sarkozy était crédité d'un taux de confiance de 65 % qui a décliné dès le mois de décembre 2007, soit 8 mois après son élection.

En guise de conclusion, si l'on en juge par l'analyse de Damon Mayaffre, « le fonctionnement du langage politique, en diachronie, montrent que le temps discursif est un continuum et que les locuteurs ne sauraient s'inventer de toutes pièces un propos ; l'identité lexicale d'un homme est évolutive mais quasi indélébile sur l'essentiel ; sa rhétorique se modifie au fil des années mais lentement »[85].

En d'autres termes, Nicolas Sarkozy n'a pas changé son logiciel lexical d'un statut à l'autre.

[84] 1998 : 114
[85] D. Mayaffre, *Nicolas Sarkozy. Mesure et démesure du discours* (2012a : 184)

CHAPITRE 3 : ÉTUDE DU DISCOURS DE CAMPAGNE D'EMMANUEL MACRON[86]



Meeting d'Emmanuel Macron le 5 mai 2017 à Albi

[86] https://www.youtube.com/watch?v=gnkECrPlUBE

INTRODUCTION

Le corpus que nous analysons est constitué du discours de campagne d'avant second tour des élections présidentielles prononcé le 5 mai 2017 par le candidat Emmanuel Macron, et publié sur le site d'« En Marche !». Ce dernier meeting est organisé en plein air, sur la place du Vigan à Albi dans le département du Tarn, qui a placé Marine Le Pen en tête du premier tour. Le choix d'Emmanuel Macron de tenir son meeting à Albi est guidé par le fait que traditionnellement, le Sud-Ouest est très ancré à gauche. Albi est aussi la ville où Georges Pompidou successeur du Général de Gaulle à la présidence de la République, a passé son enfance. Ces deux données réunies permettent au candidat d'« En Marche ! » de rassembler les électeurs de gauche et de droite.

Nous présentons dans ce travail nos principales hypothèses sur le discours visant à démontrer que les ressorts mis en place par le candidat ne sont pas si éloignés de ceux utilisés par les candidats issus des partis traditionnels. Entre discours de campagne et discours d'investiture, notre corpus évolue dans sa forme au fil du temps. Nous tenterons de comprendre sur quels plans (linguistique et rhétorique) cette évolution se produit. Tout au long de la campagne, Emmanuel Macron affirme que « personne n'a de projet pour la France », mais en quoi se distingue-t-il des « professionnels de la politique » qu'il prétend dénoncer ?

1. La présidentielle de 2017 fait vaciller les schémas politiques traditionnels

L'élection présidentielle de 2017 a lieu dans un contexte social et économique morose avec une courbe du chômage qui ne fléchit pas. Les partis politiques qui ont gouverné la France depuis trente ans ont soit privatisé soit nationalisé des entreprises. La France est en proie à des inégalités criantes, à une industrie à la traîne et à une cohésion sociale « en berne ».

Le caractère très particulier de la dernière élection présidentielle nous interpelle tant ce scrutin a bousculé les schémas traditionnels gauche-droite. Tout d'abord, l'élection d'Emmanuel Macron démontre que le candidat compte plus que le parti et que la personnalité prime sur le programme. Emmanuel Macron a conquis le pouvoir en un temps réduit, sans mandat préalable ni parti. Une autre particularité de cette élection tient au taux d'abstention particulièrement élevé puisqu'il a atteint 22,23 % au premier tour et 25,44 % au second tour, soit la plus faible participation à l'exception des élections présidentielles de 1969[87]. Ensuite, Marine Le Pen a battu un nouveau record en voix et en pourcentage au premier comme au second tour. Enfin, cette élection est marquée par la débâcle des candidats issus des partis dits traditionnels. C'est ainsi que le Parti socialiste et Les Républicains ont été éliminés dès le premier tour de l'élection

[87] *Démocratie smartphone. Le populisme numérique, de Trump à Macron* (2017 : 33)

présidentielle laissant la voie libre à Marine Le Pen et Emmanuel Macron qui ont dominé la campagne.

2. Un novice en politique qui s'affranchit de tout parti

Emmanuel Macron dit être entré en politique par hasard, sans plan de carrière. Son argument est d'être détenteur d'un vrai métier afin de ne pas dépendre de la politique et de n'être redevable envers personne. Son programme politique est frappé du sceau du renouvellement de la classe politique. Il encourage la société civile à se présenter lors des élections législatives de juin 2017. Ainsi, la majorité des députés de « La République En Marche » ne détient aucun mandat électif.

Il affirme vouloir dépasser les clivages traditionnels en se situant ni à gauche ni à droite de l'échiquier politique comme il aime à le dire à Philippe de Villiers, croisé durant sa campagne : « je ne suis pas socialiste »[88].

3. Une campagne éclair

Emmanuel Macron lance son mouvement « En Marche ! » le 6 avril 2016 à Amiens, sa ville natale. Il ne possède pas véritablement de fief qui l'enracine dans une tradition politique de mandat électif[89]. Il fait le choix d'une ville de province contre Paris, loin des appareils. « EM » est l'acronyme de ce mouvement mais aussi les initiales de son fondateur. Son mouvement devient vite un succès. Quand son mouvement enregistre 240 000 sympathisants un an après sa création, le Parti socialiste, lui, peine à en mobiliser 50 000. La clé du succès d'Emmanuel Macron tient déjà dans cette prouesse. Pour autant, les slogans entendus à la veille du second tour laissent penser que le système politique est à bout de souffle[90]. Emmanuel Macron a lancé une campagne de porte-à-porte numérisée auprès des Français en se présentant contre le système et les partis en place et en critiquant le cursus classique des élus. Il organise des levées de fonds lors de dîners de chefs d'entreprise et de riches retraités (fundraising) pour financer sa campagne et payer les permanents de son équipe. C'est pour lui l'occasion de tester des formules de campagne « *Notre pays a besoin d'apaisement et d'ambition.* […] *Je suis convaincu qu'on peut rebâtir, si nous arrivons à créer une société ouverte.* »

Le 12 juillet 2016, le meeting de La Mutualité à Paris réunit 3000 personnes. Des personnalités connues des milieux politique et économique y assistent parmi lesquels d'anciens ministres de Jacques Chirac (Renaud Dutreil). Ses supporters, portés par l'enthousiasme de leur chef, clament des « Macron Président ». En leader charismatique, Emmanuel Macron conclut

[88] N. Prissette, *Emmanuel Macron en marche vers l'Élysée* (2016 : 35)
[89] *L'image en politique* (1998 : 192)
[90] #nilepennimacron, NiPatrieNiPatron

ses propos : « Ce mouvement de l'espoir, nous le porterons jusqu'en 2017 et jusqu'à la victoire». Il est ministre de l'Économie et force est de constater que la situation devient intenable au sein de l'équipe ministérielle et vis-à-vis de François Hollande qui semble n'avoir rien vu venir. Le 30 août, il quitte le gouvernement, deux ans après son accession.

Dans cette analyse, nous mettrons en exergue le plan que suit le discours et qui en assure la cohérence et l'organisation (I et II) ainsi que le style adopté par le locuteur (III), style approprié aux circonstances et enfin la manière dont il est prononcé (IV).

I. LE PLAN DU DISCOURS

Cette allocution s'adresse à un auditoire éclectique constitué des sympathisants d'« En Marche !» présents et absents, d'électeurs potentiels notamment les partisans de LR (Les Républicains), de La France Insoumise et du Parti socialiste qui écoutent le discours retransmis par les chaînes d'information. D'autres énonciateurs sont convoqués. Nous les mentionnerons au fur et à mesure de ce travail.

L'articulation du discours permet l'enchaînement des arguments selon le plan rhétorique suivant :

L'exorde : de la ligne 1 à 18 : après avoir salué son public, le candidat d'« En Marche !» fustige le « *projet réactionnaire, autoritaire, anti-européen et dangereux* » (l. 16) de sa rivale, Marine Le Pen. Puis, il annonce les grandes lignes du projet « *progressiste* » qu'il propose pour les cinq années à venir. Le paragraphe qui suit condense la teneur de son argumentation qu'il développe dans le corps du texte (l. 19 à 23).

La narration : Emmanuel Macron prend soin de bien enchaîner ses arguments qui font sens. Il déroule de manière claire et méthodique les chantiers qu'il entend mener à bien, une fois élu président de la République. Il propose un « pacte de confiance » au plan moral, social, économique et politique en référence à sa lettre aux Français publiée le 2 mars 2017 sur le site Internet d'« En Marche !». Cette lettre intitulée « Mon contrat avec la Nation » définie comme un « contrat de droits, de devoirs et de responsabilités » repose sur six priorités qui sont : « l'éducation et la culture », «la société du travail », la « modernisation de l'économie », «la sécurité de la nation », le « renouveau démocratique » et la « défense des intérêts du pays »[91]. Il explique point par point son programme fondé sur la moralisation de la vie politique, l'entreprise, l'économie, la cohésion, la justice, l'école, la culture, la sécurité, l'écologie, l'Europe, les

[91] https://en-marche.fr/articles/actualites/contrat-avec-la-nation

territoires ruraux et les villes.

La narration de campagne d'Emmanuel Macron montre comment par son récit le candidat entend dérouler son entreprise présidentielle[92]. Tout d'abord, il pose le diagnostic de la crise qui bouleverse la société française « *Alors je sais toutes les différences qu'il y a, dans le pays, les divisions, les fractures et les colères* » (l. 24 à 24). Puis, il propose son plan d'action et les solutions apportées par son projet progressiste qui passe par le rassemblement de la population « *Et j'ai deux choses à vous dire, deux choses qui seront le socle de notre action, de notre rassemblement* » (l. 42 à 43)[93]. Enfin, en s'adressant directement au peuple, il appelle à la mobilisation de tous « *Cette responsabilité, c'est la nôtre. Alors, allez voter ! Alors, allez convaincre ! Alors, mobilisez ! Le 7 mai prochain, mes amis, nous devons gagner* » (l. 266 à 267).

La confirmation : Dans cette partie consacrée à la réfutation, le locuteur présente les arguments tirés des faits exposés dans la narration et cherche à anticiper de possibles contre-arguments. Nous dirions que tout est « confirmation » dans ce discours de campagne car le locuteur exprime tout au long de sa démonstration le bien-fondé de son programme comme dans la séquence suivante : « *Ce ne sont pas les forces classiques de la vie politique française qui, demain, conduiront le pays. Alors j'entends celles et ceux qui voudraient enjamber le 7 mai prochain, parfois s'étant soustraits à leurs actes personnels, disant même ce qu'ils avaient à faire, qui voudraient qu'en quelque sorte les partis reprennent leurs droits et que ceux qui pendant plus de trente ans ont gouverné dans un tic-tac incessant reprennent possession. Non ! Nous recomposerons jusqu'au bout, nous renouvellerons jusqu'au bout ! Nous tiendrons la promesse de la recomposition et du renouvellement jusqu'au bout !* » (l. 57 à 63).

La péroraison : c'est le lieu de l'amplification, de la passion. Son discours s'achève par une demande expresse de mobilisation pour le vote du second tour. L'emploi de l'impératif souligne cet ordre en synthétisant l'argumentation. Il en appelle aux sentiments de l'auditoire notamment par le recours au *pathos* dont nous étudierons les ressorts au chapitre qui lui est consacré.

Après avoir posé brièvement les idées force déployées dans le dernier meeting, nous explorons les arguments rationnels du discours en rappelant que les modes d'argumentation employés par le locuteur trouvent leurs fondements dans la rhétorique antique.

[92] *2017, la présidentielle chamboule-tout. La communication politique au prisme du « dégagisme »* (2018 : 94)
[93] *Ibidem* (2018 : 98)

II. ÉTUDE DE L'ARGUMENTATION : RAISONNEMENT OU *LOGOS*

Nous abordons dans ce chapitre une des cinq parties dans le travail de l'orateur, à savoir l'*inventio* (la recherche des arguments) et ses trois voies argumentatives mises en lumière par Aristote : le *logos* (ou la rationalisation) qui constitue l'argumentation logique et qui s'adresse à la raison avec pour finalité de prouver, l'*ethos* (ou l'identification) qui désigne les qualités dont est doté l'orateur, enfin, le *pathos* (ou la dramatisation) qui dénote l'ensemble des émotions que le locuteur cherche à provoquer chez ses interlocuteurs. Comme nous l'avons évoqué dans les premières pages de ce travail, le discours politique appartient au genre délibératif et a pour objectif final la prise de décision, en l'occurrence le vote d'un corps électoral.

Pour persuader, le locuteur mobilise des arguments rationnels qui s'adressent à la raison de l'auditoire avec pour objectif d'imposer un point de vue en tentant de l'influencer. Les arguments mobilisés par le locuteur peuvent être l'exemple, l'illustration, le modèle[94]. Nous pouvons dire que le discours délibératif n'est jamais aussi impartial qu'il le prétend car le point de vue de l'auteur s'exprime nécessairement dans l'une des thèses en présence ; le discours est toujours orienté. Quelle que soit la thématique abordée, Emmanuel Macron reproduit dans la narration le même schéma stratégique qui se décompose en trois phases, à savoir :

(i) la description d'un état de fait ou d'agissements du passé, traités négativement **(le diagnostic)** : *« Notre jeunesse aura à vivre avec l'insécurité, nous le savons. Celle du terrorisme, du grand désordre mondial »,*

puis (ii) la réfutation introduite par les préconisations du candidat pour organiser la société **(le plan d'action)** : *«Nous ferons tout pour lutter contre avec vigueur, avec détermination. Mais jamais nous ne devons céder aux sirènes de la peur, de la haine, de la lutte fratricide. Alors oui, pour tenir le pays il nous faudra beaucoup d'audace, beaucoup de volonté. Il nous faudra collectivement être fermement arrimés à nos principes »,*

et enfin, (iii) la recherche de l'adhésion majoritaire des membres du groupe **(la mobilisation) :** *«et la laïcité en est un qui est terriblement moderne, qui est terriblement contemporain, avoir cette liberté de croire et de ne pas croire, ne jamais accepter qu'un Français ou une Française puisse être menacé parce qu'il croit, puisse être pointé du doigt parce qu'il croit, mais demander à chacune et chacun toujours et avant tout de respecter les lois de la République, ce qui nous fait ensemble»* (l. 201 à 209).

Nous notons que l'argumentation du texte est structurée autour d'une double

[94] D. Maingueneau, *Initiation aux méthodes de l'analyse du discours* (1976 : 169)

articulation : la première consiste à battre en brèche l'adversaire politique -en l'occurrence l'extrême droite- et la seconde logique sert à faire adhérer les Français au projet du candidat impliquant une « *transformation* » de la société française.

1. Une stratégie argumentative à charge contre l'adversaire

Dans ce chapitre, nous procédons à l'examen des arguments mis en place par le locuteur pour contrer son adversaire politique, le Front national. En apparence, l'attaque est dirigée contre les idées et non contre la personne de Marine Le Pen laquelle n'est jamais désignée personnellement. Ainsi, l'orateur prend soin de ne pas recourir à des arguments *ad hominem*[95]. Il cherche sans doute à ne pas lui donner trop d'importance contrairement à ses anciens adversaires auxquels le locuteur réserve un tout autre traitement. François Fillon, Jean-Luc Mélenchon ou Benoît Hamon sont cités mais il est vrai que n'étant plus en lice, ils ne représentent plus de danger immédiat. Nous traiterons des ressorts mis en place pour flatter son électorat dans la partie consacrée au *pathos*.

La stratégie argumentative est constituée d'arguments appartenant à la nature oppositionnelle de la communication politique, caractérisée comme un lieu d'affrontement de discours contradictoires. Le discours développe avec force deux idées opposées ; le but ultime est, bien entendu, de trancher en faveur de l'une ou l'autre. Dans l'énoncé « *nous menons ce combat* [...] *qui oppose les deux projets, face à face* » (l. 12 à 13), deux thèses s'opposent, d'un côté un projet « *réactionnaire* » de l'autre, un projet « *progressiste* » porté par Emmanuel Macron. Chaque argument appelle immédiatement son contraire.

Nous le démontrons dans l'exemple suivant :

Dans un <u>premier temps</u>, le locuteur nomme (et par conséquent juge) le projet de son adversaire qu'il qualifie de « *réactionnaire, autoritaire, anti-européen, nationaliste* […] *dangereux* […] *qui n'a aucune proposition pour le pays !*» (l. 16 à 17). En principe, une proposition est réfutable comme nous le constatons avec l'emploi des épithètes à connotation forte, qui portent le poids de la prédication. Nous observons la récurrence des énoncés prédicatifs qui décrivent un monde en crise : « *<u>c'est</u> un projet réactionnaire […] <u>c'est</u> un projet, comme nous l'avons compris hier* ». Ils introduisent les réfutations du locuteur qui en tire argument : A la « *colère*, [le] *mécontentement,* [les] *fractures <u>profondes</u> »* attribués à ses prédécesseurs, le locuteur répond par la « *réconciliation des voix* ». La délibération progresse ainsi par réfutations successives. L'emploi de connecteurs sert à étayer la thèse de l'orateur de

[95] L'argument *ad hominem* tel qu'il est le plus fréquemment utilisé en politique ne sert pas au débat ou à l'échange désintéressé d'idées mais à l'attaque pure et simple de l'adversaire. Il relève de l'affrontement et a pour fonction de discréditer l'opposant.

manière à être compris par son auditoire. « *Et nous sommes là, en face, un projet progressiste qui vise à redonner de la force à la République* […] *c'est ce projet d'avenir que nous portons !* ». « *La règle de notre démocratie, c'est de choisir entre les candidats de deuxième tour et donc de prendre ses responsabilités* » (l. 28). Nous entrevoyons à travers cette séquence l'illustration d'un enthymème. Dans la *Rhétorique* d'Aristote, l'enthymème est vu comme un syllogisme dont les « déductions [sont] tirées de vraisemblances et d'indices » et dont les prémisses s'appuient sur des topoï (ou lieux communs), c'est-à-dire sur des préconstruits argumentatifs formés à partir de l'opinion publique. Ces deux acceptions se rejoignent dans la définition générique de l'enthymème comme « syllogisme de la rhétorique ».

Puis dans un second temps, le locuteur passe à la défense de son point de vue en argumentant que son « *projet progressiste* » (l. 19) vise à redonner confiance à la société en opérant une « *transformation* » (ce terme traverse tout le discours). Partant du constat que le pays est paralysé par les nombreux freins, Emmanuel Macron pose les bases de son « *projet progressiste »* dont le principe est, selon nous, résumé dans ce passage :

« *Nous devons conduire clairement, résolument les transformations que nous portons depuis le début pour l'école, pour le travail, pour la vie économique parce qu'il en va de l'efficacité collective, il en va de notre capacité à produire, à créer de la richesse, à transformer la société, à recréer de la mobilité et de l'ouverture dans celle-ci* » (l. 102 à 105).

L'emploi d'un lexique concret tel que « école », « travail », « France », « Europe » s'inscrit dans le récit mobilisateur rassemblant les « *deux forces* » mentionnées à la ligne 32. En soutenant son point de vue, il crée chez son auditoire un état d'esprit qui lui fait accepter sa thèse.

Enfin, il termine chaque développement par une reformulation concise, ce qui lui permet de s'assurer que son argumentation est cohérente pour emporter définitivement l'adhésion. Ce phénomène est renforcé par l'**énumération,** procédé par lequel l'orateur explicite son raisonnement, comme nous le soulignons dans l'énoncé : « *Et j'ai deux choses à vous dire* » (l. 42 à 43). Puis vient l'**amplification** de son point de vue. Le locuteur répond à ses questions qui convergent vers le thème central du discours de façon à assurer un enchaînement logique et structuré. « *qui veut une France conquérante dans une Europe plus forte*» (l. 22).

2. Un projet progressiste qui appelle à des « *transformations* »[96]

Le discours repose notamment sur une argumentation par **l'exemple.** Nous le montrons

[96] Dans son ouvrage *Révolution*, E. Macron donne sa définition : « Être progressiste aujourd'hui, c'est dire que notre rapport au monde ne réside pas dans l'isolement. C'est comprendre que nous avons plus à perdre qu'à gagner à nous replier sur nous-mêmes ». (2016 : 230)

à travers le personnage de Jean Jaurès ainsi qu'à travers plusieurs courants de pensée dont Emmanuel Macron a dû certainement s'inspirer pour bâtir son programme politique.

a- Le dialogisme donne du poids à l'argumentation

Le dialogisme est la théorie selon laquelle les énoncés interagissent et entretiennent une relation entre eux. C'est la visée de tout discours et le discours politique n'échappe pas à la règle. Argumenter c'est se confronter à la parole de l'autre qui est par nature réduit au silence. Selon Bakhtine, « il n'est pas d'énoncé sans relation aux autres énoncés »[97]. « Toute expression linguistique est toujours orientée vers l'autre, vers l'auditeur, même si cet autre est physiquement absent »[98]. Cela suppose que lors de la communication sociale entrent en jeu un locuteur et un auditeur. Tout discours renvoie au minimum à deux sujets et donc à un dialogue potentiel[99]. Enfin, nous dirons que le langage n'est pas figé dans le temps, il progresse et le discours est aussi le lieu de ce perpétuel devenir[100]. « On peut donc dire que toute communication, toute interaction verbale se réalisent sous la forme d'un échange d'énoncés, c'est-à-dire dans la dimension d'un dialogue […]. Les énoncés, longuement développés et bien qu'ils émanent d'un interlocuteur unique -par exemple, le discours d'un orateur, sont en fait dialogiques »[101].

Les textes à tendance dialogique fonctionnent comme un lieu de confrontation de thèses. Par ce biais, le locuteur tente de se distancier des partis traditionnels qu'il juge responsables d'avoir plongé la France dans l'immobilisme « *par le cynisme des uns, le conservatisme des autres* » (l. 143). Les blocages et les rigidités qui « étouffent » la société française qui ne demande qu'à être « libérée » sont dus conjointement aux erreurs des Républicains et du Parti socialiste qui « *ont gouverné dans un tic-tac incessant* » (l. 61). Autrement dit, l'alternance politique n'a pas permis, selon l'auteur, de remettre le pays sur la voie de la croissance.

b- Le dialogisme interlocutif

Emmanuel Macron convoque à onze reprises Jean Jaurès, qui fut député du Tarn[102]. L'étude du dialogisme interlocutif nous permet de mettre en relief les formes discursives utilisées intentionnellement par le locuteur, à savoir sous forme de discours rapporté direct introduit par l'énoncé « lorsqu'il a dit » ou « dont parle »103. Emmanuel Macron se positionne

[97] T. Todorov, *Mikhaïl Baktine, le principe dialogique suivi de Écrits du Cercle de Bakhtine* (1981 : 95)
[98] T. Todorov, *Mikhaïl Baktine, le principe dialogique suivi de Écrits du Cercle de Bakhtine* (1981 : 95)
[99] Pour Baktine, le dialogue a un rapport avec le dialogisme car il possède une dimension intertextuelle. *Ibidem* (1981 : 99)
[100] T. Todorov, *Mikhaïl Baktine, le principe dialogique suivi de Écrits du Cercle de Bakhtine* (1981 : 288)
[101] *Ibidem* (1981 : 290)
[102] Dans son discours prononcé en 1903 à Albi, Jaurès parle d'un « grand acte de confiance, d'avenir, d'audace »
[103] « Le discours direct insère une situation de communication dans une autre en leur laissant leur indépendance, discours dans le discours, chacun conservant ses repérages propres ; le discours direct reproduit des propos, les répète purement et simplement ». D. Maingueneau (1976 : 123 et 124) et notes de cours de M. Monte.

explicitement par rapport à Jean Jaurès en intégrant ses arguments à son propre discours pour donner encore plus de poids à son argumentation. « *Et j'ai deux choses à vous dire, deux choses qui seront le socle de notre action, de notre rassemblement, ces beaux mots qui forgeaient les convictions de Jean JAURÈS, il y a aujourd'hui plus de cent ans, lorsqu'il a dit à ces lycéens d'Albi « la République est un grand acte de confiance et un grand acte d'audace.» (l. 41 à 46) ; «ce grand acte d'avenir dont parle JAURÈS* » (l. 159).

Son discours est parsemé d'allusions à sa propre trajectoire politique. Il reprend des formules que Jean Jaurès a prononcées dans son discours du 30 juillet 1903 devant les lycéens d'Albi :

> « Dans notre France moderne, qu'est-ce donc que la République ? C'est un grand acte de confiance. [...] Oui, la République est un grand acte de confiance et un grand acte d'audace ».

Emmanuel Macron emploie le terme de « *République* » (10 occ.) comme Jean Jaurès dans le discours devant la jeunesse (23 occ.). Comme lui, Emmanuel Macron parle avec insistance de « *l'avenir* » (16 occ.), syntagme accordé avec « *projet* », « *acte* », « *choix* ». Il évoque également le « *courage* » (1 occ.) terme très employé par Jaurès (18 occ.) et qui est une qualité que le futur président doit avoir pour gouverner le pays. La « *vérité* » (8 occ.), la «*confiance*» (17 occ.) chez Jaurès (4 occ.). Jaurès achève son discours par : « C'est pourquoi je vous ai dit, comme à des hommes, quelques-unes des choses que je portais en moi ». Emmanuel Macron emploie à neuf reprises le verbe « *porter* » : « *ce grand acte de confiance démocratique que nous devons porter* » (l. 93 à 94). Jaurès parle de transformation «la puissance de transformation de la vie » et Emmanuel Macron reprend ce terme à son compte à onze reprises. Dans le passage sur les « *extrêmes* » (l. 148) et l'imminence d'« *une guerre* » (l. 252), on peut y déceler, en creux, les paroles que Jaurès a prononcées l'avant-veille de son assassinat par un déséquilibré. Nous sommes le 29 juillet 1904, Jaurès est à Bruxelles et participe à une réunion du Bureau socialiste international. L'Europe est en proie à la montée des impérialismes et des nationalismes. Jaurès joint sa voix aux appels à la conciliation et au règlement diplomatique[104]. Il incarne ce combat face au camp nationaliste qui lui voue une haine féroce. Le soir, en meeting au Cirque royal il prononce un discours devant huit mille personnes et fait tout pour empêcher que n'éclate la guerre. Dans sa dernière allocution, il dénonce les horreurs de la guerre et confie son désir de paix[105].

> «[…] *Et parce qu'ils précédaient de quelques années une guerre. Parce que JAURÈS avait saisi le moment de bascule que vivait l'Europe au tournant du siècle précédent. Nous*

[104] Notes de cours de S. Visciola
[105] *Les 100 discours qui ont marqué le XXe siècle* (2010 : 33)

sommes à un moment de bascule. Les extrêmes sont là, dans toutes nos démocraties. Le doute s'est installé, les injustices sont profondes, les inégalités renforcées. Notre défi de pouvoir produire et d'être plus fort est aussi devant nous » (l. 251 à 255).

De toute évidence, Emmanuel Macron cherche à s'inscrire dans la lignée de ce personnage historique et à solliciter sa caution. En employant ces formules empruntées à Jean Jaurès, il renoue avec tout un univers historique de la « nation en danger ». En parlant également de « *destin* » (l. 142) et d'« unité *du peuple*» (l. 142 et 155), il donne une allure héroïque à son discours. Est-ce pour lui une manière de s'inscrire dans la grande Histoire ? Pour donner du sens à sa campagne, l'orateur doit démontrer son appartenance à l'héritage national. C'est pourquoi, en s'appuyant sur la figure tutélaire de Jean Jaurès, Emmanuel Macron partage avec son auditoire la mémoire commune, le patrimoine culturel afin de soutenir sa légitimité mais aussi pour donner à son public les moyens de comprendre sa thèse. La citation de Jean Jaurès, considéré par la doxa comme le défenseur des droits de la classe ouvrière, renforce l'argument d'autorité dont use l'orateur. En effet, personne ne viendrait remettre en question l'authenticité des énoncés rapportés. Le statut de la citation n'est pas neutre et renvoie aux fondements idéologiques du discours citant. Quand Emmanuel Macron cite le discours de Jean Jaurès, c'est pour en faire le positif de son propre discours. La citation provoque une adhésion presque automatique de l'auditoire car elle vient défendre et étayer un argument, ce qui permet à l'orateur de livrer une de ses idées maîtresses, à savoir la nécessité de moraliser la vie politique, ce qu'il nomme la « *confiance démocratique* » (l. 54). Au moment où le texte a été prononcé, plusieurs scandales ont émaillé la campagne électorale. L'orateur réhabilite la figure de l'élu, ternie par l'affaire Fillon : « *L'écrasante majorité des élus de notre pays est honnête, probe, dévouée.* » (l. 69). Il tente de se démarquer de ceux qui sont visés pour des « *affaires* » (l. 66) et de ceux qui sont responsables des « *forfaits de quelques-uns »*.

L'autre thème pour lequel Jaurès est pris en exemple est la défense de l'outil de production « *Cette alliance à laquelle JAURÈS croyait, lui qui à longueur d'articles et de propos glorifiait l'entrepreneur - ne l'oublions jamais.* » (l. 241 à 242). L'argument réancre la culture libérale d'Emmanuel Macron dans l'histoire nationale. Nous le développons dans les lignes qui suivent.

c- Les allusions, présupposés lexicaux et voix passive

L'argumentation du locuteur peut soit se produire sur le mode explicite (le discours se présente clairement dans sa dimension dialogique comme nous l'avons analysé *supra*) soit sur le mode implicite : l'argumentation prend alors l'apparence d'une présentation neutre d'une démonstration logique.

Tout au long de sa campagne, Emmanuel Macron impressionne les Français par sa volonté de « révolutionner » le système pour le remettre « en marche ». Il fustige les partis politiques traditionnels qu'il nomme les « *forces classiques de la vie politique française* » (l. 57). Incarnant un nouveau visage dans le jeu politique, l'orateur cherche à se débarrasser de l'héritage conservateur de la droite et des hésitations de la gauche en apportant une réponse à la fragmentation de la société comme nous le voyons dans ce passage : « *Notre pays a besoin de réformes, de changements en profondeur qui n'ont pas été conduits, parce qu'ils n'ont pas été assumés parce qu'ils ont à chaque fois été capturés par les jeux internes des partis, par le tâtonnement entre les conservateurs et les progressistes de chaque camp, par les hésitations, par les incohérences*» (l. 97 à 101). Il souligne l'échec des politiques menées depuis trente ans, droite et gauche confondues « *les partis reprennent leurs droits et que ceux qui pendant plus de trente ans ont gouverné dans un tic-tac incessant reprennent possession.* » (l. 60 à 61). Au « *tic-tac incessant* » qu'il attribue à ses détracteurs, campés sur un débat entre rigueur (la Droite) et relance (la Gauche), il leur oppose la sauvegarde de l'ordre existant pour « *refonder*[a] *le socle de notre pays* » (l. 50)[106]. Les « *hésitations* » font allusion à la procrastination de François Hollande dont il juge l'action inefficace : « *qui sort de débats qui ont bloqué la société* » (l. 115).

Implicite : Les mots et locutions tels que *« recomposition », « renouvellement »,* (l. 63) *« Reprennent possession »* (l. 61), « *le choix de la confiance restaurée* » (l. 265), « *en réconciliant cette France* » (l. 271 à 272) comportent en leur sens un présupposé lexical à savoir, une information implicite qui se déduit d'un mot ou de plusieurs mots présents dans l'énoncé[107]. Le présupposé peut servir à manipuler l'interlocuteur, en présentant comme acquise une information qui ne l'est pas. Lorsqu' Emmanuel Macron affirme « *Nous tiendrons la promesse de la recomposition et du renouvellement jusqu'au bout !* » (l. 62 à 63) il sous-entend qu'auparavant, le pouvoir politique était concentré entre les mains de ceux qui faisaient carrière au sein des partis et qu'il est temps que «*ces forces politiques nouvelles,* [...]*puissent aussi représenter ce pluralisme politique »* (l. 89 à 91).

Les verbes avec le préfexe re- entrent en dialogue avec d'autres discours tenus par ses prédécesseurs. Ils sont utilisés dans des contextes où le locuteur-candidat énonce des situations passées. Pour la plupart, ils sont employés au futur et accompagnent une promesse : redonner (l. 19, 20, 109) - reprendre (l. 21) - recomposer et se recomposera (l. 32) - refonder (l. 33, 52,

[106] « Contre les partisans dogmatiques de la « rigueur », nous devons assumer que notre économie a des besoins vitaux […] et qu'elle peine encore à se remettre de la crise économique et financière », E. Macron, *Révolution* (2016 : 79)

[107] Il ne faut pas confondre présupposé et sous-entendu. Le sous-entendu se distingue du présupposé en ce qu'il ne se déduit pas de l'énoncé lui-même mais de la situation d'énonciation (le sous-entendu vient du contexte et le présupposé est inhérent au mot). Notes de cours de M. Monte.

160) - refondera (l. 50) - renouvellerons (l. 56, 57, 62) - reprennent (l. 60, 61) - recomposition (l. 63) - restaurera (l. 70) - reconnaître (l. 84) - recréer (l. 95, 105, 125, 131) - reconstruire (l. 110) - réconcilier (l. 118) - retrouvée (l. 136) - reforger (l. 177)

La voix passive est présente dans le texte : « *C'est dans la réconciliation de ces voix qui se sont exprimées que pourra se conduire l'action concrète* » (l. 36 à 37), « *ce à quoi nous sommes aujourd'hui rendus* » (l. 46) ? « *Mais les forfaits de quelques-uns l'ont tout entière salie* » (l. 70 à 71). La voix active décrit les actes qu'assume pleinement le locuteur : « *Nous recomposerons jusqu'au bout, nous renouvellerons jusqu'au bout ! Nous tiendrons la promesse de la recomposition et du renouvellement jusqu'au bout !* » (l. 61 à 63) ? « *réforme que je conduirai là aussi* » (l. 77 à 78).

d- Le lexique comme révélateur du dialogisme interdiscursif

Par l'emploi de « formules » qui traversent notre langue, Emmanuel Macron présente son projet comme étant un projet social : « *progrès social* » (2 occ. l. 110 et 117) « *dialogue social* » (2 occ., l. 114 et 122), « *partenaires sociaux* », « *transformation économique et sociale* », « *justice sociale* », « *protection* » « *garanties* », « *cohésion de notre société* » (l.138), « *nos classes sociales* » (l. 157), « *responsabilité sociale* » (l. 239)[108]. La « confiance » passe par une « *cogestion assumée* » (l. 136) entre le salarié et l'entreprise : « *vrai rôle donné aux salariés* » (l. 137). Nous nous interrogeons sur le sens donné au « *progrès social* » (l. 110) dont parle Emmanuel Macron. Réside-t-il dans l'acquisition de nouveaux droits sociaux pour les travailleurs -comme nous l'entendons traditionnellement- ou dans la capacité à supprimer les freins qui empêchent le pays d'avancer, afin de bâtir une « *République nouvelle* » (l. 262) et lui redonner « *son esprit de conquête* » (l. 265) ?

Ce discours s'inscrit à la fois dans l'héritage « social » de Jean Jaurès et « en même temps » dans celui de l'économie libérale comme nous le démontrons dans les lignes qui suivent. Avant de devenir banquier et ministre, Emmanuel Macron a été philosophe. Son projet politique s'inspire de plusieurs courants de pensée. En effet, nous repérons à travers l'étude du **dialogisme interdiscursif** la présence d'autres discours appartenant, selon nous, à la théorie du « **libéralisme égalitaire** »[109]. Ce phénomène qui combine liberté et égalité des chances se fonde sur le principe selon lequel dans une société donnée toute personne doit pouvoir réaliser ses projets sans être entravée, c'est-à-dire un projet « *qui vise à redonner par l'école, par le travail, une capacité à chacune et chacun de reprendre sa place, de construire un parcours* » (l. 20 à

[108] « *justice sociale* » est une lexie de gauche, à savoir une suite de mots plus ou moins figés formant un tout. Notes de cours de M. Monte.
[109] Le libéralisme égalitaire est inspiré de deux philosophes, John Rawls (1921-2002) et Amartya Sen (né en 1933), https://cdn.theconversation.com/static_files/files/308/3-ans-de-conversation-2015-2018.pdf

21). Le discours d'Emmanuel Macron reprend certains mots de cette doctrine tels que « *liberté »*, « *capacité ».*

Le thème de « *liberté* » (inscrit dans la devise nationale) est convoqué à plusieurs reprises dans les propos du locuteur que nous comprenons dans son acception « égalité des chances », c'est-à-dire, la liberté de conscience, de travailler, d'entreprendre et d'innover : «*la liberté de chacun parce qu'il acquiert la connaissance de quelque chose »* (l. 179 à 180), *«avoir cette liberté de croire et de ne pas croire, ne jamais accepter qu'un Français ou une Française puisse être menacé parce qu'il croit* » (l. 206 à 208)[110]. Il considère que chaque Français doit avoir accès aux mêmes chances d'éducation et de promotion sociale quelles que soient les conditions de sa naissance. Pour lui, la responsabilité individuelle et l'égalité des chances priment sur la solidarité collective et l'égalité des conditions. «*Mais il n'y aura pas de justice sociale si nous ne savons pas créer une économie plus forte* » (l. 132 à 133). Le connecteur « *mais* » indique l'entrée dans la partie argumentative de la narration et permet de mettre en balance deux points de vue. Le locuteur concède un point de vue à son adversaire pour ensuite mieux affirmer le sien, et «*si*» suppose la condition. Le thème de l'égalité est associé à celui des «*capacités*», récurrent dans le discours. Son programme doit permettre aux plus démunis l'autonomie et l'augmentation de sa capacité de faire : «*c'est aussi, au-delà de nos différences, la capacité, demain, à pouvoir encore partager des désaccords* » (l. 10 à 12), «*notre capacité à produi*re » (l. 104).

e- La « Révolution passive » et le « néolibéralisme » selon Emmanuel Macron

Bien avant son entrée en campagne, Emmanuel Macron s'est entouré de grands capitaines d'industrie et de media (désignés sous le vocable de « club des 1 % des Français les plus riches »). Il a séduit surtout une partie significative de la population en se présentant comme le candidat de la « révolution » allant jusqu'à écrire un livre éponyme dont les propositions socio-libérales restent floues et dans lequel, il affiche son projet programmatique qui est à la fois un condensé de rupture douce (la réconciliation et le consensus) et de rupture avec la méthode de François Hollande.

Emmanuel Macron emploie l'expression d'« *esprit de conquête* » assez inhabituelle en politique « *Nous devons avoir cet esprit de conquête que tant de villes ont su prendre* » (l. 257), « *l'esprit de conquête que nous portons* » (l. 265 à 266). Nous comprenons son désir d'ancrer la France dans une logique réformatrice. Aussi, il a fait campagne sur la réforme du

[110]« J'ai la conviction que la politique doit déployer le cadre qui permettra à chacun et à chacune de trouver sa voie, de devenir maître de son destin, d'exercer sa liberté » E. Macron, *Révolution (*2016 : 119)

fonctionnement du système en voulant le moderniser par l'abaissement du nombre de parlementaires et l'introduction d'une dose de proportionnelle « *l'introduction d'une dose de proportionnelle pour nos élections* » (l. 76 à 77). Ce qu'il croit être une « révolution » n'est-elle pas en fait une réorganisation formelle des élites et non réellement une réforme de fond ?

Certaines expressions nous signalent l'héritage dans lequel le locuteur se situe. Nous entrevoyons les marqueurs du **néolibéralisme**, thèse qu'Emmanuel Macron semble avoir adoptée : «*nous devons refonder jusqu'au bout*» (l. 33), « *à transformer la société, à recréer de la mobilité et de l'ouverture dans celle-ci*» (l. 104 à 105) : ce qui implique davantage de «*mobilité*» (l. 105) -terme récurrent dans ses propos- au détriment des statuts, de la redéfinition du droit du travail au profit d'une plus grande flexibilité, de la réduction des dépenses publiques et des prélèvements obligatoires[111]. Cette assertion est prise en charge en totalité par le locuteur qui « *assume très clairement de ne pas choisir entre l'entreprise et le salarié, de ne pas choisir entre l'efficacité économique et le progrès social et environnemental, parce que l'un n'existe pas sans l'autre* » (l. 116 à 118).

A l'appui d'un article écrit par Sarah Champagne, nous convoquons, le temps de cette étude, la pensée visionnaire d'**Antonio Gramsci,** opposant italien au fascisme, dont les travaux sur la « révolution passive » éclairent le « mécanisme ayant permis cette révolution du 1% des plus riches »[112]. Dans son sillage, nous pouvons considérer la manière dont Emmanuel Macron entend mener la bataille des idées pour soustraire les classes populaires à l'idéologie dominante afin de conquérir le pouvoir. « La lutte des classes », dit Gramsci, « doit désormais inclure une **dimension culturelle** »[113]. Pour ce dernier, le rôle de l'intelligentsia est important car en tant que personnage public, elle légitime le régime. Selon Gramsci, le « bloc historique » issu de la culture va permettre au futur candidat de se façonner une stature de président « idéal » et produire ses effets dans l'imaginaire collectif d'un président capable de renverser l'ordre établi. En amont de la campagne, Emmanuel Macron, alors Ministre de l'Économie, s'est entouré d'intellectuels et d'artistes pour asseoir sa légitimité. Ensuite, pour détenir l'hégémonie, le candidat doit démontrer que son projet a une portée universelle en défendant les intérêts de l'ensemble de la communauté. La réponse d'Emmanuel Macron à la crise sociale serait de rendre compatible notre société avec le libéralisme économique, en revendiquant une « révolution

[111] Une des promesses de campagne d'E. Macron est celle de réduire de 120 000 le nombre de fonctionnaires. Le 25 avril 2019, lors de sa communication télévisée, en pleine crise des gilets jaunes qui secoue le pays depuis sept mois, Emmanuel Macron annonce l'abandon de cette mesure-phare. La défense de l'emploi public est un marqueur très clair de la gauche et un ressort électoral puissant chez les socialistes.

[112] https://mrmondialisation.org/macron-ou-comment-les-1-ont-fait-leur-revolution/

[113] Dans les *Cahiers de prison,* Gramsci défend l'idée d'hégémonie, culturelle notamment, en tant que moyen permettant à une classe sociale de maintenir sa domination politique.

passive » par l'adaptation de l'État à l'évolution du capitalisme. Cette révolution passive préserverait les intérêts des plus aisés (on ne touche pas au capital) sans enrayer pour autant les inégalités sociales. Au détour d'une proposition assurant plus de sécurité aux Français dans le domaine social et économique, Emmanuel Macron donne des garanties à ceux qui produisent la richesse : « *c'est faire que produire, c'est aussi donner une place aux salariés, c'est faire que dégager des profits* » (l. 238 à 239), « *je crois profondément à cette alliance de la production et de l'esprit de justice* » (l. 241 à 242). En amont de son meeting d'Albi, à des membres de la CGT qui le prennent à partie en lui reprochant sa volonté de conserver la loi Travail adoptée l'année précédente, il défend son projet en faveur d'une « *justice sociale réconciliée avec le progrès économique qui construit une société plus efficace* » (l. 21).

Nous pensons que c'est sur le fondement de ces courants de pensée que l'orateur asserte que « *Notre pays a besoin de réformes »* (l. 97). Le paradoxe du candidat -qui affiche une dimension sociale- demeure dans son adhésion à une idéologie libérale qui passe par une « *refondation* » et « *une transformation* » de la société. Il oppose « *justice sociale »* à efficacité économique. Celui-ci prétend recréer une communauté de destin animée par un même désir de changement, de « *mobilité* » (l. 105). Dans ces conditions, comment concilier « *réforme* » (qui est devenu un discours de droite) et « révolution »[114] ? La ville d'Albi et Jean Jaurès sont intimement liés. C'est ici même que Jean Jaurès a fait ses armes en tant que Député socialiste. Il devient le symbole de la défense des ouvriers en lutte de la verrerie d'Albi. Par ailleurs, si nous reconnaissons à Emmanuel Macron ses talents d'orateur, nous pouvons nous questionner sur sa filiation dont il se prévaut, lui, qui à l'inverse de Jaurès, n'a aucun « background » en matière de lutte sociale. Considère-t-il que le néolibéralisme « en marche » qu'il propose est susceptible d'obtenir une plus large adhésion ?

3. Syllogisme

Un **syllogisme** peut être à l'œuvre lorsque le locuteur sollicite la confiance de ses allocutaires :

(*majeure*) : les hommes qui possèdent une expertise sur une matière donnée sont les plus compétents pour juger des problèmes liés au sujet,

(*mineure*) : Emmanuel Macron possède une expertise dans le champ économique et détient cette compétence pour remettre l'économie française en marche car il a fait carrière en tant que banquier d'affaires. En tant qu'ancien ministre de l'Économie, il possède une expérience de la conduite du pays : « *je sais toutes les différences qu'il y a dans ce pays* » (l. 24), « *cette confiance*

[114] T. Porcher et F. Farah, *Introduction inquiète à la Macron économie* (2016 : 50)

démocratique, c'est celle que vous représentez, celle que nous portons » (l. 54), « *je sais les désaccords qu'il y a dans la société française* » (l. 96)

et la *conclusion* : Emmanuel Macron est donc le plus compétent en la matière et c'est son opinion qu'il faut prendre en compte. En l'occurrence sont déterminants le poids qu'on accorde à l'expertise (l'opinion doxique formulée dans la majeure), et la capacité de l'orateur à projeter une image conforme aux attentes issues de la doxa (résumée dans la mineure)[115].

III. ÉTUDE DE L'ARGUMENTATION « AFFECTIVE » : *ETHOS* ET *PATHOS*

Quelle place occupent l'*ethos* et le *pathos* dans le discours d'Emmanuel Macron parmi les moyens de persuasion ? Un discours de campagne peut être par moments directif et à d'autres promissif, voire expressif. Parler, c'est échanger des informations, mais c'est aussi effectuer un acte, inspirer confiance (nous parlons alors d'*ethos)*. Énoncer un discours, c'est vouloir agir sur autrui, entrer en contact avec l'autre, imposer sa personne, toucher l'autre (nous convoquons alors le *pathos*) pour modifier le jugement d'autrui. L'échange peut se faire sous la forme d'une série de questions par exemple.

1. L'image politique

En politique, l'image est-elle la clé du succès ? Quelle image l'homme politique souhaite produire et quelle image est perçue par l'auditoire ? L'image doit s'analyser dans sa dimension interactive dans le cadre d'un échange entre ceux qui la produisent, ceux qui y sont exposés et ceux qui la combattent. Patrick Charaudeau explique « comment organiser la description du monde que l'on propose/impose à l'autre »[116]. Il s'agit de décrire et narrer les événements en faisant appel à une certaine rationalité narrative et argumentative (*logos*) en suggérant à l'allocutaire d'y adhérer (*ethos*). L'homme politique a recours à des stratégies de construction d'images de soi afin de se rendre crédible (nous parlons d'*ethos* de crédibilité) et attractif (*ethos* d'identification). Ce type d'*ethos* est proche du *pathos* puisqu'il cherche à toucher l'affect du citoyen. La construction de l'image de soi par le discours joue un rôle important dans le genre délibératif auquel appartient le discours politique.

Dans son ouvrage, Jean-Paul Gourévitch propose deux acceptions de l'image en politique. La première « s'attache à la conception, à la production, à la diffusion et aux effets des divers supports physiques de l'image, et l'autre [qui] est centrée sur la construction d'une représentation mentale, d'une image de marque celle d'un leader, d'une formation, ou d'une

[115] R. Amossy, *Dimension rationnelle et dimension affective de l'ethos* (2008 : 116)
[116] P. Charaudeau, *Pathos et discours politique* (2008 : 54)

idéologie qui ont, chaque fois que le jugement du public est sollicité, leurs supporters, leurs détracteurs et leurs simples spectateurs »[117]. Il considère « le discours politique [comme] un système clos »[118].

2. De quelle image préalable Emmanuel Macron jouit-il auprès du public ?

Après un passage dans le privé où il a accompli un parcours sans faute, Emmanuel Macron entre en 2012 à l'Élysée à la demande de François Hollande comme Secrétaire général adjoint. Les Français ne le connaissent véritablement que depuis sa nomination en 2014 où il prend les rênes de Bercy à la suite d'Arnaud Montebourg. Son style et son côté bon vivant rassurent les dirigeants d'entreprises, conquis par son libéralisme décomplexé. Invité le 17 septembre 2014 à l'antenne d'Europe 1, Emmanuel Macron qui vient tout juste d'être nommé ministre de l'Économie relate la visite d'un abattoir en lâchant cette formule : « une majorité de femmes… Il y en a qui sont, pour beaucoup, illettrées ». Cette phrase déclenchera une volée de critiques. Il mettra aussitôt fin à la polémique, lors d'une séance de questions d'actualité à l'Assemblée nationale, en s'excusant d'avoir pu blesser des salariées. Si au départ cette « gaffe » a été mal perçue par l'opinion démontrant un personnage supérieur et hautain, les regrets exprimés publiquement ont donné l'occasion au futur candidat d'apparaître plus humain et sensible.

Entre 2014 et le lancement de son mouvement, Emmanuel Macron ne tarde pas à bousculer l'échiquier politique français. Le mouvement « En Marche ! » s'inscrit résolument dans la modernité communicationnelle de notre époque : opérations militantes, jeunesse, campagne 2.0 ultra médiatisée servant surtout à collecter des fonds. Le 16 novembre 2016, il officialise sa candidature à l'élection présidentielle, soit six mois avant le scrutin. Sans ancrage partisan, il est le premier président de la République française n'ayant jamais été élu auparavant. Lors d'une déclaration télévisée en août 2016, Emmanuel Macron annonce qu'il vient de présenter sa démission au président de la République et qu'il souhaite «entamer une nouvelle étape de [son] combat et construire un projet qui serve uniquement l'intérêt général».

La veille du meeting d'Albi, Emmanuel Macron participe au face-à-face télévisé, rendez-vous incontournable du second tour en termes d'audience. Cette émission a-t-elle fait basculer à son avantage une partie de l'électorat de droite au départ rétive à Emmanuel Macron ? Quels ont été les ressorts déployés par le candidat pour séduire cette frange plutôt acquise à Marine Le Pen ? Il n'a jamais fait de campagne électorale qui lui aurait permis d'engranger des compétences d'élu de terrain à l'inverse de son adversaire qui est une femme politique aguerrie

[117] J.P. Gourévitch, *L'image en politique. Du Luther à Internet et de l'affiche au clip* (1998 : 9)
[118] *Ibidem* (1998 : 93)

et dont les mandats lui ont conféré une certaine audience. Cependant, il a parfaitement démontré, lors de cette prestation, qu'il maîtrisait les codes du débat d'entre-deux-tours, notamment en s'abstenant de faire usage d'arguments *ad hominem*. A-t-il acquis de l'assurance pour autant ? De quel appareil politique est-il le leader pour pouvoir mener une équipe comme on dirige une entreprise ? Venu du monde des affaires (il a été banquier chez Rothschild & Cie), Emmanuel Macron est perçu comme le patron d'une start-up. Il l'a montée en un temps record autour d'une équipe restreinte et autour d'idées disruptives[119]. Tel est le « portrait » de l'homme qui se présente le soir du meeting d'Albi.

3. L'*ethos*, la construction de l'image de soi par le discours

Ruth Amossy distingue deux dimensions de l'*ethos* : la **dimension rationnelle** (c'est-à-dire l'image de soi projetée par l'orateur qui agit sur l'auditoire dans le cadre d'une interrelation se fondant aussi bien sur le rationnel que sur le passionnel), et la **dimension affective** de l'*ethos* dont la sympathie ou le « sentir avec » est une composante essentielle[120]. L'auteure parle de « sentiment d'appartenance qui unit les membres d'un même groupe et qui fait que les allocutaires peuvent se sentir immédiatement à l'unisson avec le locuteur, vibrant aux mêmes accents »[121]. La dimension affective de l'*ethos* doit, selon Ruth Amossy, être dosée de manière équilibrée pour ne pas mettre à mal l'argumentation car elle pourrait « menacer de la dissoudre ».

En début de discours, Emmanuel Macron affirme avec une grande détermination la manière dont il conduira le pays pour les cinq ans à venir. Il apparaît comme l'homme des équilibres plutôt que l'homme des ruptures et surtout « l'homme qui se bat vraiment parce qu'il veut vraiment être président »[122]. La crédibilité suppose que l'on croit en son succès. Il entend incarner autour de sa personne le **renouveau, l'espoir, la réconciliation** (le culte de la personnalité cherche à fonder l'adhésion sur les sentiments personnels que l'on peut éprouver envers un homme politique)[123]. Cette promesse est faite sur le fondement du résultat du premier tour « *dans notre pays, un choix fort, clair, un choix d'espoir, d'avenir* [l'a] *placé en tête du premier tour* » (l. 34 à 35).

L'orateur se construit par le discours un *ethos* **d'homme rassembleur** et fait preuve d'habileté et de stratégie pour ne pas montrer sa posture de division en ne nommant pas son adversaire. C'est bien sur le mode de la mémoire collective qu'il en appelle à la République, utilisant tous les ressorts de l'héritage national (la culture, l'architecture) qui exhausse ses

[119] *Ibidem* (1998 : 93)
[120] R. Amossy, *Dimension rationnelle et dimension affective de l'ethos* (2008 : 113)
[121] *Ibidem* (2008 : 119)
[122] *L'image en politique* (1998 : 193)
[123] B. Lamizet, *Le langage politique* (2011 : 73)

auditeurs autant que le narrateur, qui emporte l'enthousiasme autant que l'espérance, récit qui s'appuie sur la grandeur passée pour fonder la future.

> « *ville magnifique non loin de la Cathédrale Sainte Cécile, qui a irrigué toute la région - et que dire de tant et tant de villes, de Figeac et tant d'autres, qui se sont transformées, cher Martin, par la culture, portées par ces projets ? Parce que la culture, c'est ce qui émancipe, parce que ce grand acte d'avenir dont nos jeunes ont besoin, c'est de s'ouvrir au beau, c'est de s'ouvrir à des émotions pour lesquelles parfois ils n'étaient pas faits ou pas prédestinés. C'est ce qui fait qu'un peuple se tient. Le rapport à sa langue, le rapport à ses œuvres littéraires, à sa peinture, à son architecture - et permettre partout dans notre beau pays d'accéder à cela, d'accéder à une émotion collective qui fait aussi un peuple, qui fait que nous sommes là ce soir, c'est une émotion démocratique* » (l. 87 à 195).

Nous l'avons dit, Emmanuel Macron rend hommage à Jean Jaurès, figure héroïque de l'Histoire de France qui a su rassembler le pays. En convoquant ce personnage, l'orateur s'efforce de renvoyer une **image d'autorité** pour les raisons que nous avons évoquées dans la partie de l'argumentation logique. Il prend appui sur la figure de Jean Jaurès pour renforcer son appartenance à la nation.

Quand Emmanuel Macron parle de la jeunesse -thème très présent dans son discours- nous comprenons qu'il met sa jeunesse au service de son projet politique «*la question qui nous est posée, c'est l'avenir de notre pays, c'est aussi celle de l'avenir de notre République* » (l. 9 à 10).

Les modalisateurs traduisent **la certitude.** Le discours commence par une injonction lancée à son public à gagner, avec l'emploi d'un verbe modal « *nous devons gagner* » (l.9). La locution impersonnelle *Il faut que* et l'impératif traduisent une nécessité qui procède de ce sentiment de certitude «*il faut les défaire dans les urnes* » (l. 15), et *il faut lui reconnaître cela* » (l.84), « *nous devons en tirer toutes les conséquences* » (l. 32 à 33), « *il nous faudra* », « *il va nous falloir* », « *se valent* » « *nous devons* » (l. 9), « *je veux* » (7 occ.).

Le locuteur se construit une image de « puissance » à travers un comportement oratoire fait de « coups de gueule », de formules choc (« *C'est un défi immense* » l. 131, « *céder aux sirènes de la peur*, » l. 203) ou du maniement de l'ironie et du cynisme « *Alors j'entends celles et ceux qui voudraient enjamber le 7 mai prochain, parfois s'étant soustraits à leurs actes personnels, disant même ce qu'ils avaient à faire, qui voudraient qu'en quelque sorte les partis reprennent leurs droits et que ceux qui pendant plus de trente ans ont gouverné dans un tic-tac incessant reprennent possession.* » (l. 58 à 61).

Enfin, il se construit **l'image du chef de guerre** notamment par l'emploi d'un lexique qui renvoie de manière patente au champ lexical du combat : « *mobilisez* », « *battre* », « *défaire »,* « *combat* ».

a- Les indices énonciatifs

Selon John Searle, le langage est marqué par l'usage qu'en font ses utilisateurs. Autrement dit, parler, c'est toujours accomplir un certain acte (asserter, promettre, ordonner, etc.). La rhétorique articule la parole à l'acte. Le but vers lequel tend l'*ethos* est d'inspirer confiance. En cela, le locuteur doit paraître honnête et le discours qu'il tient doit être tenu comme vrai[124].

Nous relevons dans ce chapitre à travers l'étude des verbes et des déictiques les moyens par lesquels le locuteur projette une image de soi dans son discours.

b- Les verbes

Une étude des verbes employés par le locuteur permet de caractériser la façon dont celui-ci souhaite être perçu par ses allocutaires. Les verbes peuvent être catégorisés d'après la classification suivante : verbes d'action, verbes « déclaratifs », « directifs », « performatifs » ou « promissifs ». Tout d'abord, le locuteur assume pleinement son énoncé si l'on en juge par la présence des trente pronoms personnels première personne du singulier (« *je* ») et le nombre de verbes déclaratifs : « *je crois* », « *nous a enseigné deux choses* », « *je le dis* », « *j'entends* », « *je sais les désaccords* », « *Il va falloir expliquer* ». Dans ce discours politique, la volonté d'agir est visible avec la présence des verbes performatifs : « *il faut* », « *nous devons* », « *il va nous falloir* ». Les actes directifs annoncent une question, une requête ou un ordre avec l'emploi de l'impératif « *non, ne sifflez pas, ne les sifflez pas, ça ne sert à rien. Allez les faire battre, faites voter contre eux* » (l. 14 à 15), « *Alors, mobilisez !* » (l. 267), « *je compte sur vous* ». Le discours se poursuit par une injonction à gagner lancée à son public, avec l'emploi d'un verbe modal « *nous devons gagner* » (l. 9). Une campagne se gagne sur le thème du changement et les élections présidentielles se jouent sur la capacité du candidat à être l'homme qui incarne l'avenir plutôt que l'homme du passé. De très nombreux verbes promissifs conjugués au futur montrent que l'énoncé s'inscrit dans une temporalité présentée comme certaine : « *qui <u>conduiront</u> mon action* » (l. 30), « *se recomposera* » (l. 32) « *que <u>pourra</u> se conduire l'action concrète qui <u>rendra</u> la France plus forte* » (l. 37), « *deux choses qui <u>seront</u> le socle de notre action* » (l.43), « *nous <u>aurons</u> à faire acte de confiance* » (l. 49), « *qui <u>refondera</u> le socle de notre pays* » (l. 50), « *nous renouvellerons, nous recomposerons* » (l. 56).

[124] T. Herman, *Images de soi dans l'éloge funèbre de François Mitterrand par Jacques Chirac* (2001 : 173)

Le métalangage est visible dans les énoncés suivants : « *disant même ce qu'ils avaient à faire* » (l. 59), « *Il y a des millions de nos concitoyens qui, dès qu'on leur parle de réforme, se disent « le changement, ce sera contre moi, c'est sûr ! »* (l. 107 à 108).

c- Les déictiques

Les déictiques sont des unités linguistiques qui ne prennent de sens que par rapport à la situation d'énonciation : les pronoms personnels et les indicateurs de temps et d'espace[125].

Les pronoms personnels : Le discours d'Emmanuel Macron est basé sur le contact, l'interaction qui repose sur l'échange avec le public ; il est plus pronominal avec des « *je* » un peu égocentriques, des « *nous* » rassembleurs ou encore des *« vous* ». Le « *je* » de l'énonciateur est présent dans le texte en tant que tel et aussi dans les possessifs « *notre* » ou « *nos* » qui l'intègrent dans la communauté à laquelle ce discours s'adresse. Le discours du candidat est caractérisé par l'usage massif de la première personne du pluriel (146 occ. de «*nous*» et ses adjectifs possessifs). Il y a toujours une opposition « *eux* » / « *nous* » (« *faites voter contre eux*» l.15), et un «*nous*» englobant le peuple et l'orateur dans un tout dynamique : «*notre économie*» (l. 222), «*notre organisation*» (l. 213), «*notre jeunesse*» (l. 211) «*notre beau pays*» (l. 193) etc. Brandi d'entrée de jeu, le « *nous* » qui regroupe les sympathisants présents mais aussi les électeurs potentiels du candidat, conforte le sentiment d'appartenir à une même communauté, il suppose une autre façon de gouverner. La présence du « *je »* (30 occ.) et de « *France »* (15 occ.) renforce l'idée de destinée et de rencontre avec le pays tout entier.

Le texte comporte formellement divers marqueurs, qui constituent autant de « traces» de la présence (ou de l'absence) de l'énonciateur. Le système d'énonciation, autrement dit la façon dont l'émetteur s'implique dans sa production et y implique ses destinataires comme nous le voyons avec les énonciateurs qu'il cite tour à tour : « *cher Martin* » associé à la culture (l. 188), « *cher Francis* » (l. 234) associé aux entrepreneurs, « *cher Jacques* » (l. 245) associé à la ruralité, « *cher Philippe* » (l. 258) associé à la ville de Montpellier. Parler des « Français » (7 occ.) dans le discours peut évoquer la représentation idéale de ce que le locuteur se fait du groupe à qui il adresse ses propos.

Les indicateurs de temps et d'espace : « *le 7 mai* », « *demain* », « *maintenant* », « *hier soir* », « *dès les premières semaines* », « *dès le début du quinquennat* », «*depuis Albi* », « *là* », « *Et c'est ici* » (l. 41), «*plus de cent ans* » (l. 44), « *à chaque instant*», « *d'ici dimanche et pour les cinq ans qui viennent* » (l. 48).

[125] A. Seignour, *Méthode d'analyse de discours*, Ressources humaines

d- Le parler « macronien » : de l'élitisme lexical au style populaire

Le discours repose notamment sur des arguments proprement discursifs tels que des formules discursives « prêtes à l'emploi ». Ces formules permettent d'apporter au discours la caution de la tradition populaire ou savante. Nous explicitons la très « macronienne » expression « Et en même temps ». Le candidat a usé de cette expression en assumant ce slogan « *Et en même temps - toujours !* » (l. 106). En meeting, il explique le sens de ce « en même temps » qui signifie qu'il prend en compte des impératifs qui paraissent opposés mais dont la conciliation est indispensable au bon fonctionnement d'une société. Autrement dit, ce procédé relèverait davantage de l'analogie passant d'une idée à l'autre ou la coexistence des contraires (voire des oxymores).

Nous soulignons la présence d'un lexique emprunté à la langue soutenue et quelque peu désuet comme « *hussards de la République du XXIe siècle* » (l. 81), « *Chambre du futur* » (l. 90) pour parler de l'Assemblée nationale, « *en chien de faïence* » (l. 119), «*un brouhaha incessant*» (l. 171), « *C'est une exigence au carré* » (l. 230), «*Mais le pire du pire, c'est que* » (l. 71), « *un grand magma* » (l. 170), «*ont gouverné dans un tic-tac incessant*» (l. 61).

4. Le *pathos*

Nous cherchons dans ce chapitre à identifier la manière dont les émotions sont gérées dans le discours et à mettre en lumière la dimension manipulatrice inhérente à l'argumentation par le *pathos*. Pour emporter l'adhésion de l'auditoire et le persuader, l'orateur doit exposer chacun des arguments avec la plus grande force de conviction. De ce fait, les procédés rhétoriques utilisés tels que la prise à partie du destinataire avec le « *vous* », les questions rhétoriques, les envolées lyriques, les exclamations et les exemples font autorité. L'analyse nous conduit à nous questionner sur la situation de communication, le profil de l'orateur et son auditoire et sur le but de persuasion. Selon l'expression de Patrick Charaudeau, la « scène politique se caractérise par un dispositif qui est mis au service d'un enjeu de pouvoir »[126]. Néanmoins, le locuteur doit éviter les pièges de la communication, c'est-à-dire jouer uniquement sur l'émotion. L'émotion suscitée chez les allocutaires facilite leur adhésion et permettent de mieux inscrire la domination exercée sur eux. Apitoyer le public pour mieux le convaincre peut ne pas avoir les effets recherchés. Tout est question d'équilibre entre les arguments qui font appel au raisonnement et à la logique et ceux qui expriment l'émotion.

a- La relation avec l'auditoire

A trois jours du second tour de la présidentielle, le candidat entend mobiliser les

[126] P. Charaudeau, *Pathos et discours politique* (2008 : 53)

Français jusqu'au bout. Le public est l'objet de toutes ses attentions et ce, dès les premières lignes de son allocution. En effet, Emmanuel Macron entre en contact avec ses allocutaires par le biais de processus d'énonciation (l'exclamation, les questions). Il se met en scène et cherche à plaire à son public, à capter son attention en instaurant un pseudo dialogue : « *Vous êtes prêts ? Moi aussi. »* (l. 5) *« Bonjour »* (5 occ.). D'emblée, il interpelle son auditoire à voter pour lui dimanche avant d'annoncer son projet. Il sollicite le concours de son public « *allez les faire battre, faites voter contre eux* », «*il faut les <u>défaire</u> dans les urnes, pas les siffler* » (l. 14 à 16) en lui intimant un ordre et en lui demandant de relayer sa requête auprès des Français « *Alors, allez convaincre ! Alors, mobilisez !* » (l. 266 à 267). Il se construit une image avec un certain pouvoir d'attraction sur l'auditoire afin que celui-ci adhère naturellement à ce que dit le locuteur[127].

Il cherche à impliquer son auditoire en le prenant à témoin notamment pour renforcer sa critique de Marine Le Pen : « *comme <u>nous l'avons compris hier soir</u>* » (l. 17) et « *Parce que vous l'avez vu <u>encore hier</u>* » (l. 200). En effet, ce discours est prononcé au lendemain du débat de l'entre-deux-tours des présidentielles retransmis en direct par TF1 et France 2, qui a opposé Emmanuel Macron à Marine Le Pen. Durant l'émission, les deux finalistes ont asséné leurs arguments sans s'écouter ni se parler « deux monologues sans dialogue » selon la formule de Francis Brochet[128]. Le débat s'est vu opposer deux France qui ne veulent rien avoir en commun. Face à une candidate politiquement plus expérimentée, Emmanuel Macron a su gagner en crédibilité ce soir-là en raison des arguments *ad hominen* employés par Marine Le Pen. En s'attaquant à lui, elle lui a donné du « crédit » en le qualifiant de « sortant » en référence à François Hollande. Certains observateurs ont pu se dire : « s'il mérite toutes ses attaques c'est qu'il a de la valeur »[129].

L'exclamation est à la fois un indice d'affectivité et d'étonnement. Pour expliquer son projet de réforme, le locuteur fait parler un allocutaire imaginaire par le biais de l'exclamation : *« Il y a des millions de nos concitoyens qui, dès qu'on leur parle de réforme, se disent* « *le changement, ce sera contre moi, c'est sûr !*» (l. 108). Il fait part d'une réaction directe renforcée par l'emploi du déictique référentiel comme le démonstratif « ce »[130]. Par la phrase exclamative, le locuteur signale son étonnement devant un état de choses. Ce procédé permet de rendre le discours plus dynamique, de faire participer son auditoire.

[127] P. Charaudeau, *Pathos et discours politique* (2008 : 52)
[128] P. Charaudeau, *Pathos et discours politique* (2008 : 52)
[129] Analyse de D. Mayaffre, le 4 mai 2017, https://www.nicematin.com/politique/desarconnant-ce-nicois-specialiste-du-discours-politique-livre-son-analyse-du-debat-macron-le-pen-134340
[130] E. Eggs, *Le pathos dans le discours (*2008 : 299)

b- Le charisme

Au-delà de son propre camp, Emmanuel Macron tente de plaire aux électeurs des partis ayant voté pour les candidats du premier tour : « *je sais qu'il y en a, et peut-être parmi vous, qui au premier tour ont suivi ou François FILLON ou Benoît HAMON ou Jean-Luc MÉLENCHON ou d'autres candidats et je les respecte* » (l. 25 à 27). Le charisme d'un orateur se mesure à l'enthousiasme plus ou moins conscient et rationnel qu'il déclenche dans un auditoire. Plusieurs facteurs interviennent pour développer le charisme :

- **l'effet de proximité** : l'orateur exalte les valeurs de filiation et d'hérédité (notre terre, nos paysages, notre peuple) en activant les liens de proximité géographiques communs « *Bonjour, bonjour Albi, bonjour l'Occitanie ! Bonjour à mes amis de Rodez, de Perpignan, de Montpellier, du Lot, des Hautes-Pyrénées, de Luchon, de Carmaux, de Toulouse et de tant d'autres lieux que je n'ai pas cités !»* (l. 5 à 8). Ainsi, il s'attire la bienveillance de son public ;

- pour captiver ses électeurs et les amener à voter pour lui, le locuteur fait appel à son **pouvoir de séduction** qui passe par l'apparence physique, le regard, le sourire. Ce sont autant d'atouts susceptibles de donner du relief à sa personne. Ils sont des leviers indispensables pour déclencher une émotion chez l'auditoire. Emmanuel Macron sait jouer sur sa jeunesse (le terme apparaît neuf fois dans le discours). S'adresser à la jeunesse est non seulement rentable car il s'agit d'une catégorie qui dispose du droit de vote mais qui constitue aussi l'élément vivant et voyant des manifestations. L'image de marque véhiculée par les jeunes est positive. Aucune formation politique ne prendrait le risque de faire de la politique contre sa jeunesse[131]. En outre, le candidat n'a pas 40 ans. Il incarne l'image de la jeunesse celle-là même à qui il s'adresse ;

- **l'effet de similitude** : il partage des opinions communes, des visions de la vie par la considération positive (sécuriser l'entourage, le rendre heureux)[132]. Il active l'« *esprit de conquête* » dont parlait Jean Jaurès, et qui lui permet de susciter le consentement et l'adhésion des Français à son programme. Il séduit les électeurs de la « France Insoumise » priés de voter pour lui « *il faut lui reconnaître cela* » (sous-entendu à Jean-Luc Mélenchon), « *je veux que toutes ces forces puissent participer à l'action démocratique* » (l. 85 à 86).

c- Les questions rhétoriques

On ne peut pas vraiment dire qu'Emmanuel Macron emploie des interrogations rhétoriques (qui permettent un retournement de la charge du discours : d'interrogé, l'orateur se fait interrogateur). Si le « *Pourquoi ?* » est très peu présent (l. 65 et 152), nous notons en

[131] *L'image en politique. De Luther à Internet et de l'affiche au clip* (1998 : 121)
[132] *Réussissez vos prises de parole* (2017 : 115)

revanche, une abondante présence de l'anaphore affirmative sur le mode du « parce que » (42 occ.) qui introduit une argumentation. Ce procédé permet au locuteur de renforcer son charisme et son pouvoir pédagogique. « *Pourquoi ? Parce qu'elle nourrit ce manque de moralité* » (l. 65). L'orateur, au cours de son pseudo dialogue, répond à des questions qui n'en sont pas. Les réponses sont introduites par « *oui* » qui agit comme un martèlement pour inscrire son discours dans un schéma positif (19 occ.).

d- Les procédés de modalisation

Nous consacrons cette partie à la mise en relief des traces contenues dans l'énoncé c'est-à-dire des indices de subjectivité. Pour exprimer ses opinions et ses sentiments, Emmanuel Macron dispose de procédés que nous nommons « **procédés de modalisation** ».

Le vocabulaire utilisé par le locuteur peut révéler sa subjectivité. Traduisant une certitude ou une évaluation (c'est-à-dire un jugement positif ou négatif), la modalisation se retrouve dans les procédés lexicaux (les adverbes d'opinion et d'intensité ; les axiologiques péjoratifs et mélioratifs), grammaticaux (l'emploi d'auxiliaires modaux pouvoir, devoir, falloir ; le conditionnel et certaines phrases exclamatives) et stylistiques (la comparaison et la métaphore, qui traduisent une façon de voir toute subjective ; l'hyperbole, qui permet d'insister en exagérant).

Les adverbes sont nombreux dans le texte et expriment le degré d'adhésion de l'énonciateur aux contenus énoncés (forte ou mitigée). L'argumentaire est clairement assumé par le sujet si l'on s'en tient au relevé des adverbes tels que « *progressivement* » (l. 226), « *clairement* » (l. 116), « *furieusement* » (l. 200), « *fermement* » (l. 205), « *collectivement* » (l. 205), « *terriblement* » (l. 206), « *massivement* » (l. 217).

Le lexique axiologique : valeurs, louange et blâme[133]

Les évaluatifs axiologiques sont des adjectifs qui énoncent un jugement de valeur sans engagement affectif du locuteur ou des adverbes d'intensité comme par exemple « fort » et « trop » : « *une économie plus forte* » (l. 133), *« il n'y a qu'un peuple français et il est fort* » (l. 144), « *Notre défi de pouvoir produire et d'être plus fort est aussi devant nous* » (l. 255), « *cette France parce qu'elle ne sera forte* » (l. 272), «*celle qui fait que trop ne font plus confiance à nos élus*» (l. 67 à 68).

[133] Aristote décline les types axiologiques en fonction des genres rhétoriques : A l'épidictique, qui statue sur les valeurs du présent, il affecte la recherche du « beau » et du « laid » ; au judiciaire, qui statue sur les valeurs du passé, il affecte la distinction entre le « légal » et l'« illégal» ; au délibératif, qui statue sur les valeurs du futur, il affecte la recherche de l'«utile» et du «nuisible».

Les modalisateurs traduisant l'appréciation négative de l'orateur se retrouvent dans les énoncés suivants : « *menacé* » (l. 143), « *les extrêmes continueront à monter »* (l. 148), « *Les extrêmes sont là… Nous sommes à un moment de bascule »* (l. 253) pour parler de la montée des partis d'extrême droite en France et en Europe. « *Les sociétés explosent* », « *les classes moyennes implosent* » (l. 153) ; « *où on peut salir chacune et chacun* » (l. 170 à 171), « *bafouer l'Histoire, les traces… les vérités* » (l. 174) lorsqu'il évoque les désinformations[134] : « *la démocratie s'effondre* » (l. 176) , « *un Français ou une Française puisse être menacé* » (l. 207), « *sirènes de la peur* » (l. 203), « *Le défi démocratique, sécuritaire, n'a jamais été aussi brûlant.* » (l. 255), « *la lèpre qui a gagné notre vie démocratique* » (l. 66), « *la fracturent* » (7 occ.), « *un grand magma* » (l. 170), « *capturés* » (l. 99), « *luttes fratricides* », «*entendant les colères, en résorbant les divisions »* (l. 270 à 271), « *le chômage de masse que nous subissons depuis des décennies, où on accepte que la jeunesse soit aux franges, aux franges de la réussite* » (l. 146 à 147).

La stratégie discursive dramatisante a pour but de jouer sur la peur. Le locuteur dénonce une « situation de déclin » dont le peuple est victime jouant sur l'angoisse « *changements aujourd'hui bloqués* » (l. 122 à 123), « *notre société* [...] *elle se fragmente, elle est en train d'éclater* » (l. 138 à 139). Il désigne la « source du mal » sous la figure d'un coupable laissant planer l'idée qu'il est dans l'ombre (« *par le cynisme des uns, le conservatisme des autres* » l. 143, « *les extrêmes continueront à monter, à gravir les échelons parce qu'ils se nourrissent d'une chose, de cette inefficacité, de nos échecs et des doutes qui en procèdent* » l. 148 à 150). Il s'instaure en sauveur : « *Je serai le garant de cet équilibre* » (l.145). S'instaurer en sauveur c'est aussi exalter des valeurs et s'en faire le porte-parole[135]. Emmanuel Macron active les mécanismes du *pathos* en s'appuyant sur les valeurs communes à l'instance citoyenne et à l'instance politique, valeurs partagées pour fusionner dans un certain idéal de « vivre ensemble »[136]. Un effet de *pathos* touche la fibre patriotique : « *Les Français, les Françaises* », « *il n'y a qu'un peuple français et il est fort* » (l. 142).

La présente analyse confirme que les modalisateurs dominent le discours. Le positionnement de l'instance politique la conduit à s'opposer à un adversaire, à se poser en leader incontestable. Nous observons que le recours aux effets du *pathos* est constitutif du discours politique.

[134] Les rumeurs et les accusations ont marqué la campagne présidentielle. Emmanuel Macron n'y a pas échappé.
[135] E. Macron affirme dans « Révolution » que « Notre Histoire et notre culture […] constituent notre socle commun. Le passé est le début de notre avenir, c'est pourquoi les héros de la République sont toujours nos contemporains. Notre culture est ce qui nous rassemble. » (2016 : 176 à 177)
[136] P. Charaudeau, *Pathos et discours politique (*2008 : 54)

e- Les figures de style

Les figures de style expriment le point de vue du locuteur. Parmi elles, nous nous intéressons à la **métaphore,** du grec *metaphorá,* signifiant « transport ». Aristote, dans sa *Poétique*, la citait déjà comme l'un des principaux procédés de la langue. Elle permet de frapper juste et fort. La métaphore consiste à désigner une idée ou une chose en employant un autre mot que celui qui conviendrait. Ce mot est lié à la chose que l'on veut désigner par un rapport de ressemblance. C'est ainsi que l'on dit que la métaphore est régie par le principe de l'**analogie**. Ce terme signifie que l'on associe deux choses qui nous semblent similaires. **Les arguments analogiques** aident à convaincre le public en supposant un lien entre deux idées dont l'une est acceptée par l'auditoire. Ces expressions dénotent le positionnement particulier de l'auteur qui met en scène des points de vue différents ; elles constituent donc des pistes d'interprétation non négligeables »[137]

Dans son analyse, Montserrat Cunillera Domènech explique la structure interne des métaphores. Le « domaine source est le domaine qui, étant le plus accessible, prête ses concepts au domaine cible qui se les approprie. Ainsi, la métaphore se fonde sur un mouvement qui va du concret à l'abstrait de sorte que nous pouvons profiter des domaines qui sont bien délimités dans notre expérience quotidienne et les employer pour comprendre d'autres domaines qui sont moins accessibles »[138]. Le domaine politique comporte des métaphores relatives à la nature conflictuelle de l'activité politique, du fait qu'elles identifient un projet à un combat, à un affrontement politique. De la sorte, nous retrouvons ces stratégies plus ou moins créatives dans les domaines **maritime et guerrier,** très prisés des hommes et femmes politiques. Nous les illustrons *infra*.

Ces expressions qui permettent au locuteur de concéder une plus grande expressivité au message, viennent interrompre l'isotopie du texte et, par conséquent, elles attirent davantage l'attention du destinataire. Nous le vérifions dans la **métaphore maritime** par laquelle Emmanuel Macron insiste sur la nécessité de réformer le pays et pour donner plus de force à son propos. Tel le capitaine du vaisseau France, il définit les orientations de sa campagne : « *redonner le cap* » (l. 109). Ce langage emprunté à l'univers des marins a un potentiel très expressif et les hommes et femmes politiques ont donc une propension à l'utiliser lors d'élections présidentielles. Ne dit-on pas que commander ou gouverner, c'est prévoir ?

La catégorie du conflit est au cœur de la figure reine qu'est la métaphore. La **métaphore guerrière** est une illustration de la communication politique : la politique est souvent décrite

[137] *Les métaphores dans le discours politique : tendances de traduction à l'espagnol* (2010 : 3)
[138] *Les métaphores dans le discours politique : tendances de traduction à l'espagnol* (2010 : 2) et notes de cours d'O. Gouirand

par ceux-là mêmes qui en sont les artisans comme un « *combat* » (l. 13, 81, 138) et ses dérivés « *combattre* » (l. 15) mettant aux prises des adversaires, des opposants, des ennemis (même s'ils ne sont pas explicitement cités par le locuteur, ceux-ci apparaissent dans les premières lignes de l'allocution « *allez les faire battre, faites voter contre eux, il faut les défaire dans les urnes* » (l. 15), faisant l'objet d'une « *victoire* » (l. 263), au cours de « campagne » (l. 39). Il sait s'appuyer sur ses militants telle une « armée de combattants » pour gagner « cette guerre » (« *ils précédaient de quelques années une guerre* » l. 251 à 252). On voit immédiatement que la métaphore guerrière appartient au champ de l'argumentation stratégique de la communication politique. Les élections sont un « *combat* ».

Nous retrouvons d'autres expressions métaphoriques politiques issues de domaines sources comme **l'architecture** («*à reconstruire*» (l. 49), « *refondera le socle de notre pays* » l. 50), **le corps** (« *a placés en tête du premier tour* » (l. 35), « *cœur de notre projet* » (l. 131), « *cette responsabilité chevillée au corps* » (l. 236), « *enjamber le 7 mai prochain* » (l.58), « *puisse être pointé du doigt* » l. 208, **la maladie** («*cette lèpre qui a gagné notre vie »* l. 66), **le chemin** («*au plus près du terrain*» l. 124), **les animaux** («*réconcilier ces France qui se regardent en chien de faïence »* (l. 118 à 119).

L'anaphore est à l'œuvre dans la répétition des pronoms démonstratifs « *celui* », « *cet acte* ». « *Cette confiance* », « *c'est celle* ». « *Ce grand acte d'avenir ».* La reprise anaphorique agit comme un martèlement dans le cas du morphème « *jusqu'au bout* » (l. 62 à 63). Le procédé est habile parce que, outre le fait que l'anaphore donne de la force à un locuteur qui affiche l'entêtement phraséologique, la conviction répétée, la détermination comme les attributs du chef, elle donne une impression de cohérence à un discours et le sentiment de progression, par accumulation, qu'il aimerait avoir. La réfutation est renforcée par l'anaphore « *C'est ce projet », « en réconciliant cette France parce qu'elle ne sera forte et juste que si elle est réconciliée* » l. 271 à 272).

L'**amplification**, qui concerne la quantité et l'intensité discursives, est utilisée dans les différents exemples : « *qui construit une société plus efficace et plus juste et qui veut une France conquérante dans une Europe plus forte* » (l. 21 à 22), « *un choix fort, clair, un choix d'espoir, d'avenir* » (l. 34), « *une colère, un mécontentement, des fractures profondes* » (l. 35 à 36).

L'h**yperbole** « *Mais le pire du pire, c'est que le parti des affaires, le parti d'extrême droite, est celui qui en profite* » (l. 71 à 72).

La comparaison « *Nous devons avoir cet esprit de conquête que tant de villes ont su prendre, cher Philippe, comme Montpellier qui se transforme et comme tant d'autres.* » (l. 257 à 258) ; «*le fonctionnement des partis comme celui des élus* » (l. 74).

La métonymie : Là où la métaphore a d'abord une fonction de compréhension (d'une chose en termes d'une autre), la métonymie a d'abord une fonction référentielle. Dans le passage

«*la réconciliation des voix* » (l. 36), les électeurs sont décrits par des « voix ». La métonymie est aussi ancrée dans nos cultures (le visage pour la personne) « *le visage de la production* » (l. 212) autrement dit la jeunesse dont parle Emmanuel Macron. Les concepts métonymiques nous permettent de conceptualiser une chose au moyen de sa relation à quelque chose d'autre.

IV. L'ACTION ORATOIRE

L'énonciation du discours politique implique également le geste qui l'accompagne. Bernard Lamizet explique que le « geste politique met en évidence la relation nécessaire entre l'acte et l'interprétation politique que l'on peut lui donner »[139]. La sémiotisation du faire à savoir, le geste, la mise en scène, les pratiques telles que les différents protocoles en usage dans la vie politique, est l'articulation de la signification du discours et de l'image. Le geste donne la parole à voir. Le geste joue un rôle très important dans la communication politique. Associé à l'énonciation, le geste construit l'espace rhétorique où se situe l'orateur[140]. Le geste amplifie la parole et lui donne une consistance palpable pour obtenir l'adhésion du public.

1. L'imagerie politique présente dans les symboles de la nation

Une forêt de drapeaux tricolores et européens sont agités par une foule de tous âges revêtue de t-shirts jaunes, roses ou bleus ciels sur lesquels sont inscrits « Emmanuel Macron Président » ou « Ensemble la France ». Au centre de la scène, recouverte d'une moquette bleue, trône un pupitre en bois de couleur blanche aux couleurs du drapeau national, tranchant sur le bleu de la scène[141]. Celui-ci est surmonté d'un cavalier portant l'inscription « Macron Président. Albi, 4 mai 2017 ». Une structure métallique a été montée au milieu de la place du Vigan à l'image de celles installées lors de concerts. Les éclairages sont soignés et projettent des lumières bleues et rouges. Avant l'entrée en scène de leur candidat, les supporters sont invités à patienter avec la musique spécialement composée pour la campagne. Un interprète en langue des signes, placé à droite du candidat, en assure la traduction. Le discours dure 37 minutes.

Emmanuel Macron vêtu d'un costume et d'une cravate sombres, apparaît sur scène. Il serre des mains, lève un bras, puis deux. Il fait signe de la main à quelques visages connus. Tel un chef au milieu de ses troupes, il est entouré de ses supporters : face à lui se tient un public debout. Derrière lui, des sympathisants sont répartis sur trois rangées de gradins (assis ou debout). Il lance plusieurs fois à son public *ça va ?*», « *Merci à vous !*» qui réagit instantanément.

[139] B. Lamizet, *Le langage politique* (2011 : 24)
[140] *Ibidem* (2011 : 84)
[141] Les équipes d'Emmanuel Macron se sont inspirées du pupitre de François Mitterrand pour sa réélection en 1988. La forme du pupitre évoque l'ouverture car F. Mitterrand cherchait à rassembler au-delà de son camp.

« Macron, président !», « On va gagner, on va gagner ». Le candidat jubile, sourit et poursuit « *Vous êtes prêts ?*». Avec un plaisir non feint, il leur répond en souriant « *Moi aussi* ». Au fur et à mesure qu'il énumère le nom des villes, la foule vibre au son de sa voix, elle montre son approbation et sa fierté d'appartenir à cette région qui a été choisie pour accueillir la dernière étape du second tour. Il agite en même temps sa main de la gauche vers la droite. Il accentue les syllabes « Toulouse ». Quand le candidat évoque le nom du Front national, le public se met à huer ce parti mais est aussitôt stoppé par Emmanuel Macron qui lui intime l'ordre de ne pas siffler l'adversaire mais plutôt d'« Alle*[r] les combattre, alle[r] les faire battre, fai[re] voter contre eux !!*».

A l'issue du discours, Emmanuel Macron en appelle à la mobilisation : « *Pour tout cela, le 7 mai, nous devons gagner. Vive la République et vive la France ! Je compte sur vous.* ». Sa péroraison est saluée par une longue ovation. Il pose la main sur son cœur (comme Nicolas Sarkozy) et l'assistance, debout, se met à l'imiter en entonnant la Marseillaise.

2. Une gestuelle excessive masque-t-elle une faiblesse dans la voix ?

Emmanuel Macron est un passionné de théâtre qu'il a pratiqué à l'adolescence. Cet art est un bon moyen pour apprendre à maîtriser sa peur de parler en public et de se former à l'improvisation. Il en connaît donc les ressorts : les moyens d'expression, la gestuelle, les effets persuasifs. Tout ce que compte la rhétorique est mis au service de l'orateur pour faire adhérer son auditoire.

Les descriptions qui suivent sont issues de l'observation faite de la gestuelle, de la relation avec le public, de la voix, des mimiques, de la mise en scène du candidat, à la suite du visionnage de la prestation d'Emmanuel Macron à Albi[142]. La dernière étape de sa campagne a lieu en plein air, dans une ville de taille moyenne du Tarn.

Chez Emmanuel Macron, le haut du corps est très sollicité. Il utilise instinctivement ses mains, ses bras sans renvoyer une image de contrôle mais se situant davantage dans l'échange voire dans le don en jouant la stratégie de la confiance vis-à-vis d'un destinataire-partenaire à l'image des présidents américains tel Barack Obama[143]. Cherche-t-il à se démarquer de son prédécesseur François Hollande qui est loin d'apparaître comme une « bête de spectacle » ?

Quand il se veut pédagogique pour dérouler son argumentation, ses mains scandent chaque point détaillé « *Et* | *ce premier* | *tour* | *nous a enseigné* | *deux choses* » (l. 30). Ses poings sont serrés, signe de la révolte, ses mains frappent le pupitre dès qu'il parle de l'adversaire. Pour

[142] https://www.youtube.com/watch?v=gnkECrPlUBE
[143] *L'image en politique* (1998 : 188)

s'adresser à son public, les bras sont semi pliés, les mains serrées, elles vont et viennent « *oui mes amis, nous sommes tous ici ensemble le 7 mai pour gagner* ».

A la parole se succède une gestuelle affirmée et rythmée, où les mots-clefs sont ponctués de manière répétée, et les images métaphoriques suivies de gestes d'accompagnement expressifs. Tout concourt à faire réagir le public immédiatement. Pour accompagner l'ordre, les bras dessinent de grands ronds.

Les gestes accompagnent et complètent le discours. Ils peuvent aider à décrire une situation. L'index peut désigner un interlocuteur ou l'endroit où se trouvent les choses qu'un orateur évoque ou encore pour insister sur l'objet de la discussion. Pointer l'index droit (symbole du pouvoir) serait un geste qui menace, un signe d'autoritarisme. Les mains d'Emmanuel Macron se soulèvent tel un prédicateur lors de son prêche. Elles balayent l'air, semblent contenir un objet ou encore les doigts écartés forment une coupe.





3. La voix

La voix se caractérise par son timbre. On peut tout à fait modifier son timbre en passant par le grave, l'aigu et l'aigre[144]. Chez Emmanuel Macron, elle est parfois enrayée. Nous pouvons y déceler aussi un manque de justesse sur les fins de phrases comme si la voix était mal assurée et n'avait plus le soutien nécessaire du diaphragme pour la soutenir jusqu'à la fin. Il n'a pas une voix puissante donc il doit forcer sur ses cordes vocales. La tonalité n'est pas régulière : sa voix passe des graves aux aigus. Il nous a semblé qu'il forçait sur ses cordes vocales lors de cette prise de parole. Est-ce un problème de volume, de puissance ou de timbre ou un mauvais réglage respiratoire ? Visiblement, sa voix est mal placée. A l'inverse, une voix bien placée permet de parler sans se fatiguer.

Dans l'art lyrique, lorsqu'un chanteur doit sortir une note au-dessus de sa tessiture, il accompagne (plus ou moins discrètement) son geste au son. Car la main permet de désigner la tessiture haute, elle donne l'appui à la note. Emmanuel Macron fait de même. Il accompagne

[144] *Réussissez vos prises de paroles* (2017 : 54)

(nous dirions même, il anticipe légèrement) son geste au mot pour frapper l'opinion. Curieusement, l'évocation de l'énoncé « *et aussi une colère, un mécontentement, des fractures profondes, qu'il nous faut savoir entendre.* » (l. 35 à 36) est moins brutale et audible que ce qui précède. Emmanuel Macron intensifie sa voix à la fin de chaque idée détaillée, puis marque un silence, afin de susciter les applaudissements. Le risque d'un suremploi de cette technique peut se révéler rébarbative au fil du discours, avec une tendance à hacher le propos. A la fin d'un paragraphe (ligne 53), les personnes assisses derrière le candidat se lèvent précipitamment, agitent des drapeaux et scandent « Macron Président » comme si on leur avait commandé d'applaudir à des moments précis. L'orateur met ces quelques secondes à profit pour reposer sa voix. Il se tourne sur le côté, un coude posé sur le pupitre puis les personnes se rassoient. Cette technique dénote-t-elle un certain amateurisme de l'orateur obligeant son public à réagir alors que le véritable orateur guide son discours sur les réactions spontanées du public et non l'inverse ?

Nous observons des variations de ton dans la voix du candidat. En effet, un seul et même discours peut présenter trois niveaux de style distincts, chacun de ces niveaux apparaissant dans l'une de ses parties constitutives : fort, moyen, bas. Cette recommandation dictée par la rhétorique classique est employée pour ne pas lasser l'auditoire. Au moment de la narration, l'orateur active le style bas pour exposer, informer et expliquer son programme ainsi qu'à l'occasion de la confirmation où il s'agit de présenter les arguments retenus. Il s'efforce donc à une certaine neutralité de ton (intonation neutre ou expressive). Il économise sa voix jusqu'à la dernière partie dans laquelle il entre en transe. Durant cette allocution, son débit est rapide, moyen puis lent, et son timbre est clair et rauque.

En visionnant la scène, nous observons qu'à chaque intensification de sa voix, Emmanuel Macron se penche en avant, courbe le dos, frappe de la main sur son pupitre pour scander chaque mot, et grimace les consonnes. L'envie de boire vient à l'orateur qui met trop d'énergie dans son jeu facial. A mesure que le discours avance, Emmanuel Macron boit de plus en plus et peine à terminer ses envolées sans que sa voix déraille dans les aigus. Incontestablement, ce geste dissimule un problème de voix qu'il a du mal à domestiquer. C'est autant d'énergie enlevée au dos et aux muscles utiles dans le corps au placement de la voix. Celle-ci, forcée, se met à dérailler.

Le candidat ne lit pas ou peu ses notes. Il regarde son auditoire. Durant la quasi-totalité de la prestation, la caméra fixe projette un plan « moyen » laissant à voir le personnage en pied. Le réalisateur a également utilisé les mouvements de caméra, avec de lents panoramiques d'une caméra placée en hauteur englobant l'orateur et le public nombreux. Les mouvements de caméra ont pour effet d'amplifier le mouvement des militants eux-mêmes, agitant drapeaux et pancartes,

frappant dans leurs mains. Cette réalisation représente un effet de masse et, nous semble-t-il, montre l'osmose entre l'orateur et l'assistance plutôt qu'elle ne suggère la difficulté de l'exercice et le poids pesant sur ses épaules[145]. Les plans de coupe visent à rythmer le discours du candidat. Cependant, pour des questions de sécurité, la place ne peut contenir guère plus de 3000 personnes. Nous sommes loin des rassemblements de Nicolas Sarkozy qui avaient compté jusqu'à 40 000 personnes, comme à Bercy le 29 avril 2007.

Conclusion de l'analyse du discours de campagne :

Arrivée au terme de l'analyse de cette prestation orale, nous avons observé que du point de vue de la forme, Emmanuel Macron était convaincant en dépit de problèmes liés aux variations intempestives de sa voix. Sur le fond, nous pensons qu'un grand nombre de propositions ont été livrées à l'assistance. A notre sens, dans ce discours incantatoire, les propositions restent vagues et assez éloignées des préoccupations quotidiennes des Français. L'urgence du moment se situe-t-elle dans la « [transformation] *en profondeur* [du] *Conseil économique, social et environnemental* » ? Comment l'électeur peut-il se retrouver dans des formules telles que « *le tâtonnement entre les conservateurs et les progressistes de chaque camp* » (l. 99 à 100) ?

Par ailleurs, ce texte nous semble paradoxal. Il s'inscrit à la fois dans l'héritage « social » de Jean Jaurès et en même temps dans celui de l'économie libérale. Comment le programme « libéral » du candidat peut-il rencontrer le succès politique dans un pays aussi rétif au libéralisme économique ? C'est pourtant le pari qu'il fait en voulant inscrire cette idéologie dans le « récit national » et rendre compatible notre société avec le libéralisme économique.

La nécessité d'aboutir à une décision et donc de défendre une thèse en particulier, impose l'usage d'une rhétorique de la persuasion qui vise l'adhésion immédiate et joue sur les sentiments, les émotions mais aussi sur la manipulation. Sous des dehors respectueux de toutes les opinions, le discours délibératif ne serait-il pas le genre le plus apte à manipuler le lecteur dans un sens prévu par l'auteur ?

[145] Notes de cours d'A. Leduan

CHAPITRE 4 : ÉTUDE DU DISCOURS D'INVESTITURE D'EMMANUEL MACRON



Emmanuel Macron le dimanche 14 mai 2017 au Palais de l'Élysée

INTRODUCTION

Le discours d'investiture d'Emmanuel Macron qui fait l'objet d'une analyse dans ce chapitre a été délivré le dimanche 14 mai 2017 après qu'il a officiellement prêté serment au palais de l'Élysée devant ses invités, parents et amis, et plusieurs médias nationaux et internationaux.

Cette cérémonie d'investiture est inédite dans la mesure où à 39 ans, il devient le plus jeune Président de l'histoire de la Cinquième République, en s'affranchissant de la logique des partis qui a dominé jusque-là toute la vie politique.

1. Le Président jupitérien

Le soir de la victoire, les Français découvrent un nouveau visage de leur président qui entend incarner un pouvoir « jupitérien ». Nous avons en germe dans cet adjectif utilisé par Emmanuel Macron lui-même, l'autorité et le rapport au pouvoir mais aussi la domination, le pouvoir d'ordre divin. Avant de prononcer son premier discours de président élu, Emmanuel Macron sort de la cour carrée du Louvre pour se rendre sur l'esplanade où se trouve la pyramide[146]. Il avance à pied, de manière solennelle et théâtrale qui pourrait faire écho au mouvement-même d'« En marche ! ». Arrêtons-nous quelques instants sur ce moment historique dont la mise en scène regorge de symboles. Au cœur des sciences du langage, la sémiologie (du grec « sêmeion », « signe ») dessine une véritable « rhétorique de l'image » : les gestes, le lieu où la parole s'anime, la mise en scène véhiculent un sens. La scénographie rappelant la marche de François Mitterrand en 1981 au Panthéon, pour son entrée en fonction sonne comme un vibrant hommage au personnage socialiste. Si le Louvre est peu connoté sur le plan politique, il est en revanche un symbole fort. Il évoque aussi le bonapartisme (et la royauté) puisque Napoléon Ier s'y installe comme consul en 1800 puis Napoléon III comme président de la République en 1848 qui accéda à 40 ans seulement à la tête de l'État. En prenant la parole au Louvre, c'est un moyen de reconnaître le pouvoir immense qui lui incombe désormais. La marche vers la scène est accompagnée de l'œuvre magistrale de Beethoven, l'Ode à la joie, hymne de l'Union européenne…qu'utilisa aussi François Mitterrand lors de son investiture.

[146] La majestueuse pyramide du Louvre dont la construction fut décidée lors de la présidence de François Mitterrand est devenue un symbole culturel français rayonnant à l'international. Emmanuel Macron souligne ainsi sa vision d'ouverture et se retrouve dans ce choix audacieux car à l'époque cette grande pyramide de verre avait fait couler beaucoup d'encre.

2. La prise en compte de la situation de communication

Découlant du genre politique, le discours d'investiture tient un rôle important sur le plan de l'activité de légitimation du pouvoir. Discours officiel, il comporte des contraintes liées au respect du protocole présidentiel et des règles de la bienséance. Il est également l'expression concrète d'une doctrine politique : le chef de l'État y expose sa pensée et les projets futurs pour la France ainsi que les convictions et les valeurs qu'il défend. Autre contrainte, le discours doit être crédible. Le cas échéant, son effet sur l'auditoire est sensiblement diminué. Le discours doit aussi être simple, cohérent, compréhensible pour qu'il soit saisi par tout le monde. Dans son allocution orale, le président s'adresse à la nation représentée par un panel d'intervenants disséminés en divers lieux, qu'il s'agisse de l'assemblée présente à l'Élysée ou de l'ensemble des Français (nous relevons de très nombreuses occurrences de « *peuple* » et des lexies « *Françaises et Français* »). Elle est transmise, directement ou indirectement, dans le monde entier par les médias. Sa retranscription est conforme au texte mis en ligne sur le site de l'Élysée.

Après cette première étude de la situation de communication, nous présentons nos hypothèses et axes de recherche.

3. La problématique

Chaque personnage politique, quelle que soit son orientation, recourt à des stratégies différentes afin d'orienter les choix de son auditoire. Nous consacrons cette étude à la recherche des éléments rationnels et des stratégies argumentatives mis en avant par le locuteur et qui constituent le *logos* (II). Puis, la partie suivante interroge le lexique et les éléments qui permettent de dégager l'*ethos* que se construit le locuteur et le *pathos* en tenant compte des contraintes liées au genre (III), c'est-à-dire l'allocution de prise de fonction. Enfin, la dernière partie s'attachera à l'étude de l'action oratoire (IV).

I. LE PLAN DU DISCOURS

Emmanuel Macron décrit les grands principes de son projet ambitieux pour la France et place son mandat sous le signe de la confiance retrouvée à l'échelle nationale. Un premier constat nous permet de dire que près de la moitié de ce discours est consacré à des perspectives générales sur la France, visant à fixer un modèle historique et un projet. Nous dégageons quatre grandes tendances : le changement politique, l'action politique (parlementaires et ministre/gouvernement), la place et les valeurs de la France (défense/guerre, valeurs historiques, ambition et esprit de la France) et enfin, les sujets politiques de fond (social, économie).

Dans **l'exorde,** Emmanuel Macron place l'élection présidentielle française au centre du monde, celle-là même qui lui a permis d'accéder à la magistrature suprême. Cette entrée en

matière, sorte de cadrage, oriente la suite du discours. L'adversaire n'est jamais évoqué directement mais il en dresse le portrait « *rompre avec la marche du monde, quitter la scène de l'Histoire, céder à la défiance démocratique,* [...]*et tourner le dos aux Lumières »* (l. 6 à 7).

La narratio. Le locuteur rappelle les valeurs fondatrices et évoque la devise républicaine. Dans la droite ligne de sa campagne, il convoque « *l'esprit* » (4 occ.) pour redonner foi aux Français en l'avenir et dans les valeurs de leur pays. L' « esprit *de division*» (l. 7) introduit la vision du locuteur sur l'état dans lequel se trouve le pays (les verbes sont au passé). Au déclinisme, il oppose les atouts de la France («*la France n'est pas déclinante* […] *tous les atouts qui feront et font les grandes puissances du XXIe siècle* » l. 26 à 28).

L'anaphore «*je songe* » reprise trois fois introduit le chapitre consacré à l'évocation des anciens présidents de la République. Il incombe au nouveau président de rendre hommage à la mémoire de ses prédécesseurs (l'usage a été instauré avec l'avènement de la Cinquième République). De Charles de Gaulle à François Hollande, le chef de l'État salue leurs « *efforts* […] *remarquables* ».

L' « esprit *de conquête* » (l. 3) annonce les réformes que le chef de l'État entend mener (l'action est au future). La ***confirmatio*** est le lieu où le locuteur livre son argumentation. Bien que présente dès les premiers mots du président, nous pouvons situer la ***confirmatio*** de la ligne 29 « *Pour cela, je ne céderai sur rien des engagements pris vis-à-vis des Français.* [...] *l'initiative sera encouragée* » à la ligne 99 « *J'aurai dans le même temps, la volonté constante de réconcilier et rassembler l'ensemble des Français* ».

L'« esprit *de concorde*» (l. 104) : le président en appelle à l'unité. La **péroraison** prend tout son sens dans la séquence « *mener à bien la tâche considérable et exaltante* » (l. 106).

II. ÉTUDE DE L'ARGUMENTATION / RAISONNEMENT : LE *LOGOS*

Nous analysons dans la partie qui suit, la stratégie argumentative, au travers d'éléments lexicaux qui construisent et orientent le discours. Les deux visées principales du discours d'investiture sont de « **faire savoir » et de « faire ressentir** ». Cette dernière visée fera l'objet d'un développement dans le chapitre consacré au *pathos*. Si ces visées sont présentes dans différentes parties du discours, notons une prédominance du « faire savoir ». Ce choix n'est pas fortuit puisqu'un discours d'investiture a pour but d'informer les citoyens de l'importance de la mission attribuée au président de la République. Il doit leur **faire savoir** ses différents projets et la manière dont il entend les mener à bien. Le locuteur annonce que son mandat sera guidé par « *deux exigences* ». D'abord, il exprime sa volonté d'aller au bout de son programme de

réformes : « *Pour cela, je ne céderai sur rien des engagements pris vis-à-vis des Français. Tout ce qui concourt à la vigueur de la France et à sa prospérité sera mis en œuvre : le travail sera libéré, les entreprises seront soutenues, l'initiative sera encouragée* » (l. 29 à 31). Emmanuel Macron sait qu'il doit convaincre l'ensemble des citoyens. *L'articulation des arguments se construit autour de deux « **exigences** ».* **Le cheminement du texte permet de comprendre les arguments déployés qui mettent en rapport chacune de ces exigences.**

1. La structuration thématique du discours dominé par des considérations économiques et internationales

Des thématiques majeures se distinguent dans le discours présidentiel dont la **thématique économique,** présente dans les mots « industrie » et « travail » : « *qui fit de notre pays une puissance industrielle* » (l. 61), « *le travail sera libéré, les entreprises seront soutenues, l'initiative sera encouragée* (l. 30 à 31). La **thématique plus « sociale »** est élargie aux mots du vivre ensemble républicain (valeur, laïcité, culture) « *leur foi dans les valeurs* » (l. 9), « *laïcité républicaine sera défendue* » (l. 37 à 38), « *La culture et l'éducation* » (l. 32), « *Nous avons à construire le monde que notre jeunesse mérite* » (l. 92). Bien qu'ayant fait campagne autour d'un projet libéral, le président n'en oublie pas moins les « *Françaises et* [les] *Français s'estimant injustement défavorisés, déclassés, ou oubliés* » (l. 69 à 70). Il insiste sur des **questions sociétales** comme la menace que représente le « *terrorisme* » (2 occ.), les désordres mondiaux, la « *crise migratoire* » (l. 78).

Le président se donne une posture internationale. *Il lie « le monde » à « l'avenir » et insiste sur le rayonnement international de la France. « Le monde entier a regardé notre élection présidentielle » (l. 5).* L'importance donnée à cette thématique nous semble la plus significative de toutes. En effet, pas moins de 17 occurrences de « *monde* » et 3 du mot « *Europe* » constellent le discours du président qui nous renseigne sur sa volonté de placer la France dans le « *concert des nations* » (l. 61). **Ce changement d'échelle de l'Europe au monde traduit-il la conception du pouvoir « jupitérien » de sa présidence ?** Ce choix lexical inscrit le chef de l'État dans son rôle régalien en matière de politique étrangère.

2. L'« esprit» guide l'action du président de la République

Les occurrences du mot « *esprit* » peuvent revêtir plusieurs sens donnés au terme. En premier lieu, l'orateur a-t-il voulu se référer à l'« Esprit des Lois» de Montesquieu de 1748 pour convoquer le principe de séparation des pouvoirs qui est le fondement-même de notre Constitution ? Ce principe cher à Montesquieu, qui stipule « Il n'y a point encore de liberté si la puissance de juger n'est pas séparée de la puissance législative et de l'exécutrice », a été repris dans l'article 16 de la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789

proclamant : « Toute Société dans laquelle la garantie des Droits n'est pas assurée, ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de constitution ». Enfin, ce principe est le premier garant de l'État de droit. Nous retrouvons dans le discours les mots « *libertés* » (4 occ.), « *droits »* (2 occ.) et d'une certaine manière la justice et la protection dans l'énoncé « *agir de manière juste et efficace pour notre peuple* » (l. 49 à 50), « *Les Françaises et les Français qui se sentent oubliés par ce vaste mouvement du monde devront se voir mieux protégés* » (l. 34 à 35).

3. A quelle idéologie le président élu se réfère-t-il ?

Si Emmanuel Macron prétend n'être affilié à aucune idéologie mais œuvrer au seul service de l'« *efficacité »* (l. 41), nous relevons des traces dans le discours d'une idéologie libérale et individualiste. Sa conception de la liberté (d'entreprendre, de faire, de créer) est caractéristique de son discours (4 occ.). Ne dit-on pas en France que la tradition est de découpler l'égalité et la liberté : à la gauche, l'égalité ; à la droite, la liberté ? Sa posture étant comme nous l'avons vu dans son discours de campagne, de faire fonctionner les deux concepts ensemble. L'emploi de « *liberté* » est aussi un moyen pour le président de parler à l'électorat de droite à quelques semaines du scrutin des législatives. « *Nous avons un rôle immense : corriger les excès du cours du monde, et veiller à la défense de la liberté. C'est là notre vocation. Pour ce faire, nous aurons besoin d'une Europe plus efficace, plus démocratique, plus politique, car elle est l'instrument de notre puissance et de notre souveraineté. J'y œuvrerai* » (l. 83 à 86).

Dans ce discours consensuel où le terme « projet » a disparu du lexique présidentiel, nous retrouvons des marqueurs de son idéologie comme « *changement* », « *refondation* », « *efficacité* ». La démonstration s'étend à « *Europe* » (3 occ.) qui reste la marque lexicale la plus courageuse et peut-être la plus substantielle du discours, toujours utilisée dans un environnement favorable. « *Dans ces instants où tout peut basculer, le peuple français a toujours su trouver l'énergie, le discernement, l'esprit de concorde pour construire le changement profond* » (l. 103 à 104), « *Tout ce qui forge notre solidarité nationale sera refondé* » (l. 35). Les mots d'Emmanuel Macron traduisent une volonté de rehausser le prestige national à l'échelle européenne, imposée dans l'imaginaire du peuple français.

4. Le rôle de l'implicite sous ses diverses formes

a- Les présupposés – les sous-entendus et la présence d'autres discours

Nous remarquons que ce premier discours élyséen emprunte aux contingences de notre époque, notamment la nécessité de parler d'économie, à la façon de Nicolas Sarkozy, mais renoue également avec un discours plus traditionnel, qui s'intéresse à la politique étrangère par exemple et qui trouve ses racines dans le discours gaulliste ou mitterrandien.

La référence historique à Charles de Gaulle annonce d'emblée sa volonté d'entrer dans l'« Histoire», donc dans la durée (l. 7) et de s'inscrire dans le récit : «*écrire une des plus belles pages de notre Histoire »* (l. 101). *D'une certaine manière, il rompt avec ses prédécesseurs, qui étaient plutôt dans la contemporanéité des media. Nous comprenons en creux qu'Emmanuel Macron se positionne au-dessus du président sortant François Hollande dont la mandature est caractérisée par l'image de « président normal ».* Il présidentialise la fonction par rapport à *François Hollande qui avait tout fait pour rendre son mandat « normal »*. « *Je songe au Général de Gaulle, qui œuvra pour redresser la France et lui rendre son rang dans le concert des nations.*» (l. 60 à 61). Dans l'évocation des actions remarquables assignées au Général de Gaulle, notons l'emploi du passé simple qui permet d'historiser un fait et de lui donner plus de poids[147].

L'évocation des mérites des présidents de la Cinquième République est particulièrement élogieuse à l'endroit du Général de Gaulle qui avait su s'élever au-dessus des partis : « *Je songe au Général de Gaulle, qui œuvra pour redresser la France et lui rendre son rang dans le concert des nations.* » (L. 60 à 61). A l'instar de ce dernier, Emmanuel Macron entend redresser le pays et lui redonner sa place sur l'échiquier international. Il réactive l'esprit de la Cinquième République en s'appuyant sur la Constitution telle que l'a voulue *l'esprit qui les a fait naître* autrement dit, le Général de Gaulle, qui, à son arrivée au pouvoir en 1958, en fut l'initiateur : *«Nos institutions, décriées par certains, doivent retrouver aux yeux des Français l'efficacité qui en a garanti la pérennité. Car je crois aux institutions de la V^e^ République et ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour qu'elles fonctionnent selon l'esprit qui les a fait naître. »* (l. 41 à 43).

La convocation implicite à la posture martiale du Général de Gaulle permet au nouveau président de se poser en chef des Armées qui aura à traiter des questions de défense et de lutte contre le terrorisme (2 occ. l. 67 et 78). S'il est un sujet qui ne figurait pas parmi les priorités du candidat Macron, c'est bien celui-ci. En quelque sorte, cette allocution est une réponse aux attaques formulées pendant la campagne, ce qui lui permet d'annoncer ses pouvoirs régaliens *(«nos armées » (1 occ l. 38).* Il s'inscrit dans la filiation du Général de Gaulle en déclarant : «*Le*

[147] G. Kahn (1992 : 93)

temps est venu pour la France de se hisser à la hauteur du moment. La division et les fractures qui parcourent notre société doivent être surmontées, qu'elles soient économiques, sociales, politiques ou morales ; car le monde attend de nous que nous soyons forts, solides et clairvoyants » (l. 72 à 75). Nous relevons la dimension émotionnelle du propos dans cette séquence.

En rendant hommage à François Mitterrand, défenseur incontestable de l'Europe, Emmanuel Macron affirme sa position pro-européenne[148]. Il veut montrer sa filiation idéologique et présidentielle à François Mitterrand. « *À François Mitterrand, qui accompagne la réconciliation du rêve français et du rêve européen »* (l. 63).

S'il se pose en défenseur des institutions de la Cinquième République, le président tend toutefois la main aux défenseurs de la Sixième République à savoir les électeurs de La France Insoumise et à leur leader, Jean-Luc Mélenchon, en promettant un « *un regain de vitalité démocratique »* (l. 44).

Le texte comporte un grand nombre de mots préfixés en re- (« réconcilier », « réinventés », « réconfortés », « restaurerait », « rendre ». Ils véhiculent le discours politique du président qui dresse une situation catastrophique du présent pour mieux faire la démonstration que son action est nécessaire afin de remettre le pays en état de marche. Ces emplois permettent de former le préconstruit pour affirmer qu'avant sa prise de fonction tout allait très mal.

b- La négation et la voix passive au service de l'expression des points de vue

Argumenter, c'est délibérer sur un désaccord. Autrement dit, tout discours s'inscrit dans l'horizon d'un contre-discours, réel ou virtuel. Selon M. Baktine, « Toute énonciation réelle, quelle qu'en soit la forme, contient toujours, de façon plus ou moins nette, l'indication de l'accord avec quelque chose ou du refus de quelque chose »[149]. La négation est une marque d'implicite. « *La France n'est forte que si elle est prospère. La France n'est un modèle pour le monde que si elle est exemplaire.* » (l. 51 à 52). La moralisation de la vie politique, sujet qui a marqué la campagne électorale, est visible dans cette séquence « *Nous ne pouvons plus nous réfugier derrière des usages ou des habitudes parfois hors du temps.* » (l. 48). Nous pouvons là encore convoquer l'esprit dont parle Montesquieu à propos d'une certaine forme de transparence politique : « Lorsque les principes du gouvernement sont une fois corrompus, les meilleures lois

[148] Sa participation à la construction européenne a été réelle aux côtés du partenaire allemand en la personne d'Helmut Kohl.
[149] *Le Marxisme et la philosophie du langage* de M. Baktine (1977 : 116) dans *L'argumentation dans le discours*, R. Amossy

deviennent mauvaises, et se tournent contre l'État ; lorsque les principes en sont sains, les mauvaises ont l'effet des bonnes ; la force du principe entraîne tout » (VIII, 11).

Ce discours se situe à trois semaines du premier tour des élections législatives, le président est encore en campagne pour son parti « En Marche !». C'est la raison pour laquelle nous pouvons déceler au travers de l'énoncé «*je ne céderai sur rien des engagements pris vis-à-vis des Français* » (l. 29) une façon d'opposer un nouveau refus aux appels de Jean-Luc Mélenchon d'abandonner l'idée de réformer le code du travail par ordonnances comme il l'avait annoncé aux Français avant son élection[150].

Nous avons observé que le texte comportait de nombreux énoncés à la voix passive dont les suivants : « *Qu'ils en soient remerciés* » (l. 10), « *Voilà pourquoi mon mandat sera guidé* » (l. 19), « *le travail sera libéré, les entreprises seront soutenues, l'initiative sera encouragée…la création et l'innovation seront au cœur de mon action.* » (l. 30 à 31), «*Les Françaises et les Français…devront se voir mieux protégés*» (l. 34 à 35). La passivation est un schéma syntaxique qui structure une relation prédicative à partir d'un complément d'objet qui n'est pas l'origine du procès et fait intervenir le participe passé précédé d'un auxiliaire. En l'absence d'un sujet/agent, qu'il soit implicite ou explicite, cette construction est impossible. La voix passive exprime l'idée d'un procès accompli par un agent que celui-ci soit mentionné ou non. En l'occurrence, l'agent est Emmanuel Macron dans l'assertion « *Les Françaises et les Français* […] *devront se voir mieux protégés* » (l. 34 à 35). Le participe passé dit un état résultant. Le passif peut être considéré comme une stratégie énonciative, un mode de présentation du discours. L'ordre des éléments dans la chaîne exprime la hiérarchisation du thème / rhème[151]. Emmanuel Macron a recours à la voix passive quand le complément d'objet direct de la voix active constitue le centre d'intérêt, le thème de son discours, puisque c'est lui qui figure en tête d'énoncé : «*la Nation française, sera appelée* » ; « *L'Europe, dont nous avons besoin, sera refondée, relancée*». Il s'agit pour l'énonciateur d'envisager le procès (l'action) d'une certaine manière afin de mettre l'accent sur l'action du président et non sur sa personne directement. En effet, dans le cadre d'un discours où le consensus est recherché, la voix passive permet au président élu de donner un ordre indirectement sans que la forme ne choque : l'agent est mis au second plan par rapport au procès (la promesse, l'engagement, la requête) qui, lui, doit être exécuté conformément à ses engagements de campagne. La voix passive permet une dissociation de son discours, autrement dit, çà n'est pas le président qui agit.

[150] Sur le terrain économique, Emmanuel Macron s'était appliqué à dire les modalités, par exemple en annonçant qu'il procéderait par ordonnances pour réformer le Code du travail.
[151] Notes de cours d'O. Gouirand

c- L'écho dans le discours des circonstances et des discours antérieurs : le dialogisme

Le président élu chevauche les thématiques dans une intertextualité et un dialogisme inévitable (répondant nécessairement à ses adversaires des présidentielles). Par cette stratégie, il renvoie François Hollande à son bilan : « *Rien ne sera concédé à la facilité ni au compromis* » (l. 96). Il estime que l'œuvre de ses prédécesseurs a été empêchée par « *un climat intérieur délétère »* (l. 69) et a nourri un sentiment de « déclassement », « d'oubli », « d'inquiétude et de défiance » d'une partie des Français. « *Leur œuvre, surtout ces dernières décennies* » (l.68) renforce l'inaction voire l'échec des gouvernements de gauche comme de droite. Ce constat lui donne l'occasion d'affirmer que sa mission sera de rendre aux Français l'espoir dans l'avenir : « *Rien n'affaiblira ma détermination* » appuyé par une promesse « *En ce qui me concerne, dès ce soir, je serai au travail* » (l. 108).

Emmanuel Macron ne rompt pas tout à fait avec la campagne des élections qui s'annonce. Il s'adresse à l'électorat de Droite quand il évoque *« le travail sera libéré, les entreprises seront soutenues, l'initiative sera encouragée »* (l.30 à 31). De même, se posant en garant des institutions, il ranime le souvenir de l'épisode François Fillon qui avait fustigé la justice après sa mise en examen. « *Nos institutions, décriées par certains, doivent retrouver aux yeux des Français l'efficacité qui en a garanti la pérennité* » (l. 41 à 42).

5. Le raisonnement d'Emmanuel Macron

La manière dont le locuteur présente la France « *menacée* » et en proie aux doutes, lui permet d'introduire un discours du sauveur. L'argumentation vise à dégager la solution qui offre la plus grande probabilité de succès. Mais il faut d'abord que la confrontation des argumentaires établisse le **diagnostic** le plus pertinent sur la situation du pays et les attentes – souvent informulées – de l'opinion : c'est la fonction de la thèse dans le discours. Là encore, c'est son caractère plus vraisemblable qui emportera la conviction[152]. Dans un premier temps, Emmanuel Macron dresse un état des lieux de la France qu'il juge « fracturée » puis il décline ses mesures pour rétablir le pays. Après le diagnostic, le président propose un **plan d'action** (les actions sont conjuguées au futur). Les syntagmes « *mais que* » et « *parce que* » introduisent la réfutation : « *Je convaincrai nos compatriotes que la puissance de la France n'est pas déclinante, mais que nous sommes à l'orée d'une extraordinaire renaissance, parce que nous tenons entre nos mains tous les atouts qui feront et qui font les grandes puissances du XXIe siècle* ». Enfin, arrive la **mobilisation**, dernière phase de l'argumentation mise en place par le président « *Je sais pouvoir*

[152] Ce fait est décisif dans le succès (ou l'échec) politique : c'est fort de sa crédibilité sur le thème du pouvoir d'achat (« travailler plus pour gagner plus ») que Nicolas Sarkozy a gagné en 2007. Et c'est sur le thème de la refondation et de la transparence politique du pays qu'E. Macron a remporté l'élection présidentielle de 2017.

compter sur tous nos compatriotes pour mener à bien la tâche considérable et exaltante qui nous attend » (l. 106 à 107).

a- Un syllogisme possible

Nous soulignons une prémisse majeure sur laquelle se construit un **syllogisme** possible. Dans son message de confiance aux Français, Emmanuel Macron déroule sa feuille de route et explique quelles seront les actions de son quinquennat. Il justifie sa volonté de mener des réformes en levant les doutes de la population sur la capacité de la classe politique à aller au bout de ses promesses : « *depuis des décennies, la France doute d'elle-même. Elle se sent menacée dans sa culture, dans son modèle social, dans ses croyances profondes. Elle doute de ce qui l'a faite* [...] *Voilà pourquoi mon mandat sera guidé par deux exigences »* (l.17 à 19).

la France doute d'elle-même ; (si) les Français retrouvent la confiance dans l'action du président ; (conclusion) la France retrouvera sa place dans le concert des nations.

b- L'argumentation véhiculée par les connecteurs « *mais* » et « *car* »

« ***Mais*** » (5 occ.) dans son rôle de connecteur contre-argumentatif introduit un contre-argument, mais son fonctionnement est loin d'être unifié. Ce connecteur exprime la réfutation et l'argumentation, en fonction des éléments extralinguistiques comme le contexte, les jugements du locuteur envers la situation. « M*ais* » a une valeur de renforcement et de renchérissement de l'assertion du locuteur (i) : « *Ce sera un travail lent, exigeant, mais indispensable*. » (l. 22), et (ii) de réfutation : « *Je convaincrai nos compatriotes que la puissance de la France n'est pas déclinante, mais que nous sommes à l'orée d'une extraordinaire renaissance*» (l. 26 à 27). Le « *mais* » de réfutation se combine avec la proposition à la forme négative. Ce « *mais* » se trouve le plus souvent dans les dialogues conflictuels. L'assertion réfutée peut n'être pas explicitement attribuée ou attribuable à un énonciateur précis, différent ou non du locuteur, un effet polyphonique est de toute façon lisible. « *Mais* » introduit un conflit de paroles, nous pouvons déduire que le locuteur cherche à se positionner contre les personnes prédisant le déclin de la France.

Le rôle du connecteur « ***car*** » (4 occ.) dans le discours vient en appui de l'argumentation pour exprimer la relation causale entre deux subordonnées au même titre que les connecteurs de la même classe : parce que, en effet, d'ailleurs, puisque. *« L'Europe, dont nous avons besoin, sera refondée, relancée, car elle nous protège et nous permet de porter dans le monde nos valeurs.*» (l. 39 à 40) : «car» fonctionne comme «parce que». L'énoncé qui précède étant connu, « car » introduit une assertion apportant un supplément d'explication. Dans l'énoncé suivant : « *La division et les fractures qui parcourent notre société doivent être surmontées,*

qu'elles soient économiques, sociales, politiques ou morales ; car le monde attend de nous que nous soyons forts, solides et clairvoyants.» (l. 73 à 75) : «car» a la même valeur que «en effet» et introduit un énoncé ayant valeur de renforcement de la première assertion.

III. ÉTUDE DE L'ARGUMENTATION « AFFECTIVE », *ETHOS* ET *PATHOS*

1. L'*ethos*

A travers les éléments linguistiques du texte, nous étudions dans cette partie l'image de soi que le locuteur veut donner, à commencer par les déictiques, qui ont pour fonction d'articuler l'énoncé autour de la situation particulière dans laquelle il est produit.

a- L'image de soi que le locuteur veut donner : les repérages

Nous étudions dans cette sous-partie les marques de personne. Le pronom personnel «*je*» reste particulièrement présent dans le discours comme une marque personnelle. L'énonciateur emploie 32 occ. du pronom personnel sous différentes formes : sujet «*je*», pronom complément «*me*» et déterminants «*moi*», «*mon*», «*ma*», «*mes*». S'agissant d'un discours d'investiture, le président de la République n'a pas d'autre choix que de se mettre en avant. Ce choix est dicté non pas par stratégie personnelle mais correspond au contrat de communication. La première personne est présente surtout en début et en fin de discours pour s'inclure dans le « *nous* ».

Emmanuel Macron assume en effet dans son discours plusieurs rôles : président/chef des Armées (avec des considérations européennes et mondiales) et chef d'État, garant des institutions. Le président cherche à fédérer les Français autour d'un projet commun qui rassemble, où chacun puisse trouver sa place. Il renoue avec les thèmes défendus durant ses discours de campagne « *rendre aux Français cette confiance* » (l. 20), « *vitalité démocratique* » (l. 44). En ce sens, cette volonté de rassemblement et de réconciliation guidait déjà sa campagne, « *J'aurai, dans le même temps, la volonté constante de réconcilier et rassembler l'ensemble des Français* » (l. 98 à 99).

L'utilisation fréquente de la première personne « *je* » fait ressortir la prise en charge des actions, des décisions et des engagements promis par le nouveau président. Bien que l'utilisation du « *je* » soit fréquente dans le discours comme une marque personnelle, le « *nous*» paraît plutôt collectif redonnant à l'auditoire (le peuple français) un sentiment de solidarité et de rassemblement. Par exemple, « *L'Europe, dont nous avons besoin, sera refondée, relancée, car elle nous protège et nous permet de porter dans le monde nos valeurs* » (l. 39 à 40).

Emmanuel Macron, conscient des difficultés du quinquennat à venir, choisit un

discours de vérité et d'humilité. Preuve en est avec l'usage des formules « *pour mener à bien la tâche considérable et exaltante qui nous attend* » (l. 106 à 107), « *Je sais que les Françaises et les Français, en cette heure, attendent beaucoup de moi. Ils ont raison car le mandat qu'ils me confient leur donne sur moi le droit d'une exigence absolue. J'en suis pleinement conscient* » (l. 94 à 96), « *qu'humblement je servirai notre peuple* » (l. 105). Emmanuel Macron s'attache à montrer qu'il peut, en dépit de son inexpérience politique, revêtir les habits de garant des institutions comme il l'affirme dans l'énoncé « *Car je crois aux institutions de la V^e^ République et ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour qu'elles fonctionnent* » (l. 42 à 43).

L'emploi du « *nous* » (28 occ.) permet au président de s'englober dans l'énonciation. Par exemple, « *Parce que nous aurons rendu aux Français le goût de l'avenir et la fierté de ce qu'ils sont* […] *Parce que nous aurons su dépasser ensemble nos craintes et nos angoisses, nous donnerons ensemble l'exemple d'un peuple* […] *et de la République* » (l. 54 à 58). Dans cette séquence, le « *nous* » se réfère aux Français et au président. L'emploi d'« *ensemble*» renforce l'idée qu'il est sur le même plan que les Français qu'il considère comme semblables. L'allocution crée l'*ethos* d'un homme proche du peuple.

Le « *nous »* désigne aussi toutes les instances administratives qui ont le pouvoir d'activer les leviers administratifs. Il réclame le soutien des « *élites* » pour mettre en œuvre son programme afin de tourner le dos à l'inertie et ne laisser personne au bord du chemin « *Nous ne pouvons plus nous réfugier derrière des usages ou des habitudes parfois hors du temps. Nous devons retrouver le sens profond, la dignité de ce qui aujourd'hui nous rassemble : agir de manière juste et efficace pour notre peuple* » (l. 48 à 50). « *Nous sommes tous interdépendants. Nous sommes tous voisins* » (l. 80) : le « *nous* » englobe l'Europe et le monde entier frappés par le terrorisme. Le président déclare par « *interdépendants* » que le sort de la France est lié à celui des autres nations. En conséquence, il demande la coopération internationale pour lutter contre le terrorisme. D'une certaine manière, il s'agit pour lui de se légitimer sur la scène étrangère. Enfin, il s'adresse à la fois aux pays membres de l'Union européenne et à lui-même lorsqu'il énonce que « *nous avons un rôle immense* » (l. 83) vis-à-vis du reste du monde. Il affiche un *ethos* de chef de guerre en plaçant la France sur l'échiquier européen et international.

Le président veut incarner la **puissance** « *France forte et sûre de son destin* » (l. 13). Enfin, les autres référents sont visibles dans le texte avec l'emploi de la deuxième personne du pluriel « *vous* » (2 occ.). La première marque désigne Laurent Fabius en sa qualité de président du Conseil constitutionnel auquel le président répond : « *Les Français ont choisi, vous l'avez rappelé* » (l. 3) et « *Je vous rassure* » (l. 20 à 21) s'adresse aux Français. Ceux-ci ne sont pas en position d'interlocuteurs.

Il montre le visage de la jeunesse, du renouveau et de la modernité. Il incarne l'image

du sauveur, l'homme providentiel[153] : « *si au contraire ils allaient embrasser l'avenir, se donner collectivement un nouvel élan, réaffirmer leur foi dans les valeurs qui ont fait d'eux un grand peuple* » (l. 8 à 9). Pour Emmanuel Macron, un président de la République doit énoncer de « grandes histoires », et avoir une « vision d'ensemble et non qu'il égrène de simples mesures »[154].

Emmanuel Macron cherche à dessiner l'image d'un **leader** qui s'engage dans la transformation de la politique de son pays « *La première sera de rendre aux Français cette confiance en eux, depuis trop longtemps affaiblie. Je vous rassure, je n'ai pas pensé une seule seconde qu'elle se restaurerait comme par magie le soir du 7 mai. Ce sera un travail lent, exigeant, mais indispensable* » (l. 20 à 22). En référence à son discours prononcé à Nantes le 19 avril 2017, il « assume la charge d'indiquer la direction vers laquelle il veut tendre : « l'ambition c'est de faire entrer la France dans ce siècle nouveau, en portant ces valeurs, en portant son histoire »[155].

b- Les actes de langage, les allusions et sous-entendus

Les verbes dont «*je* » est sujet sont nombreux. Ils sont tous à la forme affirmative et peuvent être catégorisés selon le classement proposé par Searle, à savoir les assertifs, directifs, promissifs, expressifs et déclaratifs. « *Je* » est organisateur du discours «*je vous rassure* », «*je le répète* ». « *Je* » introduit de nombreux actes promissifs et montrent l'engagement présidentiel «*je convaincrai* », « *j'y œuvrerai* », «*je servirai* ». Ces verbes conjugués au futur traversent tout le texte, depuis la ligne 19 à la fin du discours. Nous pouvons en déduire que le locuteur saisit cette opportunité pour vanter les mérites de ses actions futures. Il s'inscrit aussi dans le mouvement, en opposition à l'inertie de l'administration « *Nous ne pouvons plus nous réfugier derrière des usages ou des habitudes parfois hors du temps* » (l. 48). Les verbes « *convaincre* », « *mesurer* » et « *vouloir* » renvoient une image de président déterminé. « *Je*» introduit l'opinion : «*je crois*» et engage la responsabilité «*je sais*». Ces actes démontrent le côté formel du discours prononcé lors de la cérémonie d'investiture, par un personnage le jour où il endosse ses fonctions de pouvoir. Le fait même pour le locuteur d'opérer un acte de langage par lequel il alerte moralement l'interlocuteur lui confère un *ethos* d'autorité.

Les actes formulant une requête aux élites politiques, économiques, sociales et religieuses sont visibles dans l'énoncé *« Nous devons retrouver le sens profond »* ainsi qu'en direction de l'Europe de manière indirecte *« Pour ce faire, nous aurons besoin d'une Europe plus efficace* » (l. 84). Les verbes associés au sujet «*je* » permettent de faire émerger les actions assumées ou promises par le locuteur. Si les assertifs, les déclaratifs et les promissifs ont presque

[153] Selon la définition donnée par N. Prissette dans *Emmanuel Macron en marche vers l'Élysée* (2016 : 68)
[154] *Ibidem* (2016 :85)
[155] Ph. J. Maarek et A. Mercier (2018 : 102)

autant de poids dans ce discours, les directifs et les expressifs se révèlent différents. Ceux-ci présentent une double volonté. Les directifs concernent une demande, un conseil, un ordre, et se modèlent dans le discours du président de la manière suivante «*je convaincrai* » (l. 26), «*je veux ici les saluer* » (l. 59). Les locutions « *j'ai besoin de* » (8 occ.) traduisent une posture d'humilité. Cette idée est appuyée par « *Dans ce combat, j'aurai besoin de chacun* » et dans la séquence allant de la ligne 11 à 15, la formule « avoir besoin » est répétée cinq fois. Les expressifs, visibles en début et fin de discours, s'adressent en particulier à ceux qui sont dans l'incertitude et qui n'attendent plus rien du pouvoir politique. C'est pourquoi, l'orateur fait preuve d'une grande pédagogie pour faire adopter son « projet progressiste » même si le terme n'est pas cité dans l'allocution. Celui-ci assume un rôle de coordinateur, chargé d'une mission. L'idée est renforcée par le terme « *confiance* » qui révèle une base de croyances optimistes, une bonne foi et un crédit. Une occurrence multiple des expressifs fait penser à un président sensible à la compassion, humaniste et proche des concitoyens : «*vous l'avez rappelé*» (l. 4), «*Partout, on se demandait*» (l. 5), «*allaient décider*» (l. 6), «*réaffirmer leur foi*» (l. 9), «*La responsabilité qu'ils m'ont confiée*» (l. 11), «*une France qui porte haut la voix*» (l. 13), «*la France doute d'elle-même*» (l. 17), «*Je vous rassure*» (l. 21), «*Je songe au Général de Gaulle*» (l. 60), «*sachant dire non aux prétentions*» (l. 64), «*corriger les excès du cours du monde*» (l. 83), «*Rien ne sera concédé*» (l. 96), «*à défendre en tout temps*» (l. 97). Les verbes sont soit au passé soit au présent de l'indicatif. L'argumentation passe par la confiance que le président doit inspirer aux Français comme le souligne Aristote : « C'est le caractère moral [de l'orateur] qui amène la persuasion, quand le discours est tourné de telle façon que l'orateur inspire la confiance ».

Soucieux de la cohésion nationale, son action visera à renforcer l'éducation, creuset de cette cohésion « *La culture et l'éducation, par lesquelles se construit l'émancipation, la création et l'innovation seront au cœur de mon action* » (l. 32 à 33). Emmanuel Macron crée un décor où il confronte les impatiences, les exigences et les attentes des Français : « *La mission de la France dans le monde est éminente* » (l. 76), « *Mais le temps s'est accéléré* » (l. 87), « *en cette heure* » (l. 93), « *le mandat qu'ils me confient leur donne sur moi le droit d'une exigence absolue* » (l. 94).

Le locuteur favorise davantage l'emploi des assertifs en lien avec les directifs dans un but de jugement tel que montré dans les exemples suivants :

> « *le monde attend de nous que nous soyons forts, solides et clairvoyants*» (l. 74 à 75), «*La France n'est un modèle pour le monde que si elle est exemplaire.* » (l. 51 à 52), «*Nous devons retrouver le sens profond, la dignité de ce qui aujourd'hui nous rassemble : agir de manière juste et efficace pour notre peuple.*» (l. 48 à 50).

En conclusion, nous pouvons dire que linguistiquement, ce discours est plus pronominal que nominal, c'est-à-dire que les pronoms personnels relèvent plus de la forme que du fond, autrement dit, plus de l'*ego* que de la *polis.* L'allocution réserve une plus large place à l'énonciation au détriment de l'énoncé ; l'acteur compte plus que l'acte. Le «*je* » et le « *vous* », très vite transformés en un « *nous* » fédérateur sont quantitativement plus importants que les concepts nominaux traditionnels.

Chez Emmanuel Macron, les actes assertifs et directifs ainsi que les jugements contribuent à façonner l'*ethos* du pouvoir. Le locuteur parle de changement et semble donner un ordre à ses interlocuteurs à mesure qu'il impose ses propres diagnostics sur l'état du monde : «*la crise* » est citée à trois reprises.

2. Le *pathos*

L'analyse linguistique permet d'appréhender concrètement l'orientation axiologique ou affective du discours. Dans cette **sous-partie**, nous **dégageons les traits distinctifs du** *pathos* **que l'orateur mobilise lors de cette allocution dont nous remarquons que les modes d'inscription (les mots, les constructions) de l'affectivité sont très abondants.**

Comme étudié *supra*, le discours d'investiture poursuit deux objectifs : « le faire savoir», notion à laquelle nous avons déjà consacré quelques développements, et le « faire ressentir ». Cette v**isée** a pour effet de rassurer les Français dans leur choix électif mais aussi de rendre la confiance aux F**rançais fortement affaiblie** : **« *La première sera de rendre aux Français cette confiance en eux*** » (l. 20). De même, lorsque le locuteur évoque la manière dont il entend guider son mandat, il le précède d'un « *Je vous rassure »* car il connaît l'inquiétude que suscite son projet de réformes et l'incertitude qu'il contient.

a- La relation avec l'auditoire ou la promesse de mouvement et d'action

Nous remarquons que le président s'emploie à produire un discours plein d'allant dans la forme notamment lorsqu'il annonce par son élection que les Français ont décidé de se *« donner un nouvel élan* », de ne pas rompre avec la « *marche du monde* » et de se lancer dans un nouveau chapitre de leur avenir. Cette phrase « accroche » a pour but de retenir l'attention de l'auditoire et de l'identifier dans sa proposition du changement. L'orateur s'inscrit avec son auditoire dans le mouvement « *mon mandat sera guidé* » (l. 19).

Pour donner plus de rythme à son allocution, le président noue une relation avec ses allocutaires à commencer par le président du Conseil constitutionnel qui achève son discours d'intronisation : « *vous l'avez rappelé* » (l. 4), puis pour évoquer sa gratitude envers les Français

pour son élection « *Qu'ils en soient ici remerciés* » (l. 10). La dynamique du discours se poursuit avec la prise à témoin du public par le locuteur « *Aujourd'hui, Mesdames, Messieurs* » (l. 72). Cette adresse vise à relancer l'attention de ses allocutaires.

En partageant avec son public ses impressions personnelles, le locuteur crée une certaine connivence. Ces confidences agissent comme une requête visant à solliciter l'indulgence et l'aide des Français face aux responsabilités qui incombent désormais au président : «*dont je mesure la gravité*» (l. 11), «*Je vous rassure je n'ai pas pensé* » (l. 21), «*Il m'appartiendra de convaincre*» (l. 23), «*Dans ce combat, j'aurai besoin de chacun»* (l. 46), «*Je sais pouvoir compter sur tous nos compatriotes pour mener à bien la tâche considérable*» (l. 106), «*En ce qui me concerne*» (l. 108).

Les émotions principalement mobilisées dans ce contexte d'investiture sont la peur, la compassion, l'espoir, le bonheur mais aussi, l'exaltation du sentiment national : « *Tout ce qui concourt à la vigueur de la France et à sa prospérité sera mis en œuvre »* (l. 29 à 30). Elles sont mentionnées soit explicitement soit provoquées sans être désignées par des termes de sentiment.

Les énoncés qui se réfèrent à la peur, au besoin de protection et à l'apitoiement sont situés principalement dans la première moitié du discours : « *vivre sans avoir peur* » (l. 37), « *notre renseignement*, *nos armées, réconfortés* » (l. 38), « *nos craintes et nos angoisses* » (l. 55 à 56), « *qui avait si violemment frappé le monde* […] *frappé par le terrorisme* » (l. 65 à 67), « *percluse d'inquiétude voire de défiance* » (l. 69 à 71), « *division et les fractures* » (l. 73). La peur peut exprimer plusieurs émotions et être exploitée à des fins diverses[156]. Lorsqu'elle est suscitée chez l'auditoire, elle peut lui donner l'envie de se mettre sous la protection du président sauveur et porteur d'espoir : « *car elle nous protège »* (l. 39), « *les Françaises et les Français, en cette heure, attendent beaucoup de moi* » (l. 93). Mais la peur peut être également mise au service du locuteur pour exprimer sa compassion : « *L'égalité face aux accidents de la vie sera renforcée* » (l. 35 à 36), « *le découragement de Françaises et de Français s'estimant injustement défavorisés, déclassés, ou oubliés »* (l. 71).

De même, le locuteur suscite le dépassement : «*je ne céderai sur rien* » (l. 29), « *nous aurons su dépasser* » (l. 56) et le don de soi que nous retrouvons dans la locution «*se donner collectivement* » (l. 8). Il engage l'auditoire dans une relation quasi charnelle renforcée par l'anaphore « *besoin de* » et « *ensemble* » (4 occ.). Nous identifions l'amour pour son peuple par des termes affectifs : « *embrasser l'avenir, se donner collectivement un nouvel élan* » (l. 8 et 9),

[156] C. Kerbrat-Orecchioni (2017 : 304)

«*au cœur de mon action* » (l. 33). L'amour et le combat se mêlent « *Dans ce combat, j'aurai besoin de chacun* » (l. 46). Le président se présente en « *guide* » du peuple et l'invite à aller « [se] *battr*[e] » pour les « *générations à venir* ».

Après la peur, nous relevons un autre affect que le président mobilise : l'appel à l'espoir, qui est surtout concentré dans l'exorde : « *La première sera de rendre aux Français cette confiance en eu*x » (l. 20).

Dans la seconde moitié du discours, le locuteur convoque plutôt des sentiments de fierté, de bonheur et de joie retrouvée : « *forts, solides et clairvoyants* » (l. 75), « *Rien n'affaiblira ma détermination* » (l. 96), « *m'emplit d'une immense énergie* » (l. 100). Toutefois, le locuteur oppose un sentiment positif à la menace extérieure sans en préciser exactement l'origine : « *écrire une des plus belles pages de notre Histoire portera mon action* […] *Dans ces instants où tout peut basculer* » (l. 101 à 103).

Enfin, un autre moyen dont dispose le locuteur pour rallier son public est de le flatter comme nous le constatons dans les extraits suivants : « *grand peuple* », « *le peuple français a toujours su trouver l'énergie, le discernement, l'esprit de concorde pour construire le changement profond* » (l. 103 à 104). Ce procédé est une manière d'amener les Français à tomber sous le charme de ce président qui semble s'attribuer les qualités qu'il énonce en parlant du peuple français.

b- Prédominance des termes subjectifs

En s'exprimant favorablement ou défavorablement, l'énonciateur s'engage et porte un jugement ou une appréciation subjective. Il fait comprendre ses sentiments. Nous parlons de procédé de modalisation du discours.

Selon Roselyne Koren et Ruth Amossy, la question de la subjectivité dans le langage recoupe celle de la persuasion. [157]« Si l'argumentation consiste à emporter l'adhésion des esprits par des moyens verbaux, l'utilisation du langage par le sujet parlant devient l'activité qui lui permet de présenter sa vision des choses, des autres et de lui-même ».

Partant, nous analysons les choix lexicaux et les marqueurs axiologiques convoqués par le locuteur qui donnent une vision « orientée du réel ». Par exemple, l'épithète a un rôle argumentatif important dont la fonction consiste à faire ressortir la qualité d'un fait reconnu comme incontestable et ne nécessitant pas le recours à la justification. « Le locuteur imprime sa

[157] *Après Perelman : Quelles politiques pour les nouvelles rhétoriques ?* (2002 : 157)

marque au discours à travers l'emploi d'évaluatifs : les substantifs axiologiques (valorisants ou dévalorisants), les adjectifs affectifs ou évaluatifs (axiologiques ou non situés selon une échelle bien/mal), les modalisateurs (vrai/faux), les verbes occasionnellement ou intrinsèquement subjectifs »[158]. Le lexique axiologique et évaluatif ainsi que les modalisateurs choisis par le locuteur orientent implicitement ou explicitement l'énoncé. Les prises de position et les jugements de valeur du locuteur sont autant de traces qui s'impriment dans le message et le situent par rapport à lui.

Les évaluatifs axiologiques portant sur un objet dénotent un jugement de valeur, positif/valorisant (louange) ou négatif/dévalorisant (blâme) et produisent un effet sur celui qui reçoit le message. Nous en avons dressé un relevé.

Axiologiques positifs : *« Forte et sûre », « Puissance », « N'est pas déclinante », « Solidarité nationale », « sûr », « efficacité », « juste et efficace », « prospère », « exemplaire », « remarquables », « exaltante », « extraordinaire », « éminente ».*

Axiologiques négatifs : *« illusoire », « défiance politique », « gravité », « doute », « hors du temps », « violemment », « monde frappé », « délétère », « découragement », « excès », « injustement défavorisés, déclassés, oubliés », « crises », « percluse d'inquiétude », « rétrécie».*

Pour convaincre, le président tente une manœuvre d'intimidation *« depuis trop longtemps affaiblie »* (l. 20), « *s'est trop souvent vu empêchée* » (l. 68).

Selon la manière dont le lexique est exploité, le discours est plus au moins orienté voire manipulateur. Le locuteur valorise son action future à l'aune de sa « *détermination* », de son « *exigence absolue »,* de sa *« volonté constante »* et de son *« immense énergie »* avant de conclure : « *une des plus belles pages de notre Histoire portera mon action* » (l. 101 à 102), « *pour mener à bien la tâche considérable* » (l. 106), « *dès ce soir, je serai au travail* » (l. 108). Pour faire accepter les mesures figurant dans son projet politique, le *discours de la réforme passe par un lexique positif « exaltante » (l. 106), « l'esprit de concorde pour construire le changement profond » (l. 104)*[159].

Après *« France », « faire »* (7 occ.) est l'un des mots les plus prononcés par le chef de l'État. Le président attribue à ce verbe une portée politique. Il loue la « volonté de faire » supposée transcender les querelles partisanes. *« Faire »* est aussi un encouragement à dépasser les

[158] *Après Perelman : Quelles politiques pour les nouvelles rhétoriques ?* (2002 : 58)
[159] Durant la campagne, Emmanuel Macron a employé à dessein le terme « projet » plus dynamique et moins précis, en évitant soigneusement de parler de « programme » trop connoté politiquement.

contraintes d'une administration jugée trop lourde et à vaincre l'inertie, c'est pourquoi il en appelle à «*la responsabilité de toutes les élites* » (l. 36).

c- Les valeurs (louange et blâme), prédicats attachés à la France

Le président prononce un discours dans lequel il se met au service de la France. Celui-ci s'ancre dans les symboles de la nation. Il fait vibrer la fibre patriotique. Cette tonalité renforce la dimension épidictique du texte. Ainsi, le discours s'adresse à l'ensemble de la nation. Les énoncés « *Français* » *(24 occ.)* sont explicites ainsi que *« France » (20 occ.) et « pays » (4 occ.) : « sera attentif à la parole de la France » (l. 55), « Du rêve français, rêve européen » (l. 63). L*a devise de la République apparaît dans la séquence « *l'audace de la liberté, l'exigence de l'égalité, la volonté de la fraternité* » (l. 15 à 16). Le locuteur s'attache à énumérer les termes très généraux, les principes et les valeurs de la « *démocratie »* (4 occ.) qui fondent la République (4 occ.) : « *Nous donnerons ensemble l'exemple d'un peuple sachant affirmer ses valeurs et ses principes, qui sont ceux de la démocratie et de la République »* (l. 56 à 58). Il parle sereinement de sa stratégie sous le prisme des valeurs attachées à la France mais use également du blâme comme dans cette séquence : « *Partout, on se demandait si les Français allaient décider à leur tour de se replier sur le passé illusoire, s'ils allaient rompre avec la marche du monde, quitter la scène de l'Histoire, céder à la défiance démocratique, l'esprit de division et tourner le dos aux Lumières, ou si au contraire ils allaient embrasser l'avenir* » (l. 5 à 8).

d- Les figures de style

Nous notons qu'Emmanuel Macron utilise de manière prépondérante des procédés de styles et des figures de sens. Son style se caractérise par le recours aux images. Est-ce par choix personnel qu'il donne plus d'ampleur et de vivacité à son discours ou s'agit-il de montrer intentionnellement qu'il est doté d'une certaine éloquence de style soulignant son assurance ?

Le contraste : Dans une même phrase, pour montrer où est le « bien » et où est le « mal », le locuteur met les énoncés côte à côte. Le contraste est renforcé par le syntagme « *au contraire* », comme nous le voyons dans cet exemple : « *tourner le dos aux Lumières, ou si au contraire ils allaient embrasser l'avenir* » (l. 7 à 8). Ce procédé se rapproche de l'antithèse.

L'antithèse : Du grec « affirmation contraire », l'antithèse est un procédé par lequel, pour dire ce que les choses sont, le locuteur commence par dire ce qu'elles ne sont pas :

> « *Partout, on se demandait si les Français allaient décider à leur tour de se replier sur le passé illusoire, s'ils allaient rompre avec la marche du monde, quitter la scène de l'Histoire, céder à la défiance démocratique, l'esprit de division et tourner le dos aux Lumières, ou si au contraire ils allaient embrasser l'avenir, se donner collectivement un*

nouvel élan, réaffirmer leur foi dans les valeurs qui ont fait d'eux un grand peuple » (l. 3 à 8).

« *Il m'appartiendra de convaincre les Françaises et les Français que notre pays, qui aujourd'hui semble mis à mal par les vents parfois contraires du cours du monde, porte en son sein toutes les ressources pour figurer au premier rang des nations* » (l. 23 à 24).

« *Je convaincrai nos compatriotes que la puissance de la France n'est pas déclinante, mais que nous sommes à l'orée d'une extraordinaire renaissance* » (l. 26 à 27).

La comparaison : En parlant des « *Lumières* », Emmanuel Macron file la comparaison avec les Lumières et la Révolution émancipatrice[160]. Les références historiques en général, aux Lumières et à 1789 en particulier, pourraient être illustrées par le terme « peuple » (5 occ.). Le*s occurrences de « peuple » ne laissent pas de doute sur le sens à donner au terme : le peuple renvoie à la « Déclaration » (des droits de l'homme) et à* «*la liberté et aux droits de l'Homme*» (l. 81). Il s'agit pour lui de rappeler à la mémoire des Français le spectre de son adversaire et le danger qu'elle représente « *l'esprit de division* ». Sans le nommer explicitement, nous comprenons qu'il s'agit du Front national qui représente une menace sur le scrutin des élections législatives à venir. Le président appelle à la vigilance.

Nous entrevoyons une autre comparaison dans la séquence suivante qui permet d'illustrer par analogie le concept d'Europe dont l'orateur illustre les propriétés en le comparant à un « instrument » : « *Nous aurons besoin d'une Europe plus efficace, plus démocratique, plus politique, car elle est l'instrument de notre puissance et de notre souveraineté* » (l. 84 à 85).

La concession : Dans cette séquence, le procédé employé consiste à accorder un point sans le contester, pour en faire valoir un autre. L'orateur fait passer son point de vue comme une évidence tout en paraphrasant la concession (*forte* et *prospère* ; *modèle* et *exemplaire*). L'anaphore rhétorique (« *que si elle est* ») renforce le martèlement du discours : « *La France n'est forte que si elle est prospère* », « *La France n'est un modèle pour le monde qui si elle est exemplaire* ».

La métonymie : De manière générale, les métonymies/synecdoques sont légion dans les discours politiques surtout pour désigner une institution. « Alors que la métaphore est toujours sentie comme un écart par le locuteur et son destinataire à moins qu'elle ait atteint un degré de lexicalisation, la plupart des métonymies passent inaperçues dans les conditions

[160] Durant le siècle des Lumières, des intellectuels et philosophes comme Voltaire, Diderot, Spinoza, Locke, Newton encouragent la science par opposition aux superstitions. Ce mouvement littéraire et culturel se propose de dépasser l'obscurantisme et de promouvoir les connaissances. Le terme de « Lumières » a été consacré par l'usage pour rassembler la diversité des manifestations de cet ensemble d'objets, de courants, de pensées ou de sensibilités et d'acteurs historiques.

normales de communication et ne sont révélées que par l'analyse linguistique ou stylistique »[161] . Dans ce corpus, nous relevons une métonymie qui consiste à parler de la « *France* » pour désigner les « *Français* ». Catherine Kerbrat-Orecchioni considère qu'au sujet du syntagme « le*s Français* », celui-ci dénote en principe « tous les Français » mais signifie en réalité «la plupart d'entre eux » comme nous le voyons dans les exemples suivants : « *Les Français ont choisi* » (l. 3), «*si les Français allaient décider* » (l. 5 à 6). Toujours selon l'auteure, « cette figure (« synecdoque du tout ») est constante dans tous les types de discours ».

De même, le syntagme « *la France* » peut être rapproché avec d'autres expressions comme « *le/notre pays* » : « *redresser la France et lui rendre son rang dans le concert des nations. Je songe à Georges Pompidou, qui fit de notre pays une puissance industrielle ».* (l. 60 à 61) ou peut désigner, par synecdoque d'abstraction, les habitants du pays. C'est l'environnement sémantique qui permet de trancher entre ces deux interprétations et en particulier la nature du prédicat associé, à savoir « *dire* » dans la séquence suivante : « *Ce que la France avait à dire au monde s'est parfois trouvé affaibli* » (l. 70)[162]. La métaphore comme la comparaison est utilisée pour construire une autre figure de style, la personnification. En effet, elles servent à rendre explicite l'assimilation de la chose comparée aux traits humains. Ainsi « *Ils ont besoin d'une France qui sache inventer l'avenir* » (l. 14) est une personnification parce que la France invente comme le ferait un être humain, mais aussi une métaphore puisqu'elle propose une analogie : la France invente comme les Français le feraient.

Métaphore : A l'inverse des métonymies, les métaphores sont relativement abondantes dans le texte. Nous avons relevé des expressions métaphoriques qui se sont banalisées au fil du temps. Catherine Kerbrat-Orecchioni parle de «catachrèses» c'est-à-dire d'expressions ayant perdu leur caractère métaphorique et leur qualité évocatrice : «*je mesure la gravité*» (l. 11), «*comme par magie*» (l. 21), «*nous tenons entre nos mains tous les atouts*» (l. 23), «*porte en son sein*», «*nous sommes à l'orée»* (l. 26 à 27), «*la création et l'innovation seront au cœur de mon action*» (l. 32 à 33), «*Tout ce qui forge notre solidarité nationale*» (l. 35), «*Nous ne pouvons plus nous réfugier derrière des usages ou des habitudes parfois hors du temps*» (l.48), «*pour la France de se hisser à la hauteur du moment*» (l. 72 à 73), «*écrire une des plus belles pages de notre Histoire»,* « *Nous avons à construire le monde que notre jeunesse mérite*» (l. 101), «*qui porte haut la voix de la liberté*» (l. 13).

Quelle que soit leur tonalité, les métaphores sont mises au service de la persuasion.

[161] M. Le Guern, *Sémantique de la métaphore et de la métonymie* (1973 : 77)
[162] 2017 : 117

Elles comportent soit une connotation positive (tournée vers le locuteur) soit une connotation négative (pour dévaloriser un énonciateur précis). Dans le cas suivant, la métaphore vise à disqualifier l'adversaire du second tour : « *Tourner le dos aux Lumières* » est un effet de style permettant au président de ne pas nommer expressément Marine Le Pen, et donc de ne pas être tenu pour responsable d'attaques. Il exprime par la métaphore empruntée au domaine du corps, qu'il fait part de son mépris envers son adversaire du second tour. Ainsi, la charge est moins brutale.

Le locuteur répond en creux à ceux qui, de la gauche à l'extrême droite (« *les vents parfois contraires* » l. 24), le somment d'abandonner sa promesse de réformer, qu'il «*ne céder*[a] *sur rien des engagements pris vis-à-vis des Français* » (l. 29).

L'expression métaphorique suivante s'emploie à faire la promotion du président : « *écrire une des plus belles pages de notre Histoire »* (l. 101).

L'intensification : « *aux grandes crises contemporaines. Qu'il s'agisse de la crise migratoire, du défi climatique, des dérives autoritaires, des excès du capitalisme mondial, et bien sûr du terrorisme* » (l. 77 à 79). « *La géographie s'est singulièrement rétrécie. Mais le temps s'est accéléré. Nous vivons une période qui décidera du destin de la France pour les décennies qui viennent. Nous ne nous battrons pas seulement pour cette génération, mais pour les générations à venir* » (l. 86 à 89).

L'anaphore : «*la France doute d'elle-même. Elle se sent menacée dans sa culture, dans son modèle social, dans ses croyances profondes. Elle doute de ce qui l'a faite* » (l. 17 à 18). « *Ils ont besoin d'une France forte et sûre de son destin. Ils ont besoin d'une France qui porte haut la voix de la liberté et de la solidarité. Ils ont besoin d'une France qui sache inventer l'avenir* » (l. 12 à 14).

L'hyperbole : « *La certitude intime que nous pouvons ensemble écrire une des plus belles pages de notre Histoire portera mon action* » (l. 101) ; « *nous sommes à l'orée d'une extraordinaire renaissance* ».

L'énumération : « *le travail sera libéré, les entreprises seront soutenues, l'initiative sera encouragée* » (l. 30 à 31), « *d'une Europe plus efficace, plus démocratique, plus politique*» (l. 84 à 85).

Un discours en décalage : le président n'hésite pas à recourir à des formes relativement recherchées « *embrasser l'avenir, se donner collectivement un nouvel élan* » (l. 8 à 9), « *quitter*

la scène de l'Histoire » (l. 7). En homme emphatique, Emmanuel Macron exprime ses sentiments et ses idées dans un style très appuyé et exagéré, voire pompeux «*s'ils allaient rompre avec la marche du monde* […] *tourner le dos aux Lumières* » (l. 6 à 8). « *des va-t-en-guerre*» (l. 64), *«se hisser à la hauteur du moment*» (l. 72 à 73). Nous dirions qu'à bien des égards, le ton est condescendant.

e- Dénomination et figement

Nous nous intéressons à la manière dont le président présente les acteurs et les événements. Il multiplie l'emploi de « *France, pays, République, nation* » ainsi que celui de «français-e», que ce soit dans son usage substantif («*Les Français...*») ou adjectif «*le peuple français*». Selon la dénomination des acteurs, Emmanuel Macron prend une certaine distance vis-à-vis du public auquel il s'adresse. Il s'inscrit ainsi dans la fonction de porte-parole du peuple, via la légitimation de l'élection. Il y a donc une dimension très assumée du président sur le « mandat » donné par les Français.

Un axe d'études utile pour saisir les discours politiques réside dans l'examen des différentes formes de figements que ceux-ci modèlent et font circuler. Alice Krieg-Planque les classe dans les « lieux discursifs »[163]. « Un lieu discursif est un objet relevant d'une matérialité discursive, que les locuteurs façonnent et reprennent en y investissant des enjeux de positionnements et de valeurs ». Ces lieux discursifs peuvent se retrouver dans des unités lexicales, des slogans, des mots d'ordre ou des formules comme « *le concert des nations* » (l.61), « *droits de l'Homme* » (l. 81), « *laïcité républicaine* » (l. 37 à 38), «*la V^e^ République* ». D'autres dénominations sont convoquées pour évoquer les jeunes générations, comme dans la séquence suivante où nous pouvons déceler un figement (*générations à venir)* : « *pour cette <u>génération</u>, mais pour les <u>générations à venir.</u> C'est à nous, tous, qu'il appartient, ici et maintenant, de décider du monde dans lequel ces <u>générations vivront.</u> Telle est peut-être notre plus grande responsabilité. Nous avons à construire le monde que notre <u>jeunesse</u> mérite* » (l.89 à 92).

Nous observons que le locuteur a modifié la devise nationale par l'insertion d'unités lexicales ce qui tend à défiger la **formule** « Liberté, Égalité, Fraternité ». Cependant, il la laisse suffisamment intacte pour que d'autres la reconnaissent comme telle. Dans le cas présent, le locuteur caractérise la devise nationale de la manière suivante : « *<u>l'audace de la</u> liberté, l'<u>exigence de</u> l'égalité, <u>la volonté de la</u> fraternité* » (l. 14 à 15).

[163] Un lieu discursif : « Nous ne pourrons pas dire que nous ne savions pas ». *Étude d'une mise en discours de la morale* (2010 : 103)

f- Les formules et la doxa

Une des stratégies argumentatives que mobilise Emmanuel Macron réside dans l'utilisation de formules spécifiques non seulement pour faire passer son message principal mais aussi à des fins de véhiculer les valeurs qu'il défend comme vérité absolue. Les expressions et les formules toutes faites appartenant à la doxa donnent une certaine légitimité à sa théorie : « *solidarité nationale* », « *défi climatique* ». Les formules fonctionnent comme référent social, c'est-à-dire qu'elles sont données à voir comme allant de soi, qu'il existe quelque chose que tout le monde connaît, comme par exemple la formule « *modèle social* » (l.18).

Nous dirions que le positionnement d'Emmanuel Macron est davantage d'ordre stratégique qu'idéologique même si quelques-unes de ses formules révèlent en creux une idéologie de l'économie libérale : « *La France n'est forte que si elle est prospère* », « *La France n'est un modèle pour le monde qui si elle est exemplaire* », « *le changement profond* », « *Rien ne sera concédé à la facilité ni au compromis* ».

Son discours s'inscrit dans l'imaginaire d'une modernité et d'une régénération par le travail et l'innovation[164]. En effet, son vocabulaire tend au renouvellement mais sans marque idéologique évidente. Il marque davantage un style et un positionnement qu'un contenu précis. Que l'on regarde les verbes ou les substantifs, les principaux mots « macroniens » appartiennent au même paradigme : « *porter* » (2 occ.), « *refonder* » (2 occ.), « *changement* » (2 occ.). Tous les termes du discours de campagne tels que « renouvellement », « révolution » selon son livre éponyme ont disparu du discours d'installation pour ne pas heurter les citoyens. Il n'emploie pas de mots fortement connotés mais a recours à des termes consensuels comme « *monde* », « *confiance* », « *engagement* », « *tâche* » susceptibles de convaincre tout le monde ou au moins de ne désobliger personne. De nombreux indices montrent que le président Macron positionne son discours à l'extrême centre, dans une sorte de compromis historique au niveau du discours « *agir de manière juste et efficace pour notre peuple* » (l. 49 à 50).

En conclusion, l'étude du lexique nous amène à penser que le discours d'Emmanuel Macron est fortement subjectif si l'on considère l'importance des jugements et des points de vue que le locuteur véhicule du début à la fin. Pour autant, le discours ne perd pas en rationalité. Il est subjectif non pas au sens où il est centré sur sa personne mais au sens où il cache en son arrière-plan une vision du monde à laquelle il veut faire adhérer le peuple français.

Dans ce discours d'investiture, le locuteur n'a plus à faire la démonstration de son

[164] *2017, la présidentielle chamboule-tout. La communication politique au prisme du « dégagisme »* (2018 : 72)

efficacité puisque le résultat des élections est connu. En conséquence, si le *logos* prend une part prédominante dans le discours de campagne, les deux autres types de preuves (*ethos* et *pathos*) sont mobilisées prioritairement dans le discours d'investiture. Certains arguments de l'*ethos* se confondent avec ceux du *pathos* : à titre d'exemple, la compassion qui appartient au *pathos* peut aussi bien être considérée comme *ethos* compassionnel. Ainsi, le *pathos* est complémentaire de l'*ethos*, car une fois que l'orateur construit sa propre image, il a besoin d'établir des échanges avec son auditoire à travers l'affectivité afin d'éveiller l'intérêt des auditeurs. C'est par le biais de l'émotion et de la construction de son image, que le président élu propose ses idées à l'auditoire pour lui faire adopter certains comportements ; car n'oublions pas que persuader consiste à mener un individu à passer à l'acte. Sinon il n'est pas persuadé, mais convaincu. Toutefois, dans le cas du discours d'installation dont la situation de communication ne laisse pas ou très peu de place à l'effusion des sentiments en raison de sa dimension protocolaire, l'auditoire présent n'est pas invité à manifester son adhésion autrement que par de sobres applaudissements en fin d'allocution.

Enfin, nous retiendrons que le recours aux passions est question de dosage pour peu qu'il n'affecte pas l'argumentation.

IV. L'ACTION ORATOIRE

Dans *de Oratore*, Cicéron établit que la vraie éloquence suppose l'étude presque universelle des sciences humaines et qu'elle est le plus difficile de tous les arts. Pour lui, il n'est pas étonnant que peu de personnes excellent dans l'art oratoire[165]. Dans ce traité de rhétorique où Cicéron revient aux études théoriques de sa jeunesse sur l'art oratoire, il s'efface pour laisser parler Crassus et Antoine, deux grands orateurs de la génération précédente. Crassus expose devant ses amis la conception qu'il se fait de l'éloquence :

> «[…] Et quand je parle ainsi, je ne prétends pas que l'art soit incapable de jamais donner du poli ; je sais les bonnes qualités se perfectionnent par l'étude et que celles qui ne sont pas excellentes peuvent encore être stimulées ou corrigées ; mais il est des hommes dont la langue est si embarrassée, la voix si discordante, l'expression du visage et toutes les manières si disgracieuses et incultes que, fussent-ils remarquables sous le rapport du génie et de l'art, ils ne sauraient cependant compter parmi les orateurs. D'autres, en revanche, sont pourvus de ces qualités physiques et comblés des faveurs de la fortune, au point qu'ils ne semblent pas être nés

[165] Cicéron, *De l'orateur, Livre Premier,* texte établi et traduit par Edmond Courbaud, Les Belles Lettres (1985 : 3)

comme le vulgaire, mais avoir été façonnés par la main d'un dieu »[166].

A présent, nous étudions dans ce chapitre consacré à la voix et à la gestuelle, les qualités dont est doté Emmanuel Macron. Est-il, selon les termes de Crassus, « façonné par la main d'un dieu » ?

1. La mise en scène esthétique du pouvoir

Emmanuel Macron a été investi officiellement président de la République le dimanche 14 mai 2017 au cours d'une cérémonie particulièrement solennelle et grave, néanmoins rythmée par les airs enjoués de Saint-Saëns, Brahms, Mozart ou encore Offenbach. L'ancien ministre de l'Économie s'est coulé dans le rituel républicain tout en lui imposant sa marque : le jour de l'investiture, il est arrivé à pied à l'Élysée. Après avoir raccompagné François Hollande à sa voiture, le président a livré son tout premier discours d'une durée de douze minutes derrière le pupitre qui lui servait pour ses meetings[167]. La cérémonie de passation des pouvoirs s'est déroulée selon le rituel constitutionnel : tapis rouge, garde républicaine, tête-à-tête avec François Hollande, visite du PC Jupiter, ce bunker réservé au commandement militaire.

Lorsqu'Emmanuel Macron pénètre dans la Salle des Fêtes de l'Élysée, dans une attitude très gaullienne, il apparaît comme le chef de l'État souverain, immobilisé par la nécessité de sa fonction. Il n'a plus à prouver sa légitimité puisque le peuple le lui a donnée : « *La responsabilité qu'ils m'ont confiée est un honneur, dont je mesure la gravité.* » (l. 11). Le président du Conseil Constitutionnel, Laurent Fabius salue Emmanuel Macron en le proclamant chef de l'État et poursuit par ces paroles : « Apaiser les colères, réparer les blessures, lever les doutes, tracer la route et incarner les espoirs, voilà pourquoi, Monsieur le président de la République, votre réussite sera la réussite de la France et voilà pourquoi nous vous présentons, pour votre mandat, pour vos proches et pour vous-même, nos vœux extrêmement chaleureux de succès ».

Le protocole élyséen implique un registre policé et rationnel. Le président qui est apparu sous un jour jupitérien le soir de la victoire, doit à présent se montrer proche de ses concitoyens. L'exercice du pouvoir tient dans la difficulté de rester en lien avec les Français, de les représenter mais d'abord d'incarner la France.

[166] *Ibidem* (1985 : 43 à 44) « Sunt autem quidam ita in isdem rebus habiles, ita naturae muneribus ornati, ut non nati, sed ab aliquo deo ficti esse uideantur. »

[167] La vidéo de la prestation du Président est visible sur le lien : https://www.youtube.com/watch?v=pBtfF_d8lzI

2. Mise en valeur par l'action oratoire

L'*elocutio* vise à conférer au discours un **style** qui lui convienne. Mais qu'est-ce qu'un style convenable ? La rhétorique répond à cette question de façon pragmatique, en posant que le style d'un discours se définit en premier lieu par rapport au sujet traité, ainsi qu'aux effets que l'on souhaite produire sur l'auditoire.

Sur la base de ce principe, la rhétorique classique distingue traditionnellement trois niveaux de style (élevé, moyen et bas) et recommande même de varier les niveaux de style d'un même discours, afin de ne pas lasser l'auditoire. Ainsi, un seul et même discours peut présenter trois niveaux de style distincts, chacun de ces niveaux apparaissant dans l'une de ses parties constitutives.

Le style élevé convient aux sujets graves. On en trouve par conséquent souvent les marques dans la **péroraison**, où il faut en appeler aux émotions du public pour laisser celui-ci sur une impression forte « *Dans ces instants où tout peut basculer, le peuple français a toujours su trouver l'énergie, le discernement, l'esprit de concorde pour construire le changement profond. Nous en sommes là* » (l. 103 à 104). Le *pathos* suppose donc le recours au style élevé. Le style moyen sert à exposer, informer et expliquer : on le trouve souvent dans la **narration**, où il s'agit de rapporter les faits, ainsi que dans la **confirmation** où il s'agit de présenter les arguments retenus «*Je convaincrai nos compatriotes que la puissance de la France n'est pas déclinante, mais que nous sommes à l'orée d'une extraordinaire renaissance, parce que nous tenons entre nos mains tous les atouts qui feront et qui font les grandes puissances du XXI^e^ siècle*» (l. 26 à 28). Il s'efforce donc à une certaine neutralité de ton. On le trouve notamment dans l'**exorde**.

Cependant, le choix d'un style de discours ne repose pas que sur le niveau du style, mais aussi sur l'exploitation de certaines propriétés de la langue. L'*elocutio* couvre ainsi tout le champ des figures de rhétorique, aussi appelées figures de style.

A partir de la captation vidéo de l'allocution d'investiture, nous avons observé la gestuelle et les tics corporels du président de la République et ce qu'ils peuvent traduire de son état d'esprit dans le cadre de cette prise de parole où le corps et la voix paraissent constamment sous contrôle. La mise en scène est solennelle et les gestes sont adaptés à la situation de communication. Nous voyons que le président force le trait sur son comportement qui ne laisse guère de place à la spontanéité et ne donne aucune clé sur son impact émotionnel.

Une voix

Pour convaincre l'auditoire, Emmanuel Macron fait appel à des techniques

argumentatives qui vont avec le langage du corps, la variation du débit et l'intensité de la voix. La prosodie est l'inflexion, le ton, la tonalité, l'intonation, l'accent, la modulation que nous donnons à notre expression orale, de manière à rendre nos émotions et intentions plus intelligibles à nos interlocuteurs. En outre, elle est aussi l'étude des traits phoniques, c'est-à-dire l'étude du rythme (la vitesse d'élocution), de l'accent et de l'intonation. Chaque individu a sa propre prosodie que l'auditeur reconstruit à sa manière à partir d'un ensemble de représentations mentales auditives qui est à la base des jugements linguistiques et sociaux dans le discours. L'accélération du rythme se fait entendre au moment de l'énumération des adjectifs et des procédés de style comme l'amplification « *Qu'il s'agisse de la crise migratoire, du défi climatique, des dérives autoritaires, des excès du capitalisme mondial, et bien sûr du terrorisme ; plus rien désormais ne frappe les uns en épargnant les autres.* » (l. 78 à 80).

Emmanuel Macron fait en sorte de rester concentré sur son message tout en appuyant certains mots *«la marche de l'Histoire* ». La voix profonde et chaude est empreinte de lyrisme au fur et à mesure du récit qu'il fait de la France et des enjeux de l'élection passée168. Les phrases sont courtes, il assure les liaisons entre les mots sans toutefois en exagérer leur emploi. Il marque des pauses : « *Les valeurs qui ont fait d'eux* [silence] *un grand peuple* ». Dans cet extrait, le silence qui ponctue le discours est mis au service de l'évocation des mérites des Français. La voix du président n'est pas neutre, il y met des intentions, des respirations pour appuyer et remettre du rythme au discours.

Dès le début de l'année 2017, il a reçu des cours de coaching vocal par un baryton chanteur d'opéra, Jean-Philippe Lafont pour entretenir sa voix et gérer son souffle. Nous voyons qu'il a gagné en maîtrise entre le meeting de Montpellier et l'allocution de l'Élysée. Il a appris à parler moins vite, à faire exister la ponctuation « en donnant de la vie, de la couleur, en faisant vivre des phrases, les virgules pour que l'auditoire écoute. Sans ce travail, tout devient monocorde et l'auditoire décroche. User de silences et laisser attendre le mot-clé, cela permet de remobiliser, de remotiver l'auditoire. Un silence donne aussi la possibilité de respirer et d'attiser la curiosité »[169].

3. *L'actio* ou l'animation du discours

Si aujourd'hui la rhétorique est souvent réduite à l'étude de quelques figures (*elocutio*) et à l'examen du plan du discours (*dipositio*), il ne faut pourtant pas oublier qu'elle a longtemps débouché sur une véritable performance physique. S'il veut être efficace, l'orateur classique doit

[168] Emmanuel Macron est passionné de théâtre qu'il a pratiqué très jeune.

[169] www.parismatch.com/Actu/Politique/la-voix-qui-coache-Emmanuel-Macron-1200869

en effet appuyer les effets de son discours par des mimiques et des gestes, ainsi que par une prononciation soigneusement étudiée. À cet effet, tout le corps de l'orateur est mis à contribution pour rendre sensible le message du discours.

Cette opération rhétorique constitue l'*actio*, terme qui souligne bien la parenté entre l'art rhétorique et l'art théâtral. Manifestement, Emmanuel Macron a travaillé très soigneusement cette prestation qu'il « joue » un peu pour ne pas être envahi par des sentiments personnels qui viendraient le perturber. Il maîtrise son langage non verbal.

Un regard

Lorsqu'il lit son discours, Emmanuel Macron est posé. Il contrôle en permanence les traits de son visage pour ne pas qu'ils trahissent une éventuelle fébrilité. Son regard balaie lentement l'auditoire de gauche à droite, avec des levés de sourcils. Nous notons le clignement des paupières et l'œil gauche légèrement refermé par rapport au droit, ce qui traduit une tension et un impact émotionnel que l'exercice produit sur lui.

Une gestuelle

Les mains et les avant-bras sont plaqués sur le pupitre et lui permettent de garder une maîtrise de son corps et de ses mouvements. Par moments, sa main droite accompagne une idée exposée : nous avons relevé une seule fois qu'il serrait son poing droit… habitude héritée de ses harangues politiques. A l'évocation de certains mots comme « *Liberté* », Emmanuel Macron sort légèrement sa langue ou se pince les lèvres ; ces attitudes révèlent un haussement de l'affect. Parfois, la main droite bouge (la main droite est celle qui « dirige » et qui sert à convaincre. Elle représente l'autorité) tandis que la main gauche est liée à l'émotionnel et au soutien envers une personne.

Conclusion du discours d'investiture

Pour conclure l'analyse de l'allocution du président, nous dirions que cette prestation a eu un effet positif sur la population. Elle a été saluée par la majorité des éditorialistes des journaux français.

Du point de vue des idées véhiculées, nous pensons que ce discours est un concentré du positionnement ni à gauche ni à droite du « *en même temps* » et varie entre le balancement des verbes « macroniens » protéger (« *car elle nous protège »)* et libérer (« *le travail sera libéré»)*. Pour illustrer ce qui pourrait être le mode de pensée d'Emmanuel Macron, fondée sur la logique binaire des valeurs sociales et libérales, nous avons choisi comme exemple la séquence suivante : « *Ils ont besoin d'une France qui porte haut la voix de la liberté et de la*

solidarité » et en même temps *« Ils ont besoin d'une France qui sache inventer l'avenir* » (l. 13 à 14).

Du point de vue de l'action oratoire, l'exercice fut un sans-faute. Les douze minutes d'allocution ont été parfaitement maîtrisées et conduites sans hésitation, plongeant l'auditoire de la Salle des Fêtes de l'Élysée dans un calme impressionnant. Les personnes présentes étaient suspendues aux paroles de ce président juvénile. Si Emmanuel Macron est resté maître de ses gestes et de ses émotions, sa voix a touché les auditeurs. Les mouvements du corps nous ont paru sincères et traduire la gravité du moment. Le locuteur a cherché à créer un enthousiasme par des valeurs positives « *La culture et l'éducation, par lesquelles se construit l'émancipation, la création et l'innovation seront au cœur de mon action* » (l. 32 à 33) et a donné une chaleur lyrique à son discours. Sa prestance a contrasté avec la séquence du « président normal » incarnée par François Hollande.

Les propos transcendent les clivages politiques qui sont ce qu'ils doivent être dans un discours d'investiture dont le principal objectif est de convoquer la concorde, ce que le locuteur a réussi à atteindre. En ce sens, il nous apparaît que le contrat de communication a été respecté.

V. COMPARAISON DES DEUX DISCOURS D'EMMANUEL MACRON

Dans cette partie, nous cherchons à montrer si la parole du président élu s'apparente à celle du candidat en comparant les deux discours d'Emmanuel Macron sachant que les conditions d'énonciation propres à l'analyse du discours diffèrent selon que le locuteur se trouve en meeting politique ou sous les ors du Palais de l'Élysée. Le président sera-t-il dans la continuité du candidat ?

1. Ressemblances et différences des discours

a- Le lexique «macronien»

Le langage du candidat Macron a-t-il changé de celui du président Macron ? Nous serions tentés de répondre qu'il y a des permanences. En effet, Emmanuel Macron a toujours ses mots fétiches comme « *transformation* » ou « *innovation* », et il conserve son « *en même temps*». L'« *esprit de conquête* » qui rythmait les discours de campagne s'est invité dans le programme d'investiture. Nous retrouvons un style soutenu dans le discours d'investiture où le président manie une langue un peu désuète avec des locutions comme «*va-t-en-guerre* », « *les Hussards de la République* » en référence aux enseignants. L'autorité politique qu'il entend construire doit passer par une autorité de la langue. Est-ce pour marquer une distance entre ses allocutaires et lui-même ? L'usage de mots anciens dénote-t-il de sa volonté d'apparaître crédible ? Peut-on

parler d'*ethos* d'intelligence propre à l'honnête-homme-cultivé avec l'idée que l'homme de culture ne peut être qu'un homme de bien ? Pour valoriser cet *ethos*, l'homme politique expose son capital culturel qu'il a acquis au cours des années dans les diverses manifestations dans lesquelles il se trouve. Le recours au registre de langue soutenu a-t-il pour effet de contrebalancer son jeune âge ? Désavantagé par un double déficit de notoriété et d'expérience, Emmanuel Macron a tenté de combler ses lacunes dans ses discours, en les enrichissant d'images, de procédés stylistiques, de jugements, de points de vue et d'argumentations implicites.

Le discours d'investiture a totalement supprimé l'emploi de phrases prédicatives construites sous la forme « *c'est...que* » qui abondaient dans le discours de campagne.

Le terme « *crise* » absent pendant le discours de campagne a été prononcé à trois reprises à l'Élysée… à croire que les présidents de la République sont devenus avec l'avènement de la crise financière des super CEO (« Chief Executive Officier »)[170].

b- L'*ethos*

Durant la campagne, le candidat a tout fait pour effacer son image de banquier d'affaires et de ministre de l'Économie en exercice à Bercy. En effet, l'*ethos* prédiscursif d'Emmanuel Macron (c'est-à-dire l'image que le public se fait du locuteur avant sa prise de parole à partir de certains éléments comme le rôle que remplit l'orateur dans l'espace social) n'était pas à son avantage. Dans le discours d'Albi, il a privilégié à travers une stratégie convaincante, son image d'homme vertueux par opposition à François Fillon, empêtré dans le « penelopegate », comme nous le devinons en filigrane dans la séquence « *C'est d'abord un défi de vérité* »[171]. Pour combler son manque d'expérience politique du fait qu'il n'a jamais eu de mandat électif, il a fait valoir ses compétences « techniques » et les références historiques de la France en convoquant la figure tutélaire de Jean Jaurès. Il a voulu donner l'image du candidat crédible, honnête et sans antécédent politique susceptible de le nuire. L'*ethos* prédiscursif a été modifié entre le candidat et le président puisqu'une fois élu, le président a bénéficié du soutien et de la confiance des Français et par conséquent, n'a plus eu à faire la preuve de sa légitimité.

Du point de vue de l'*ethos* discursif -qui traite de l'image qu'un énonciateur construit de lui-même à travers son discours- nous avons remarqué que l'*ethos* change selon la situation de communication. De plus, l'adaptation à son auditoire est une condition essentielle pour la réussite de l'action oratoire et pour la construction de l'auditoire par l'orateur.

[170] Traduction de Directeur général

[171] François Fillon a démarré sa campagne en déconsidérant ses concurrents à la primaire (N. Sarkozy et A. Juppé) en misant sur son image de droiture et de probité. Le 24 janvier 2017, le *Canard Enchaîné* révèle des soupçons de fraude liés à l'emploi fictif de sa femme Pénélope.

L'*ethos* discursif a valorisé le locuteur soucieux de susciter davantage l'adhésion des Français dans la recherche du consensus et de l'homonoïa (« *Je sais pouvoir compter sur tous nos compatriotes* »). Il a continué à mettre à l'honneur la grandeur de la France et des Français (« *puissance* », « *renaissance* », « *remerciés* », « *un modèle pour le monde* ») ce qui lui a conféré un *ethos* de légitimité. Il a flatté adroitement les Français à travers l'emploi d'un lexique valorisant et n'a pas employé de termes susceptibles de heurter l'auditoire. Sa gestuelle très sobre et retenue a renforcé son *ethos* de sérieux. L'*ethos* discursif a évolué entre le premier discours et le second discours. Le président s'est montré humble, se mettant au service du peuple.

c- Les déictiques et actes de langage

Le discours de l'orateur est orienté à travers l'emploi des pronoms « *je* », « *nous* », des actes de langage et des procédés de style. Le discours du candidat est caractérisé par l'usage du « *je* » et de « *France* » qui renforcent l'idée de destinée et de rencontre avec le pays tout entier[172]. A l'inverse, nous notons que le discours du président est basé davantage sur des notions d'économie, de finance, de "résultats" (« *toutes les ressources pour figurer au premier rang des nation*s […] *les entreprises seront soutenues* »).

2. L'homme compte plus que le projet

Durant la campagne électorale, Emmanuel Macron avait une forme de prudence car il était dans l'esquive du programme en refusant de préciser les choses. Dans toutes ses phrases, il y avait le mot « projet » sans qu'on sache vraiment de quoi il était question[173]. Il était en marche sans dire où il allait. Dans une interview accordée au Journal du Dimanche le 12 février 2017, il répond à la critique selon laquelle il n'a pas de programme : « c'est une erreur de penser que le programme est le cœur d'une campagne. […] La politique c'est comme la littérature, c'est un style. C'est une magie. Il faut définir le cœur de ce qu'on porte »[174].

N'adhérant à aucun parti politique, Emmanuel Macron est libre de se mettre en avant sans être obligé d'orienter son discours vers une idéologie précise ; cette remarque est corroborée par l'observation d'un lexique privilégiant une idéologie individualiste. A l'appui de cette affirmation, Damon Mayaffre, plutôt sévère à l'égard d'Emmanuel Macron, souligne que celui-ci a cultivé volontairement un vide idéologique et programmatique : « On l'a remarqué durant la campagne. Il utilisait des mots creux, tellement vides de sens que chacun peut y mettre le sens qu'il veut. [Il emploie] des concepts forts mais qui deviennent consensuels à force d'être

[172] Depuis l'instauration de l'élection au suffrage universel direct du président de la République, la Constitution a renforcé la légitimité du président et lui a conféré un rôle de plus en plus important au sein des institutions de la Cinquième République. Le pouvoir exécutif devient de plus en plus personnalisé. C'est donc la personnalisation qui au cœur des discours présidentiels.
[173] Le candidat Macron qualifie son projet de « progressiste ».
[174] P. J. Maarek et A. Mercier (2018 : 38)

polysémiques. « *Liberté* » est un bon exemple, qui a été revendiqué au cours de l'Histoire par tous et chacun »[175].

Nous-mêmes nous avons pu remarquer à travers l'étude des arguments qu'Emmanuel Macron a contourné les notions et employé des expressions assez vagues telles que : « *quitter la scène de l'Histoire* » (l. 7) et « *Nous prendrons toutes nos responsabilités pour apporter chaque fois que cela sera nécessaire une réponse pertinente aux grandes crises contemporaines* » (l. 76 à 78 du discours d'investiture) sans préciser les actions concrètes qu'il mettrait en œuvre pour y remédier.

Le jour de son élection, les média ont plébiscité Emmanuel Macron mais sa popularité a fortement baissé après les conflits économiques et politiques que connaît la France depuis le 17 novembre 2018. Depuis qu'il est président, Emmanuel Macron a un discours plus précis, plus assumé. Il prend position. Il a pris une sorte d'assurance. Mais ne s'est-elle pas transformée en forme d'arrogance ? C'est là, toute la question. Selon une enquête faite par l'hebdomadaire Le Point, le chef de l'État atteint aujourd'hui un bas niveau de popularité depuis son entrée en fonction, 76% des Français portent un jugement « défavorable » sur son action et parmi eux, 50% expriment même une opinion « très défavorable ».

[175] Interview de D. Mayaffre sur le projet « *Le Poids des mots* » lancé en 2017 par Paris Match qui propose une analyse en continu de la parole présidentielle.

CHAPITRE 5 : COMPARAISON DES DISCOURS DE NICOLAS SARKOZY ET EMMANUEL MACRON



Le dernier chapitre de cette étude se propose de mettre en perspective les discours de Nicolas Sarkozy avec ceux d'Emmanuel Macron sous plusieurs angles : le message délivré puis l'image de soi et enfin, les émotions convoquées par les locuteurs. Nous verrons que si les différences sont visibles à bien des égards, leurs discours respectifs se recoupent sur de nombreux enjeux.

1. Des trajectoires politiques opposées mais des compétences communes

Si leur parcours politique n'a pas suivi la même trajectoire, Emmanuel Macron et Nicolas Sarkozy ont obtenu leur légitimité par de solides études supérieures et les postes importants qu'ils ont occupés. Tous deux anciens ministres de l'Économie et du Budget, ils ont acquis au titre de leurs fonctions ministérielles, des compétences financières et économiques. Ils ont parcouru le pays, rencontré des décideurs économiques et européens et ont influencé la mise en œuvre de politiques publiques. Sur le plan purement politique, ils ont dû « tuer symboliquement le père » pour s'imposer au sein de leur propre camp. Face à une perte de leadership de François Hollande, Emmanuel Macron a fait figure de jeune premier et a bénéficié de l'engouement des Français qui ont voulu lui donner sa chance. La mécanique est à rapprocher de celle que Nicolas Sarkozy a connue lorsqu'il était dans le gouvernement de Jacques Chirac. En pleine crise des banlieues de 2005, le deuxième mandat de Jacques Chirac traverse alors un vide politique. Nicolas Sarkozy en tant que ministre de l'Intérieur profite de ce contexte social pour se démarquer du président[176].

Le *cursus honorum* renvoie à l'idée d'une progression dans l'accès aux positions de pouvoir politique et aux modes de construction d'une carrière politique[177]. Les deux protagonistes diffèrent sur leur trajectoire. Nicolas Sarkozy a bâti sa carrière politique par la conquête d'un mandat local et par celle de mandats nationaux (il a été député). Son cursus a suivi une filière ascendante. A l'inverse, le cursus politique d'Emmanuel Macron est particulier eu égard aux évolutions des dernières décennies : son accession à la présidence de la République n'a en effet été précédée d'aucun investissement partisan.

2. Au niveau du *logos*

a- Le positionnement idéologique

Dans les chapitres précédents, nous avons dégagé les principales thématiques du corpus mais il n'en demeure pas moins que le discours d'Emmanuel Macron est sans doute le plus difficile à circonscrire à notre niveau comparé à celui de Nicolas Sarkozy. Ce constat ne tient

[176] N. Prissette, *Emmanuel Macron en marche vers l'Élysée* (2016 : 63)
[177] Le *cursus honorum* pendant la République romaine se définit comme la progression des fonctions politiques qui doivent être parcourues dans un ordre défini pour accéder aux fonctions de sénateur.

pas uniquement au fait que l'homme politique ne se revendique ni de droite ni de gauche mais au fait que ses discours s'appuient davantage sur l'action plus que sur le programme politique lui-même. C'est, nous pensons, ce qui a caractérisé sa campagne électorale : éclipser le contenu politique pour mieux mettre en avant d'autres vertus rhétoriques et notamment la dynamique du discours (la nécessité du rassemblement, la mise en mouvement, la construction d'un consensus et les innovations qu'il entend incarner). De fait, Emmanuel Macron peut difficilement être en contradiction avec ce qu'il n'a pas dit.

Les deux protagonistes partagent des idées communes telles que la liberté d'entreprendre, le désir de réformer le système social (les aides sociales, la formation professionnelle) et celui d'opérer une « rupture »[178]. Dans son livre *Révolution*, Emmanuel Macron déclare que « le système social est perclus de rigidités » et que « L'État met la société sous tutelle dans de trop nombreux domaines » laissant entendre en creux que la puissance publique devrait abandonner certains domaines d'action. Emmanuel Macron défend l'idée de redonner à de nombreux sujets l'initiative individuelle ou citoyenne. « Il y a un mauvais réflexe installé dans l'esprit de la population et des media qui consiste à dire : dès qu'il y a un problème, l'État doit agir »[179].

b- Une argumentation basée sur l'opposition

Pour orienter les choix de son auditoire, le locuteur a recours à différentes stratégies. Il peut s'appuyer sur une argumentation rationnelle ou subjective, un langage politique, des émotions, des principes éthiques ou des valeurs pour structurer son discours. Si les deux locuteurs fondent en partie leur argumentation sur l'opposition, nous remarquons un degré de subtilité plus élevé chez Emmanuel Macron et moins clivante que chez Nicolas Sarkozy comme dans cette séquence du discours d'investiture de 2017. Emmanuel Macron commente le choix des électeurs sans leur opposer une autre partie des Français «*se replier sur le passé illusoire* [...] *ou si au contraire ils allaient embrasser l'avenir* » tandis que Nicolas Sarkozy réaffirme son antienne de campagne : « *le peuple français qui ne veut pas renoncer, qui ne veut pas se laisser enfermer dans l'immobilisme et dans le conservatisme, qui ne veut plus que l'on décide à sa place, que l'on pense à sa place* ».

Pour rendre lucide la relation entre la langue et la vision du monde, nous avons mené une analyse comparative du corpus de Nicolas Sarkozy (en 2007) et d'Emmanuel Macron (en 2017). Une première comparaison simple nous donne un aperçu général de ces quatre discours et révèle que la durée et le nombre total des mots de Nicolas Sarkozy sont plus élevés que ceux d'Emmanuel Macron.

[178] « Sans une rupture délibérée avec l'espèce de fatigue accumulée depuis trop longtemps » (2016 : 65)
[179] *Révolution*, E. Macron (2016 : p. 223 et 225)

FRÉQUENCE	NICOLAS SARKOZY	EMMANUEL MACRON
NOMBRE TOTAL DES MOTS	8 285[180]	5 402[181]
JE	**107**	44
NOUS	64	**108**
ON	**50**	18
JE VEUX	**48**	10
FRANCE	97	35
NATION	15	4
PEUPLE	29	12

La grande différence entre les deux orateurs tient en premier lieu à la prépondérance du pronom première personne dans le discours de Nicolas Sarkozy et de la quatrième personne chez Emmanuel Macron. Le constat est identique pour les termes « *France »* et « *nation »* dont les occurrences sont plus nombreuses chez le premier orateur. Le discours d'Emmanuel Macron est plus pronominal que nominal (c'est-à-dire que le discours est davantage centré sur la forme (la personne) que sur le fond (les actes). Dit autrement et selon Damon Mayaffre, « l'énonciation compte plus que l'énoncé ou que l'acteur compte plus que l'acte ». Le *« nous »* fédérateur l'emporte du point de vue quantitatif aux locutions nominales traditionnellement exploitées par les hommes politiques dits « traditionnels » tel que nous le voyons avec la notion de *« peuple »* (29 occurrences chez Nicolas Sarkozy contre 12 chez Emmanuel Macron). Nous avons montré *supra* l'usage du « *ça* » ou de « *ce, c'est »* dans le discours de Nicolas Sarkozy. Par le flou du pronom démonstratif neutre dont on ne sait pas à qui il fait réellement référence, Nicolas Sarkozy joue de l'implicite et du sous-entendu comme dans la séquence sur le pouvoir d'achat *« A quoi ça sert les 35 heures quand on n'a pas d'argent pour profiter de ses loisirs* ?». Ce sous-entendu participe d'un discours doxal dont le but est de toucher l'ensemble de l'électorat, en se présentant comme le candidat de tous. Dans le discours de Nicolas Sarkozy, le « *on* » ne réfère ni au candidat, ni aux électeurs mais il réfère aux hommes politiques appartenant à son propre camp. Ce procédé lexical permet à l'orateur de dénigrer ces prédécesseurs sans les nommer explicitement. En revanche, il nomme sans détour ceux qui, à gauche, ont gouverné la France par le passé (« *coalition hétéroclite de l'extrême-gauche, des Verts, des chevènementistes, des communistes, des socialistes* »). Quant à Emmanuel Macron, les mots en -isme sont convoqués

[180] Nicolas Sarkozy : 8 285 mots (discours de meeting : 7 172 ; discours d'investiture : 1 113)
[181] Emmanuel Macron : 5 402 (discours de meeting : 3 975 ; discours d'investiture : 1 427)

pour dénigrer ses prédécesseurs (*« Mais aujourd'hui, ce qui le tient* [le peuple] *est menacé par ces fractures, par le cynisme des uns, le conservatisme des autres »)*. En réponse, ce dernier avance sa notion fétiche très marquée de « *progressisme* ».

Le discours de Nicolas Sarkozy utilise beaucoup d'adverbes *« toujours », « jamais», «aussi »* (comme celui du chef de l'État actuel) et est marqué par la notion *«d'exigence»* et de vouloir *«veut»*.

LOGOS	**Nicolas Sarkozy**	**Emmanuel Macron**
Les localisations temporelles : Emmanuel Macron se situe davantage dans l'avenir	10 occ. d'*avenir* - 5 occ. de *passé* *«croire à un avenir meilleur» ; «un projet collectif, ce par quoi elle prépare l'avenir»*	19 occ. d'*avenir* - 5 occ. de *passé* *«se replier sur le passé illusoire* […] *ils allaient embrasser l'avenir*»
Les élites : Nicolas Sarkozy les fustige tandis qu'Emmanuel Macron veut s'appuyer sur elles	*«Rompre* […] *les habitudes de pensée et le conformisme intellectuel».*	*«La responsabilité de toutes les élites* […] *sera appelée».*
Stratégie argumentative	Argumentation essentiellement basée sur l'opposition et stratégie du mouvement permanent, faite d'annonces choc.	Argumentation basée sur la mise en scène du leadership : 1) le diagnostic, 2) le plan d'action et 3) la mobilisation[182]
La crise est devenue un objet du discours **Le projet**	*« crise des valeurs»* *«projet de civilisation» ; «le changement» ;* le pouvoir d'achat	*« crise financière, crise migratoire»* *« projet progressiste » ; «la refondation» ;* la transparence politique

[182] Ph. J. Maarek et A. Mercier (2018 : 94)

3. Au niveau de l'*ethos*

a- L'*ethos* préalable

A peine élu, Nicolas Sarkozy n'a pas attendu longtemps avant de se voir attaquer sur l'élément le plus frappant de son *ethos* prédiscursif, la controverse liée au dîner le soir de la victoire organisé au Fouquet's et à la croisière offerte par son ami milliardaire, Vincent Bolloré. Cette image de « président des riches » a été d'une telle ampleur qu'elle ne l'a pas quitté durant toute la durée du mandat. L'opinion lui a reproché son côté « bling-bling », c'est-à-dire, le mélange de sa vie privée et publique, l'affichage de ses goûts pour un cadre de vie luxueux et ses amitiés avec de riches entrepreneurs. Tout a concouru à faire de Nicolas Sarkozy un président « hors norme ».

De son côté, Emmanuel Macron a dû se défaire de son image de banquier des riches pour gagner la confiance des Français. Son discours porte en germe sa volonté d'effacer toute distance entre le peuple et lui-même allant même jusqu'à parler de « *classe sociale* » en meeting.

Pour ne pas reproduire les erreurs de Nicolas Sarkozy, connu pour sa parole décomplexée et pour se préserver du jeu politique, Emmanuel Macron a soigné son style en mettant lui-même en place sa communication. Il a voulu convaincre et entraîner derrière lui, non pas en commentant ce que faisaient les autres candidats mais par ce qu'il avait à dire et à proposer aux Français. Il a évité les petites phrases et les piques assassines envers ses adversaires.

En mai 2016, Emmanuel Macron, alors ministre de l'Économie rend visite à des pêcheurs près de Montpellier. Il attrape à pleines mains une anguille qu'un pêcheur lui tend, la saisit et sourit aux caméras. Cette image, digne d'une campagne électorale, n'est pas sans rappeler celle de Nicolas Sarkozy en 2007 en déplacement en Camargue, en balade à cheval, suivi par des journalistes[183]. Tous les deux ont saisi l'occasion de déplacements ministériels pour mettre en scène leur *ethos* de proximité avec les Français. Il s'agissait pour eux d'humaniser leur image en empruntant une posture décontractée et accessible.

b- L'*ethos* de crédibilité et d'identification

Le discours de Nicolas Sarkozy construit un *ethos* de chef. Nous avons relevé 50 occurrences de la modalité boulique « *je veux* » contre 10 dans le discours d'Emmanuel Macron. Les énoncés performatifs anaphoriques qui associent le pronom *je* et un verbe « *souhaite »,* «*suis»*, «*revendique»*, «*sais»*, «*rêve»* sont autant d'énoncés où s'affirme et s'engage le locuteur. Nicolas Sarkozy affirme son volontarisme grâce à la répétition du verbe modal « vouloir ». Ces procédés langagiers donnent l'image d'un chef qui assume la responsabilité de ce qu'il promet comme le fait de défendre à plusieurs reprises les valeurs (*travail, autorité, effort, mérite)* et les

[183] N. Prissette, *Emmanuel Macron en marche vers l'Élysée* (2016 : 46)

institutions de la République. Cependant, d'autres *ethos* sont repérés dans le corpus. Nous entrevoyons les contours d'un *ethos* de solidarité, d'humanité (l'orateur affiche sa solidarité avec ceux qui souffrent d'exclusion «*Je ne veux pas d'une société qui laisse des hommes et des femmes mourir de froid sur le trottoir*»[184]), de caractère (il ose critiquer ses prédécesseurs pour leur manque de courage à mener à bien les réformes annoncées), et enfin de vertu, quand il déclare vouloir un État impartial («*Je veillerai au respect de l'autorité de l'État et à son impartialité*»). Il affiche sa volonté de gouverner dans la transparence (« *un État fort qui fasse réellement son métier [...] fasse prévaloir l'intérêt général sur les intérêts particuliers* »).

A l'exception des valeurs de sécurité et de travail prônées par Nicolas Sarkozy, Emmanuel Macron affiche également sa solidarité envers les Français les plus fragiles. En voulant protéger « *Les Françaises et les Français qui se sentent oubliés* », il construit un *ethos* d'humanité. La confiance retrouvée, la nécessité du rassemblement (« *Les citoyens auront voix au chapitre* »), l'exigence de transparence de la vie politique, le goût de l'entrepreneuriat sont des sujets mis en avant par Emmanuel Macron qui affiche un *ethos* de vertu et de sérieux (« *nous donnerons ensemble l'exemple d'un peuple sachant affirmer ses valeurs et ses principes, qui sont ceux de la démocratie et de la République* »[185]). Toutefois la pauvreté et la dette ne sont pas des questions explicitement développées dans le discours du président actuel.

Après la désacralisation de la figure présidentielle par Nicolas Sarkozy, Emmanuel Macron a adopté un discours tendant à rassembler les Français pour créer une dynamique consensuelle autour de sa candidature loin des logiques partisanes. Bien que ce dernier soit apparu comme le candidat de la « *refondation* » et de la « *transformation* », il a insisté sur la notion de rassemblement en ne se positionnant pas comme l'homme d'un parti mais en adoptant la stature présidentielle. Il a cherché à capter les qualités d'autorité, de charisme et de dignité associées à cette fonction. Tous les deux ont déclaré incarner l'image du sauveur et du guide en se posant comme les défenseurs des valeurs et des institutions de la République, si l'on en juge l'emploi de certains verbes (*conduire* et *guider)* et substantifs.

L'*ETHOS*	Nicolas Sarkozy	Emmanuel Macron
Humilité	*« Je pense avec gravité au mandat que le peuple français m'a confié »*	*« La responsabilité qu'ils m'ont confiée est un honneur, dont je mesure la gravité »*

[184] Discours de campagne de N. Sarkozy à Montpellier (3 mai 2007)
[185] Discours d'investiture d'E. Macron (14 mai 2017)

	« à cette exigence si forte qu'il porte en lui et que je n'ai pas le droit de décevoir»	*« le droit d'une exigence absolue* »
Le pessimisme calculé (visant à discréditer leurs prédécesseurs respectifs)	« *Alors, c'est vrai, il y a dans notre histoire des erreurs* » *« jamais la confiance n'a été aussi ébranlée, aussi fragile »*	*« rendre aux Français cette confiance en eux, depuis trop longtemps affaiblie»*
Le sérieux	*« la lourde tâche de représenter ; la tâche sera difficile et elle devra s'inscrire dans la durée »*	*« pour mener à bien la tâche considérable et exaltante qui nous attend»*
Figure du guide prophète (Selon D. Charaudeau, le guide prophète est à la fois «garant du passé et tourné vers l'avenir. C'est une image de père et d'inspirateur de génie qui propose au peuple une possible rédemption à la condition de le suivre»)[186]	*« Depuis qu'a commencé à se créer entre les Français et moi ce lien profond qui s'établit dans une campagne présidentielle entre le peuple et celui qui aspire à devenir l'homme de la nation* »	« […] *le dos aux Lumières, ou si au contraire ils allaient embrasser l'avenir, se donner collectivement un nouvel élan, réaffirmer leur foi dans les valeurs qui ont fait d'eux un grand peuple. Voilà pourquoi mon mandat sera guidé par deux exigences. »*
Chef-souverain	*« Je m'efforcerai de construire une République fondée sur des droits réels et une démocratie irréprochable » ; « une nation ne doit pas transiger avec l'honneur »*	*«Car je crois aux institutions de la V^e République et* […] *qu'elles fonctionnent selon l'esprit qui les a fait naître»*
Humanité	*«la personne atteinte de la maladie d'Alzheimer, où le malade, où celui qui est frappé par la*	*«le découragement de Françaises et de Français s'estimant injustement défavorisés, déclassés, ou oubliés»*

[186] 2005 : 120

Manipulation (se servir d'une situation de fragilité pour faire accepter la mesure-phare du programme)	*dépression, où celui qui a tout perdu, où la femme martyrisée»* *« La fraternité c'est le partage des richesses, pas le partage du travail. »* langage verbal	« *il n'y aura pas de justice sociale si nous ne savons pas créer une économie plus forte, créer davantage d'emplois et s'adapter aussi aux règles*» langage pronominal

4. Au niveau du *pathos*

a- Stratégies d'inscription dans l'histoire

Nous voyons que Nicolas Sarkozy a clairement bâti ses discours en convoquant les figures historiques les plus marquantes, à commencer par le Général de Gaulle, Louis XIV, Napoléon et Clemenceau. Son intervention est ancrée dans l'énonciation. Lorsqu'il parle à Montpellier, c'est toute l'histoire de la région Occitanie qu'il relate comme pour mieux emporter l'adhésion de son auditoire. En s'adaptant à l'auditoire, il fonde son discours sur des prémisses (les croyances, les valeurs et les opinions du public, c'est-à-dire sa doxa) déjà admises par ce dernier.

Emmanuel Macron a également rendu un vibrant hommage à Albi et à ses habitants lors de son dernier meeting. Pour cela, il a convoqué la grande figure socialiste, Jean Jaurès. De même, il voue un culte à François Mitterrand « *qui accompagne la réconciliation du rêve français et du rêve européen* » (discours d'investiture). Il adoptera d'ailleurs la symbolique de l'ancien président socialiste le soir de sa victoire lors de sa marche devant la pyramide du Louvre (rappelant celle du socialiste au Panthéon).

b- Les valeurs

Nicolas Sarkozy a fait campagne sur la mise en avant des valeurs (la nation, la sécurité, le travail) citant « ce sont des valeurs qui vont bien au-delà du clivage droite-gauche »[187]. Comme lui, Emmanuel Macron a contribué durant la campagne de 2017 à brouiller ce clivage partisan s'inscrivant dans un combat entre « progressistes » et « conservateurs ». Les notions de « *renouvellement* » et de « *progressisme* » traversent le discours d'Emmanuel Macron sans qu'on

[187] *Démocratie smartphone. Le populisme numérique, de Trump à Macron* (2017 : 173)

sache vraiment ce qu'elles recouvrent du point de vue historique et idéologique. Leur contenu n'est pas vraiment explicité[188]. Ses valeurs sont le travail, la liberté, la fidélité et l'ouverture comme affiché sur sa page d'accueil de son site « En Marche !».

Emmanuel Macron invité à prononcer un discours à l'occasion de l'Université d'été du Medef le 27 août 2015, déclare : « La gauche a cru que la France pourrait aller mieux en travaillant moins » qui n'est pas sans rappeler le credo libéral de Nicolas Sarkozy « travailler plus pour gagner plus » (culte voué à l'effort individuel et à sa récompense)[189].

c- Le contrôle permanent d'Emmanuel Macron Vs le naturel de Nicolas Sarkozy

Posture jupitérienne *versus* hyperprésidence sarkozienne : Regard martial, Emmanuel Macron sait que l'exercice du pouvoir implique le contrôle du corps et qu'il veut rompre avec l'attitude d'un Nicolas Sarkozy, coutumier des petites phrases assassines. Ce dernier n'a d'ailleurs pas cherché à contrarier son côté naturel. En fin stratège, l'actuel président a étudié les erreurs que ses prédécesseurs avaient commises et là où ils avaient trébuché afin de ne pas les reproduire. Ainsi, il a pu déterminer comment incarner au mieux la fonction. C'est particulièrement flagrant le jour de l'investiture où chaque geste, chaque mot du nouveau président de la République sont parfaitement maîtrisés.

A l'époque où Nicolas Sarkozy fut président de la République, tout était sujet à être mis sur la scène médiatique. Quant à l'actuel chef de l'Etat, s'il a communiqué de manière mesurée dans les premiers mois de sa mandature, en délivrant le bon message au bon moment sans répondre instantanément aux sollicitations du peuple, sa stratégie a changé à partir de janvier 2019. En effet, à l'occasion du Grand Débat, forme inédite dans la Cinquième République, Emmanuel Macron a littéralement « préempté » les rencontres en s'imposant à tous dans des monologues de plus de sept heures d'affilée. Sensés répondre aux revendications des Français, ces forums auraient dû laisser davantage la place à la parole citoyenne. Or, c'est le président de la République qui est devenu le personnage central de ce Grand Débat.

d- Une dimension polémique

Ils partagent tous deux le goût pour la provocation même si, comme nous l'avons déjà écrit, Nicolas Sarkozy est connu pour sa parole décomplexée et assumée. En septembre 2014, au micro de Jean-Pierre Elkabbach sur Europe 1, Emmanuel Macron est interrogé sur la crise des abattoirs bretons de Gad, société composée en grande majorité de femmes. Celui-ci les qualifie d'« illettrées », propos malheureux du nouveau ministre de l'Économie qu'il regrette

[188] D. Mayaffre, C. Bouzereau, M. Ducoffe, M. Guaresi, F. Precioso, *Les mots des candidats, de « allons » à « vertu »*. P. Perrineau. Le vote disruptif. Les élections présidentielles et législatives de 2017 (2017 : p. 129-152)
[189] *Introduction inquiète à la Macron-économie* (2016 : 69)

aussitôt et qui feront l'objet d'excuses publiques lors de la séance des questions d'actualité à l'Assemblée nationale. Cette bourde s'étendra à toute la toile. Loin de le desservir, ce comportement verbal marque les esprits et sa cote de popularité bondit. La population, sensible à sa sincérité, lui pardonne cet écart de langage190.

Nicolas Sarkozy est passé maître dans la transgression et les provocations (nous nous souvenons de l'épisode malheureux du Kärcher et du «casse-toi pauvre con» lancé durant sa présidence, alors qu'il traverse les allées du Salon de l'Agriculture). La comparaison entre les deux personnages va bon train.

Il semble que depuis son élection, le discours d'Emmanuel Macron se droitise comme l'écrit Damon Mayaffre qui a mené une étude au début de la crise des gilets jaunes :

> «Nos logiciels d'Intelligence artificielle constatent que son propos est globalement, à 57.4%, de droite. Un ton étonnant quand on sait qu'il l'avait préparé pour les gilets jaunes afin de répondre à une fronde populaire. On aurait pu penser qu'il allait verser dans des tonalités de gauche or, son discours est à droite. Emmanuel Macron s'adresse à une population qui conteste, pour partie, sa posture jupitérienne mais il n'a jamais autant répété dans des proportions statistiques supérieures à Nicolas Sarkozy, le « je veux ». Je ne sais pas dans quelle mesure ce discours a pu être entendu par les gilets jaunes... »191.

PATHOS	Nicolas Sarkozy	Emmanuel Macron
Le lexique	*«le cheval de Troie»*	*«grand magma» ; «chien de faïence»*
L'avenir	*«croire à un avenir meilleur* ; *imaginer l'avenir* ; *la peur de l'avenir »*	*«embrasser l'avenir ; inventer l'avenir* ; *le goût de l'avenir et la fierté» ;*
Les valeurs	*«valeurs universelles de la France ; réhabiliter les valeurs du travail, de l'effort, du mérite, du respect »*	*«réaffirmer leur foi dans les valeurs» ; «porter dans le monde nos valeurs» ; «affirmer ses valeurs et ses principes»*
Les émotions		*«aux sirènes de la peur, de la haine»* ;

190 N. Prissette, *Emmanuel Macron en marche vers l'Élysée* (2016 : 61)

191 http://www.lefigaro.fr/langue-francaise/actu-des-mots/2018/12/11/37002-20181211ARTFIG00142-emmanuel-macron-ne-converse-pas-avec-le-peuple-il-le-met-a-distance.php

	«Je pense avec émotion» ; «sentiment de vulnérabilité » ; «les passions si vives» ; «c'est avec l'amour» ; «la violence et la haine»	
DÉNOMINATION	**Nicolas Sarkozy**	**Emmanuel Macron**
La France	*« Ce vieux pays ; l'État ; une République fondée sur des droits »*	*« Une France forte et sûre »*
Les Français	*« Tous les hommes ; Exigence de rassembler les Français ; « Le 6 mai il n'y a eu qu'un seul vainqueur, le peuple français ; grand peuple » ; « chaque citoyen ; ce peuple ».* **Il s'adresse à une partie des Français :** *« à cette France qui veut continuer à vivre, à ce peuple qui ne veut pas renoncer, qui méritent notre amour et notre respect, je veux dire ma détermination à ne pas les décevoir ».*	*« Les Français ont choisi* [...] *le 7 mai dernier, l'espoir et l'esprit de conquête » ; « le peuple français ».* **Il s'adresse aux Français sans exclusion :** *« Je sais pouvoir compter sur tous nos compatriotes ».*
Les termes d'adresses	*Mes chers amis,*	*Bonjour à vous !*

e- Parler au peuple

Là où d'autres présidents comme Nicolas Sarkozy essayent d'avoir une proximité avec le peuple en parlant simplement, Emmanuel Macron, à l'inverse, a tendance à théoriser. Il pense que c'est dans la richesse du vocabulaire, dans sa qualité d'expression qu'il va marquer sa supé-

riorité politique. Loin de vouloir converser avec le peuple donc, il s'applique à le mettre à distance. Il cherche à imiter un langage savant et littéraire. Amoureux des mots, le président de la République, passé maître de la rhétorique, est coutumier des envolées lyriques et des tirades philosophiques, parfois fort difficiles à suivre. Emmanuel Macron est un fin lettré (il a fait hypokhâgne et a été l'assistant du philosophe Paul Ricoeur). Amoureux des formules savantes, le président ne manque pas de ponctuer ses interventions télévisées par des locutions latines comme celle entendue en décembre 2017 au sujet de la Syrie : « *pacta sunt servanda* » pour signifier que les conventions doivent être respectées. Cette locution latine remonte à l'époque de la Grèce et de la Rome antiques où l'homme juste était celui qui devait respecter ses engagements. Celui qui est bon et vertueux est donc l'homme de *bona fides*, c'est-à-dire celui de bonne foi. « C'est cela qui fonde et légitime le principe *pacta sunt servanda* »[192]. A l'inverse de Nicolas Sarkozy auquel il cherche à se démarquer, il renoue avec des phrases plus longues à la manière de Charles de Gaulle ou de Georges Pompidou[193].

Quant à Nicolas Sarkozy, c'est à travers la fréquence d'emploi des questions rhétoriques que son charisme se trouve renforcé. En posant des questions, il détient le savoir universel et le pouvoir de questionner. Il a la force et la légitimité des convictions mais aussi celle de l'interrogation. En tribun d'un peuple victime à travers sa personne de la « haine » de la pensée unique, Nicolas Sarkozy interpelle, questionne, répond dans ses discours[194] : « *Quels éducateurs serons-nous pour nos enfants si nous nous laissons aller à toutes ces petites lâchetés qui peu à peu ruinent l'autorité ?*»[195].

5. Au niveau de l'action oratoire

Alors que Nicolas Sarkozy a tendance à parler avec la main droite, Emmanuel Macron s'exprime avec la main gauche. La main droite sert à convaincre, la main gauche est davantage tournée vers le compassionnel et la sincérité.

Chez Emmanuel Macron, les poignets sont élevés : ce sont des gestes que nous voyons chez des personnes dominantes. Son « grand engagement » et son « implication » seraient également traduits par cette gestuelle.

[192] Explication de Robert Kolb, Le Figaro, 18 décembre 2017

[193] « Le lien que j'ai construit avec la langue française. Le cœur de ce qui nous unit est bien là. Ces mots, parfois usés ou redécouverts. Cette langue qui charrie toute notre histoire et qui nous rassemble depuis que François 1er à Villers-Cotterêts, a eu cette intuition géniale de bâtir le royaume sur la langue. » E. Macron, *Révolution* (2016 : 43)

[194] D. Mayaffre (2012 : 236-261)

[195] Discours de campagne de N. Sarkozy à Montpellier (3 mai 2007)

6. Ce qu'ils pensent l'un de l'autre

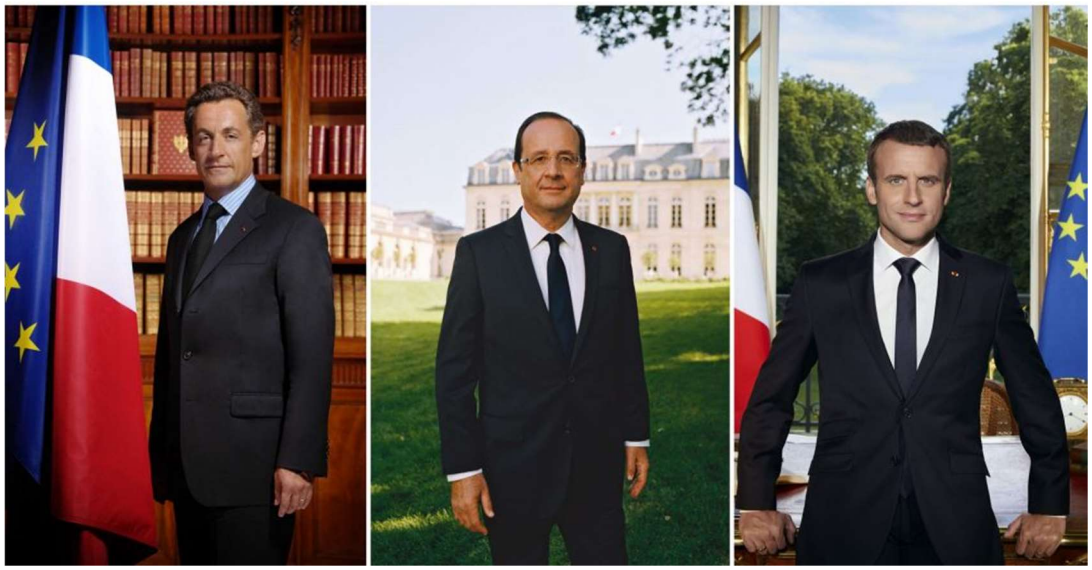
Depuis l'élection de 2017, Emmanuel Macron et Nicolas Sarkozy se sont vus et ont échangé leurs expériences élyséennes. Sont-ce ces rencontres qui ont permis de remettre sur le devant de la scène le dispositif de défiscalisation des heures supplémentaires cher à Nicolas Sarkozy et aussitôt enterré par François Hollande une fois arrivé au pouvoir ?

Emmanuel Macron apprécie chez Nicolas Sarkozy son énergie dévorante comme il l'évoque dans son discours d'investiture « *Nicolas Sarkozy, ne comptant pas son énergie pour résoudre la crise financière* ». Fin 2018, il le charge de représenter la France en Géorgie pour la cérémonie d'investiture de la nouvelle présidente. Enfin, preuve d'une bonne entente entre les deux protagonistes, nous citons le titre de l'article paru dans le Figaro, intitulé « Entre Macron et Sarkozy, une « neutralité bienveillante ».

Les témoignages de collaborateurs proches des deux hommes sont parlants : « *Emmanuel Macron et lui ont tous les deux une capacité de séduction inégalable* », abonde un proche de l'actuel président. « *Ils se ressemblent... Dans les défauts comme dans les qualités. Ils ont la même énergie, la même pugnacité et la même volonté de lutter contre le système. Mais ils ont aussi le même empressement et le même entêtement* », détaille un historique de la campagne d'Emmanuel Macron. « *Je crois qu'il y a un respect qui se teinte d'une certaine admiration pour l'élection d'Emmanuel Macron, qui a bousculé l'ordre et a fait perdre François Hollande* », résume de son côté un sarkozyste pour expliquer le rapprochement entre les deux hommes[196].

Enfin, Nicolas Sarkozy a déclaré, selon les propos rapportés par le Canard Enchaîné dans son édition du 7 juin 2018 : qu'« Avec l'âge, je suis devenu modeste : Macron, c'est moi en mieux». A écouter les discours des deux hommes, il est vrai que les similarités argumentatives ne manquent pas.

[196] Le Figaro, jeudi 27 décembre 2018, p. 6



Ce photomontage des trois portraits officiels est assez éclairant d'un point de vue sémiologique. Nicolas Sarkozy et Emmanuel Macron ont en commun ce même désir d'incarner la France et l'Europe (présence des drapeaux tricolore et européen). Le premier à gauche se tient de profil devant une bibliothèque et le jeune président, affiche les symboles de la modernité avec deux smartphones empilés à sa droite. Au fond, une horloge sur le bureau présidentiel nous rappelle qu'Emmanuel Macron s'est revendiqué comme le « maître des horlogers », entendant inscrire ses réformes dans le temps[197]. Au centre de la photo, François Hollande, en scène dans le jardin du Palais de l'Élysée, et qu'Emmanuel Macron a cherché à se démarquer dès le premier jour de son mandat pour rétablir le rôle présidentiel à la française, selon le modèle gaullien.

[197] *Démocratie smartphone. Le populisme numérique, de Trump à Macron* (2017 : 199)

CONCLUSION

Tout au long de cette étude, nous avons tenté de savoir comment les candidats à l'élection présidentielle adaptaient leurs discours en fonction de la situation de communication, et en quoi leurs discours différaient de ceux qui les avaient précédés. L'analyse du corpus a permis de dégager les éléments logiques, éthiques et pathéthiques que Nicolas Sarkozy et Emmanuel Macron mobilisent en public. Nous nous sommes appuyée sur l'étude lexicale ainsi que sur le système rhétorique d'Aristote reposant sur les cinq piliers que sont l'*inventio* (qui définit les lieux et les arguments ; la raison et les passions ; la tripartition *logos*, *ethos*, *pathos)*, la *dispositio* (c'est-à-dire la construction de l'argumentation), l'*elocutio* (les techniques d'écriture), l'*actio* (les techniques de l'oral), la *memoria* (les techniques de mémorisation). Notre travail ne prétendant pas à l'exhaustivité, nous avons écarté cette ultime phase du système aristotélicien qui mériterait un traitement approfondi dans une étude future.

Pour chacun des protagonistes nous avons mis en exergue la construction discursive de soi, mise au service de l'orateur pour atteindre sa visée persuasive (*logos*), puis la stratégie mise en œuvre pour modifier l'image préalable selon l'auditoire qu'il s'agisse des militants ou des Français dans leur ensemble (*ethos*). Enfin, nous avons souligné les émotions que suscitait le locuteur (*pathos*).

Après avoir consacré l'introduction à la définition des approches théoriques abordées, à savoir, l'analyse de discours, les contextes politiques et les cadres énonciatifs, nous avons traité dans les premier et second chapitres l'étude des discours de campagne et d'investiture de Nicolas Sarkozy en 2007 puis nous les avons mis en confrontation pour faire ressortir les éléments de ressemblance et de différence. Dans les troisième et quatrième chapitres, nous avons appliqué la même méthode aux discours d'Emmanuel Macron prononcés en 2017. Dans le cinquième et dernier chapitre, il a été question de mettre en perspective les corpus des deux protagonistes afin de souligner leur appartenance ou non à une idéologie politique et de comparer les procédés lexicaux communs et tous les éléments susceptibles de nous intéresser pour établir cette comparaison.

Au départ, notre hypothèse s'est articulée autour de l'idée que les politiciens changeaient leur discours aussitôt élus. Or, nous nous sommes aperçue que la variable la plus importante de prise de parole ne se situe pas sur le plan chronologique (2007 *versus* 2017) ni dans le genre de discours (discours de campagne *versus* discours de président) mais dans l'identité même du locuteur. En réalité, le discours varie peu même dans des conditions d'énonciation différentes. Quelles que soient les circonstances, les deux orateurs que sont

Nicolas Sarkozy et Emmanuel Macron restent les mêmes. Un discours de Nicolas Sarkozy reste un discours de Nicolas Sarkozy par-delà l'élection.

Nous avons étudié les spécificités des discours des élections présidentielles (essentiellement discours promissifs -les promesses de campagne *je, veux, France, ne...pas, enfants, nation, candidat, peuple, culture, valeur*, etc.) et celles propres aux discours des présidents qui sont des discours performatifs (*gouvernement, entreprises, résultats, croissance, réforme*, etc) dont l'électorat touche les limites en termes de réalisation concrète. Ceci explique peut-être l'« impuissance des politiques» dont parle Damon Mayaffre qui semble sanctionnée car une fois élus, la performativité du langage, satisfaite lors d'une campagne électorale, devient insatisfaite[198]. Qui plus est, l'absentéisme à l'occasion du scrutin présidentiel peut trouver son origine dans la dichotomie entre « discours promissif » et « discours performatif » (incapacité à obtenir des résultats tangibles).

Dans une perspective d'approfondissement, il nous a semblé intéressant d'analyser très succinctement le rôle des média dans la propagation des informations et plus particulièrement l'utilisation des réseaux sociaux en politique.

1. Le rôle des media

Le premier des présidents de la Cinquième République, Charles de Gaulle comprend l'importance de la télévision puisqu'à partir de 1965, il inaugure une nouvelle ère sur le plan de la communication. A son tour, Valéry Giscard d'Estaing met en scène sa fille Jacinte sur ses affiches de campagne en 1974. Désormais, les campagnes électorales sont centrées sur la personne du candidat, sa rhétorique, son image ainsi que sa place dans les sondages au détriment de ses idées et propositions. En ce sens, la vie politique française tend à se rapprocher du système américain. Pour autant, les media influencent-ils le discours politique ? Contribuent-ils à la légitimation d'un acteur politique ?

L'apparition de nouveaux media (télévision au XXème siècle et les réseaux sociaux plus récemment) a des conséquences sur les techniques de communication (tant sur l'émission que la réception du discours). La diffusion massive et instantanée de l'information augmente le « caractère stratégique » de la communication politique qu'elle soit traditionnelle (affiches, tracts) ou numérique (réseaux sociaux, media). Celle-ci s'est démultipliée, professionnalisée. Les acteurs politiques doivent maîtriser les contraintes des media contemporains (parution, délai d'impression, restriction de public) pour ne pas être entraînés, à leur dépens, dans un tourbillon

[198] D. Mayaffre (2016 : 88)

médiatique où règne l'urgence perpétuelle du traitement de l'information[199]. Il s'avère donc que le rôle des media est crucial dans la vie politique contemporaine en tant qu'ils diffusent des valeurs, des croyances, des attitudes dans la société.

La campagne électorale de 2007 connaît un tournant sans précédent avec la médiatisation de la vie des candidats, leur stratégie de communication et leurs jeux politiques. Les media jouissent d'une position dominante dans la vie politique en termes de moyens de diffusion : télévision, Internet, réseaux sociaux, presse écrite, radio. La « politique people » prend le pas sur le fond du discours. Sans cesse à la recherche de sensationnalisme, les journalistes sont critiqués pour s'intéresser davantage aux petites phrases et joutes verbales des candidats qu'au contenu de leurs projets politiques. Les différents protagonistes, avec la complicité des media, ont instrumentalisé leur vie privée. Dès 2004, à l'ouverture du congrès de l'UMP, Nicolas Sarkozy met en avant son fils Louis, alors âgé de 7 ans, faisant une brève apparition sur écran géant. Une façon pour lui de dire aux Français qu'il leur ressemble, qu'il est un père et un mari. Nicolas Sarkozy a été qualifié d'hyper-président et a poussé loin le processus de personnalisation du pouvoir.

2. Les réseaux sociaux

Depuis l'élection de 2012, les hommes politiques ont cherché à passer outre les media dits traditionnels au profit des réseaux sociaux. Leurs paroles et discours se déclinent sous tous les formats notamment via la télévision en « Replay ». Les meetings politiques, véritables événements télévisuels, sont retransmis en direct sur les chaînes d'information (BFMTV, iTélé, LCI, Franceinfo). Aujourd'hui, chaque parti politique a développé son propre arsenal de communication et détient sa chaîne Youtube et ses réseaux sociaux. Devant l'ampleur de Facebook et Twitter relayés par les bloggeurs, qui nous enjoignent sans cesse à réagir et à débattre, nous sommes « abreuvés » de communication[200]. Si les contrevérités et informations mensongères ont toujours circulé, nous avons vu apparaître au cours de l'échéance de 2017 le phénomène de *fake news* qui a nui à la campagne d'Emmanuel Macron[201]. S'ils sont au service des candidats, les media peuvent aussi modifier leur image publique en un temps très court.

Enfin, la télévision et les réseaux sociaux sont devenus le lieu du spectacle politique moderne et se sont appropriés une part de l'espace public. Ils ont fait éclater les valeurs républicaines. Les hommes politiques ne restent pas indifférents à leur image médiatique qui façonne leur notoriété et conditionne leur visibilité. Le pouvoir persuasif à la télévision repose sur un fait incontournable : le *pathos* l'emporte largement sur le *logos*. Patrick Charaudeau a

[199] *Les 100 discours du XXème siècle* (2010 : 25)
[200] Twitter est un réseau social privilégié par les journalistes.
[201] Les fake news sont des fausses nouvelles voire des informations fallacieuses.

bien mis en valeur ce phénomène en décrivant que «le discours politique s'est progressivement déplacé du lieu du *logos* vers celui de l'*ethos* et du *pathos*»202.

Dans son ouvrage, Francis Brochet explique comment le numérique « révolutionne » la politique[203]. Nos téléphones portables ont bouleversé les habitudes des citoyens qui réagissent instantanément à l'actualité des personnalités politiques par le truchement de tweets. En ce sens, la campagne de 2017 a été un accélérateur de ce phénomène. Pour la première fois en 2017, les Français ont passé plus de temps devant leurs tablettes et ordinateurs que devant la télévision. Les smartphones ont supplanté l'ordinateur comme « porte d'entrée » d'Internet. Le numérique est un populisme selon la définition proposé par l'historien Pascal Ory en tant que « critique des corps intermédiaires (partis, parlements, élites…) au nom d'un lien direct du peuple à un type de dirigeants charismatiques, le tout porté par un discours de rupture »[204.] La présidentielle de 2017 a été le scrutin français le plus numérique.

Selon Christophe de Voogd « la véracité des dires n'aurait plus aucune importance et les assertions les plus saugrenues auraient plus de succès que les faits avérés ». La percée soudaine des réseaux sociaux dans la sphère publique peut être une raison à ce phénomène.

Nous avons débuté ce travail avec des objectifs ambitieux en voulant soumettre les discours de présidentiables et de présidents élus à des analyses les plus complètes possibles avec, en arrière-pensée que la rhétorique était mise au service du pouvoir (titre de ce mémoire). A l'heure du numérique, il serait intéressant de savoir si les candidats privilégient les mots au détriment de l'image ou l'inverse ? Nous pensons que le choix de la *contemporanéité des médias l'emporte même e*n dépit du risque de viralité due à la propagation des rumeurs et autres « fake news » circulant sur les réseaux sociaux. Aujourd'hui, aucun candidat, ne serait-ce qu'à une élection locale, ne songerait à se passer d'eux.

Les résultats auxquels nous sommes arrivée en analysant l'*ethos*, le *logos* et le *pathos* de deux hommes politiques à travers leurs discours de campagne et d'investiture de 2007 et de 2017, nous ouvrent d'autres perspectives. À la lumière de nos conclusions, ce travail peut donner des clés de compréhension à un (ou une) candidat.e souhaitant faire emporter l'adhésion de ses futurs électeurs à ses idées.

[202] P. Charaudeau, *Le discours politique* (2005 : 35)
[203] *Démocratie smartphone. Le populisme numérique de Trump à Macron* (2017 : 15)
[204] *Ibidem* (2017 : 23)

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages :

AMOSSY Ruth, 2008, *Dimension rationnelle et dimension affective de l'ethos,* dans Michael Rimm (dir.), *Emotions et discours. L'usage des passions dans la langue*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.

AMOSSY Ruth, 2012, *L'argumentation dans le discours*, Paris, Armand Colin, 2e éd.

ANSCOMBRE Jean-Claude et DUCROT Oswald, 1997, *L'argumentation dans le discours*, Philosophie et langage, Mardaga, p.84.

ARISTOTE, *Rhétorique livres I, II et II*, texte établi et traduit par Médéric Dufour et André Wartelle, 1998, Paris, Gallimard.

BACOT Paul, GABORIAUX Chloé, LE BART Christian, MAYAFFRE Damon, 2016, *Discours présidentiels et de présidentielles,* Mots. Les langages du politique n°112, Lyon, ENS Editions.

BENVENISTE Emile, 1966, *Problémes de linguistique générale,* Paris, Gallimard.

BENVENISTE Emile, 1970, *L'appareil formel de l'énonciation*, Paris, Langages n°217, p. 12.

BELLENGER Lionel, 2017, *Réussissez vos prises de paroles*, Paris, Prisma.

BERNARD Jacques-Emmanuel, 2013, *La sociabilité épistolaire chez Cicéron*, Paris, Honoré Champion.

BROCHET Francis, 2017, *Démocratie Smartphone. Le populisme numérique, de Trump à Macron*, Paris, Editions François Bourin.

BROQUET Hervé, LANNEAU Catherine, PETERMANN Simon, 2010, *Les 100 discours qui ont marqué le XXème siècle*, Bruxelles, André Versaille éditeur.

CALAS Frédéric, 2007, *Introduction à la stylistique*, Paris, Hachette Supérieur.

CHARAUDEAU Patrick, 2005, *Le discours politique. Les masques du pouvoir*. Paris, Vuibert.

CHARAUDEAU Patrick, 2008, *Pathos et discours politique*, dans Michael Rimm (dir.), *Emotions et discours. L'usage des passions dans la langue*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.

CHARAUDEAU Patrick, 2013, *La conquête du pouvoir. Opinion, persuasion, valeur. Les discours d'une nouvelle donne politique*, Paris, L'Harmattan, Coll. Langue&Parole.

CHIRON Pierre, 2007, *Rhétorique / Aristote ; introduction, traduction, notes, bibliographie et index,* Paris, GF Flammarion.

CICERON, *De l'orateur, Livre I*, texte établi et traduit par Edmond Courbaud, 1985, Paris, Les Belles Lettres.

COTTERET Jean-Marie, 1991, *Gouverner c'est paraître.* Paris, Presses universitaires de France.

DOUILLET Anne-Cécile, 2017, *Sociologie politique*, Paris, Armand Colin.

EGGS Ekkehard, 2008, *Le pathos dans le discours,* dans Michael Rimm (dir.), *Emotions et discours. L'usage des passions dans la langue*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.

FAURE Alain et NEGRIER Emmanuel, 2017, *La politique à l'épreuve des émotions*, Presses Universitaires de Rennes.

GARRIGUES Jean et RUHLMANN Jean, 2016, *Elysée circus. Une histoire drôle et cruelle des présidentielles.* Paris,Tallandier.

GRAMSCI Antonio, 1975, *Ecrits politiques* [II : 1921-1922], textes choisis, présentés et annotés par Robert Paris, Paris, trad. de l'italien par Marie-G. Martin-Gistucci, Gilbert Moget, Armando Tassi, Robert Paris*,* Coll. Bibliothèque de Philosophie, Gallimard.

GUARESI Magali, 2016, *Cooccurrences, contrastes et caractérisation textuels. Applications à un corpus de professions de foi électorales (1958 – 2007),* BCL (UMR 7320), Université Nice Sophia Antipolis-France JADT 13ème Journées internationales d'Analyse statistique des Données Textuelles.

HARLAUT Yann et CHANOIR Yonhann, 2014, *Convaincre comme Jean Jaurès. Comment devenir un orateur d'exception*. Paris, Eyrolles.

HERMAN Thierry, 2001, *Images de soi dans l'éloge funèbre de François Mitterrand par Jacques Chirac,* dans Marc Dominicy et Madeleine Frédéric (dir.), La mise en scène des valeurs. La rhétorique de l'éloge et du blâme, Lausanne, Delachaux et Niestlé.

GOUREVITCH Jean-Paul, 1998, *L'image en politique. De Luther à Internet et de l'affiche au cl*ip. Paris, Hachette Littératures.

GUILHAUMOU Jacques et SCHEPENS Philippe, *Matériaux philosophiques pour l'analyse du discours*, ouvrage collectif, 2011, Besançon, Presses Universitaires de Franche-Comté.

HAEGEL Florence, 2007, *Partis politiques et système partisan en France*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 253, 331, 343.

ISOCRATE, *Discours IV*, texte établi et traduit par Georges Mathieu et Emile Brémond, 1972, Paris, Les Belles Lettres.

J. MAAREK Philippe et MERCIER Arnaud, 2018, *2017, la présidentielle chamboule-tout. La communication politique au prisme du «dégagisme»*, Paris, L'Harmattan.

KAHN Gérard, 1992, *Manière de dire. Élémens de rhétoriqu*e, Paris, Crédif.

KERBRAT-ORECCHIONI Catherine, 2006, *L'Énonciation. De la subjectivité dans le langage*, Paris, Armand Colin, p.32.

KOREN Roselyne & AMOSSY Ruth, 2002, *Après Perelman : quelles politiques pour les nouvelles rhétoriques ?* Paris, L'Harmattan.

KRIEG-PLANQUE Alice, 2017, *Analyser les discours institutionnels*, Paris, Armand Colin.

KRIEG-PLANQUE Alice, 2010, *Nous ne pourrons pas dire que nous ne savions pas. Etude d'une mise en discours de la morale.* Mots. Les langages du politique, n° 92, Lyon, ENS Éditions, p. 103 à 120.

LAMIZET Bernard, 2011, *Le langage politique*, Paris, Editions Ellipses.

LE BART Christian, 1998, *Le discours politique*, Paris, Presses Universitaires de France.

LEBLANC Jean-Marc, 2017, *Analyses lexicométriques des voeux présidentiels*, Londres, Iste Éditions.

LE GUERN Michel, 1973, *Sémantique de la métaphore et de la méthonymie*, Paris, Larousse Universités.

MACRON Emmanuel, 2016, Révolution. C'est notre combat pour la France. Paris, XO Editions.

MAINGUENEAU Dominique, 1991, *L'analyse du discours*, Paris, Hachette, p. 13.

MAINGUENEAU Dominique, 1976, *Initiation aux méthodes de l'analyse du discours*, Paris, Hachette.

MAINGUENEAU Dominique, 2014, *Discours et Analyse du discours*, Paris, Armand Colin.

MAINGUENEAU Dominique, 2016, *Analyser les textes de communication*, Paris, Armand Colin.

MAYAFFRE Damon, 2012a, *Nicolas Sarkozy. Mesure et démesure du discours (2007-2012)*, Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), « Références »

MAYAFFRE Damon, 2012b, *Le discours présidentiel sous la Ve République,* Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), 2ème édition.

MAYAFFRE Damon, 2013, *Sarkozysme et populisme. Approche logométrique du discours de Nicolas Sarkozy (2007-2012)*, Mots. Les langages du politique n°103, Lyon, ENS Editions.

MAYAFFRE Damon, 2016, *Du candidat au président. Panorama logométrique de François Hollande.* Mots. Les langages du politique n° 112, Lyon, ENS Editions, p. 81 à 92.

MENDES-FRANCE Pierre, 1953, *Gouverner c'est choisir*, Paris, Julliard, Coll. La Nef.

MOLINIER Georges, 1992, *Dictionnaire de rhétorique*, Paris, Le livre de poche

NÉE Emilie, 2012, *L'Insécurité en campagne électorale*, Paris, Honoré Champion Éditeur.

PERELMAN Chaïm, 1977, *L'empire rhétorique. Rhétorique et argumentatio*n, Paris, Librairie philosophique J. Vrin, pp. 32-33.

PORCHER Thomas et FARAH Frédéric, 2016, *Introduction inquiète à la Macron-Économie*, Paris, Les Petits matins.

PRISSETTE Nicolas, 2016, *Emmanuel Macron en marche vers l'Élysée*, Plon.
REBOUL Olivier, 1991, *Introduction à la rhétorique*, PUF, coll. «1er Cycle"

RINN Michael, 2008, *Emotions et discours. L'usage des passions dans la langue*, Rennes, coll. Interférences, Presses Universitaires de Rennes

SARKOZY Nicolas, 2007, *Témoignage*, Paris, XO Editions.

SEARLE John R, 1995, *La construction de la réalité sociale*, trad. de l'anglais par Claudine Tiercelin, Paris, Gallimard Coll. «nrf essais».

TODOROV Tzvetan, 1981, *Mikhaïl Baktine, le principe dialogique suivi de Écrits du Cercle de Bakhtine*, Paris, Le Seuil Coll. Poétique.

Articles de presse :

Le Figaro, *D'où vient la formule latine de Macron «Pacat sunt servanda» ?* Alice Develey, 18 décembre 2017 : http://www.lefigaro.fr/langue-francaise/actu-des-mots/2017/12/18/37002-20171218ARTFIG00079-d-o-vient-la-formule-latine-de-macron-pacta-sunt-servanda.php?utm_source=app&utm_medium=sms&utm_campaign=fr.playsoft.lefigarov3

Le Monde, *Elu président à l'âge de 39 ans, Emmanuel Macron sera le plus jeune chef d'Etat en fonction dans une démocratie*, Anne-Aël Durand, Eléa Pommiers et Maxime Delrue, 7 mai 2017 : https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2017/05/07/emmanuel-macron-est-le-plus-jeune-chef-d-etat-elu-d-une-democratie_5123799_4355770.html

Libération, *Sarkozy-Royal. Le débat*, 3 mai 2007, cahier spécial, n°8083

Libération, *L'alternance stylistique*, Alain Duhamel, 15 septembre 1995 https://www.liberation.fr/tribune/1995/09/15/l-alternance-stylistique_145423

Nice Matin, *Désarçonnant ! : ce Niçois spécialiste du discours politique livre son analyse du débat Macron-Le Pen,* 4 *mai 2017 :* https://www.nicematin.com/politique/desarconnant-ce-nicois-specialiste-du-discours-politique-livre-son-analyse-du-debat-macron-le-pen-134340

Articles électroniques :

ALSAFAR Ali, 2014, *Ethos discursif et construction des rapports intersubjectifs dans les professions de foi des élections présidentielles de 2007 et de 2012*. Linguistique. Université Paul Valéry - Montpellier III, 2014. Français. NNT: 2014MON30080. tel-01146590. [consulté en ligne le 2 juin 2019]. Disponible à l'adresse : https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01146590/document.

BENOIT A LA GUILLAUME Luc, 2000, *Les discours d'investiture ou les paradoxes de l'éloge*, Revue Française d'Etudes Américaines, [consulté en ligne le 10 janvier 2019]. Disponible à l'adresse : https://www.persee.fr/doc/rfea_0397-7870_2000_num_83_1_1797

CHAMPAGNE Sarah, 2018, *Un an de Macron : ou comment les « 1% » ont fait leur révolution sous notre nez*, Mr Mondialisation, média indépendant et gratuit. [consulté le 1er avril 2019]. Disponible à l'adresse : https://mrmondialisation.org/macron-ou-comment-les-1-ont-fait-leur-revolution/

CHARAUDEAU Patrick, 2007, *Analyse de discours et communication. L'un dans l'autre ou l'autre dans l'un ?* in Revue Semen 23, Sémiotique et communication. Etat des lieux et perspectives d'un dialogue, Presses Universitaires de Franche-Comté, Besançon, avril 2007. [consulté en ligne le 22 février 2019]. Disponible à l'adresse : http://www.patrick-charaudeau.com/Analyse-de-discours-et.html#nb12

COULOMB-GULLY Marlène, 2009, *Le corps présidentiel. Représentation politique et incarnation dans la campagne présidentielle française de 2007*, *Mots,* numéro 89, pages 25 à 38. *Les langages du politique*. [consulté en ligne le 9 février 2019].
Disponible à l'adresse : http://journals.openedition.org/mots/18753

CUNILLERA DOMENECH Montserrat, 2010, *Les métaphores dans le discours politique : tendances de traduction à l'espagnol*, Synergie Espagne n°3, pages 107 à 117. [consulté en ligne le 9 avril 2019]. Disponible à l'adresse : https://gerflint.fr/Base/Espagne3/montserrat.pdf

DORNA Alexandra, 2007, *Pistes pour une étude contextuelle du discours politique populiste,* Bulletin de psychologie, numéro 492, pages 593 à 600, [consulté en ligne le 7 février 2019]. Disponible à l'adresse : https://cache.univ-tln.fr:2057/revue-bulletin-de-psychologie-2007-6-page-593.htm?contenu=bibliographie

DUPUY Pierre-Olivier et MARCHAND Pascal, 2009, *Débat de l'entre-deux-tours 2007. La conquête de l'espace lexical*, *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 89, pages 105 à 117, [consulté en ligne le 11 février 2019]. Disponible à l'adresse : http://journals.openedition.org/mots/18853

KRIEG-PLANQUE Alice, 2010, *Un lieu discursif : «Nous ne pourrons pas dire que nous ne savions pas». Étude d'une mise en discours de la morale*, Mots. Les langages du politique [consulté en ligne le 7 février 2019].

Disponible à l'adresse : http://mots.revues.org/19571 ; DOI : 10.4000/mots.19571

MACRON Emmanuel, 2017, *Mon contrat avec la Nation*, site Internet En Marche [consulté le 8 avril 2019].
Disponible à l'adresse :https://en-marche.fr/articles/actualites/contrat-avec-la-nation

MAYAFFRE Damon, BOUZEREAU Camille, DUCOFFE Mélanie, GUARESI Magali, PRECIOSO Frédéric, *Les mots des candidats, de « allons » à « vertu »*. Pascal Perrineau. Le vote disruptif. Les élections présidentielles et législatives de 2017, Presses SciencesPo (2017 : p. 129-152). [consulté le 2 juin 2019]. Disponible à l'adresse : https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01635941/file/Les%20mots%20des%20candidats.pdf

PIGLIAPUCHI Susanna, 2010, *La stratégie communicative de Nicolas Sarkozy*, Université des Etudes de Milan, mémoire d'étude de maîtrise. [consulté en ligne le 10 janvier 2019]. Disponible à l'adresse : https://www.researchgate.net/publication/43126070 La strategie_communicative_de_Nicolas_Sarkozy

SANDRE Marion, 2009, « *Analyse d'un dysfonctionnement interactionnel – l'interruption – dans le débat de l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle de 2007* », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 89 | p. 69-81. [consulté le 9 février 2019]. Disponible à l'adresse : http://journals.openedition.org/mots/18793

de VOOGD Christophe, 2017, *Réformer, quel discours pour convaincre ?*, Fondation pour l'Innovation Politique. [consulté le 18 mai 2019].
Disponible à l'adresse : http://www.fondapol.org/etude/christophe-de-voogd-reformer-quel-discours-pour-convaincre/

Emissions radiophoniques :

Les matins de France Culture du 13 avril 2018 : https://www.franceculture.fr/emissions/le-billet-politique/le-billet-politique-du-vendredi-13-avril-2018. [consulté le 2 juin 2019].

Documents audiovisuels :

Fun Mooc, *Son, Communication et parole, une initiation douce à la Phonétique du français* (particularités de la communication parlée et organisation, la structuration du système sonore) Université de Toulouse Jean-Jaurès.

HOOPER Tom, réal. 2010, *Le discours d'un roi*, Royaume Uni, UK Film Council.

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements 3

Résumé 6

Sommaire 7

INTRODUCTION 9

1. Le pouvoir politique : acteurs, enjeux, organisations, événements 10
   a- Contexte politique et social 10
   b- Les acteurs de la vie politique 10
   c- L'engagement politique et le sentiment de légitimité 11
   d- Situation communicationnelle des discours politiques 11
   e- Quelles grandes fonctions le discours politique remplit-il ? 12
2. Portraits prédiscursifs des orateurs 13
   a- Nicolas Sarkozy 13
   b- Emmanuel Macron 15
3. L'étude de l'énonciation 16
4. Problématique et plan 16

CHAPITRE 1 : ÉTUDE DU DISCOURS DE CAMPAGNE DE NICOLAS SARKOZY 18

I. FIN DE COURSE A LA PRÉSIDENTIELLE : LES DERNIERS MOTS DU CANDIDAT ADRESSÉS AUX FRANÇAIS 19

1. Positionnement politique caractérisé par la «rupture» 19
2. Un programme politique ancré dans la matrice idéologique de l'aile droite 20

II. ÉTUDE DE L'ARGUMENTATION OU *LOGOS* 23

1. Un raisonnement qui s'érige contre un adversaire 24
2. L'implicite 25
   a- Les sous-entendus et la présence d'autres discours 25
   b- La négation au service de l'expression des points de vue 26
   c- Le dialogisme 27

III. ÉTUDE DE L'ARGUMENTATION «AFFECTIVE», *ETHOS* ET *PATHOS* 29

1. L'*ethos* 29
   a- *Ethos* préalable et *ethos* discursif 29
   b- Les actes de langage 32
   c- Les déictiques 33
   d- Discours populaire ou discours populiste ? 34
2. Le *pathos* 35
   a- La relation avec l'auditoire 35
   b- Les questions rhétoriques 36

c- Le lexique axiologique : valeurs, louange et blâme 36
d- Les figures de style 41

IV. L'ACTION ORATOIRE 43

1. La voix et la gestuelle mises au service de l'orateur 43
2. Le candidat en scène 46

CHAPITRE 2 : ÉTUDE DU DISCOURS D'INVESTITURE DE NICOLAS SARKOZY 47

I. LE PLAN DE L'ALLOCUTION D'INVESTITURE 48

II. ÉTUDE DE L'ARGUMENTATION : RAISONNEMENT OU *LOGOS* 51

1. Un discours fondé sur l'argumentation de l'autorité et la recherche du consensus 51
2. L'implicite 52
a- Les présupposés - Les sous-entendus 52
b- La négation 52
c- Le dialogisme 52
3. Le raisonnement de Nicolas Sarkozy 53

III. ÉTUDE DE L'ARGUMENTATION «AFFECTIVE» *ETHOS* ET *PATHOS* 56

1. L'*ethos* 56
a- Les repérages 57
b- Les actes de langage, les allusions 58
2. Le *pathos* 59
a- Classification des termes subjectifs et évaluatifs 59
b- Le lexique axiologique : valeurs, louange et blâme 60

IV. L'ACTION ORATOIRE 63

1. Une installation très ritualisée 63
2. Une gestuelle pour incarner le pouvoir 65

V. COMPARAISON DES DEUX DISCOURS DE NICOLAS SARKOZY 65

1. Ressemblances et différences des discours 66
2. Une image présidentielle dégradée 68
3. Au niveau des réactions suscitées 68

CHAPITRE 3 : ÉTUDE DU DISCOURS DE CAMPAGNE D'EMMANUEL MACRON 70

INTRODUCTION 71

1. La présidentielle de 2017 fait vaciller les schémas politiques traditionnels 71
2. Un novice en politique qui s'affranchit de tout parti 72
3. Une campagne éclair 72

I. LE PLAN DU DISCOURS 73

II. ÉTUDE DE L'ARGUMENTATION : RAISONNEMENT OU *LOGOS*.....75

1. Une stratégie argumentative à charge contre l'adversaire 76
2. Un projet progressiste qui appelle à des « *transformations* » 78
   a- Le dialogisme donne du poids à l'argumentation 78
   b- Le dialogisme interlocutif 78
   c- Les allusions, présupposés lexicaux et voix passive 81
   d- Le lexique comme révélateur du dialogisme interdiscursif 82
   e- la « Révolution passive » et le « néolibéralisme » selon Emmanuel Macron 83
3. Syllogisme 86

III. ÉTUDE DE L'ARGUMENTATION «AFFECTIVE» : *ETHOS* ET *PATHOS*.....86

1. L'image politique 86
2. De quelle image préalable Emmanuel Macron jouit-il auprès du public ? 87
3. L'*ethos*, la construction de l'image de soi par le discours 88
   a- Les indices énonciatifs 90
   b- Les verbes 90
   c- Les déictiques 91
   d- Le parler « macronien » : de l'élitisme lexical au style populaire 92
4. Le *pathos* 92
   a- La relation avec l'auditoire 93
   b- Le charisme 94
   c- Les questions rhétoriques 95
   d- Les procédés de modalisation 95
   e- Les figures de style 97

IV. L'ACTION ORATOIRE 99

1. L'imagerie politique présente dans les symboles de la nation 99
2. Une gestuelle excessive masque-t-elle une faiblesse dans la voix ? 100
3. La voix 102

CHAPITRE 4 : ÉTUDE DU DISCOURS D'INVESTITURE D'EMMANUEL MACRON.....105

INTRODUCTION 106

1. Le Président jupitérien 106
2. La prise en compte de la situation de communication 107
3. La problématique 107

I. LE PLAN DU DISCOURS 107

II. ÉTUDE DE L'ARGUMENTATION / RAISONNEMENT : LE *LOGOS*.....108

1. La structuration thématique du discours dominé par des considérations économiques et internationales 109
2. L'«*esprit*» guide l'action du président de la République 109
3. A quelle idéologie le président élu se réfère-t-il ? 110
4. Le rôle de l'implicite sous ses diverses formes 111
   a- Les présupposés – les sous-entendus et la présence d'autres discours 111

b- La négation et la voix passive au service de l'expression des points de vue 112
c- L'écho dans le discours des circonstances et des discours antérieurs : le dialogisme 114
5. Le raisonnement d'Emmanuel Macron 114
a- Un syllogisme possible 115
b- L'argumentation véhiculée par les connecteurs « *mais* » et « *car* » 115

III. ÉTUDE DE L'ARGUMENTATION «AFFECTIVE», *ETHOS* ET *PATHOS* 116

1. L'*ethos* 116
a- L'image de soi que le locuteur veut donner : les repérages 116
b- Les actes de langage, les allusions et sous-entendus 118
2. Le *pathos* 120
a- La relation avec l'auditoire ou la promesse de mouvement et d'action 120
b- Prédominance des termes subjectifs 122
c- Les valeurs (louange et blâme), prédicats attachés à la France 124
d- Les figures de style 124
e- Dénomination et figement 128
f- Les formules et la doxa 129

IV. L'ACTION ORATOIRE 130

1. La mise en scène esthétique du pouvoir 131
2. Mise en valeur par l'action oratoire 131
3. L'*actio* ou l'animation du discours 133

V. COMPARAISON DES DEUX DISCOURS D'EMMANUEL MACRON 135

1. Ressemblances et différences des discours 135
a- Le lexique «macronien» 135
b- L'*ethos* 136
c- Les déictiques et actes de langage 137
2. L'homme compte plus que le projet 137

CHAPITRE 5 : COMPARAISON DES DISCOURS DE NICOLAS SARKOZY ET EMMANUEL MACRON 139

1. Des trajectoires politiques opposées mais des compétences communes 140
2. Au niveau du *logos* 140
a- Le positionnement idéologique 140
b- Une argumentation basée sur l'opposition 141
3. Au niveau de l'*ethos* 143
a- L'*ethos* préalable 143
b- L'*ethos* de crédibilité et d'identification 144
4. Au niveau du *pathos* 147
a- Stratégies d'inscription dans l'histoire 147
b- Les valeurs 147
c- Le contrôle permanent d'Emmanuel Macron Vs le naturel de Nicolas Sarkozy 148
d- Une dimension polémique 148
e- Parler au peuple 150
5. Au niveau de l'action oratoire 151
6. Ce qu'ils pensent l'un de l'autre 151

CONCLUSION 153

1. Le rôle des media 155
2. Les réseaux sociaux 156

BIBLIOGRAPHIE 157

TABLE DES MATIÈRES 163

ANNEXES 168

ANNEXES

Annexe 1 : Discours de campagne de Nicolas Sarkozy à Montpellier

Mes chers amis,

C'est ici en Languedoc que finit cette campagne qui fut longue, qui fut rude, qui fut passionnée, et dont tous les Français ont senti à quel point elle était importante, à quel point elle était lourde de conséquences. Tous ont eu ce pressentiment que ce qui allait se passer serait décisif, que cela ne pouvait pas se passer sans eux, que trop de rendez-vous avaient été manqués dans le passé, que trop de choix avaient été différés, que trop de retards avaient été accumulés et que maintenant la France avait trop attendu, qu'elle ne pouvait plus attendre, qu'elle ne pouvait plus en rester là.

Et le peuple qui ne disait plus rien, le peuple qui gardait pour lui sa déception et sa colère, le peuple qui était découragé, qui n'allait plus voter que par devoir ou qui s'abstenait de plus en plus, le peuple s'est levé, le peuple a repris la parole, il a dit : « Je ne laisserai personne décider à ma place ».

Dans ce Languedoc où tant de peuples et de religions se sont affrontés et mêlés les uns aux autres, où dans les luttes qui furent si féroces et les passions si vives, s'est forgé un caractère vigoureux, prompt à s'opposer, prompt à défendre ses libertés.
Michelet disait : « C'est une bien vieille terre que ce Languedoc. Vous y trouverez partout les ruines sous les ruines, les Camisards sur les Albigeois, les Sarrasins sur les Goths, sous ceux-ci les Romains, les Ibères ».
Dans cette bien vieille terre, où s'entassent les ruines, les peuples, les histoires, dans cette vieille terre ravagée par la Croisade des Albigeois, les guerres de religions, les invasions,
Dans cette bien vieille terre, où se mélangent depuis si longtemps les souvenirs des morts et les espoirs des vivants,
Dans cette bien vieille terre, où l'on prie, où l'on se bat, où l'on travaille depuis tant de siècles,
On sait ce qu'est l'élan d'un peuple qui se lève, ce qu'est la puissance d'un peuple qui a toujours refusé d'être esclave et qui sait dire non, non au renoncement, non à la fatalité, non à tout ce qui peut l'asservir.

C'est ici sur cette terre charnelle qui a connu tant de violence et de tragédies que j'ai voulu aller jusqu'au bout de cette vague populaire qui depuis de semaines monte des profondeurs du pays et porte en elle un immense espoir de renouveau.
C'est ici dans Montpellier que je suis venu pour la dernière fois dans cette campagne à la rencontre de ce peuple français dont j'ai appris à partager les joies et les peines, et qui dans trois jours décidera de son destin.

Depuis 4 mois, depuis ce 14 janvier où à la Porte de Versailles j'ai dit à mes amis que je devais aller à la rencontre des Français, même de ceux qui n'avaient jamais été mes amis, ceux qui n'avaient jamais appartenu à la même famille politique que moi, ceux qui n'avaient jamais voté pour moi, ceux qui m'avaient combattu, depuis qu'a commencé à se créer entre les Français et moi ce lien profond qui s'établit dans une campagne présidentielle entre le peuple et celui qui aspire à devenir l'homme de la nation, la France a cessé pour moi de n'être qu'une idée pour devenir presque une personne qui souffre et qui espère, qui a des sentiments, qui a des valeurs, qui a une identité.

La France, c'est une multitude de petits pays, de cultures, de croyances, d'histoires, de destinées qui se sont mélangées qui se sont fondus en une seule. C'est une multitude de volontés individuelles qui se sont unies pour en faire une. La France a une âme, un caractère, une sensibilité.
Pendant ces 4 mois je suis retourné sur tous ces lieux qui pour moi et pour tous les Français ont toujours symbolisé la France parce qu'ils incarnent tous une part mystérieuse d'elle-même.
Je suis retourné sur tous ces lieux sacrés où j'étais déjà allé jadis sans ressentir cette émotion que j'ai ressentie au cours des dernières semaines au Mont Saint-Michel, à Verdun ou à Colombey, en pensant à la France.

Pour la première fois de ma vie je me suis senti proche des moines qui avaient défié l'océan et le sable pour adresser à Dieu l'une des plus belles prières que les hommes aient jamais adressé au Ciel, et je me suis senti partie prenante dans cette prière venue du fond des âges, et j'ai senti que dans cette flèche de

pierre dressée vers le Ciel, comme dans les flèches de toutes les cathédrales, il y avait l'âme de la France.

Pour la première fois de ma vie en retournant à Verdun je n'ai pas regardé le champ de bataille, les croix blanches du cimetière alignées à l'infini et l'ossuaire de Douaumont comme on regarde un lieu chargé d'histoire, je n'ai pas cherché à imaginer ce qu'avaient été ces batailles terribles, mais j'ai ressenti ce qu'avait pu être l'horreur de ces affrontements, leur dimension tragique, j'ai senti tout le malheur, toute la douleur qui s'était concentrée au-dessus de ces milliers de tombes de ces milliers de morts dont les corps étaient tellement déchiquetés qu'ils n'avaient plus de noms et dont beaucoup ne furent jamais retrouvés parce qu'ils avaient été engloutis dans la boue, et j'ai senti que dans ce malheur, dans cette douleur il y avait l'âme de la France.

A Colombey où j'étais allé si souvent depuis 30 ans j'ai eu l'impression que je venais pour la première fois. Dans ce petit cimetière pareil au cimetière de tant de nos villages, lorsque je me suis recueilli seul devant l'humble tombe du Général De Gaulle, j'ai senti que dans ce petit village était l'âme de la France.

Sur les plages du débarquement, j'ai senti l'âme de la France. A Rouen où Jeanne fut menée au bûcher, j'ai senti l'âme de la France. A Toulon, à Nice, à Bordeaux, à Nantes, à Tours, à Poitiers, à Saint-Quentin, à Clermont-Ferrand, à Lille, à Strasbourg, à Lyon, à Toulouse, à Nice, à Marseille j'ai senti l'âme de la France.
A Nîmes où il y a un an, certains d'entre vous s'en souviennent peut-être, j'ai prononcé mon premier discours sur la France et en me souvenant des camisards et des persécutions, des femmes protestantes enfermées dans la Tour de Constance à Aigues-Mortes sur l'ordre de Louis XIV, en me souvenant de toute cette souffrance, j'ai senti à travers cette ancienne souffrance, qui ne s'est jamais éteinte, souffler l'âme de la France.
Dans les campagnes avec les paysans, à Châteauneuf-du-Pape avec les viticulteurs, dans les laboratoires, dans les écoles, dans les hôpitaux, dans les maisons de retraite, à Lorient avec les pêcheurs, dans les Ardennes avec les ouvriers, partout où je suis allé à la rencontre des Français, à la rencontre de la France, à la rencontre de son passé, de son présent, de son avenir, j'ai senti l'âme de la France.

A Montpellier, où rôdent encore les ombres de Rabelais et de Jean Moulin, je sens l'âme de la France, je sens sa vitalité, je sens sa jeunesse, je sens son énergie, je sens son espérance.
Si près de Sète et de son cimetière marin où :
« Midi le juste y compose de feu
La mer, la mer, toujours recommencée (...)
Fragment terrestre offert à la lumière (...)
Composé d'or, de pierres et d'arbres sombres
La mer fidèle, y dort sur mes tombeaux ! »

Je me souviens des poèmes que l'on m'apprenait dans ma jeunesse et qui exprimaient l'âme même de la France.
La France, tout au long de cette campagne, elle ne m'a pas quitté.
Quel que soit le sujet dont j'ai parlé, je n'ai parlé que d'elle.
Je n'ai pensé qu'à elle.
Je n'ai fait campagne que pour elle.
C'est ce que les Français attendaient ; qu'on leur parle de la France.
C'est ce que les Français demandaient : qu'on leur explique ce que l'on voulait faire pour la France.
C'est ce que les Français espéraient : que la France revienne au cœur de la politique, qu'on leur dise ce qu'elle allait devenir, comment elle pouvait continuer d'exister, comment elle pouvait garder son âme.

Car cela faisait bien longtemps que l'on ne parlait plus de la France. Cela faisait bien longtemps, depuis mai 68, que la nation n'était plus à la mode.

Progressivement, elle avait fini par ne plus avoir aucune place en politique.
On avait enseigné à la dénigrer, à la détester, à la haïr.
Il y avait la repentance qui demandait aux fils d'expier les fautes supposées de leurs pères et même de leurs aïeux ou de leurs ancêtres.
Il fallait expier l'histoire de France, il fallait expier les Croisades, les révolutions, les guerres, la colonisation. Tout, il fallait tout expier.
En mettant à vif les mémoires blessées, en cultivant la rancoeur par une surenchère dans le culte des origines, en manipulant à des fins politiciennes la souffrance et les frustrations par ailleurs bien réelles, on ne récolte pas la fraternité mais la violence et la haine. La France ne s'est pas bâtie sur l'oubli. Nul n'a oublié les peines, les souffrances et les malheurs. Felix Eboué gouverneur des colonies et premier résistant de la France d'Outre-Mer n'avait jamais oublié qu'il était le petit fils d'un esclave noir de Guyane. A Béziers, à Carcassonne, dans l'Ariège nul n'a oublié la croisade des Albigeois, Simon de Montfort et les légats du Pape criant : « tuez-les tous, Dieu reconnaîtra les siens ! » Les protestants des Cévennes n'ont pas oublié les persécutions. Les vendéens n'ont pas oublié les colonnes infernales. Les républicains espagnols qu'on a parqués dans des camps n'ont rien oublié. Les enfants juifs qui ont vu leurs parents conduits au Vel d'Hiv par la police de Vichy n'ont rien oublié.
Non, nul n'a rien oublié des peines, des souffrances et des malheurs mais pour tous l'amour de la France a été le plus fort et d'autant plus fort qu'il était fait de douleurs surmontées.

La France ce n'est pas l'oubli de ce que l'on est, c'est la foi dans un destin commun plus forte que la haine et la vengeance.
A Aigues-Mortes les femmes protestantes enfermées dans la Tour de Constance ont gravé sur les murs de leur prison « Résister », aucune d'entre elles n'a écrit « mort à la France » comme on le voit aujourd'hui sur certains murs.
On ne bâtira rien sur la haine, ni la haine des autres ni la haine de soi. A Marseille, j'ai dit à la jeunesse française : « La France est votre pays et vous n'en avez pas d'autre, même si vos parents ou vos grands-parents sont venus d'ailleurs. La haïr c'est vous haïr vous-mêmes. La France est à vous. Elle est votre héritage. Votre bien commun. Ne lui demandez pas d'expier ses fautes. Ne demandez pas aux enfants de se repentir des fautes des pères. »
En 1962 le Général de Gaulle a dit à Adenauer : « De tant de sang et de larmes, rien ne doit être oublié mais, chacune renonçant à dominer l'autre, la France et l'Allemagne ont discerné ensemble quel était leur devoir commun ». Il ne lui a pas dit : « Expiez d'abord, nous verrons après ! ». Et à la jeunesse allemande il n'a pas dit : « vous êtes coupable des crimes de vos pères ». Il lui a dit : « je vous félicite d'être de jeunes Allemands, c'est-à-dire les enfants d'un grand peuple qui parfois, au cours de son histoire, a commis de grandes fautes ».
Aux peuples de nos anciennes colonies nous devons offrir non l'expiation mais la fraternité et à tous ceux, d'où qu'ils viennent, qui veulent devenir Français la liberté et l'égalité.

Alors, c'est vrai, il y a dans notre histoire des erreurs, des fautes, des crimes, comme dans toutes les histoires de tous les pays. Mais nous n'avons pas à rougir de l'histoire de France.
La France n'a pas commis de génocide, elle n'a pas inventé la solution finale. Elle est le pays qui a le plus fait pour la liberté du monde. Elle est le pays qui a le plus fait rayonner les valeurs de liberté, de tolérance, d'humanisme.
Nous pouvons être fiers de notre pays, de ce qu'il a apporté à la civilisation universelle, à l'idée d'humanité.
Nous pouvons être fiers d'être les enfants d'un pays de liberté et de démocratie.
Nous pouvons être fiers d'être les enfants de la patrie des Droits de l'Homme.
Et nous pouvons légitimement faire partager cette fierté à nos propres enfants. Nous pouvons leur raconter l'histoire de France sans rougir.
Nous pouvons leur raconter que tous les Français pendant la guerre n'étaient pas pétainistes, qu'il y avait aussi des Français qui se battaient dans les maquis, qu'il y avait des Français qui risquaient leur vie dans la Résistance, qu'il y avait des Français qui se battaient dans les rangs de la France libre, qu'il y avait des Français qui cachaient des Juifs dans leurs propres maisons, dans leur propre famille.
Nous pouvons raconter à nos enfants que dans les colonies les colons n'étaient pas tous des exploiteurs,

que beaucoup d'entre eux n'ont jamais exploité personne et que si le colonialisme était un système porteur d'injustice et de violence, beaucoup de Français étaient partis dans les colonies en pensant sincèrement oeuvrer pour un projet de civilisation. Ils ont bâti des ponts, des hôpitaux, des écoles, ils ont cultivé une terre aride, ils ont travaillé toute leur vie. Et un jour ils n'ont plus eu le choix qu'entre la valise et le cercueil et ils ont dû quitter la terre où ils étaient nés, cette terre qu'ils aimaient, la maison de leur enfance, le peu de biens qu'ils avaient.

Ces femmes et ces hommes, ils méritent d'être respectés. Comme méritent d'être respectés les supplétifs d'Indochine et les harkis qui ont dû quitter leur pays pour ne pas être égorgés parce qu'ils avaient servi fidèlement la France. La France les a abandonnés. Envers eux elle a une dette qu'elle n'a pas réglée. Je veux que cette dette soit réglée parce que c'est une dette d'honneur, et une nation ne doit pas transiger avec l'honneur, surtout quand il s'agit de la France.

Il fallait en finir avec le dénigrement de l'histoire de France. Il fallait en finir avec la détestation des valeurs de la France.

La France c'est la laïcité. La France c'est l'égalité des droits et des devoirs. La France c'est l'égalité de l'homme et de la femme. La France c'est la liberté de conscience. La France c'est la liberté d'expression.

Ces valeurs ne sont pas négociables. Ces valeurs sont au coeur de notre identité nationale. Ces valeurs, nul ne peut prétendre vivre en France sans les respecter. Comme nul ne peut prétendre vivre en France sans parler le Français, sans respecter les moeurs du pays qui l'accueille.

En France la caricature est libre. En France on enseigne Voltaire dans les écoles. En France on ne menace pas de mort les philosophes. En France on ne retire pas une pièce de Voltaire de l'affiche d'un théâtre parce que le directeur a reçu des menaces de mort de la part de groupuscules de fanatiques.

En France on ne s'installe pas sans papiers. On ne travaille pas clandestinement en étant payé au noir. On ne fait pas venir sa famille quand on n'a pas de quoi la loger et quand on n'a pas de quoi la faire vivre avec les revenus de son travail.

La France ce n'est pas un pays qui a commencé hier ni avant-hier. Celui qui veut vivre en France doit admettre que l'histoire de la France a commencé bien avant lui.

La France c'est deux mille ans de valeurs de civilisation chrétienne que la morale laïque a incorporées.

La France c'est une République une et indivisible où le communautarisme n'a pas sa place.

La France est un pays où nul ne saurait être jugé sur la couleur de sa peau ou sur sa religion. Où nul ne saurait être enfermé dans ses origines et dans ses croyances.

Le communautarisme c'est le contraire de la République, c'est un enfermement, c'est le champ libre à des formes d'apartheid et aux ghettos, c'est la porte ouverte à la loi des bandes et des tribus. C'est la ségrégation et c'est la violence.

La France, c'est une nation qui a toujours eu besoin d'un Etat fort qui fasse réellement son métier et qui, par conséquent, domine les féodalités, les corporatismes, et fasse prévaloir l'intérêt général sur les intérêts particuliers.

L'Etat c'est Philippe le Bel, c'est Richelieu.

C'est Louis XIV, c'est Napoléon, c'est Clemenceau, c'est De Gaulle.

Depuis 25 ans, au fur et à mesure que l'Etat s'alourdissait, se bureaucratisait, s'endettait, son autorité déclinait.

Depuis 25 ans, alors que l'Etat avait de plus en plus de mal à trouver sa place entre la décentralisation, l'Europe et les marchés, une idéologie de l'impuissance publique abaissait la politique en proclamant qu'elle ne pouvait rien à rien, que la politique c'était fini, que l'Etat c'était fini, que la République c'était fini, que la nation c'était fini.

Depuis 25 ans, en abaissant l'Etat, on a abaissé la politique et laisser monter les corporatismes, les communautés, les tribus et les bandes.

Depuis 25 ans, en abaissant l'Etat, en diminuant son autorité, en l'appauvrissant, on a abaissé la République, on a mis en péril l'unité de la nation, on a mis en péril sa cohésion.

Depuis 25 ans, en faisant de l'Etat une force d'inertie, une force de conservatisme, on a rendu la France

immobile parce qu'en France c'est l'Etat qui a toujours été le levier du changement et de la modernisation.

En France, un Etat fort est la condition nécessaire de l'ouverture, de la liberté, de la décentralisation, parce qu'en France l'Etat c'est ce qui protège, c'est ce qui unit, c'est ce par quoi la nation exprime une volonté collective, un projet collectif, ce par quoi elle prépare l'avenir, ce par quoi elle investit.
Une demande de nation, de République, d'Etat, voilà ce qu'il y a derrière la demande de politique qui s'est exprimée tout au long de la campagne, voilà ce qu'il y a derrière la demande de France qui s'est ressentie durant toute la campagne.
On n'avait pas le droit de parler de la nation, de parler de la République, de parler de l'Etat depuis que l'idéologie de mai 68 avait pris le pouvoir intellectuel, le pouvoir médiatique, le pouvoir politique, depuis que l'idéologie de mai 68 avait imposé sa pensée unique, son politiquement correct qui interdisait de parler de la nation sous peine d'être traité de nationaliste, qui interdisait de parler de la République sous peine d'être traité de jacobin, qui interdisait de parler de l'Etat sous peine d'être traité d'étatiste et de dirigiste.

Je veux pouvoir parler de la nation sans être traité de nationaliste.
Je veux pouvoir parler de la République sans être traité de jacobin.
Je veux pouvoir parler de l'Etat sans être traité d'étatiste ou de dirigiste.
Comme je veux pouvoir parler de la protection sans être traité de protectionniste.
Comme je veux pouvoir parler de l'ordre sans être traité de conservateur.
Comme je veux pouvoir parler de l'autorité sans être accusé d'autoritarisme.
Comme je veux pouvoir parler de la moralisation du capitalisme sans être accusé d'être anticapitaliste.
Comme je veux pouvoir critiquer Mai 68 sans être traité de pétainiste.
Comme je veux pouvoir parler des problèmes des Français sans être accusé de démagogie.
Comme je veux pouvoir parler au peuple français, comme je veux pouvoir être le porte-parole de ce peuple qu'on veut tenir à l'écart de tout, que l'on ne veut plus écouter, que l'on ne veut plus entendre, comme je veux parler au nom de cette France exaspérée, de cette France dont la vie est devenue si lourde, si dure, si pénible, et dont personne ne cherche plus à comprendre et à partager la souffrance, je veux être le candidat de cette France qui souffre et non celui des appareils, celui des notables, celui des élites qui prétendent penser et décider à la place du peuple.

Je veux être le candidat du peuple sans être traité de populiste.
Je veux être le candidat du peuple, non pour dégrader la politique dans le populisme mais pour l'élever en lui donnant cette dimension populaire qui est la seule susceptible de la rendre humaine.
Je veux être le candidat du peuple parce que dans une démocratie il n'y a pas d'autre légitimité pour la politique que la légitimité populaire.
Je ne veux pas rassembler des partis. Je veux rassembler les Français.
Je ne veux pas rassembler un camp. Je veux rassembler le peuple français au-delà des clivages partisans.
Je veux rassembler sur des valeurs et sur des convictions, parce que pour moi les valeurs et les convictions c'est plus important que les étiquettes.

A la coalition hétéroclite de l'extrême-gauche, des Verts, des chevènementistes, des communistes, des socialistes, qui voudrait bien s'élargir vers le centre et qui n'est soudée que par le sectarisme et le sentiment de haine à mon égard qui les anime, je veux opposer, moi, le rassemblement du peuple français.
Aux manoeuvres d'appareils je veux opposer une certaine idée de la nation, de la République et de l'Etat.
Aux calculs électoraux je veux opposer la sincérité du sentiment national, de l'amour de la République et du sens de l'Etat.
A la haine je veux opposer la fraternité et le respect de celui qui ne pense pas comme moi, et qui ne vote pas pour moi.
Au sectarisme je veux opposer l'ouverture d'esprit et la tolérance pour des idées qui ne sont pas les

miennes.
Je veux défendre mes idées, je veux défendre mes convictions, je veux défendre mon projet, mais je veux le faire sans haine, sans mépris, sans arrogance, sans violence.
Je veux le faire dignement, poliment, je veux le faire en ayant toujours en tête qu'il s'agit d'un débat entre citoyens d'une même nation qui partagent le même patrimoine de valeurs universelles, qui sont citoyens de la même République, qui n'ont au fond rien de plus précieux que cette capacité à vivre ensemble, que ce désir de vivre ensemble que leur ont forgé les générations qui nous ont précédés.

Car il ne faut jamais oublier que ce qui réunit tous ceux qui croient à la nation, à la République et à l'Etat doit rester plus fort que ce qui les sépare.
Nous ne devons jamais, les uns et les autres, oublier que nous avons en commun une même histoire, une même culture, une même langue, nous ne devons jamais oublier que notre destinée est commune et que le sort de chacun d'entre nous dépend du sort de tous.
Nous ne devons jamais confondre la politique avec la guerre. Pour aucun Français, un autre Français ne devrait jamais être un ennemi sauf quand il trahit la France, quand il renie son idéal et ses valeurs.
Dans la forêt de Fontainebleau, sur le monument à la mémoire de Georges Mandel érigé à l'endroit où il fut tué par la Milice, se trouve gravée cette simple phrase : « Ici est mort Georges Mandel assassiné par des ennemis de la France », parce que les miliciens français qui l'avaient assassiné étaient devenus des ennemis de la France en se mettant au service de l'occupant et en tuant d'autres Français.

Oui, notre capacité à vivre ensemble est notre bien le plus précieux et nous avons le devoir de le préserver à tout prix.
Or, tout le monde le sent bien, la crise d'identité est si grave, la remise en cause de la République si profonde, l'abaissement de l'autorité si visible que notre capacité à vivre ensemble, notre capacité même à nous supporter sont menacées.
Faute que soit assurée la transmission d'une culture commune qui permet de se parler et de se comprendre.
Faute d'une morale partagée.
Faute d'un minimum de règles, de normes, de codes qui soient communément admis et respectés.
Faute que la citoyenneté soit fondée aussi sur des devoirs et pas seulement sur des droits.
Faute de n'avoir pas su endiguer la montée de la précarité, de n'avoir pas su rétablir le plein emploi.
Faute d'avoir su créer les conditions de la croissance forte, du dynamisme, de l'innovation.
Faute de s'être donné les moyens de nous protéger contre les excès de la mondialisation, contre la concurrence déloyale, contre les dumpings sociaux, monétaires, fiscaux, écologiques, la France est travaillée par des angoisses, par des peurs qui rendent peu à peu les Français ennemis les uns des autres.
Quand chacun commence à avoir le sentiment qu'il ne peut survivre qu'au détriment des autres, alors la République se défait, la nation s'affaiblit et le spectre de la lutte de tous contre tous commence à hanter les esprits et à miner la société. C'est ce qui nous attend si nous continuons comme nous le faisons depuis 25 ans. Si nous continuons avec les mêmes idées, avec les mêmes objectifs, avec les mêmes comportements, avec les mêmes politiques.

J'appelle tous les Français de bonne volonté, tous les Français qui aiment la France et ce qu'elle représente pour les hommes, qui aiment la République et qui se font une haute idée de l'Etat, à s'unir à moi pour construire avant qu'il ne soit trop tard une République fraternelle, une République où chacun, même le plus humble, le plus fragile, le plus blessé par la vie, le plus dépendant, le plus souffrant trouvera sa place, une République où chacun quelle que soit sa situation, quelle que soit sa fragilité, quelle que soit sa faiblesse sera reconnu comme un citoyen à part entière. Où la personne dépendante, où la personne atteinte de la maladie d'Alzheimer, où le malade, où celui qui est frappé par la dépression, où celui qui a tout perdu, où la femme martyrisée, où la mère qui élève seule ses enfants, où le fils d'immigré, où celui qui habite un quartier dit défavorisé, où celui qui habite dans un canton rural éloigné de tout, où tous pourront jouir d'une pleine citoyenneté, où tous auront droit à la considération et au respect qui est dû, ou qui devrait être dû aux citoyens d'une République comme la nôtre, dans un pays comme le nôtre, qui en mettant la fraternité au même rang que la liberté et l'égalité

a osé dire au monde, comme Antigone : « Je suis née pour partager l'amour, non pour partager la haine ».

Donner à chaque homme le sentiment de sa propre dignité, tel devrait être le but de toute politique. Voici pourquoi j'ai voulu parler à tous les Français et que je veux tous les rassembler parce que tous, à mes yeux, ont un rôle à jouer, une utilité sociale, une valeur qui leur est propre. Dans mon esprit, il ne peut y avoir de demi-mesure : respecter l'homme c'est respecter chaque homme sans exception. Permettre qu'en toute circonstance chacun garde l'estime de lui-même, voilà ma conception de la politique. La fraternité pour moi ce n'est pas seulement des allocations, ce n'est pas seulement la réhabilitation des immeubles, l'aide aux territoires. La fraternité c'est d'être avec les personnes. C'est d'être avec les victimes. Mais c'est d'être aussi avec les condamnés quand les conditions de détention sont indignes. C'est d'être aux côtés de tous ceux qui ont besoin d'être accompagnés dans leurs parcours de formation, de logement, d'emploi, d'insertion, d'intégration. C'est d'être avec les jeunes parents pour les aider à élever leurs enfants. Avec le jeune qui a besoin d'une deuxième chance. Avec l'immigré qui veut devenir Français. Mais la fraternité ce n'est pas le refus de lutter contre l'immigration clandestine qui met tant de malheureux à la merci des exploiteurs, qui condamne tant de pauvres gens à vivre dans des conditions sordides parce qu'il est impossible de pouvoir accueillir dignement toute la misère du monde.
A tous ceux qui vivent dans l'angoisse de l'exclusion, du déclassement, qui vivent avec au ventre la peur de ne plus pouvoir loger leurs enfants, de ne plus pouvoir les nourrir, les habiller, je veux leur dire que la France est leur pays, qu'elle a besoin d'eux et qu'elle ne les abandonnera pas.
La fraternité pour moi c'est que les accidentés de la vie soient secourus. C'est que les malades puissent avoir une vie sociale normale, qu'ils puissent se loger, travailler, emprunter aux mêmes conditions que les autres avec s'il le faut une caution publique. C'est que le plein emploi soit atteint pour que tout le monde puisse travailler, puisse nourrir sa famille, élever ses enfants. C'est que celui qui travaille dur puisse se loger décemment.
Je ne veux pas d'une société où les travailleurs sont si pauvres qu'ils ne peuvent pas se loger.
Je ne veux pas d'une société qui laisse des hommes et des femmes mourir de froid sur le trottoir. C'est pour cela que j'ai proposé le droit opposable à l'hébergement.
Je ne veux pas d'une société où la pauvreté est tolérée comme une fatalité, où le chômage est supporté comme un mal nécessaire.
On peut atteindre le plein emploi, beaucoup d'autres pays y sont parvenus.
Je veux lutter contre la pauvreté et contre le chômage par la revalorisation du travail, par l'augmentation du pouvoir d'achat, par l'incitation à travailler plus pour gagner plus, parce que c'est le travail qui crée le travail et non les 35 heures. La fraternité c'est le partage des richesses, pas le partage du travail. Les 35 heures, c'est moins de pouvoir d'achat, moins de croissance, moins d'emplois. A quoi ça sert les 35 heures quand on n'a pas d'argent pour profiter de ses loisirs, quand on n'a pas d'argent pour payer des vacances à ses enfants ?
La fraternité pour moi c'est l'égalité des chances, c'est tout faire pour que chacun puisse développer ses talents, puisse essayer de réaliser ses ambitions, de réaliser ses rêves. Si je suis élu je mettrai en oeuvre une politique de discrimination positive fondée non pas bien sûr sur des critères ethniques qui nourriraient le communautarisme, mais sur des critères économiques et sociaux, parce que l'égalité républicaine ce n'est pas traiter également des situations inégales mais de donner plus à ceux qui ont moins, de compenser les handicaps.

Pour bâtir une république fraternelle nous devons faire avant tout reculer la violence dont les plus faibles et les plus vulnérables sont les premières victimes.
A la violence gratuite nous devons opposer la sévérité de la sanction et l'éducation qui donne des repères. Les enfants ont besoin que les professeurs, et les parents soient aussi des éducateurs.

Les parents sont les premiers éducateurs de l'enfant. La famille joue un rôle décisif dans le développement intellectuel, moral et affectif de l'enfant. Si pour les familles qui ne s'occupent pas de leurs enfants mineurs, qui les laissent traîner dans la rue, qui les laissent commettre des délits, qui ne respectent pas l'obligation de les scolariser, je souhaite que des sanctions soient prises, que la

responsabilité des parents puisse être mise en cause, qu'éventuellement les allocations familiales soient mises sous tutelle, je m'engage aussi si je suis élu à aider les familles qui en ont besoin à élever leurs enfants.
Mais pour être de bons éducateurs nous devons donner l'exemple.
Nous n'avons aucune chance d'inculquer le courage à nos enfants si nous manquons nous-mêmes de courage.

Je me souviens de cette famille à la Courneuve qui pleurait la mort d'un petit garçon de onze ans. C'était le jour de la fête des pères, deux bandes rivales s'affrontaient au pied de l'immeuble, il a pris une balle perdue. C'était le jour où j'ai parlé du Karcher. Je ne regrette rien.
Un jour j'ai utilisé le mot « racaille » en réponse à l'interpellation d'une habitante d'Argenteuil qui désignait ainsi ceux qui rendaient la vie impossible dans son quartier et qui l'obligeaient à vivre dans la peur. On me l'a reproché. Je ne regrette rien.
C'est mépriser la jeunesse que de lui parler par euphémismes sous prétexte qu'elle ne serait pas capable de regarder la réalité en face. Quels éducateurs serons-nous si les voyous ne peuvent même pas être appelés des voyous ? Et si nous laissons croire à nos enfants que tout est permis ?
Quels éducateurs serons-nous pour nos enfants si nous nous laissons aller à toutes ces petites lâchetés qui peu à peu ruinent l'autorité ?
On m'a reproché de vouloir sévir contre les délinquants.
Mais quels éducateurs serons-nous si nous devenons incapables de punir les délinquants ?
Quels éducateurs serons-nous si nous cherchons toujours à excuser le crime ou le délit ?
Quels éducateurs serons-nous si nous fermons les yeux sur toutes les fraudes ?
Je veux bâtir une République où les hommes politiques, les fonctionnaires, les juges, les policiers, les patrons, les parents assument leurs responsabilités pour que les jeunes comprennent la nécessité d'assumer les leurs.

On me dit qu'il ne faut pas créer de tension, qu'il ne faut pas donner de prétexte aux casseurs, qu'il faut à tout prix éviter de créer les conditions de l'affrontement.
Veut-on pour cela que la police se dérobe ? Qu'elle ferme les yeux ? Qu'elle laisse les voyous libres d'agir ? Qu'elle n'interpelle pas les fraudeurs ?
Comment allons-nous élever nos enfants ? Quelle éducation allons-nous leur donner ? Quelles valeurs allons-nous leur transmettre si nous acceptons l'idée que toute présence policière est une provocation ?
Si nous interdisons aux policiers de poursuivre des délinquants de peur qu'il leur arrive un accident ?
Si le fait d'être mineur excuse tout ?
Si nous laissons le petit voyou devenir un héros dans son quartier faute de sanction susceptible de faire réfléchir ceux qui seraient tentés de l'imiter ?
Si l'on tolère les petits trafics grâce auxquels l'adolescent gagne davantage que son père qui travaille à l'usine ?
On me reproche d'exciter la colère. La colère de qui ? La colère des voyous ? Des trafiquants ? Mais je ne cherche pas à être l'ami des voyous. Je ne cherche pas à être populaire parmi les trafiquants et les fraudeurs.
Et je dis qu'un Président de la République qui ne veut pas regarder en face le problème de l'insécurité, qui ne veut pas regarder en face le problème de la violence et dont la seule préoccupation est de ne pas faire de vague, je dis que celui-là est un démagogue et un irresponsable parce que le rôle d'un Président de la république c'est d'abord de veiller à l'application de la loi et de protéger les honnêtes gens.

A la violence qui vient de ce que l'on n'a ni les mots, ni les moyens de comprendre et d'exprimer ses sentiments, nous devons répondre par la culture et par l'effort sur soi-même qu'elle appelle.
Je me souviendrai toujours de ce jeune de banlieue qui me disait : « Ce n'est pas avec l'école, ce n'est pas avec le sport que nous avons un problème, c'est avec l'amour. » Ne pas être en mesure de trouver les pensées, les mots, les gestes de l'amour, il n'y a rien de pire, rien qui incite plus à la violence contre l'autre ou contre soi-même.
Qu'avons-nous d'autre pour répondre à ce cri angoissé d'une jeunesse désemparée par ses propres

sentiments, par ses propres pulsions, sinon la littérature, la poésie, l'art, la philosophie. La culture n'a jamais été une garantie contre la barbarie, contre la bestialité, mais elle est la seule chose que nous ayons à leur opposer.
Quand nous donnerons accès aux grandes oeuvres de l'esprit à tous les enfants et plus seulement à quelques-uns, quand tous les enfants devenus adultes pourront écrire à leur ancien instituteur : « Merci, Monsieur, de m'avoir rendu curieux de ce qui est beau », alors j'en suis sûr il y aura moins de brutalité, moins de sauvagerie, moins de violence et notamment moins de violence faite aux filles.

Mais il y a aussi dans la société une violence qui vient du sentiment d'injustice. Il ne faut pas sous estimer le désespoir d'une jeunesse condamnée à vivre moins bien que ses parents, dont les diplômes ne valent rien sur le marché du travail, qui est obligée de vivre chez ses parents parce qu'il n'y a pas d'emploi pour elle, dont les rêves se brisent sur le chômage et sur l'impossibilité d'acquérir une indépendance financière.
Il faut s'inquiéter de cette rancoeur qui s'accumule dans une jeunesse qui se sent victime de discrimination, qui éprouve le sentiment que la couleur de sa peau ou le quartier où elle habite comptent plus que ses qualifications et ses compétences.
Il faut s'inquiéter de la colère qui grandit contre une République qui ne tient pas ses promesses d'égalité et de fraternité vis-à-vis de ceux qui ont cru à la récompense du mérite et de l'effort.

Nous devons apporter une réponse à tous ceux qui souffrent des blocages de notre société et qui ont le sentiment que quoiqu'ils fassent, ils ne pourront jamais s'en sortir. Pour que la République soit respectée il faut qu'elle soit irréprochable, qu'elle inscrive ses principes dans la réalité et pas simplement sur ses monuments, Mais pour que la République fraternelle devienne une réalité, pour que l'Etat soit de nouveau respecté, pour qu'il ait de nouveau une autorité, une légitimité, une crédibilité, il faut que l'Etat protège et non qu'il soit dans la société le cheval de Troie de toutes les menaces.

Je veux être le Président d'une France qui comprenne que l'Europe est la seule chance pour éviter la mort d'une certaine idée de l'homme, pour que cette idée demeure vivante dans le dialogue des civilisations et des cultures
Et je veux le redire ici, à Montpellier : je veux être le Président d'une France qui fera comprendre à l'Europe que son avenir, son destin même, se trouve en Méditerranée.
Je veux être le Président d'une France qui engagera la Méditerranée sur la voie de sa réunification après douze siècles de division et de déchirements.
Jamais peut-être n'a-t-il été aussi nécessaire, aussi vital pour l'Europe et pour le monde d'engager la construction de la Méditerranée comme fut engagée il y a plus d'un demi-siècle la construction européenne.
Car à cet endroit et à ce moment précis où le choc des civilisations devient une menace réelle pour l'humanité, là, autour de cette mer baignée de lumière où depuis deux mille ans la raison et la foi dialoguent et s'affrontent, là sur ces rivages où l'on mit pour la première fois l'homme au centre de l'univers, là se joue une fois encore notre avenir.
Là si nous n'y prenons garde les valeurs communes à toutes les civilisations dont nous sommes les héritiers perdront la bataille de la mondialisation. Dans le monde se dessinent de vastes stratégies continentales qui enjambent les hémisphères. Entre le continent américain d'un côté et l'Asie de l'autre, la géographie de la mondialisation pousse l'Europe à imaginer une stratégie euro-africaine dont la Méditerranée sera fatalement le pivot.
Moyen-Orient et de l'Afrique.
Que tous nos regards se soient tournés exclusivement vers le Nord et vers l'Est, que le Sud ainsi fût oublié intellectuellement, culturellement, moralement, politiquement, économiquement, que la Méditerranée cessât d'être un lieu d'où jaillissait pour nous la richesse, la culture et la vie, qu'elle cessât de représenter une promesse pour ne plus constituer qu'une menace, n'est pas pour rien dans la crise d'identité et la crise morale que nous traversons.
Il faut dire les choses comme elles sont : en tournant le dos à la Méditerranée, l'Europe et la France ont cru tourner le dos au passé. Elles ont en fait tourné le dos à leur avenir. Car l'avenir de l'Europe est

aussi au sud.
Le rêve européen a besoin du rêve méditerranéen. Il s'est rétréci quand s'est brisé le rêve qui jeta jadis les chevaliers de toute l'Europe sur les routes de l'Orient, le rêve qui attira vers le sud tant d'empereurs du Saint Empire et tant de rois de France, le rêve qui fut le rêve de Bonaparte en Egypte, de Napoléon III en Algérie, de Lyautey au Maroc. Ce rêve qui ne fut pas tant un rêve de conquête qu'un rêve de civilisation. C'est dans la perspective de cette Union Méditerranéenne qu'il nous faut envisager les relations de l'Europe et de la Turquie. C'est dans la perspective de cette Union Méditerranéenne qu'il nous faut repenser ce qu'on appelait jadis la politique arabe de la France,
C'est dans la perspective de cette Union Méditerranéenne qu'il nous faut approcher le problème de la paix au Moyen-Orient et chercher une issue au conflit israélo-palestinien. A tous les peuples de la Méditerranée qui passent leur temps à ressasser le passé et les vieilles haines de jadis, je veux dire ce soir que le temps est venu de regarder vers l'avenir.
Ce que dans mon esprit la France doit faire chez elle est exactement la même chose que ce qu'elle doit faire en Méditerranée. C'est le même rêve de civilisation qu'elle doit incarner au-dedans et au dehors. Comment pourrions-nous faire pour les autres ce que nos ne pourrions pas faire pour nous même ?
Beaucoup d'entre vous sans doute se souviennent du beau poème de Victor Hugo sur l'enfant grec de l'île de Chio ravagée par la guerre, qu'on apprenait jadis à l'école. Rappelez-vous : « Ami, dit l'enfant grec, dit l'enfant aux yeux bleus, je veux de la poudre et des balles. »
Quand l'enfant grec cessera de détester l'enfant turc, quand l'enfant palestinien cessera de haïr l'enfant juif, quand l'enfant chiite cessera de maudire le sunnite, quand l'enfant chrétien tendra la main à l'enfant musulman, quand l'enfant algérien ouvrira les bras au Français, quand l'enfant serbe deviendra l'ami du Croate, la Méditerranée redeviendra le plus haut lieu de la culture et de l'esprit humain et elle pèsera de nouveau sur le destin du monde. Les enfants ne sont pas condamnés pour l'éternité à la vengeance et à la haine. Je rêve qu'un jour tous les fils dont les familles sont françaises depuis des générations, tous les fils de rapatriés et de harkis, tous les fils d'immigrés, tous les petits-fils d'Italiens, de Polonais et de Républicains espagnols, tous les enfants catholiques, protestants, juifs ou musulmans qui habitent ce pays qui est le leur puissent partager la même fierté d'être Français, les mêmes rêves et les mêmes ambitions, qu'ils aient le sentiment, qu'il n'ont pas toujours aujourd'hui, de vivre dans le même pays avec les mêmes chances et les mêmes droits. Il nous reste deux jours.
Deux jours pour liquider l'héritage de mai 68.
Deux jours pour renoncer au renoncement.
Deux jours pour que jaillisse des tréfonds du pays une énergie nouvelle.
Deux jours pour que se lève le grand mouvement populaire qui emportera tous les obstacles, toutes les hésitations, toutes les peurs, toutes les angoisses par-dessus la pensée unique, par-dessus le politiquement correct, qui libérera la pensée, qui libérera l'action.
Il nous reste deux jours pour que soient créées les conditions du renouveau.
Deux jours pour que le doute soit vaincu.
Deux jours pour que tout devienne possible.
Deux jours pendant lesquels j'ai besoin de votre ardeur, de votre enthousiasme.

Vive la République !
Vive la France !

Annexe 2 : Discours d'investiture de Nicolas Sarkozy

Mesdames et Messieurs,

En ce jour où je prends officiellement mes fonctions de Président de la République française, je pense à la France, ce vieux pays qui a traversé tant d'épreuves et qui s'est toujours relevé, qui a toujours parlé pour tous les hommes et que j'ai désormais la lourde tâche de représenter aux yeux du monde.

Je pense à tous les Présidents de la Ve République qui m'ont précédé.
Je pense au Général De Gaulle qui sauva deux fois la République, qui rendit à la France sa souveraineté et à l'Etat sa dignité et son autorité.
Je pense à Georges Pompidou et à Valéry Giscard d'Estaing qui, chacun à leur manière, firent tant pour que la France entrât de plain-pied dans la modernité.
Je pense à François Mitterrand, qui sut préserver les institutions et incarner l'alternance politique à un moment où elle devenait nécessaire pour que la République soit à tous les Français.
Je pense à Jacques Chirac, qui pendant douze ans a œuvré pour la paix et fait rayonner dans le monde les valeurs universelles de la France. Je pense au rôle qui a été le sien pour faire prendre conscience à tous les hommes de l'imminence du désastre écologique et de la responsabilité de chacun d'entre eux envers les générations à venir.
Mais en cet instant si solennel, ma pensée va d'abord au peuple français qui est un grand peuple, qui a une grande histoire et qui s'est levé pour dire sa foi en la démocratie, pour dire qu'il ne voulait plus subir. Je pense au peuple français qui a toujours su surmonter les épreuves avec courage et trouver en lui la force de transformer le monde.

Je pense avec émotion à cette attente, à cette espérance, à ce besoin de croire à un avenir meilleur qui se sont exprimés si fortement durant la campagne qui vient de s'achever.

Je pense avec gravité au mandat que le peuple français m'a confié et à cette exigence si forte qu'il porte en lui et que je n'ai pas le droit de décevoir.

Exigence de rassembler les Français parce que la France n'est forte que lorsqu'elle est unie et qu'aujourd'hui elle a besoin d'être forte pour relever les défis auxquels elle est confrontée.
Exigence de respecter la parole donnée et de tenir les engagements parce que jamais la confiance n'a été aussi ébranlée, aussi fragile. Exigence morale parce que jamais la crise des valeurs n'a été aussi profonde, parce que jamais le besoin de retrouver des repères n'a été aussi fort.

Exigence de réhabiliter les valeurs du travail, de l'effort, du mérite, du respect, parce que ces valeurs sont le fondement de la dignité de la personne humaine et la condition du progrès social.

Exigence de tolérance et d'ouverture parce que jamais l'intolérance et le sectarisme n'ont été aussi destructeurs, parce que jamais il n'a été aussi nécessaire que toutes les femmes et tous les hommes de bonne volonté mettent en commun leurs talents, leurs intelligences, leurs idées pour imaginer l'avenir.

Exigence de changement parce que jamais l'immobilisme n'a été aussi dangereux pour la France que dans ce monde en pleine mutation où chacun s'efforce de changer plus vite que les autres, où tout retard peut être fatal et devient vite irrattrapable.

Exigence de sécurité et de protection parce qu'il n'a jamais été aussi nécessaire de lutter contre la peur de l'avenir et contre ce sentiment de vulnérabilité qui découragent l'initiative et la prise de risque.

Exigence d'ordre et d'autorité parce nous avons trop cédé au désordre et à la violence, qui sont d'abord préjudiciables aux plus vulnérables et aux plus humbles.

Exigence de résultat parce que les Français en ont assez que dans leur vie quotidienne rien ne s'améliore jamais, parce que les Français en ont assez que leur vie soit toujours plus lourde, toujours plus dure, parce que les Français en ont assez des sacrifices qu'on leur impose sans aucun résultat.

Exigence de justice parce que depuis bien longtemps autant de Français n'ont pas éprouvé un sentiment aussi fort d'injustice, ni le sentiment que les sacrifices n'étaient pas équitablement répartis, ni que les droits n'étaient pas égaux pour tous.

Exigence de rompre avec les comportements du passé, les habitudes de pensée et le conformisme intellectuel parce que jamais les problèmes à résoudre n'ont été aussi inédits.
Le peuple m'a confié un mandat. Je le remplirai. Je le remplirai scrupuleusement, avec la volonté d'être digne de la confiance que m'ont manifesté les Français.

Je défendrai l'indépendance et l'identité de la France.

Je veillerai au respect de l'autorité de l'Etat et à son impartialité.

Je m'efforcerai de construire une République fondée sur des droits réels et une démocratie irréprochable.

Je me battrai pour une Europe qui protège, pour l'union de la Méditerranée et pour le développement de l'Afrique.

Je ferai de la défense des droits de l'homme et de la lutte contre le réchauffement climatique les priorités de l'action diplomatique de la France dans le monde.

La tâche sera difficile et elle devra s'inscrire dans la durée.

Chacun d'entre vous à la place qui est la sienne dans l'Etat et chaque citoyen à celle qui est la sienne dans la société ont vocation à y contribuer.
Je veux dire ma conviction qu'au service de la France il n'y a pas de camp. Il n'y a que les bonnes volontés de ceux qui aiment leur pays. Il n'y a que les compétences, les idées et les convictions de ceux qui sont animés par la passion de l'intérêt général.
A tous ceux qui veulent servir leur pays, je dis que je suis prêt à travailler avec eux et que je ne leur demanderai pas de renier leurs convictions, de trahir leurs amitiés et d'oublier leur histoire. A eux de décider, en leur âme et conscience d'hommes libres, comment ils veulent servir la France.

Le 6 mai il n'y a eu qu'une seule victoire, celle de la France qui ne veut pas mourir, qui veut l'ordre mais qui veut aussi le mouvement, qui veut le progrès mais qui veut la fraternité, qui veut l'efficacité mais qui veut la justice, qui veut l'identité mais qui veut l'ouverture.

Le 6 mai il n'y a eu qu'un seul vainqueur, le peuple français qui ne veut pas renoncer, qui ne veut pas se laisser enfermer dans l'immobilisme et dans le conservatisme, qui ne veut plus que l'on décide à sa place, que l'on pense à sa place.

Eh bien, à cette France qui veut continuer à vivre, à ce peuple qui ne veut pas renoncer, qui méritent notre amour et notre respect, je veux dire ma détermination à ne pas les décevoir.

Vive la République !

Vive la France !

Annexe 3 : Discours de campagne d'Emmanuel Macron à Albi

Bonjour à vous !

Merci à vous ! Merci à vous !

Vous êtes prêts ? Moi aussi ! Bonjour, bonjour Albi, bonjour l'Occitanie ! Bonjour à mes amis de Rodez, de Perpignan, de Montpellier, du Lot, des Hautes-Pyrénées, de Luchon, de Carmaux, de Toulouse et de tant d'autres lieux que je n'ai pas cités ! Nous sommes tous ici, ensemble, le 7 mai, pour gagner !

Oui, mes amis, nous devons gagner. Parce que le 7 mai, la question qui nous est posée, c'est aussi celle de l'avenir de notre pays, c'est aussi celle de l'avenir de notre République, c'est aussi, au-delà de nos différences, la capacité, demain, à pouvoir encore partager des désaccords dans notre République. Alors, depuis maintenant un peu plus de dix jours, nous menons ce combat, ce combat de deuxième tour, qui oppose les deux projets, face à face. Celui du Front National - non, ne sifflez pas, ne les sifflez pas, ça ne sert à rien, allez les combattre, allez les faire battre, faites voter contre eux, il faut les défaire dans les urnes, pas les siffler - c'est un projet réactionnaire, autoritaire, anti-européen, nationaliste, c'est un projet dangereux pour notre pays et c'est un projet, comme nous l'avons compris hier soir, qui ne porte rien, qui n'a aucune proposition pour le pays !

Et nous sommes là, en face, un projet progressiste qui vise à redonner de la force à la République, qui vise à redonner par l'école, par le travail, une capacité à chacune et chacun de reprendre sa place, de construire un parcours, qui construit une société plus efficace et plus juste et qui veut une France conquérante dans une Europe plus forte. C'est ce projet d'avenir, c'est ce projet d'avenir que nous portons !

Alors je sais toutes les différences qu'il y a, dans le pays, les divisions, les fractures et les colères, je sais qu'il y en a, et peut-être parmi vous, qui au premier tour ont suivi ou François FILLON ou Benoît HAMON ou Jean-Luc MÉLENCHON ou d'autres candidats et je les respecte. Au deuxième tour, le jeu démocratique, la règle de notre démocratie, c'est de choisir entre les candidats de deuxième tour et donc de prendre ses responsabilités. Pour autant, elles ne nieront pas nos différences.

Et ce premier tour nous a enseigné deux choses que je n'oublierai pas et qui conduiront mon action pour les prochaines années : d'abord, le fait que notre vie politique est en train de se recomposer et se recomposera durablement autour de ces deux forces, et que nous devons en tirer toutes les conséquences, et que nous devons refonder jusqu'au bout. Et la deuxième, c'est qu'il y a aussi, dans notre pays, un choix fort, clair, un choix d'espoir, d'avenir, qui nous a placés en tête du premier tour ; et aussi une colère, un mécontentement, des fractures profondes, qu'il nous faut savoir entendre. C'est dans la réconciliation de ces voix qui se sont exprimées que pourra se conduire l'action concrète qui rendra la France plus forte, plus solidaire, plus cohérente face aux défis qui sont les siens.

Alors j'ai voulu m'adresser à vous, pour ce dernier rassemblement de notre campagne, ici, depuis AIbi, parce que c'est ici, en 1903, que Jean JAURÈS a prononcé son discours pour la jeunesse, devant des lycéens. Et c'est ici que je veux aussi adresser, en quelques mots, un discours à vous toutes et tous, et un discours pour notre jeunesse. Et j'ai deux choses à vous dire, deux choses qui seront le socle de notre action, de notre rassemblement, ces beaux mots qui forgeaient les convictions de Jean JAURÈS, il y a aujourd'hui plus de cent ans, lorsqu'il a dit à ces lycéens d'Albi "la République est un grand acte de confiance et un grand acte d'audace." C'est cela, ce à quoi nous sommes aujourd'hui rendus, c'est bien cela, aujourd'hui, ce qui est notre défi.

Alors oui, d'ici dimanche et pour les cinq ans qui viennent, ensemble, pour notre jeunesse, nous aurons à faire acte de confiance, à mener et à reconstruire, celui indispensable qui refondera le socle de notre pays, celui indispensable sans lequel rien n'est possible. Cet acte

de confiance dont parle JAURÈS et dont la vitalité aujourd'hui est complexe, c'est la confiance démocratique que nous devons refonder, c'est cela notre responsabilité pour demain et pour les années qui viennent.

Cette confiance démocratique, c'est celle que vous représentez, celle que nous portons, celle du renouvellement que nous mènerons jusqu'à son terme. Dans la composition du gouvernement et dans les investitures aux élections législatives, nous renouvellerons, nous recomposerons. Ce ne sont pas les forces classiques de la vie politique française qui, demain, conduiront le pays. Alors j'entends celles et ceux qui voudraient enjamber le 7 mai prochain, parfois s'étant soustraits à leurs actes personnels, disant même ce qu'ils avaient à faire, qui voudraient qu'en quelque sorte les partis reprennent leurs droits et que ceux qui pendant plus de trente ans ont gouverné dans un tic-tac incessant reprennent possession. Non ! Nous recomposerons jusqu'au bout, nous renouvellerons jusqu'au bout ! Nous tiendrons la promesse de la recomposition et du renouvellement jusqu'au bout !

C'est aussi la moralisation de notre vie politique, indispensable, que dès les premières semaines nous conduirons. Pourquoi ? Parce qu'elle nourrit ce manque de moralité, ces affaires, parce qu'ils nourrissent le doute, cette lèpre qui a gagné notre vie démocratique. Parce que la colère qui existe dans le peuple et que j'entends, celle qui fait que trop ne font plus confiance à nos élus, elle nous fragilise.

L'écrasante majorité des élus de notre pays est honnête, probe, dévouée. Elle passe un temps considérable - bien souvent sans être rémunérée - pour l'action collective. Mais les forfaits de quelques-uns l'ont tout entière salie ou ont jeté le doute. Mais le pire du pire, c'est que le parti des affaires, le parti d'extrême droite, est celui qui en profite. Donc nous moraliserons la vie politique pour la clarifier, la rendre plus transparente, interdire les conflits d'intérêts, clarifier les règles financières et fiscales, le fonctionnement des partis comme celui des élus, parce que c'est cela qui restaurera la confiance dans chacune et chacun.

Et cette confiance dans notre démocratie, elle passera par plus de représentativité, par l'introduction d'une dose de proportionnelle pour nos élections, réforme que je conduirai là aussi dès le début du quinquennat, et par une plus grande vitalité démocratique. Vous la représentez, vous Françaises et Français qui vous êtes engagés depuis un peu plus d'un an dans En Marche ! qui avez montré qu'il était possible qu'une force politique et citoyenne nouvelle émerge, mène un projet, porte un combat et soit présente au second tour de l'élection présidentielle. Vous en êtes la preuve vivante.

Mais beaucoup d'autres l'ont aussi conduite. La France Insoumise a porté cette vitalité démocratique aussi et il faut lui reconnaître cela, parce que nombre d'ONG, d'associations portent ces messages, cette vitalité de la démocratie au quotidien. Alors oui, je veux que toutes ces forces vives puissent participer à l'action démocratique tout au long du quinquennat. C'est pourquoi, écoutant le message que portent les uns et les autres qui n'étaient pas nous, mais que nous devons entendre, je souhaite qu'on transforme en profondeur le Conseil économique, social et environnemental pour l'ouvrir à ces forces politiques nouvelles, aux associations, aux ONG et que pour que cette Chambre du futur que nous constituerons puisse aussi représenter ce pluralisme politique, cette vitalité démocratique et lui donner une place dans l'action démocratique au quotidien.

C'est cela, le grand acte de confiance dont parlait JAURÈS, ce grand acte de confiance démocratique que nous devons porter.

Mais la confiance, c'est aussi celle que nous devons savoir recréer dans notre société. Et je le dis ici avec beaucoup de gravité : je sais les désaccords qu'il y a dans la société française, qui la traversent, qui la fracturent et qui peuvent la bloquer. Notre pays a besoin de réformes, de changements en profondeur qui n'ont pas été conduits, parce qu'ils n'ont pas été assumés parce qu'ils ont à chaque fois été capturés par les jeux internes des partis, par le tâtonnement entre les conservateurs et les progressistes de chaque camp, par les hésitations, par les incohérences.

Nous devons conduire clairement, résolument les transformations que nous portons depuis le début pour l'école, pour le travail, pour la vie économique parce qu'il en va de l'efficacité collective, il en va de notre capacité à produire, à créer de la richesse, à transformer la société, à recréer de la mobilité et de l'ouverture dans celle-ci.

Et en même temps - toujours ! - il y a un manque de confiance profond qui est là, une défiance dès qu'on parle de réforme. Il y a des millions de nos concitoyens qui, dès qu'on leur parle de réforme, se disent "le changement, ce sera contre moi, c'est sûr !". Nous devons entendre. Il va falloir expliquer, à chaque fois redonner le cap. Mais il faudra aussi donner les moyens à chacune et chacun de reconstruire la confiance dans le progrès social.

Et donc cette transformation que nous voulons, elle passera aussi par un rôle donné aux forces de transformation économiques et sociales que sont les partenaires sociaux dans la branche, dans l'entreprise. Et cette transformation que nous voulons, c'est une transformation pour un dialogue social au bon endroit, au bon échelon, qui assure des protections, des garanties et également de l'agilité, qui sort de débats qui ont bloqué la société.

Et moi, j'assume très clairement de ne pas choisir entre l'entreprise et le salarié, de ne pas choisir entre l'efficacité économique et le progrès social et environnemental, parce que l'un n'existe pas sans l'autre, parce que c'est cela, ce qui nous tient. Et donc, oui, pour réconcilier ces France qui se regardent en chien de faïence, il va nous falloir du courage, de la volonté. Il faudra refuser toutes les simplifications, tous les cynismes, mais il faudra expliquer, à chaque instant, nos exigences partagées.

Oui, je veux qu'il puisse y avoir un dialogue social plus efficace pour que des changements aujourd'hui bloqués au niveau national se fassent, pour que des accords intelligents soient trouvés au plus près du terrain, pour qu'on puisse avoir plus d'agilité, produire davantage dans notre pays et recréer des emplois. Mais oui, je veux aussi ce droit de condamner le cynisme d'entreprise lorsqu'il pense que créer des emplois se fait au détriment de la justice sociale, des équilibres, de la formation des salariés ou du progrès écologique. Parce qu'à ce moment-là, les profits qu'ils font ne sont plus des profits durables, parce qu'à ce moment-là, ce qu'ils choisissent, c'est aussi leur propre perte, à terme.

Et ce que je veux, c'est recréer cette confiance dans notre société, avec vous, c'est cela, le coeur de notre projet. C'est un défi immense. C'est d'abord un défi de vérité, ce sera demain un défi d'action. Mais il n'y aura pas de justice sociale si nous ne savons pas créer une économie plus forte, créer davantage d'emplois et s'adapter aussi aux règles qui ont changé, à des secteurs économiques qui émergent. Mais il n'y aura pas d'efficacité économique durable s'il n'y a pas une justice véritable, s'il n'y a pas des équilibres, s'il n'y a pas une place pour chacun, si cette efficacité retrouvée ne se conjugue pas avec une cogestion assumée, avec un vrai rôle donné aux salariés.

Parce que le combat qui est le nôtre, c'est celui de la cohésion de notre société. Vous le voyez bien aujourd'hui, elle se fragmente, elle est en train d'éclater. Je refuse cette idée qu'il y aurait deux France, une France des villes et une France des champs, une France de la réussite et une France qui échoue, une France de la jeunesse triomphante et une France plus âgée qui douterait de son destin. Non, il n'y a qu'un peuple français et il est fort. Mais aujourd'hui, ce qui le tient est menacé par ces fractures, par le cynisme des uns, le conservatisme des autres. Acceptons le changement profond en veillant à chaque instant qu'il soit efficace et juste.

Je serai le garant de cet équilibre, mais sans cet équilibre tenu, vous aurez une société devenue inefficace, qui continuera à accepter le chômage de masse que nous subissons depuis des décennies, où on accepte que la jeunesse soit aux franges, aux franges de la réussite économique. Et à ce moment-là, les extrêmes continueront à monter, à gravir les échelons parce qu'ils se nourrissent d'une chose, de cette inefficacité, de nos échecs et des doutes qui en procèdent.

Mais de la même façon, je ne veux pas d'une société qui construirait sa réussite dans

l'injustice, dans la fracture des territoires, dans la fracture sociale. Pourquoi ? Parce que ces sociétés explosent, parce que dans ces sociétés-là, les classes moyennes implosent, parce que ces sociétés - nous l'avons vu en Grande-Bretagne -, elles décident aussi, à ce moment-là de sortir du cours du monde. La France est un peuple, un, c'est un peuple qui se tient et ce sera ma responsabilité avec vous toutes et tous de mener ces changements profonds pour réconcilier notre peuple, réconcilier les uns et les autres - nos territoires, nos classes sociales - dans un projet commun. Celui de réussir pour être plus juste.

Mais notre république c'est aussi ce grand acte d'avenir dont parle JAURÈS. C'est cela dont notre jeunesse a besoin. Et ce grand acte d'avenir, c'est d'abord celui qui consiste à refonder dans notre pays le savoir, l'éducation, la culture, le rapport à la vérité et au beau. Oui, nous en avons infiniment besoin parce que ce qui fragilise nos sociétés, comme nos démocraties, c'est la perte de ces repères. C'est le fait qu'aujourd'hui tout se confonde, que nous tombons dans une société où on a l'impression que tout se vaut - les fausses informations comme les vraies - que toutes les paroles se valent, qu'il n'y a plus de hiérarchie et que, ce faisant, tous les projets sont dilués les uns avec les autres. Non. Une société démocratique se tient lorsque le rapport à la vérité se maintient. Lorsque le travail des enseignants, des scientifiques, des journalistes est préservé, maintenu, respecté. Lorsque tous les artisans qui, dans une société, construisent le rapport à la vérité sont respectés dans un cadre établi, peuvent travailler. Une démocratie, ce n'est pas un grand magma où toutes les paroles se valent, où on peut salir chacune et chacun dans un brouhaha incessant. Parce qu'alors oui, on banalise les extrêmes. Parce qu'alors oui, quand toutes les paroles se valent, quand il n'y a plus de vérité, quand il n'y a plus de hiérarchie des vérités on peut dire tout et n'importe quoi. Alors oui, on peut bafouer l'Histoire, on peut bafouer les traces de l'Histoire, on peut bafouer les vérités scientifiques, on peut bafouer les vérités établies, économiques ou sociales. Et à ce moment-là, la démocratie s'effondre. Et nous y sommes. En tout cas, nous n'en sommes pas loin.

Et donc ce grand acte d'audace que nous devons reforger, c'est celui de l'école, c'est celui de l'enseignement supérieur et de la recherche, c'est celui qui défendra partout le savoir, l'éducation par la transmission, l'émancipation par le savoir, la liberté de chacun parce qu'il acquiert la connaissance de quelque chose. Et donc oui, les artisans de cette transformation à mes côtés, ce seront les hussards de la République du XXIe siècle. Nos enseignants, les enseignants-chercheurs, les savants, les journalistes rigoureux qui doivent eux aussi parfois ne pas céder à la fascination de l'instant et toujours veiller à la rigueur de la preuve. C'est notre discipline collective. C'est le cœur de la vitalité démocratique.

Ce grand acte de confiance et ce grand acte d'avenir dont parlait JAURÈS, il passera aussi par la culture. Celle qui émancipe, celle qui doit irriguer tous nos territoires, qui a irrigué cette ville magnifique non loin de la Cathédrale Sainte Cécile, qui a irrigué toute la région - et que dire de tant et tant de villes, de Figeac et tant d'autres, qui se sont transformées, cher Martin, par la culture, portées par ces projets ? Parce que la culture, c'est ce qui émancipe, parce que ce grand acte d'avenir dont nos jeunes ont besoin, c'est de s'ouvrir au beau, c'est de s'ouvrir à des émotions pour lesquelles parfois ils n'étaient pas faits ou pas prédestinés. C'est ce qui fait qu'un peuple se tient. Le rapport à sa langue, le rapport à ses œuvres littéraires, à sa peinture, à son architecture - et permettre partout dans notre beau pays d'accéder à cela, d'accéder à une émotion collective qui fait aussi un peuple, qui fait que nous sommes là ce soir, c'est une émotion démocratique, elle a sa part de beau, elle a sa part d'intensité -, nous en avons besoin. Ce qui leur permettra de regarder l'avenir, ce qui tirera notre jeunesse. Ces barrières dans notre société, toutes ces fractures que nous résorberons par la culture, par ce qu'elle fait, par ce qu'elle donne. Ce grand acte d'avenir dont parlait JAURÈS et dont nos jeunes ont besoin. Ce sera notre vigilance collective de chaque instant, pour tenir la laïcité de notre société. Parce que nous en avons furieusement besoin. Parce que vous l'avez vu encore hier.

Notre jeunesse aura à vivre avec l'insécurité, nous le savons. Celle du terrorisme, du grand désordre mondial. Nous ferons tout pour lutter contre avec vigueur, avec détermination. Mais jamais nous ne devons céder aux sirènes de la peur, de la haine, de la lutte fratricide. Alors

oui, pour tenir le pays il nous faudra beaucoup d'audace, beaucoup de volonté. Il nous faudra collectivement être fermement arrimés à nos principes et la laïcité en est un qui est terriblement moderne, qui est terriblement contemporain, avoir cette liberté de croire et de ne pas croire, ne jamais accepter qu'un Français ou une Française puisse être menacé parce qu'il croit, puisse être pointé du doigt parce qu'il croit, mais demander à chacune et chacun toujours et avant tout de respecter les lois de la République, ce qui nous fait ensemble.

Ce grand acte d'avenir, ce sera la transformation écologique du pays. Nous en avons besoin et nous la porterons parce que notre jeunesse le veut, parce qu'elle en a besoin pour le pays. Parce que c'est cela qui sera le visage de la production de la France de demain, le visage de nos villes, le visage de nos habitats, de nos modes de déplacement, de notre organisation. Oui, l'écologie en France, ce ne sera plus un clan, ce ne sera pas un parti, ce ne sera pas simplement une cause, ce sera une évidence citoyenne.

Je vous le dis, nous produirons en tenant compte à chaque instant de cette exigence que nous avons portée dans le monde et c'est pour cela que je veux que nous investissions massivement pour accompagner nos entreprises dans cette transformation, pour accompagner nos agriculteurs qui en ont besoin et qui le veulent et aux côtés desquels je serai à chaque instant parce qu'ils participent de cette société et de ce modèle de demain.

Nous accompagnerons les ménages pour rénover les bâtiments, pour émettre moins de pollution, pour transformer notre économie et en faire une économie circulaire exemplaire. Parce que ce projet écologique qui est en même temps un projet numérique, c'est celui de l'organisation complète d'une société. Celui qui fait que nous devons passer dans les prochaines années à une logique de coopération et non plus simplement à une logique de compétition. Celui qui fait que nous passerons progressivement à une logique qui à chaque instant, lorsqu'on produit, prend la mesure d'une responsabilité complète, de celle qu'on porte à l'égard d'une société dans son intégralité et d'un temps dans sa durée. Parce qu'il n'est pas possible de faire si on n'intègre pas la société dans laquelle on est inscrit en profondeur et le temps long qui est celui de nos enfants et des générations à venir. C'est une exigence au carré qui est la nôtre mais j'y suis profondément déterminé à vos côtés.

Oui, nous pouvons répondre aux impératifs du temps présent, aux impatiences des entrepreneurs, des innovateurs, des chefs d'entreprise, des agriculteurs, des commerçants, des artisans qui font nos centres-villes, cher Francis, et qui transforment aussi nos communes et dans le même temps, leur demander d'être avec nous les garants du temps long, de garder cette responsabilité chevillée au corps, de savoir que produire aujourd'hui, faire aujourd'hui, ça ne peut pas être comme faire hier. C'est accepter cette transformation, cette responsabilité, c'est faire que produire, c'est aussi donner une place aux salariés, c'est faire que dégager des profits, c'est aussi avoir une responsabilité sociale et environnementale parce que nous vivons dans cette société. Parce que nos enfants y grandiront. Et je crois profondément à cette alliance de la production et de l'esprit de justice. Cette alliance à laquelle JAURÈS croyait, lui qui à longueur d'articles et de propos glorifiait l'entrepreneur - ne l'oublions jamais. Je crois à cette alliance de l'efficacité de court terme et de cette responsabilité de long terme. Je crois à cette alliance de l'économie classique, de l'agriculture, du numérique et du projet écologique. Je crois à cette alliance des territoires, cher Jacques, qui fait que, oui, notre ruralité aura une place dans ce projet d'avenir. Parce que la réussite des villes ne sera pas la réussite du pays, ce sera notre réussite tout entière.

Alors oui, vous l'avez compris, ce grand acte d'avenir dont parlait JAURÈS, c'est le défi de toute notre République, c'est notre défi contemporain. Alors oui, les mots, les mots de JAURÈS aux lycéens d'Albi en 1903 résonnent d'une manière terrible, à la fois par leur optimisme et le défi qui est le nôtre. Et parce qu'ils précédaient de quelques années une guerre. Parce que JAURÈS avait saisi le moment de bascule que vivait l'Europe au tournant du siècle précédent. Nous sommes à un moment de bascule. Les extrêmes sont là, dans toutes nos démocraties. Le doute s'est installé, les injustices sont profondes, les inégalités

renforcées. Notre défi de pouvoir produire et d'être plus fort est aussi devant nous. Le défi démocratique, sécuritaire, n'a jamais été aussi brûlant. Nous devons, face à tout cela, faire un choix d'avenir. Nous devons avoir cet esprit de conquête que tant de villes ont su prendre, cher Philippe, comme Montpellier qui se transforme et comme tant d'autres. Je crois avec vous dans ce choix d'avenir. Je veux que nous le portions pour le pays, mais nous ne devons ni sous-estimer la colère ni sous-estimer la menace. Oui, je veux avec vous, pour demain, conjuguer ce grand acte de confiance et ce grand acte d'audace parce que c'est cela, ce dont notre République nouvelle a besoin, c'est cela, ce que nous devons à notre jeunesse.

Alors oui, mes amis, le projet que nous portons, nous devons le mener à la victoire. Le pays, le 7 mai prochain, a un choix lourd, historique à faire. Celui du repli, de l'esprit de défaite, de la division ou le choix de l'audace, le choix de la confiance restaurée, l'esprit de conquête que nous portons. Cette responsabilité, c'est la nôtre. Alors, allez voter ! Alors, allez convaincre ! Alors, mobilisez ! Le 7 mai prochain, mes amis, nous devons gagner. Nous devons gagner pour notre projet. Nous devons gagner pour notre pays.

Mais je le dis à tous nos concitoyens, notre responsabilité sera immense parce que notre défi et notre responsabilité, ce sera de faire gagner notre pays dans la durée en respectant chacune et chacun dans ses différences, en entendant les colères, en résorbant les divisions et en réconciliant cette France parce qu'elle ne sera forte et juste que si elle est réconciliée.

Pour tout cela, le 7 mai, nous devons gagner. Vive la République et vive la France ! Je compte sur vous.

Annexe 4 : Discours d'investiture d'Emmanuel Macron

Mesdames, Messieurs,

Les Français ont choisi, vous l'avez rappelé, le 7 mai dernier, l'espoir et l'esprit de conquête.

Le monde entier a regardé notre élection présidentielle. Partout, on se demandait si les Français allaient décider à leur tour de se replier sur le passé illusoire, s'ils allaient rompre avec la marche du monde, quitter la scène de l'Histoire, céder à la défiance démocratique, l'esprit de division et tourner le dos aux Lumières, ou si au contraire ils allaient embrasser l'avenir, se donner collectivement un nouvel élan, réaffirmer leur foi dans les valeurs qui ont fait d'eux un grand peuple.

Le 7 mai, les Français ont choisi. Qu'ils en soient ici remerciés.

La responsabilité qu'ils m'ont confiée est un honneur, dont je mesure la gravité.

Le monde et l'Europe ont aujourd'hui, plus que jamais, besoin de la France. Ils ont besoin d'une France forte et sûre de son destin. Ils ont besoin d'une France qui porte haut la voix de la liberté et de la solidarité. Ils ont besoin d'une France qui sache inventer l'avenir.

Le monde a besoin de ce que les Françaises et les Français lui ont toujours enseigné : l'audace de la liberté, l'exigence de l'égalité, la volonté de la fraternité.

Or, depuis des décennies, la France doute d'elle-même. Elle se sent menacée dans sa culture, dans son modèle social, dans ses croyances profondes. Elle doute de ce qui l'a faite.

Voilà pourquoi mon mandat sera guidé par deux exigences.

La première sera de rendre aux Français cette confiance en eux, depuis trop longtemps affaiblie. Je vous rassure, je n'ai pas pensé une seule seconde qu'elle se restaurerait comme par magie le soir du 7 mai. Ce sera un travail lent, exigeant, mais indispensable.

Il m'appartiendra de convaincre les Françaises et les Français que notre pays, qui aujourd'hui semble mis à mal par les vents parfois contraires du cours du monde, porte en son sein toutes les ressources pour figurer au premier rang des nations.

Je convaincrai nos compatriotes que la puissance de la France n'est pas déclinante, mais que nous sommes à l'orée d'une extraordinaire renaissance, parce que nous tenons entre nos mains tous les atouts qui feront et qui font les grandes puissances du XXI^{e} siècle.

Pour cela, je ne céderai sur rien des engagements pris vis-à-vis des Français. Tout ce qui concourt à la vigueur de la France et à sa prospérité sera mis en œuvre : le travail sera libéré, les entreprises seront soutenues, l'initiative sera encouragée.

La culture et l'éducation, par lesquelles se construit l'émancipation, la création et l'innovation seront au cœur de mon action.

Les Françaises et les Français qui se sentent oubliés par ce vaste mouvement du monde devront se voir mieux protégés. Tout ce qui forge notre solidarité nationale sera refondé, réinventé, fortifié. L'égalité face aux accidents de la vie sera renforcée.

Tout ce qui fait de la France un pays sûr, où l'on peut vivre sans avoir peur, sera amplifié. La laïcité républicaine sera défendue, nos forces de l'ordre, notre renseignement, nos armées, réconfortés.

L'Europe, dont nous avons besoin, sera refondée, relancée, car elle nous protège et nous permet de porter dans le monde nos valeurs.

Nos institutions, décriées par certains, doivent retrouver aux yeux des Français l'efficacité qui en a garanti la pérennité. Car je crois aux institutions de la V^{e} République et ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour qu'elles fonctionnent selon l'esprit qui les a fait naître. Pour cela, je veillerai à ce que notre pays connaisse un regain de vitalité démocratique. Les citoyens auront voix au chapitre. Ils seront écoutés.

Dans ce combat, j'aurai besoin de chacun. La responsabilité de toutes les élites - politiques, économiques, sociales, religieuses - de tous les corps constitués de la Nation française, sera appelée. Nous ne pouvons plus nous réfugier derrière des usages ou des habitudes parfois hors du temps. Nous devons retrouver le sens profond, la dignité de ce qui aujourd'hui nous rassemble : agir de manière juste et efficace pour notre peuple.

La France n'est forte que si elle est prospère. La France n'est un modèle pour le monde que si elle est exemplaire.

Et c'est là ma seconde exigence.

Parce nous aurons rendu aux Français le goût de l'avenir et la fierté de ce qu'ils sont, le monde entier sera attentif à la parole de la France.

Parce que nous aurons su dépasser ensemble nos craintes et nos angoisses, nous donnerons ensemble l'exemple d'un peuple sachant affirmer ses valeurs et ses principes, qui sont ceux de la démocratie et de la République.

Les efforts de mes prédécesseurs en ce sens ont été remarquables et je veux ici les saluer.

Je songe au Général de Gaulle, qui œuvra pour redresser la France et lui rendre son rang dans le concert des nations. Je songe à Georges Pompidou, qui fit de notre pays une puissance industrielle majeure. À Valéry Giscard d'Estaing, qui sut faire entrer la France et sa société dans la modernité. À François Mitterrand, qui accompagne la réconciliation du rêve français et du rêve européen. À Jacques Chirac, nous donnant le rang d'une nation sachant dire non aux prétentions des va-t-en-guerre. À Nicolas Sarkozy, ne comptant pas son énergie pour résoudre la crise financière qui avait si violemment frappé le monde. Et je songe bien sûr à François Hollande, faisant œuvre de précurseur avec l'Accord de Paris sur le climat et protégeant les Français dans un monde frappé par le terrorisme.

Leur œuvre, surtout ces dernières décennies, s'est trop souvent vu empêchée sur un climat intérieur délétère, par le découragement de Françaises et de Français s'estimant injustement défavorisés, déclassés, ou oubliés. Ce que la France avait à dire au monde s'est parfois trouvé affaibli par une situation nationale percluse d'inquiétude voire de défiance.

Aujourd'hui, Mesdames, Messieurs, le temps est venu pour la France de se hisser à la hauteur du moment. La division et les fractures qui parcourent notre société doivent être surmontées, qu'elles soient économiques, sociales, politiques ou morales ; car le monde attend de nous que nous soyons forts, solides et clairvoyants.

La mission de la France dans le monde est éminente. Nous prendrons toutes nos responsabilités pour apporter chaque fois que cela sera nécessaire une réponse pertinente aux grandes crises contemporaines. Qu'il s'agisse de la crise migratoire, du défi climatique, des dérives autoritaires, des excès du capitalisme mondial, et bien sûr du terrorisme ; plus rien désormais ne frappe les uns en épargnant les autres. Nous sommes tous interdépendants. Nous sommes tous voisins.

La France veillera toujours à être aux côtés de la liberté, des droits de l'Homme, mais toujours pour construire la paix dans la durée.

Nous avons un rôle immense : corriger les excès du cours du monde, et veiller à la défense de la liberté. C'est là notre vocation. Pour ce faire, nous aurons besoin d'une Europe plus efficace, plus démocratique, plus politique, car elle est l'instrument de notre puissance et de notre souveraineté. J'y œuvrerai.

La géographie s'est singulièrement rétrécie. Mais le temps s'est accéléré. Nous vivons une période qui décidera du destin de la France pour les décennies qui viennent. Nous ne nous battrons pas seulement pour cette génération, mais pour les générations à venir. C'est à nous, tous, qu'il appartient, ici et maintenant, de décider du monde dans lequel ces générations vivront. Telle est peut-être notre plus grande responsabilité.

Nous avons à construire le monde que notre jeunesse mérite.

Je sais que les Françaises et les Français, en cette heure, attendent beaucoup de moi. Ils ont raison car le mandat qu'ils me confient leur donne sur moi le droit d'une exigence absolue. J'en suis pleinement conscient.

Rien ne sera concédé à la facilité ni au compromis. Rien n'affaiblira ma détermination. Rien ne me fera renoncer à défendre en tout temps et en tout lieu les intérêts supérieurs de la France.

J'aurai, dans le même temps, la volonté constante de réconcilier et rassembler l'ensemble des Français.

La confiance que les Françaises et les Français m'ont témoignée m'emplit d'une immense énergie. La certitude intime que nous pouvons ensemble écrire une des plus belles pages de notre Histoire portera

mon action.

Dans ces instants où tout peut basculer, le peuple français a toujours su trouver l'énergie, le discernement, l'esprit de concorde pour construire le changement profond. Nous en sommes là. C'est pour cette mission qu'humblement je servirai notre peuple.

Je sais pouvoir compter sur tous nos compatriotes pour mener à bien la tâche considérable et exaltante qui nous attend.

En ce qui me concerne, dès ce soir, je serai au travail.

Vive la République. Vive la France

Fabiola CASAGRANDE

Université de Toulon - UFR des Lettres, Langues et Sciences Humaines

De présidentiable à président : la rhétorique au service du pouvoir

Analyse comparative des discours de campagne et d'investiture de Nicolas Sarkozy (2007) et Emmanuel Macron (2017)

Logos*, *Ethos*, *Pathos

Résumé

Ce mémoire s'attache à étudier les procédés rhétoriques et argumentatifs convoqués par Nicolas Sarkozy et Emmanuel Macron sur la base de leurs discours de campagne et d'investiture de 2007 et 2017. Seront pris en compte les critères énonciatifs liés aux discours du genre délibératif et épidictique. A partir de la littérature sur les discours politiques et sur l'école française de l'analyse de discours, nous posons la problématique suivante : Comment les candidats à l'élection présidentielle adaptent-ils leurs discours en fonction de la situation de communication et en quoi ces discours diffèrent-ils de ceux qui les ont précédés ? Comment la construction discursive de soi est-elle mise au service de l'orateur pour atteindre sa visée persuasive (*logos*) ? Quelle stratégie l'orateur met-il en œuvre pour modifier son image selon qu'il s'adresse à ses militants ou à la Nation toute entière (*ethos*) ? Quelles émotions suscite-t-il (*pathos*) ? Notre étude tentera de répondre à ces questions afin de mettre en lumière l'ambition de deux hommes qui ont uni leur destin à celui de la France et qui ont, à leur manière, brisé les codes pour accéder au pouvoir. En conclusion, et dans une perspective d'approfondissement, nous étudierons le rôle des media dans la propagation des informations susceptibles de nuire à l'image de l'homme politique.

Mots clés : élection présidentielle, investiture, discours, *ethos*, *pathos*, *logos*, émotion, orateur, public, politique, rhétorique, analyse de discours.